



Rapports d'activité 2018 des CTRA

Coordination Murielle LEROY

Inspection des patrimoines

Novembre 2019

Table des matières

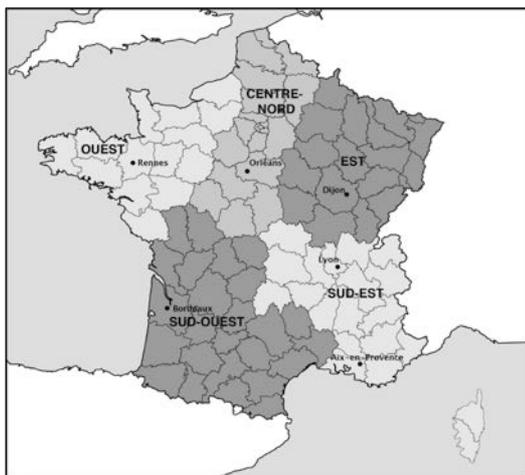
Introduction.....	5
Commission territoriale de la recherche archéologique Centre-Nord..	9
Présentation de la CTRA Centre-Nord	10
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Centre-Val de Loire	15
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie des Hauts-de-France.....	22
Bilan 2018 de la CTRA Centre-Nord.....	32
<i>PALÉOLITHIQUE et MÉSOLITHIQUE</i>	32
<i>NÉOLITHIQUE</i>	34
<i>ÂGES DES MÉTAUX</i>	37
<i>ANTIQUITÉ</i>	48
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	55
<i>ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS</i>	61
Commission territoriale de la recherche archéologique Est.....	63
Présentation de la CTRA Est.....	64
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Bourgogne-Franche-Comté	69
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Grand Est.....	76
Bilan 2018 de la CTRA Est	82
<i>PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE</i>	82
<i>NÉOLITHIQUE</i>	83
<i>ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER</i>	84
<i>SECOND ÂGE DU FER</i>	87
<i>ANTIQUITÉ (MILIEU RURAL)</i>	88
<i>ANTIQUITÉ (MILIEU URBAIN ET SANCTUAIRES)</i>	90
<i>HAUT MOYEN ÂGE</i>	92
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE ET MODERNE (ARCHÉOLOGIE CASTRALE, MILIEU URBAIN ET ESPACES RURAUX)</i>	95
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE ET MODERNE (ARCHÉOLOGIE CASTRALE, ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX ET MILIEU URBAIN)</i>	97
<i>ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE</i>	98
Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest	103
Présentation de la CTRA Ouest.....	104
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Bretagne.....	108
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Normandie ...	111
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie des Pays de la Loire	116
Bilan 2018 de la CTRA Ouest.....	119
<i>PALÉOLITHIQUE</i>	119
<i>NÉOLITHIQUE</i>	120
<i>ÂGES DES MÉTAUX</i>	122

<i>ANTIQUITÉ</i>	126
<i>MOYEN ÂGE, ÉPOQUE MODERNE</i>	130
<i>ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS</i>	134
Commission territoriale de la recherche archéologique Outre-Mer .136	
Présentation de la CTRA Outre-Mer.....	137
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Guadeloupe, de Saint-Barthélémy et Saint-Martin	141
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Guyane	144
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de La Réunion	148
Bilan 2018 de la CTRA Outre-mer.....	153
Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Est..... 156	
Présentation de la CTRA Sud-Est.....	157
Les publications aux travers des avis la CTRA Sud-Est	161
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie d'Auvergne-Rhône-Alpes.....	164
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Corse.....	169
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	173
Bilan 2018 de la CTRA Sud-Est.....	176
<i>PALÉOLITHIQUE</i>	177
<i>NÉOLITHIQUE</i>	178
<i>ÂGES DES MÉTAUX</i>	180
<i>ANTIQUITÉ</i>	182
<i>MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE</i>	183
Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest .185	
Présentation de la CTRA Sud-Ouest	186
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine.....	189
Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie d'Occitanie.....	195
Bilan 2018 de la CTRA Sud-Ouest	198
<i>PALÉOLITHIQUE INFÉRIEUR ET MOYEN</i>	198
<i>PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR et MÉSOLITHIQUE</i>	199
<i>NÉOLITHIQUE</i>	201
<i>ÂGE DU BRONZE</i>	203
<i>ÂGE DU FER</i>	206
<i>ANTIQUITÉ</i>	208
<i>MOYEN ÂGE (ÉDIFICES RELIGIEUX ET ESPACES FUNÉRAIRES)</i>	212
<i>MOYEN ÂGE (ENSEMBLES CASTRAUX, ESPACES URBAINS ET ESPACES RELIGIEUX)</i>	215
<i>ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (ESPACE RURAL)</i>	217

Abréviations

AE : aide à l'édition
APP : aide à la préparation de publication
BAM : biens archéologiques mobiliers
BCM : biens culturels maritimes
BVSG : Blicquy-Villeneuve-Saint-Germain
CCE : centre de conservation et d'étude
CCS : cahier des charges scientifiques
CIAP : centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine
CIRA : commission interrégionale de l'archéologie
CNP : centre national de préhistoire
CNRA : conseil national de la recherche archéologique
CRA : conservateur régional de l'archéologie
CRMH : conservation régionale des monuments historiques
CTRA : commission territoriale de l'archéologie
CST : contrôle scientifique et technique
DAC : direction des affaires culturelles
DGP : direction générale des patrimoines
DRAC : direction régionale des affaires culturelles
DRASSM : département de recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines
DVRD : demande volontaire de réalisation de diagnostic
EA : entité archéologique
FPA : fouille programmée annuelle
FPP : fouille programmée pluriannuelle
GDR : groupement de recherche
JNA : journées nationales de l'archéologie
MC : ministère de la culture
NMII : Néolithique moyen II
OPP : opération de préparation de publication
PCR : projet collectif de recherche
PIP : pôle international de la Préhistoire
PSI : projet scientifique d'intervention
PT : prospection thématique
RFO : rapport final d'opération
RMPR : rencontres méridionales de Préhistoire récente
RO : responsable d'opération
SDA : sous-direction de l'archéologie
SRA : service régional de l'archéologie
SRI : service régional de l'inventaire
TCA : terre cuite architecturale
UDAP : unité départementale de l'architecture et du patrimoine
UMR : unité mixte de recherche
VSG : Villeneuve-Saint-Germain
ZPPA : zone de présomption de prescription archéologique

Introduction



Les 5 CTRA métropolitaines depuis 2017

Dans la continuité de l'évolution proposée en 2017 pour l'élaboration des rapports d'activité des commissions territoriales de la recherche archéologique (CTRA), un nouveau bilan annuel a été réalisé pour l'année 2018. Coordonné par l'inspection des patrimoines, il comprend le rapport des six CTRA (Centre-Nord, Est, Ouest, Outre-Mer, Sud-Ouest et Sud-Est), établi par leurs membres et présenté par grandes phases chronologiques. Chaque rapport est introduit par une analyse de l'activité de la CTRA par l'inspecteur territorialement compétent, ainsi que par des exposés sur les politiques scientifiques mises en œuvre par les conservateurs régionaux de l'archéologie des régions qui les composent.

Afin de favoriser le dialogue entre les différentes instances, ce bilan annuel est présenté au CNRA par chaque CTRA, avec la participation des conservateurs régionaux concernés. En 2018, il a été convenu que cette présentation se ferait en alternance tous les deux ans. Les rapports des CTRA Sud-Ouest, Est et Sud-Est ont ainsi été présentés lors des séances de mars et juin 2019.

En 2018, ce sont 1927 dossiers qui ont été examinés par les six CTRA (hors ZPPA) : pour le préventif, 580 diagnostics/CCS/PSI et 440 RFO et pour le programmé 827 dossiers, dont 50 publications, auxquels s'ajoutent 79 informations des CRA ou du Drassm. Il faut aussi souligner que la CTRA Centre-Nord a eu, pour la première fois, à évaluer l'intérêt scientifique justifiant la conservation d'un trésor au titre du nouvel article L541-4 du code du patrimoine. Les examens de ZPPA ont quant à eux concerné 170 communes.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
France Métropolitaine	1398	1624	1460	1506	1665	1775	1745	1836	1737	1909	1887	1927
France Outre-mer	/	/	/	/	/	45	68	41	60	70	89	69

Nombre de dossiers examinés annuellement par les commissions

L'activité globale des commissions est en très légère hausse par rapport à 2017 en terme de nombre de dossiers examinés par an. Cette hausse est en grande partie due à

l'augmentation de l'activité de la commission Est, où le nombre de dossiers traités par les rapporteurs est passé de 279 à 372 (hors informations des CRA et examen de ZPPA), soit une progression de 33 %. Il pourrait s'agir d'une évolution conjoncturelle, liée à l'augmentation du nombre de jours de séances ce qui a permis de résorber le retard pris dans l'examen des RFO (progression de 46 %), mais le nombre de dossiers d'archéologie programmée est aussi en hausse notable (47 %). Cela place ainsi l'activité de la CTRA Est au niveau des CTRA Centre-Nord, Sud-Est et Sud-Ouest. Cette tendance demande toutefois à être confirmée. Les autres CTRA ont eu une activité assez stable, à l'exception de Sud-Est qui a aussi connu une légère progression et Outre-Mer qui a au contraire connu un léger recul, se stabilisant à son niveau de 2016.

	OUEST		CENTRE-NORD		EST		SUD-EST		SUD-OUEST		OUTRE-MER	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Diagnostics	91	92	125	112	120	140	73	97	148	115	35	24
RFO	62	64	119	119	63	92	71	80	59	76	14	9
Programmées	104	105	95	108	93	137	201	194	189	198	32	35
Publications	13	13	14	6	3	3	8	8	10	19	0	1
Infos	21	22	2	6	8	5	25	37	13	10	2	0
ZPPA	8	10	5	7	146	117	5	5	9	18	6	1
TOTAL (hors ZPPA)	291	296	355	351	287	377	378	416	419	418	83	69

Évolution du nombre de dossiers examinés par les CTRA en 2017-2018

Les équilibres globaux entre les différents types de dossiers (diagnostics, RFO, programmées) ont peu bougé même si l'on note quelques variations au niveau de certaines CTRA. Ainsi, les commissions Centre-Nord et Est voient la part du programmé légèrement augmenter, tout comme Sud-Ouest, tandis qu'elle baisse en Sud-Est.

	OUEST	CENTRE-NORD	EST	SUD-EST	SUD-OUEST	OUTRE-MER	Total
Diagnostics	92 35,3 %	112 33,0 %	140 38,0 %	97 26,1 %	115 29,6 %	24 35,3 %	580 32,3 %
RFO	64 24,5 %	119 35,1 %	92 24,9 %	80 21,6 %	76 19,5 %	9 13,2 %	440 24,5 %
Programmées	105 40,2 %	108 31,9 %	137 37,1 %	194 52,3 %	198 50,9 %	35 51,5 %	777 43,2 %
TOTAL	261	339	369	371	389	68	1797

Répartition des dossiers examinés par les CTRA en 2018 (hors publications, informations et zonages¹)

¹ Le nombre d'informations du CRA et surtout de zonages présentés en commissions est peu significatif, car extrêmement variable d'une année à l'autre. De plus, ces dossiers sont essentiellement instruits par les Sra et seulement exposés à la commission.

Un focus particulier avait été demandé cette année par le directeur général des patrimoines sur les **projets collectifs de recherche** (PCR) du fait de leur contribution déterminante à la synthèse des connaissances archéologiques dans de nombreux domaines. Il était également souhaité que soient identifiées les perspectives ou les réflexions en cours qui pourraient constituer des projets de portée nationale ou internationale. Les contributions des membres des commissions et des conservateurs régionaux de l'archéologie sur ce thème amènent de notre part un certain nombre de réflexions liminaires.

Mis en place en 1980 par le ministère de la culture, le PCR est un instrument de programmation scientifique destiné à favoriser le regroupement de chercheurs d'institutions diverses pour faire aboutir une recherche. Son caractère fédérateur et structurant, grâce aux réseaux mis en place, est reconnu par tous. La part qu'occupent aujourd'hui les PCR dans l'archéologie programmée est importante. Ce sont ainsi 170 dossiers qui ont été examinés en 2018 par les 6 commissions territoriales, ce qui représente 22 % des dossiers de programmés, part variant selon les commissions de 17-18 % (Ouest, Outre-Mer, Sud-Est) à 32 % (Centre-Nord).

Ces projets collectifs sont multiformes. Ils peuvent ainsi regrouper plusieurs types d'autorisations administratives (fouilles, sondages, prospections, relevés d'art rupestre) et mettre en œuvre des méthodes variées (analyses, prospections géophysiques, lidar, lasergrammétrie...), associer analyse de fouilles anciennes publiées ou non, reprises de collections anciennes, synthèse de données issues de l'archéologie préventive. Outre la mise en perspective de données issues de l'archéologie programmée et de l'archéologie préventive, ils peuvent servir de cadre à des mémoires universitaires (thèses, masters). Il s'agit donc d'un instrument adapté à une grande variété de situations.

Par ailleurs, la typologie des sujets abordés est elle aussi très variée. On trouve ainsi des PCR s'intéressant à un site (de nombreuses agglomérations antiques et médiévales-modernes sont ainsi étudiées), d'autres à un territoire plus ou moins étendu (l'environnement d'un site majeur, une vallée, une région...), qui dépasse rarement le cadre régional, même si certains projets couvrent une partie de la France. D'autres PCR abordent plutôt une thématique (habitat rural, châteaux, métallurgie, exploitation du sel, meules...) ou ont pour objectif la constitution de référentiels, notamment céramiques. La majorité se consacrent à une période précise, mais l'outil est aussi utilisé pour des synthèses trans-chronologiques.

Il découle de cette diversité, des « produits de sortie » variés. Bon nombre de projets débouchent sur des publications de synthèse, c'est même parfois pour certains le seul objectif affiché, ou encore sur l'organisation d'un colloque ou d'une table-ronde de restitution, parfois élargis au-delà du périmètre du PCR. Mais certains ont aussi comme but la mise à disposition de la donnée acquise sous forme d'un atlas (Atlas topographiques de *Lugdunum* ou d'*Augustonemetum*) ou d'une base de donnée, associée ou non à un SIG, réutilisable par d'autres chercheurs dans le cadre de nouveaux programmes de recherche. La mise à disposition des données collectées sous forme de systèmes d'information pérennes constitue un enjeu important pour la recherche future. On peut aussi citer le cas des PCR visant à collecter du matériel de référence (lithothèques...).

De par sa grande variabilité dans les méthodes, les contenus et les modalités de restitution, le PCR favorise la visibilité de certains projets qui ne trouveraient pas facilement leur place dans la nomenclature administrative classique (fouilles, prospections, ...) ou permet au contraire de faciliter la compréhension des opérations complexes comprenant plusieurs opérations autorisées.

Il serait intéressant d'analyser les durées de ces projets. Ce sont souvent des entreprises de longue haleine, qui nécessitent parfois plusieurs années de mise en place pour hiérarchiser les objectifs, voire structurer les équipes. Même si une part d'entre eux ne passent pas ce cap et s'éteignent rapidement, ce délai probablement plus long que pour d'autres programmes ne doit pas constituer un frein.

Enfin, comme pour toutes les opérations programmées, l'initiative des PCR revient le plus souvent aux chercheurs eux-mêmes. Mais dans quelques cas, ce sont les Sra qui ont suscité de tels programmes collectifs pour répondre à des projets de valorisation (agglomération antique de Villards-d'Héria dans le Jura), de protection Unesco (enceinte du Mans dans la Sarthe) ou de conservation (PCR LasCo en Dordogne). Certains Sra fusionnés encouragent aussi les chercheurs à envisager des projets au niveau des nouvelles régions. Le présent bilan se fait aussi l'écho de propositions d'orientation de la recherche par les rapporteurs. Ainsi, les experts de la CTRA Sud-Ouest ont préconisé le développement de PCR transrégionaux pour l'Antiquité, tandis que leurs collègues de la CTRA Ouest ont ciblé quelques thématiques prioritaires pour le Moyen Âge. Ces exemples montrent que les PCR gagneraient à être davantage utilisés par le ministère de la culture comme de véritables outils de programmation de la recherche régionale voire nationale.

Dany BARRAUD
François FICHET de CLAIRFONTAINE
Jean Olivier GUILHOT
Murielle LEROY
Inspecteurs généraux des patrimoines

Commission territoriale de la recherche archéologique Centre-Nord

Présentation de la CTRA Centre-Nord

Par Murielle LEROY

Inspectrice générale des patrimoines

Fonctionnement de la commission

La CTRA Centre-Nord, qui regroupe les régions Centre-Val de Loire (CvdL), Hauts-de-France (HdF) et Île-de-France (IdF), s'est réunie 8 fois² en 2018, à la DRAC d'Orléans, siège de la commission. Ce qui représente 25 journées de travail et 357 dossiers examinés. Les séances les plus chargées ont été celles consacrées à l'examen des opérations d'archéologie programmée : celle de mars (81 dossiers) et, dans une moindre mesure, celle de janvier (51 dossiers).

La commission est composée depuis janvier 2017 de dix experts, dont un arrivé en mars 2018 suite à la mutation professionnelle d'une des membres :

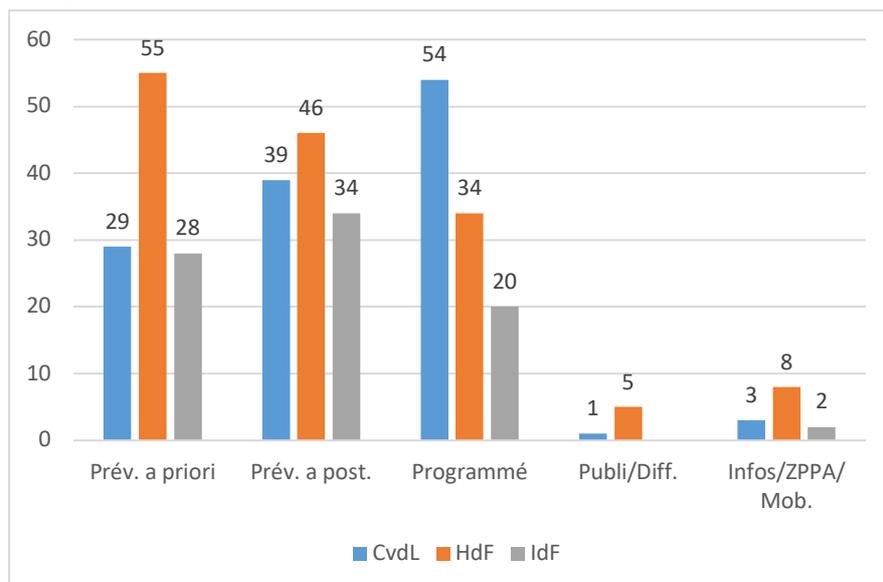
- Roland Nespoulet (Museum national d'Histoire naturelle), au titre de l'enseignement supérieur, pour la Préhistoire ancienne ;
- Christophe Gilabert (Sra Auvergne-Rhône-Alpes), au titre de spécialiste, pour le Néolithique ;
- Isabelle Kerouanton (Inrap Grand Sud-Ouest), au titre de l'Inrap, pour la Protohistoire ancienne ;
- Geertrui Blancquaert (Sra Grand Est), au titre du ministère de la culture, pour la Protohistoire récente ;
- Marc Heijmans (UMR 7199, Centre Camille Julian Aix-Marseille-Université), au titre du Cnrs, Stéphane Venault (Inrap Bourgogne-Franche-Comté) et Michiel Gazenbeek (Inrap Grand Est, depuis mars 2018, en remplacement de Nicola Coulthard), au titre de spécialistes, pour l'Antiquité ;
- Isabelle Callot (Éveha), au titre d'un opérateur agréé, Claude Héron (Bureau du patrimoine archéologique du département de Seine-Saint-Denis), au titre d'une collectivité territoriale, Étienne Louis (Direction de l'archéologie préventive du Douaisis), au titre de spécialiste, pour les périodes médiévales et modernes.

Ils ont été assistés en 2018 par quatre experts extérieurs : deux pour le Paléolithique, Jean-Paul Raynal et Alain Turck, un pour l'archéologie des conflits contemporains, Yves Desfossés, et un pour la numismatique, Jérôme Jambu.

Certains membres ont eu à examiner jusqu'à 19 dossiers par séance, soit, par membre, un total variant entre 24 et 69 dossiers pour l'année (R. Nespoulet 24 ; C. Gilabert 31 ; I. Kerouanton 29 ; G. Blancquaert 61 ; S. Venault 38 ; M. Heijmans 26 ; M. Gazenbeek 37 ; É. Louis 57 ; C. Héron 69 ; I. Caillot 33 ; J.-P. Raynal 1 ; A. Turck 1 ; Y. Desfossés 6 ; J. Jambu 1). Les experts ont rendu 414 avis, soit 1,2 avis par dossier, la majorité des dossiers ne nécessitant qu'un avis (85 %). Les procès-verbaux de ces séances rendent compte de la richesse de ces expertises consignées dans plus de 800 pages.

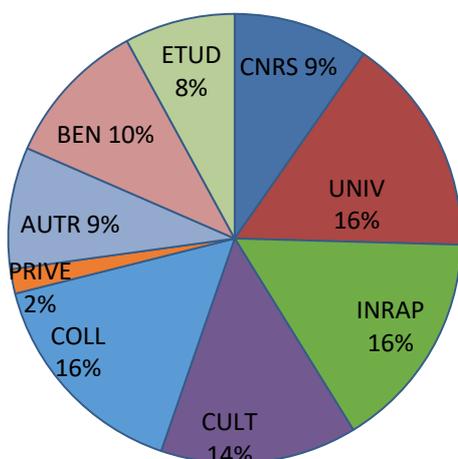
² Du 22 au 24 janvier, du 5 au 8 mars, du 10 au 12 avril, du 4 au 6 juin, du 2 au 4 juillet, du 17 au 19 septembre, du 22 au 24 octobre, du 3 au 5 décembre.

Dossiers examinés

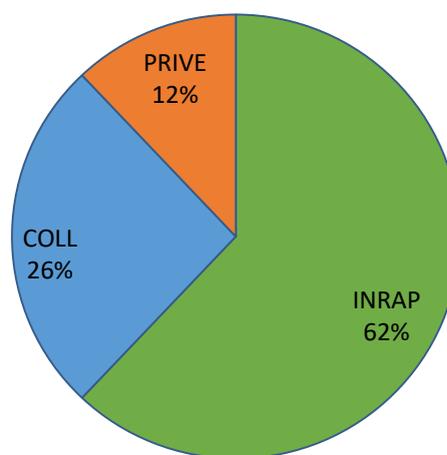


Types de dossiers examinés

Archéologie programmée



Archéologie préventive



Organismes de rattachement

L'**archéologie programmée** a représenté 108 dossiers, soit 50 fouilles, 10 sondages, 13 prospections thématiques, 35 PCR, auxquels il convient d'ajouter 6 demandes d'aide à la préparation de publication ou d'aide à l'édition. Ces chiffres sont en légère augmentation par rapport à 2017 (95 dossiers), l'augmentation étant plus notable en Centre-Val de Loire.

Les organismes de rattachement des porteurs de projet sont variés et représentent l'ensemble des acteurs de l'archéologie nationale. Les universités de rattachement sont implantées dans l'espace géographique de la CTRA (universités de Picardie, Cergy-Pontoise, Paris 1, Paris 4 et Tours), mais aussi dans d'autres régions françaises (universités de

Bordeaux, Grenoble) ou étrangères (universités de Bruxelles, Louvain, Brown et Wesleyan). Douze collectivités territoriales de l'interrégion ont en leur sein un agent responsable d'une opération d'archéologie programmée. Enfin, parmi les 11 porteurs de projet appartenant au ministère de la Culture, 4 travaillent dans le Sra des Hauts-de-France et 1 dans celui d'Île-de-France, témoignant d'une implication des services de l'interrégion dans l'archéologie programmée.

L'**archéologie préventive** a concerné 231 dossiers : 111 ont été examinés à priori, principalement des diagnostics, accompagnés ou non de CCS, mais parfois aussi des CCS seuls (7 cas) ou des PSI (1 cas) ; 1 dossier concernait une découverte exceptionnelle (tombe à hypogée antiques de Haynecourt dans le département du Nord) ; 119 rapports de fouilles ont été examinés à posteriori.

On note globalement une légère baisse des avis donnés a priori et un nombre stable d'examen de rapports a posteriori par rapport à 2017 (respectivement 125 et 119 dossiers). Ces tendances masquent toutefois de grandes disparités entre les trois régions, avec une forte progression des dossiers a priori en Hauts-de-France et une baisse dans les deux autres régions et à l'inverse une baisse des rapports examinés pour les Hauts-de-France accompagnée d'une hausse de ceux des deux autres régions.

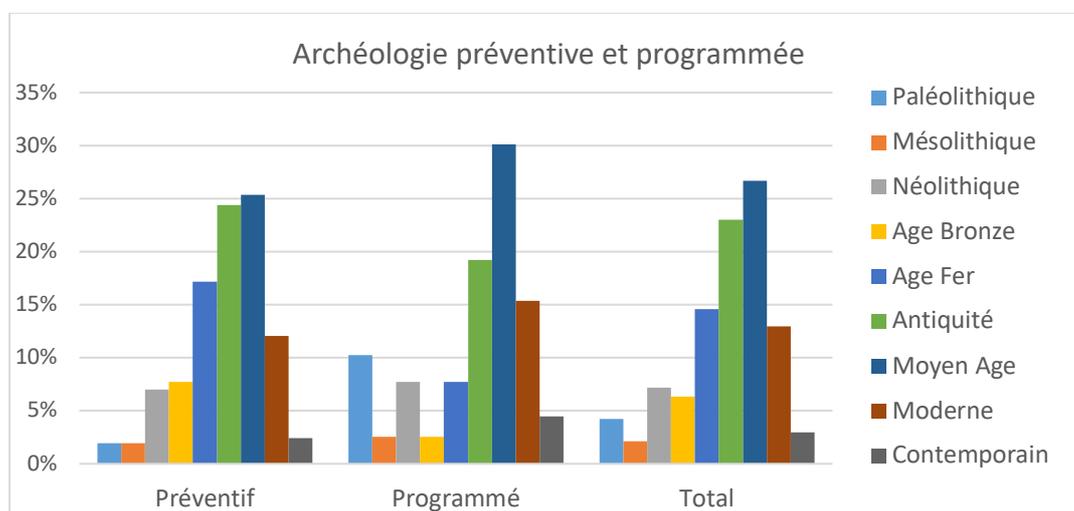
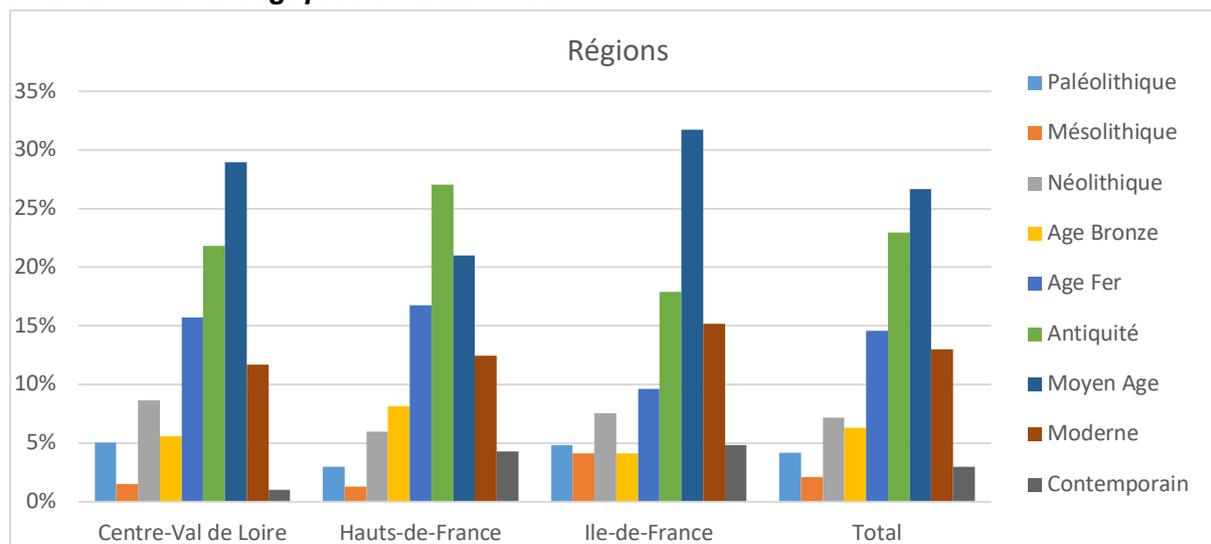
Les avis sur les dossiers présentés a priori ont préconisé des fouilles dans près de 86 % des cas et des mesures de conservation dans près de 11 % des cas (mesures de conservation parfois accompagnées de la préconisation d'une fouille si ces mesures ne peuvent pas être mises en œuvre). La CTRA a par ailleurs été défavorable à la poursuite des investigations dans 4 cas. Les rapports de fouilles examinés ont tous été validés scientifiquement à l'exception de 3 d'entre eux.

Moins des deux tiers (139) des dossiers émanent de l'Inrap, tandis que 26 % (58) proviennent des collectivités territoriales et 12 % (27) des entreprises privées. Les collectivités territoriales, au nombre de 19, sont réparties sur l'ensemble de l'interrégion (6 en CvdL, 8 en HdF et 5 en IdF) ; celles présentant le plus d'occurrences dans les dossiers examinés sont les services archéologiques d'Eure-et-Loir, de l'Aisne et du Pas-de-Calais. Les entreprises privées sont au nombre de 7, Éveha constituant à elle seule 6 % des occurrences (13 dossiers).

INRAP	Collectivités territoriales																Opérateurs privés									
	Aisne	Amiens Métropole	Bourges Plus	Chartres	Douais	Eure-et-Loir	Indre-et-Loire	Loiret	Nord	Oise	Orléans	Paris	Pas-de-Calais	SAI 78/92	Seclin	Seine-saint-Denis	Val-d'Oise	Val-de-Marne	Valenciennes	Acter	Archeodunum	Archéopole	Arcade	Eveha	Paléotime	Univarchéo
139	7	3	2	4	4	10	1	3	1	2	2	1	7	2	3	1	2	1	2	1	3	5	1	13	3	1

Nombre de dossiers d'archéologie préventive par opérateur

Enfin, outre quelques points d'informations apportés par les CRA, la CTRA a eu à examiner les projets de zones de présomption de prescription archéologique (**ZPPA**) sur 20 communes localisées dans les départements de l'Aisne et de l'Oise (Hauts-de-France). Elle a aussi eu, pour la première fois, à évaluer l'intérêt scientifique justifiant la conservation d'un trésor au titre du nouvel article L541-4 du code du patrimoine.

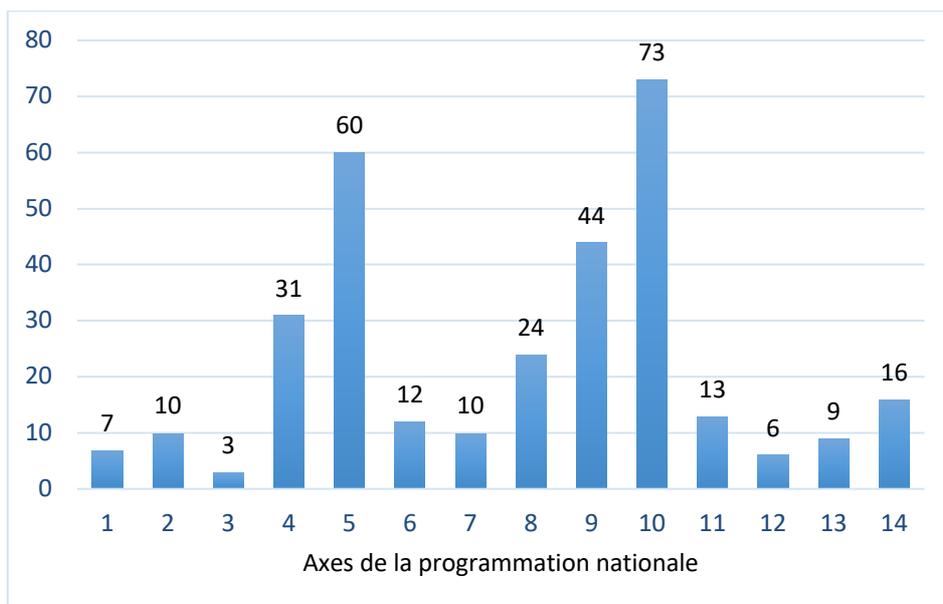
Périodes chronologiques et thèmes traités³**Périodes chronologiques traitées**

Les **périodes** les plus anciennes, Paléolithique-Mésolithique-Néolithique, représentent un peu plus d'un tiers des dossiers examinés, soit respectivement 4,2 % (24 dossiers), 2,1 % (12) et 7,2 % (41). Les Âges des métaux en représentent quant à eux 20,9 %, avec un fort déséquilibre entre Âge du bronze (6,3 % - 36 dossiers) et Âge du fer (14,6 % - 83). 23 % des dossiers (131) examinés concernent l'Antiquité, tandis que 42,7 % portent sur les périodes médiévale, moderne et contemporaine, soit respectivement 26,7 % (152 dossiers), 13 % (74) et 3 % (17).

On observe une répartition assez différente entre le programmé et le préventif. Ainsi le programmé se caractérise par une sur-représentation du Paléolithique et dans une moindre mesure des périodes médiévale à contemporaine et une sous-représentation des Âges des métaux et dans une moindre mesure de l'Antiquité. On note également des spectres de répartition qui se distinguent entre les trois régions.

³ Les statistiques sur la chronologie ont été élaborées à partir de l'ensemble des dossiers examinés (archéologie préventive et programmée). Pour les axes de la programmation, les diagnostics n'ont pas été pris en compte, du fait d'une attribution encore assez hypothétique à ce stade de connaissance des sites.

Si tous les **axes de la programmation nationale** de la recherche archéologique (hors Outre-Mer) ont été abordés dans les dossiers traités en 2018, on note toutefois une prédominance de 5 axes : l'axe 10 (Espace rural, peuplements et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne – 73 dossiers/23 %), l'axe 5 (Les Âges des métaux – 60 dossiers/18,9 %), l'axe 9 (Le phénomène urbain – 44 dossiers/13,8 %) et dans une moindre mesure l'axe 4 (Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations – 31 dossiers/9,7 %) et l'axe 8 (Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (24 dossiers/7,5 %). En revanche, l'axe 3 (Les expressions graphiques préhistoriques) représente seulement 3 occurrences.



Dossiers ventilés par axes de la programmation nationale

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Centre-Val de Loire

Par Stéphane RÉVILLION

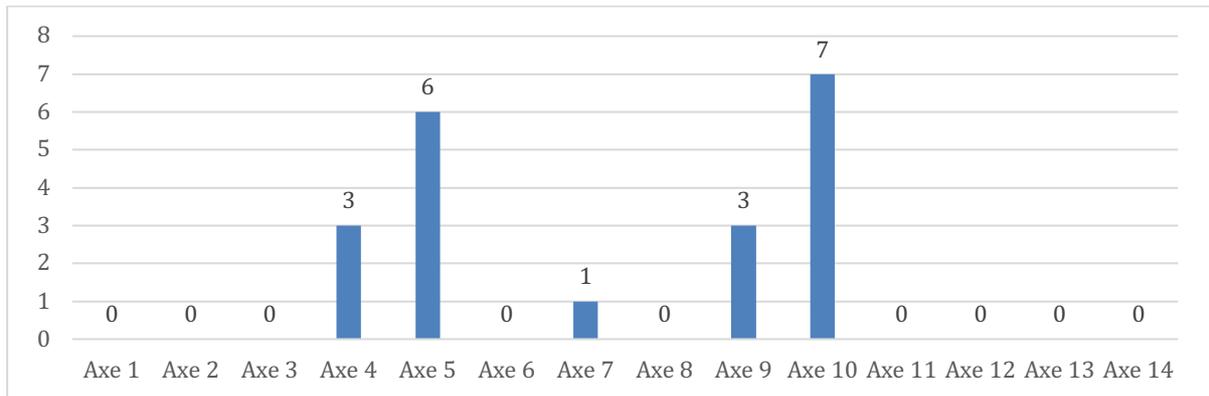
Conservateur régional de l'archéologie

L'articulation entre la politique conduite en archéologie programmée et celle des prescriptions d'archéologie préventive est posée en région Centre-Val de Loire, avec comme référence les axes de recherche définis par le CNRA dans le cadre de la programmation nationale de la recherche archéologique. Si le contenu de ces axes est en adéquation avec les problématiques de recherche régionale, il peut cependant conduire à une appréciation moins rigoureuse de l'apport des opérations surtout lorsqu'elles en concernent plusieurs. En dehors des questions statistiques, leur classement suscite parfois un certain embarras, car il est parfois réalisé à posteriori dans le cas de l'archéologie préventive et selon l'avancement des études pour certaines fouilles programmées. Il réduit nécessairement ces opérations à leur apport principal au développement de la recherche. D'un point de vue opérationnel, les recommandations de la programmation en faveur des développements scientifiques actuels, peuvent être difficiles à appliquer dans le cadre de l'archéologie préventive, tributaire de l'aménagement. Les choix de prescription sont souvent délicats, car ils doivent tenir compte de l'inégale avancée des problématiques de recherche selon les régions, des risques de perte d'informations et de l'étude fondamentale de la variabilité des sites archéologiques selon les territoires étudiés. En raison de son caractère incitatif, la programmation possible dans le cadre de l'archéologie programmée apparaît comme un élément pondérateur susceptible de réduire ces risques tout en répondant aux exigences scientifiques de la programmation nationale.

Afin de rétablir un certain équilibre entre archéologie préventive et archéologie programmée, les orientations de la programmation scientifique de la région Centre-Val de Loire, ont été (re)définies depuis 2016, selon une politique de développement de l'archéologie programmée (fouilles programmées, sondages, projets collectifs de recherche, prospections thématiques ...), qui avait diminué ces dernières années. Elle repose sur le développement de la recherche en encourageant l'acquisition de nouvelles données par le soutien et la promotion des fouilles dont le nombre représentait moins du quart des opérations programmées. Il est apparu tout aussi nécessaire d'encourager le travail pluridisciplinaire et inter-institutionnel dans le cadre des projets collectifs de recherche dont la nature fédératrice permet en outre la production de synthèses thématiques. Un soutien comparable est accordé aux opérations de prospection-inventaire, notamment aériennes, en raison de leurs apports à la connaissance des territoires, directement utiles à la carte archéologique nationale et aux prescriptions d'archéologie préventive.

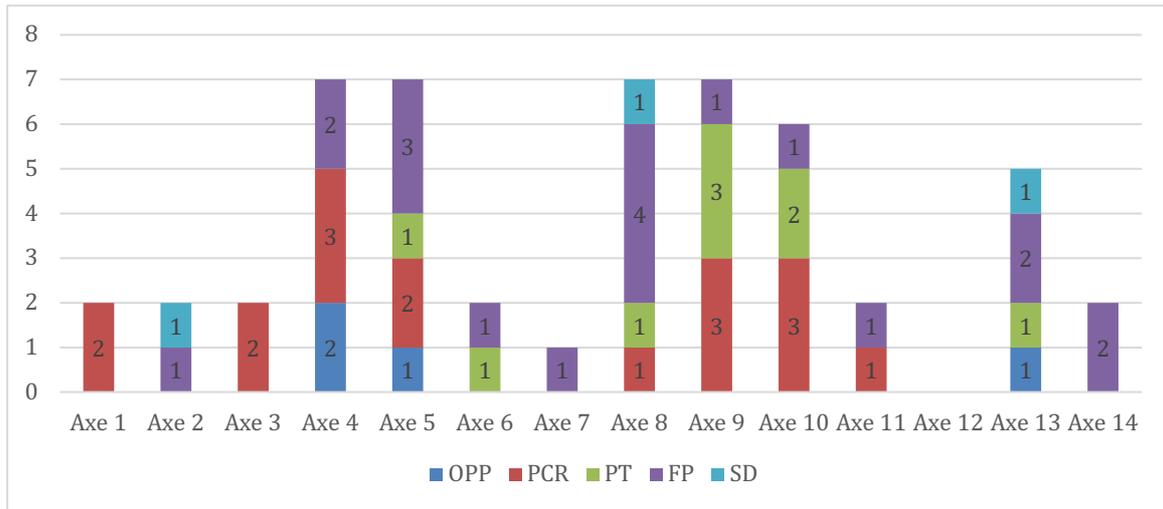
En ce qui concerne l'archéologie préventive, la répartition des 39 fouilles préventives, prescrites en 2018, en fonction des principaux axes de recherche définis dans la programmation nationale, est très inégale. Sur les 20 opérations réalisées, on note l'absence de fouille pour : le Paléolithique (axes 1, 2), les expressions graphiques préhistoriques (axe 3), les paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine (axe 6), les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne (axe 11), les mines et matériaux associés (axes 12), les aménagements portuaires et le commerce (axe 13) et l'archéologie des périodes moderne et contemporaine (axe 14). Par contre, la majorité des opérations concerne les Âges des métaux (axe 5 : 6 op.) et l'espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine médiévale et moderne

(axe 10 : 7 op.). Il s'agit le plus souvent de sites protohistoriques, dont l'occupation se poursuit au cours de l'Antiquité, pour les grands établissements ruraux avec parfois une réoccupation au Moyen Âge. Les fouilles portant sur les périodes gallo-romaine et médiévale sont nombreuses, réparties entre le phénomène urbain (axe 9 : 3 op.) et l'espace rural (axe 10). À noter une opération portant sur le Mésolithique et deux autres sur des habitats du Néolithique (axe 4), ce qui n'est pas négligeable rapporté aux 20 fouilles réalisées en 2018. L'étude du phénomène funéraire depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions (axe 7) a été limitée à une fouille de faible emprise.



Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : fouilles 2018, répartition selon les axes de la programmation nationale de la recherche archéologique

Sur une cinquantaine de demandes d'opérations programmées, 48 ont été autorisées en 2018. Il s'agit en majorité de fouilles programmées (17 op.), de projets collectifs de recherche (15 op.) et en moindre proportion de prospections thématiques (8 op.), de sondages (8 op.) et d'opérations de préparation de publications (4 op.). Elles couvrent la plupart des axes de la programmation nationale du CNRA, mais de manière inégale en fonction des grandes périodes chronologiques ou des thématiques de recherches. On note cependant une nette complémentarité avec l'archéologie préventive, qui apparaît avec la réalisation d'opérations qui concernent : le Paléolithique (axe 1 : 2 op. ; axe 2 : 2 op.), les expressions graphiques préhistoriques (axe 3 : 2 op.), les phénomènes funéraires depuis l'Antiquité (axe 7 : 1 op.), les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne (axe 11 : 2 op.), les aménagements portuaires et le commerce (axe 13 : 4 op.), ou encore l'archéologie des périodes moderne et contemporaine (axe 14 : 2 op.). De plus nombreuses opérations portent sur des thématiques abordées dans le cadre de l'archéologie préventive. Elles ont pour objet : le Néolithique (axe 4 : 5 op.) ; les Âges des métaux (axe 5 : 6 op.) ; les paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine (axe 6 : 2 op.) ; les édifices de cultes chrétiens depuis la fin de l'Antiquité (axe 8 : 7 op.) ; le phénomène urbain (axe 9 : 7 op.) et l'espace rural (axe 10 : 6 op.).



Région Centre-Val de Loire, archéologie programmée : opérations 2018, répartition selon les axes de la programmation nationale de la recherche archéologique

Est-il nécessaire de rappeler qu'un grand nombre des sites archéologiques étudiés dans le cadre de l'archéologie programmée ne peuvent l'être dans celui de l'archéologie préventive ? Il s'agit de la fouille de gisements parfois d'intérêt majeur, dont l'étude participe de manière significative à l'avancée des connaissances, mais qui mobilisent des moyens et des délais incompatibles avec l'urgence à laquelle est soumise l'archéologie préventive. Citons l'exemple des fouilles du monumental ensemble cultuel antique de Chartres – Saint-Martin-en-Val (Eure-et-Loir), entreprises depuis plusieurs années et où, récemment, les éléments d'un exceptionnel plafond suspendu à caissons en bois décorés, ont été mis au jour autour d'une fontaine en marbre attribuée au II^e siècle ap. J.-C. Cette découverte exceptionnelle, qui apporte nombre d'informations inédites sur l'architecture antique, semble sans équivalent dans le monde romain, en dehors du site d'Herculanum en Italie, où des éléments de même nature ont été mis au jour.

Dans le cadre de ce type de fouille, on constate rapidement la nécessité de rassembler autour du responsable d'opération une équipe pluridisciplinaire à même de conduire les études qui s'imposent. L'évolution de la fouille programmée vers le projet collectif de recherche est, dans ce cas, encouragée dans le cadre de la politique du service régional de l'archéologie. D'une part, en raison de la qualité des résultats obtenus, produits par le débat scientifique institué au sein d'une équipe de spécialistes réunis dans le cadre d'un projet collectif et d'autre part, en raison de la structure même du projet, rythmée par une programmation pluriannuelle des recherches auxquelles ont été assignés des objectifs précis.

C'est le cas de la fouille de *la grotte de La Roche Cottard* à Langeais (Indre-et-Loire), l'une des deux grottes ornées de la région, qui en 2016, après de nombreuses années de fouille programmée, a évolué sous la forme d'un projet collectif de recherche. L'équipe pluridisciplinaire a ainsi mis au point les techniques et méthodes de relevés adaptées et réalisé de nombreuses études spécialisées qui ont dernièrement permis d'établir que le scellement de la cavité était intervenu au début du dernier Glaciaire Weichselien (- 110 000 ans). Ce site, où de nombreuses figurations graphiques (tracés digitaux...) ont été inventoriées, doit désormais être considéré comme l'un des rares témoins des premières manifestations du symbolisme au Paléolithique Moyen, en Europe.

D'autres projets participent au développement de problématiques nationales. C'est le cas du *Réseau des lithothèques en région Centre-Val de Loire*, intégré à un groupe de recherche national, qui contribue à la détermination des sources d'approvisionnement en matière première lithique durant la Préhistoire. L'étude de la production et de la diffusion de produits spécifiques, précisant ainsi des circuits d'échanges, est effectuée dans le cadre du PCR *Haches néolithiques en métadolérite* (axe 4 CNRA) ou du PCR *Atelier monétaire gaulois de Cebanum* consacré à l'étude des indices de production de bronzes carnutes dans l'agglomération d'Orléans à la fin de l'Âge du fer afin de la replacer dans son contexte régional et national. De même, le PCR *La céramique médiévale et moderne du bassin de la Loire moyenne* contribue à la définition des corpus typo-chronologiques régionaux, directement utiles à l'archéologie régionale et aux recherches conduites par les céramologues au niveau national.

Plus classiquement, l'étude pluridisciplinaire de certains établissements religieux comme la cathédrale Sainte-Croix à Orléans apporte non seulement de nouvelles données sur l'évolution de l'édifice primitif, mais également d'intéressantes informations sur la topographie urbaine. Cette dernière est par ailleurs l'objet d'études très spécialisées, faisant appel à de multiples types d'approches (étude des sources anciennes, prospections, intégration des données des fouilles préventives, archéologie subaquatique, étude du cadre géomorphologique ...), dans le cadre de projets comme celui de *Blois : ville et territoire ligérien depuis les premières installations humaines jusqu'à nos jours*, qui dépasse le cadre restreint de la ville, pour se développer sur une dizaine de communes et une large période chronologique débutant au Mésolithique, tant en rive droite qu'en rive gauche de la Loire.

Nombre de ces PCR sont à l'origine de rencontres scientifiques régionales et nationales et participent donc concrètement à l'animation de la recherche. En 2017, le PCR *Antarec – l'Antiquité tardive en région Centre-Val de Loire* a ainsi organisé une table ronde à Orléans ayant pour thème « Les modes de construction de l'Antiquité tardive en région Centre-Val de Loire », concernant à la fois les sources, le monde rural et les centres urbains. En 2018, il a co-organisé un colloque international sous l'égide de l'association Antiquité Tardive en Gaule (ATEG) et en collaboration avec l'université de Tours, sur « l'Antiquité tardive dans le centre et le centre-ouest de la Gaule (III^e-VII^e siècles) », autour de trois thèmes : évolution des territoires à la fin de l'Antiquité ; transformations culturelles et sociales ; économie et culture matérielle. La publication des actes de ces manifestations est envisagée à court terme.

Signalons enfin le développement futur de projets dont le caractère novateur ouvre d'intéressantes perspectives de recherche à l'archéologie régionale et qui susciteront un grand intérêt dans la communauté archéologique. Ainsi le projet « *Althéré : alimentation et thérapeutique en région Centre-Val de Loire de la Protohistoire au Moyen Âge* » propose, sur la base de prélèvements, l'identification du contenu de récipients protohistoriques, antiques et médiévaux grâce à des analyses biochimiques en chromatographie en phase gazeuse ou liquide, couplée à la spectrométrie de masse (GC/LC-MS). Le projet fait suite à des travaux initiés en 2015 autour de récipients des nécropoles antiques de la Haute-Cour à Evres-sur-Indre (Indre-et-Loire) et de Lazenay à Bourges (Cher). D'un point de vue de la problématique, ce PCR forme un prolongement régional de l'ANR « Manger, boire, offrir pour l'éternité en Gaule et Italie préromaine » animé par D. Frère de l'université de Bretagne Sud et qui portait chronologiquement sur la seule période du VI^e au I^{er} siècle avant J.-C. En dehors des analyses biochimiques et chromatographiques, le projet comportera trois axes de travail : la recherche de recettes et de leurs finalités dans les sources écrites antiques et médiévales, pour la constitution d'une base de données référentielles ; le séquençage

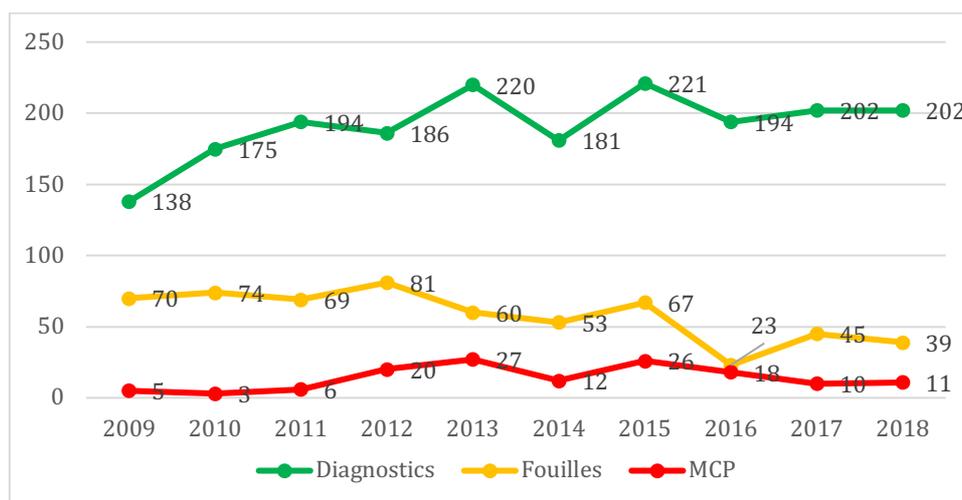
chimique de plantes et de fruits sauvages, présents dans les analyses carpologiques ou cités dans les textes pour leurs propriétés thérapeutiques ; la mise en place d'un protocole d'analyse expérimentale d'imprégnation des céramiques par des décoctions, permettant de vérifier l'efficacité des méthodes d'extraction des molécules imprégnées dans l'argile.

Les résultats de ce programme de recherche sont ainsi susceptibles de modifier notre perception du récipient céramique, souvent réduit par l'archéologue à son seul rôle d'élément de datation, rôle qu'il n'a jamais tenu lors de son usage. Ils préciseront sans doute les destinations effectives des contenants en fonction de leur contexte de découverte (domestique, funéraire, culturel ou artisanal) et permettront de connaître la finalité des préparations mises en évidence (culinaire, thérapeutique, rituelle ou artisanale). L'identification de substances importées pourrait également révéler un pan jusqu'ici invisible de l'économie des sociétés anciennes.

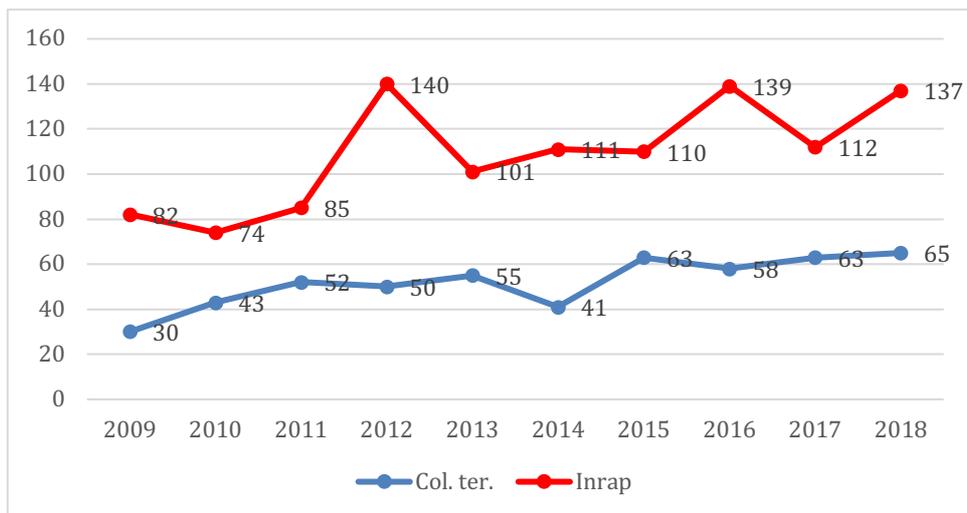
Si le développement d'une véritable programmation de la recherche selon les axes de la programmation nationale du CNRA repose sur la connaissance des potentiels territoriaux, il reste trop souvent soumis aux opportunités régionales. En dehors du cadre dont disposent les services régionaux de l'archéologie, les perspectives ouvertes par la mise en place d'appels à projets scientifiques suivant les axes de la programmation nationale, pourraient constituer un outil intéressant.

Encore faut-il que les ressources scientifiques soient présentes et que leurs actions puissent être soutenues à hauteur des objectifs fixés. De ce point de vue, de nombreuses régions ont vu les moyens alloués à l'archéologie programmée diminuer en raison du recadrage des financements accordés jusqu'ici par les collectivités territoriales dans le cadre des fouilles programmées. En ce domaine, le soutien de l'État est devenu déterminant et indispensable à ces opérations, dont la majorité a une programmation pluriannuelle.

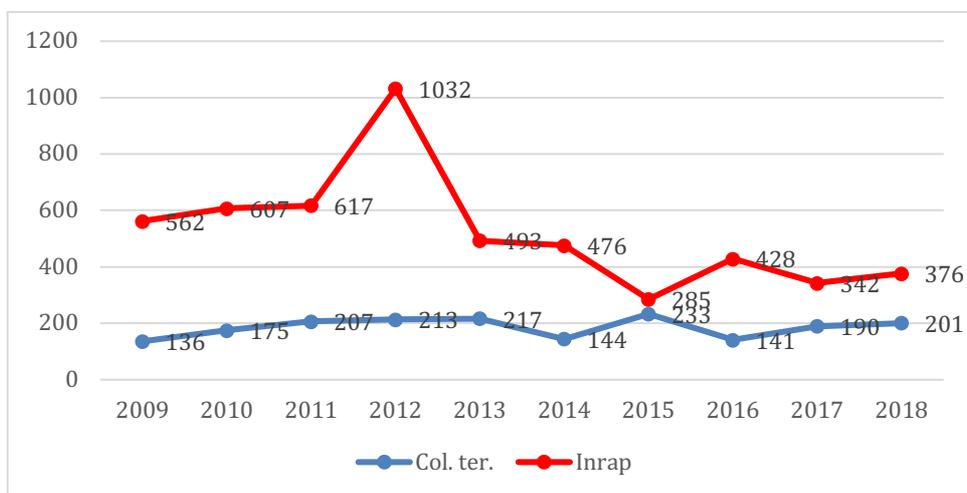
Archéologie préventive – données statistiques



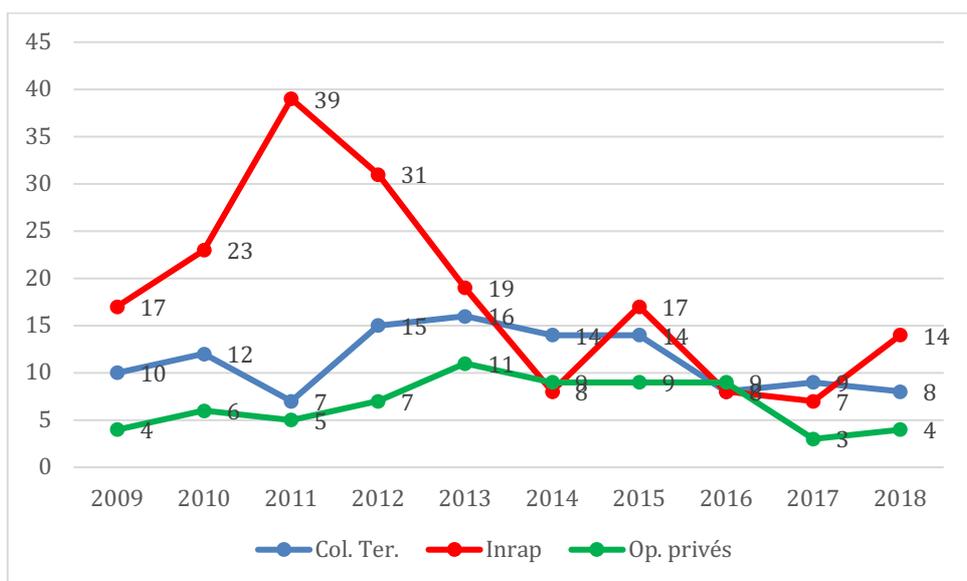
Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : prescriptions 2009-2018



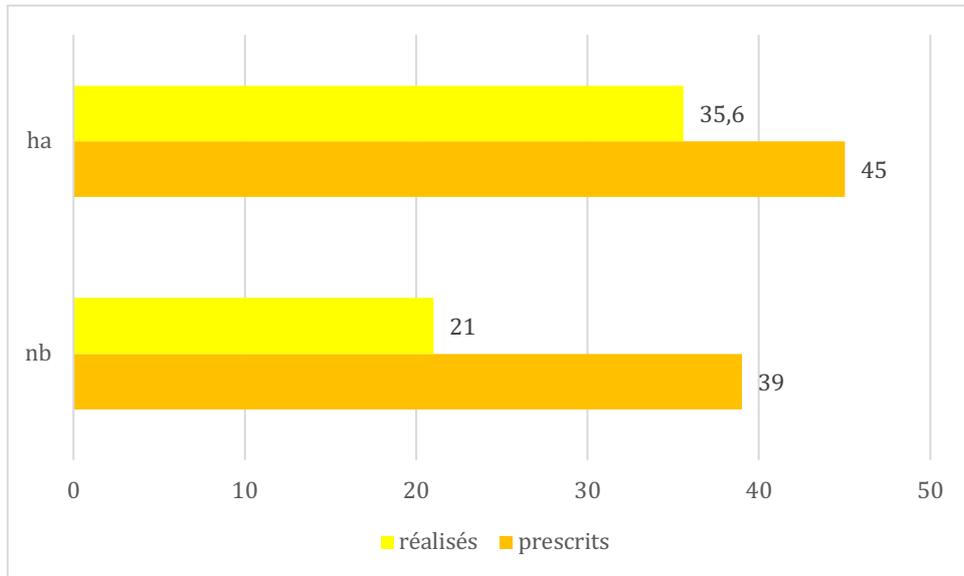
Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : diagnostics 2009-2018



Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : surface (ha) des diagnostics 2009-2018



Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : fouilles 2009-2018



Région Centre-Val de Loire, archéologie préventive : fouilles 2018 surface (ha)

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie des Hauts-de-France

Par Jean-Luc COLLART
Conservateur régional de l'archéologie

Le bilan 2017 de la CTRA contenait une présentation détaillée de la région et de l'activité archéologique, ainsi que de ses différents acteurs des Hauts-de-France. Depuis, la situation est restée globalement la même, ce qui nous incite à ne pas redire la même chose. Nous allons passer en revue les modifications survenues.

1. Les intervenants

Deux agents scientifiques du Sra du site de Lille ont quitté le service (Marion Audoly et Isabelle Bollard-Rayneau), remplacés par Marina Pagli et Yves Roumegoux. Un agent administratif a fait valoir ses droits à la retraite à Amiens, Marina Debroye, remplacé par Dominique Hubschi.

L'agrément de plusieurs opérateurs de collectivités venant à terme, leurs demandes d'habilitation ont été examinées par le CNRA, ainsi que l'agrément d'Archeodunum, un opérateur privé national peu présent dans les Hauts-de-France.

Service	date examen	diagnostics	fouilles
DAPCAD	27-28/09/18	non	MA, EM
Château-Thierry	28-30/11/18	oui	GR, MA, EM, CTP
Noyon	28-30/11/18	oui	GR, MA, EM
Seclin	28-30/11/18	oui	GR, MA, EM, CTP
Valenciennes	28-30/11/18	oui	MA, EM, CTP

Figure 1. Services archéologiques de collectivité des HdF : examens des demandes d'habilitation par le CNRA en 2018

2. Connaissance et protection du patrimoine archéologique

La carte archéologique nationale

En 2018, la carte archéologique s'est enrichie de 361 entités archéologiques, soit environ la moitié de 2017 (744), année particulièrement productive.

Le porter à connaissance

Le Sra a poursuivi son travail sur la cartographie des zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) : 18 communes pour le secteur d'Amiens.

La dématérialisation de la documentation

Les 10 914 rapports enregistrés dans Patriarche seront tous numérisés fin 2019 : un dernier lot a été préparé en 2018. La numérisation et l'indexation des 69 000 photographies du Sra s'est poursuivie.

L'action pénale

Deux actions motivées par des destructions de vestiges archéologiques sont en cours : à Soupir (02) et à Choisy-au-Bac (60), suite à un PV établi en octobre 2018.

La lutte contre le pillage mobilise aussi l'attention dans une région où elle est fort active, car elle porte à la fois sur les vestiges archéologiques et ceux des conflits récents. Un pilleur de sépultures militaires (entre autres) a été condamné en septembre 2018 par le TGI d'Arras.

La gestion du mobilier archéologique

Dans les Hauts-de-France, la conservation du mobilier archéologique s'articule autour d'un réseau de CCE départementaux (Dainville, Ribemont-sur-Ancre, Soissons), complété par deux CCE intercommunaux (Vendeuil-Caply, Douai), quatre dépôts État (Beauvais, Compiègne, Creil, Marle) ou assimilés (Château-Thierry). L'objectif est de compléter ce réseau départemental : en 2018, l'hypothèse d'un CCE pour le Nord à Bavay a été abandonnée. En revanche, la transformation du dépôt de Creil en CCE départemental de l'Oise reste d'actualité.

En attendant, sept chantiers de collection ont été réalisés en 2018, dont cinq en collaboration avec les collectivités : Amiens, Beauvais, Creil, Dainville, Douai, Seclin et Soissons. L'importance des chantiers est variable, mais leur nombre montre la nécessité de cette mission. Cependant, à ce rythme, il faudra encore de nombreuses années pour apurer le passif. D'autre part, les moyens disponibles ne permettent pas de réaliser les chantiers de conservation préventive qui s'imposeraient.

La valorisation

Le Sra encourage et soutient financièrement les réunions scientifiques : colloques, table-rondes, journées d'étude, etc. Les actions vers les publics sont nombreuses : la plus notable est le festival du film d'archéologie qui se tient à Amiens toutes les deux années, dont 2018. Mais il y a aussi le portail d'information Internet Nordoc'Archeo qui jouit d'une bonne audience, l'édition des plaquettes annuelles de la collection « Archéologie dans les Hauts-de-France » et les deux journées régionales de l'archéologie (JRA). Le Sra encourage aussi les opérations d'éducation artistique et culturelle (EAC), financées par la Drac (quatre à thématique archéologique en 2018).

3. La recherche archéologique

L'archéologie préventive

Au niveau des **dossiers instruits et des prescriptions de diagnostic** (fig. 2), est observée une stabilité relative pour les trois dernières années : la légère baisse du nombre de dossiers reçus n'a pas d'influence sur le nombre de prescriptions de diagnostics (en raison de dossiers plus conséquents en surface notamment) et le taux de prescription reste très bas par rapport à la moyenne nationale (conséquence du grand nombre de dossiers reçus dans le secteur de Lille).

Dossiers instruits											
Année	Aisne		Oise		Somme		Nord		Pas-de-C.		Région
2016	675	8,7%	457	5,9%	706	9,0%	3426	43,9%	2539	32,5%	7803
2017	701	9,5%	449	6,1%	575	7,8%	3136	42,4%	2540	34,3%	7401
2018	690	9,3%	570	7,7%	660	8,9%	3208	43,3%	2289	30,9%	7417
Diagnostics prescrits											
2016	48	16,4%	45	15,4%	72	24,7%	75	25,7%	52	17,8%	292
2017	52	14,9%	65	18,6%	62	17,7%	98	28,0%	73	20,9%	350
2018	60	17,3%	58	16,7%	40	11,5%	80	23,1%	109	31,4%	347
% des dossiers faisant l'objet d'une prescription de diagnostic											
2016	7,1%		9,8%		10,2%		2,2%		2,0%		3,7%
2017	7,4%		14,5%		10,8%		3,1%		2,9%		4,7%
2018	8,7%		10,2%		6,1%		2,5%		4,8%		4,7%

Figure 2. Dossiers instruits et prescriptions de diagnostics dans les HdF

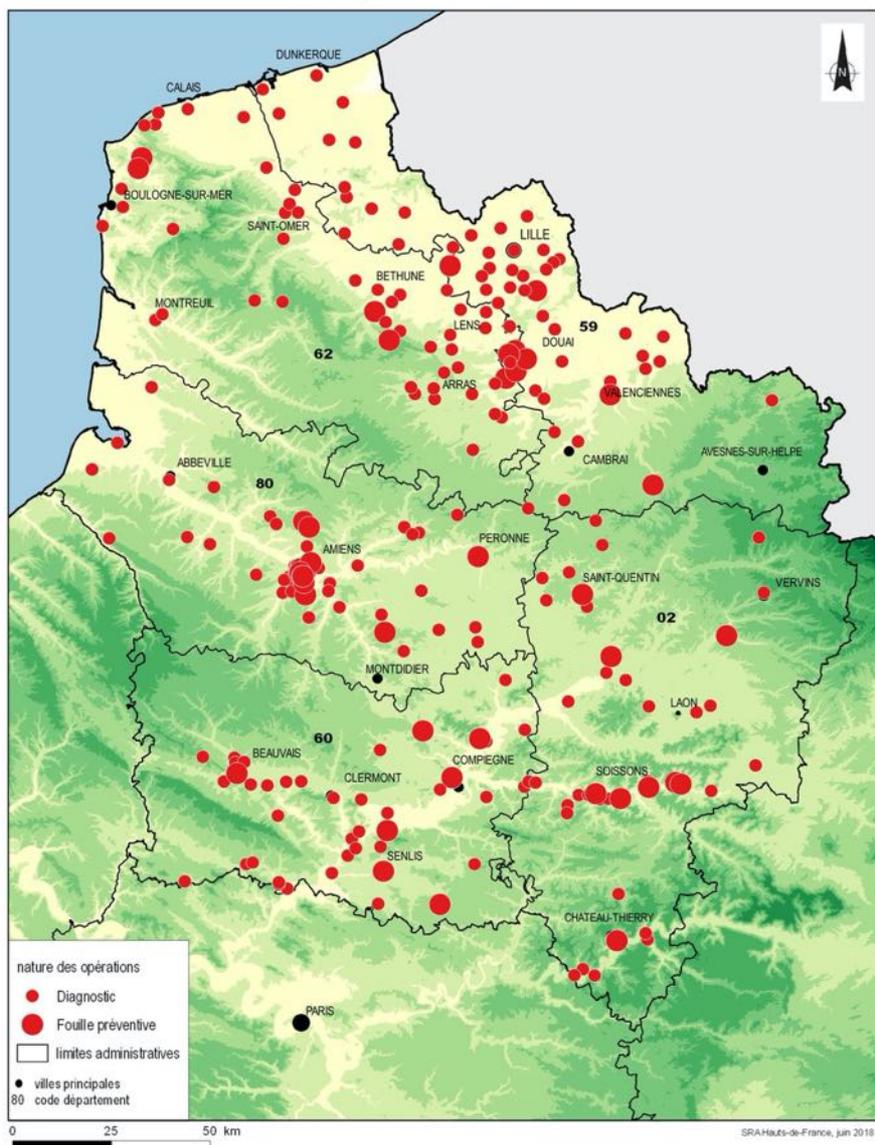


Figure 3. HdF : carte des opérations préventives réalisées en 2018

La répartition des opérations préventives (fig. 3) dépend en premier lieu de l'intensité de l'aménagement, qui est fortement liée à la densité de population. Les Hauts-de-France sont très contrastés de ce point de vue, avec des zones fortement peuplées (Lille, Bassin minier, sud de l'Oise) et des zones rurales parsemées de centres urbains. Un autre critère est à prendre en compte : l'information archéologique disponible dans la carte archéologique, dont l'état est variable selon les secteurs. Lorsqu'elle est dense, comme dans la vallée de l'Aisne et le Douaisis, elle génère davantage d'opérations.

Le nombre des diagnostics réalisés (fig. 4) est relativement stable. En revanche, la surface tend à augmenter de façon significative (+ 27 % en trois ans), ce qui correspond à plusieurs grands aménagements (extension du port de Dunkerque, reconversion de la base aérienne 103 près de Cambrai). Jusqu'à présent cela n'a pas généré de difficulté, mais si la tendance se poursuivait, cela pourrait devenir un problème.

Diagnostiques réalisés						
Année	Aisne	Oise	Somme	Nord	Pas-de-C.	Total
2016	36	46	62	59	65	268
2017	45	42	50	84	70	291
2018	45	52	45	70	56	268
Surfaces des diagnostics réalisés (en hectares)						
2016	96	191	82	338	182	889
2017	90	129	147	407	202	975
2018	181	125	253	458	254	1271

Figure 4. Diagnostiques réalisés dans les HdF avec les surfaces

Au niveau régional, entre 2014 et 2018, est observée (fig. 5) une relative stabilité de la **répartition des diagnostics** entre l'Inrap (entre 61 et 65 %) et les services de collectivités (entre 39 et 35 %).

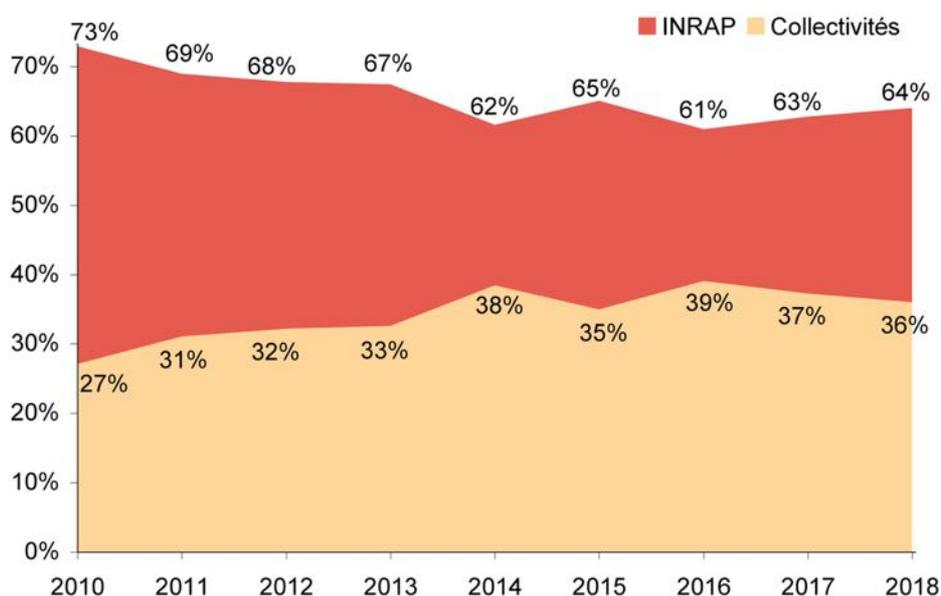


Figure 5. HdF : répartition des diagnostics entre l'Inrap et les collectivités de 2010 à 2018

Les **prescriptions de fouilles** (fig. 6) sont stables ou en légère baisse, sauf dans l'Aisne, avec 20 prescriptions en 2018. Près de la moitié concernent un lotissement où l'aménageur a vendu les parcelles sans réaliser la fouille qui incombe, de ce fait, à chaque acheteur (qui bénéficie d'une prise en charge à 100 %, ce qui n'était pas le cas du lotisseur). Signalons que cette pratique tend à se répandre.

Le **nombre des fouilles réalisées** (fig. 6) est globalement stable avec un pic en 2017.

Les disparités observées au niveau du **coût des fouilles** reflètent avant tout la variété des fouilles : il est difficile d'en tirer des conclusions pertinentes. Retenons cependant que l'effondrement des prix constaté en 2016, lié à une contraction du marché qui a exacerbé la concurrence entre opérateurs, a été un peu corrigé dans les années suivantes. C'est en partie le résultat de l'analyse des offres instaurée par la loi LCAP en juillet 2016.

Fouilles préventives prescrites						
Année	Aisne	Oise	Somme	Nord	Pas-de-C.	Total
2016	4	7	5	12	12	40
2017	6	7	13	12	16	54
2018	20	7	11	10	12	60
Fouilles préventives réalisées						
Année	Aisne	Oise	Somme	Nord	Pas-de-C.	Total
2016	9	3	8	11	12	43
2017	9	7	13	15	8	52
2018	9	6	7	12	10	44
Coût des fouilles préventives (en million d'€)						

Figure 6. HDF : les fouilles préventives prescrites et réalisées, ainsi que leur coût

La répartition des fouilles par type d'opérateur (fig. 7) entre 2009 et 2018, montre que la baisse régulière de la part de marché de l'Inrap (de 63 à 36 % de parts de marché entre 2010 et 2016) est terminée : elle semble se stabiliser entre 35 et 45 %. La part de marché des collectivités reste stable : de 25 à 45 %. Celle des opérateurs privés, modeste de 2009 à 2013 (8 à 15%) est devenue plus conséquente à partir de 2014 : de 12 à 32 %.

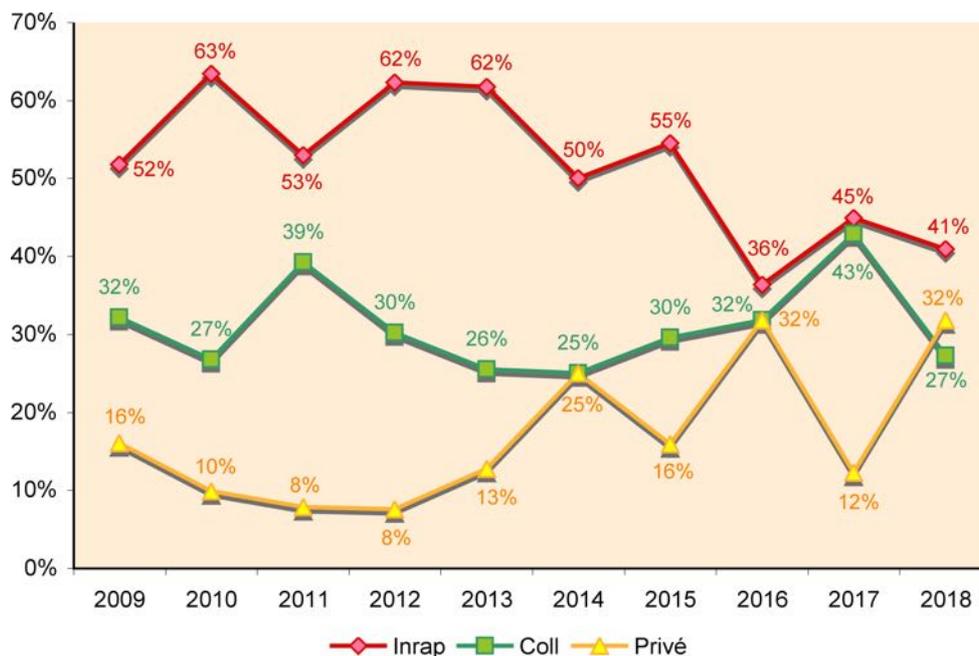


Fig. 7. HDF : répartition par catégorie d'opérateur des fouilles réalisées de 2009 à 2018

Rappelons les **spécificités des prescriptions préventives dans les Hauts-de-France** : de nombreux diagnostics, à la fois sur les sites connus dans la carte archéologique, mais aussi dans des zones non documentées, choix souvent influencé par l'étendue des aménagements (« critère surfacique »), pour enrichir nos connaissances, mais aussi, plus prosaïquement, pour « l'évitement du risque », car rien n'est plus compliqué à gérer qu'une découverte fortuite.

En revanche, au niveau des fouilles, la prescription est très « raisonnée » et correspond à des choix scientifiques sélectifs par les scientifiques du Sra : sur 254 rapports de diagnostics reçus en 2018 (pour 268 opérations réalisées : c'est un ordre de grandeur, car il y a des

décalages en début et fin d'année ; un rapport reçu en décembre n'est pas examiné avant janvier, voire plus tard si l'on attend une *confirmation de l'intention d'aménager*), 60 ont été suivis par une prescription de fouille, soit 23 % (ce pourcentage est un peu majoré par les prescriptions de fouille par lots dans un lotissement). Retenons comme ordre de grandeur que seul 1/5 des diagnostics réalisés est suivi d'une prescription de fouille.

Et en toutes circonstances, la prescription de fouille correspond à l'ultime recours, lorsqu'il n'est pas possible de mettre en œuvre des solutions techniques permettant d'assurer la bonne conservation des vestiges. Ces solutions font généralement l'objet d'un arrêté de **modification de la consistance du projet (MCP – fig. 8)**. Cette conservation peut n'être que partielle (une partie de la surface ou une partie de la stratigraphie) et éventuellement associée à une fouille.

Modifications de la consistance du projet (conservation)						
Année	Aisne	Oise	Somme	Nord	Pas-de-C.	Total
2017	7	3	1	?	?	11
2018	6	1	2	4	2	15

Figure 8. HDF : modifications de la consistance du projet en 2017-2018

La **répartition chronologique des fouilles autorisées** (fig. 9) est construite sur les périodes d'agrément ou d'habilitation indiquées dans les arrêtés. Elles correspondent aux périodes principales qui ont motivé la fouille et ne sont donc pas exclusives au niveau des vestiges mis au jour. La comparaison avec les chiffres de l'interrégion laisse apparaître une assez grande similitude : rareté de la Préhistoire ancienne et récente, qui contraste avec la bonne représentation des Âges des métaux (principalement le second Âge du fer). L'époque romaine est plus discrète qu'à l'habitude. En revanche, le Moyen Âge et l'époque moderne sont fortement représentés, ce qui est aussi original. Ces anomalies sont liées à l'approche statistique sur une seule année (*cf.* le bilan de l'an passé, avec une statistique sur trois ans).

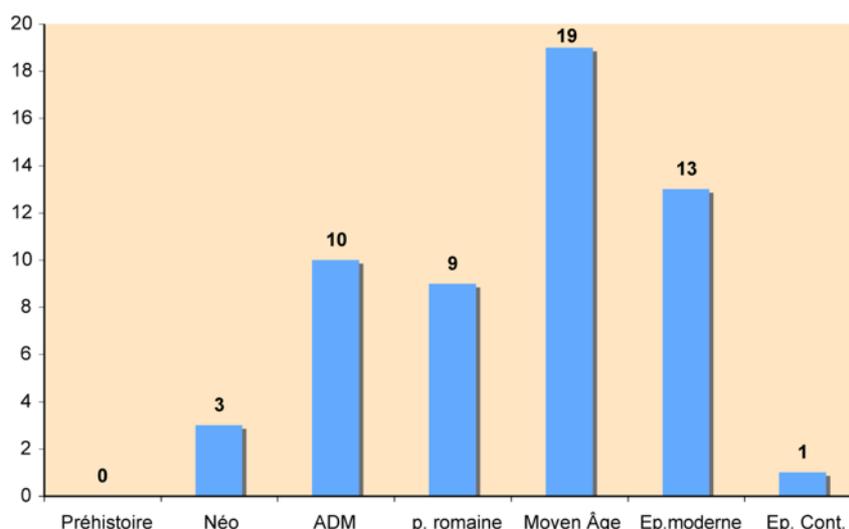


Figure 9. HDF : périodes d'agrément/habilitation indiquées dans les arrêtés de fouilles autorisées en 2018

Cette répartition reflète les **choix scientifiques du Sra**. Pour les périodes anciennes, de la Préhistoire au premier Âge du fer, toutes les opportunités sont saisies. Bien évidemment, ne sont proposés à la fouille que des sites présentant un potentiel informatif patent. En

revanche, pour le second Âge du fer et l'époque romaine, les choix sont plus sélectifs, car ils tiennent compte de l'abondante documentation accumulée depuis des décennies. Nuançons : les sépultures sont systématiquement fouillées. Pour les habitats et systèmes parcellaires, le choix est influencé par le contexte : si le site se place dans une zone ayant fait l'objet d'une exploration spatiale de grande étendue, sa fouille est considérée comme incontournable pour documenter l'évolution du terroir. En revanche, la sélection des sites isolés est plus sévère. Le haut Moyen Âge est l'objet d'une grande attention en raison de la modestie de notre documentation sur l'habitat. Mais cet intérêt concerne aussi les périodes ultérieures, du plein Moyen Âge à l'époque moderne. Compte tenu du passé de la région, l'archéologie des conflits récents fait de temps à autres l'objet de prescriptions de fouille, lorsque l'enjeu scientifique est original et le risque faible.

L'archéologie programmée

La recherche constitue le premier poste dans le budget géré par le Sra (action 175-9) : 53 % en 2018, dont 40 % pour les opérations programmées. Cependant, ces masses financières sont sans commune mesure avec celles de l'archéologie préventive (12,3 millions d'euros pour les seules fouilles), d'autant plus qu'elles sont de moins en moins soutenues par les collectivités territoriales (en particulier les conseils départementaux qui apportaient une part substantielle des financements).

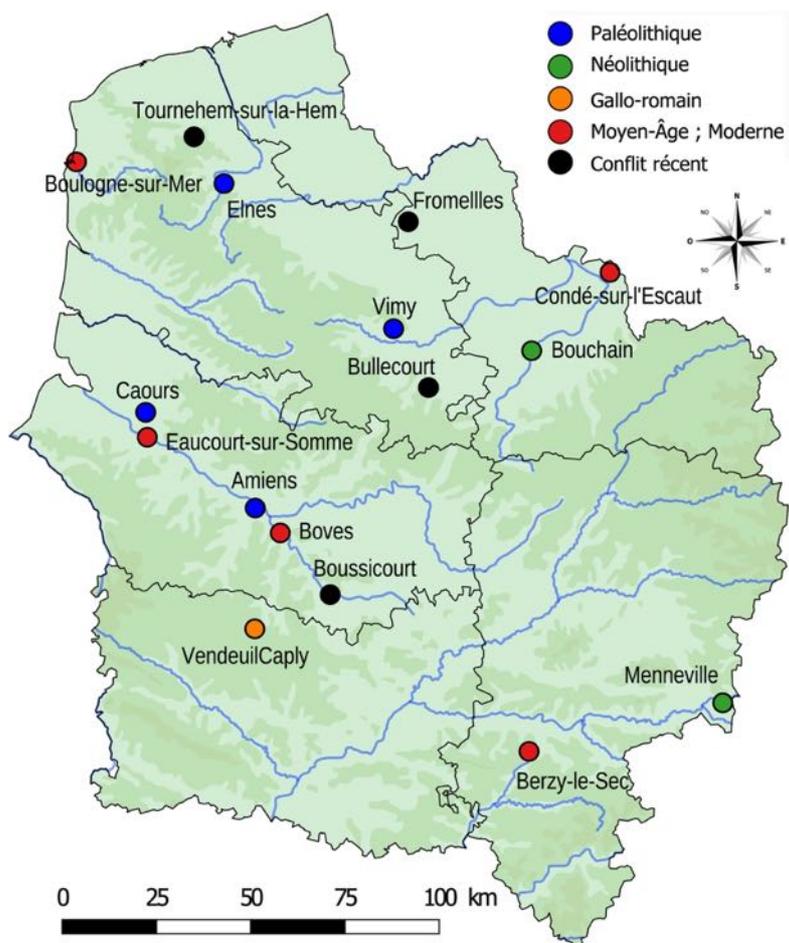


Figure 10. HdF : carte des opérations programmées de terrain en 2018

Ces moyens déclinants expliquent certainement la diminution des **opérations de terrain** (fouilles et sondages), qui est assez nette depuis 2017 (fig. 11). Un autre frein, qui accentue les conséquences de la réduction des ressources, est l'exigence croissante sur la qualité et

le contenu des rapports. On attend des responsables d'opération des rapports similaires à ceux des fouilles préventives (avec une DAO à la hauteur), intégrant toutes les études de spécialistes. C'est là que se place une difficulté majeure : les financements actuels permettent de réaliser les fouilles en assurant le gîte et le couvert à une équipe de bénévoles, mais sont limités en ce qui concerne le financement des spécialistes, qui se contentent parfois de frais, mais plus souvent demandent le paiement d'une prestation ou d'un salaire. Enfin, un troisième facteur contribue aussi de façon significative au déclin des fouilles programmées dans notre région : le désengagement progressif, mais net, de l'opérateur national, qui a réduit de façon drastique les journées qu'il octroyait auparavant pour soutenir les fouilles conduites par ses agents.

En revanche, le nombre de **projets collectifs de recherche (PCR)**, tend à augmenter. Plusieurs opérations prometteuses ont été récemment mises en place, qui témoignent d'un renouvellement et d'une intensification de cette activité. D'autres projets sont annoncés. Pour le moment, ces PCR, dont le fonctionnement est financé par les subventions du ministère de la culture, sont bien soutenus par les opérateurs (Inrap, services de collectivité et même les opérateurs privés) qui octroient à leurs agents des journées pour y participer. Mais le dynamisme signalé plus haut risque de se heurter aux limites des moyens accordés par les opérateurs qui ne suivront probablement pas cette croissance.

Les **aides à la publication** sont représentées par deux aides à l'édition en soutien aux deux revues régionales (la *Revue du Nord - Archéologie* et la *Revue archéologique de Picardie*). Ces subventions régionales complètent les aides nationales (subvention annuelle de 10 000 € à la *Revue du Nord-Archéologie* et subventions du CPDRA pour des numéros spéciaux des deux revues) et permettent de maintenir des publications de qualité, à un moment où d'autres partenaires cherchent à se désengager.

Opérations	2016	2017	2018	variation N-1	variation N-2
Fouilles programmées	26	22	18	-4	-8
PCR	8	7	9	2	1
Publications (APP-AE)	2	3	3	0	1
PT, PRD	1	0	0	0	-1
Total du programmé	37	32	30	-2	-7

Figure 11. HdF : évolution du nombre d'opérations programmées de 2016 à 2018

La **répartition par programmes** (fig. 12) est très instructive : elle révèle les thématiques régionales privilégiées (Préhistoire ancienne et castellologie) et les lacunes, puisque les axes 3, 6, 7 et 12 sont totalement absents.

La Préhistoire ancienne (axes 1 et 2 de la programmation nationale) reste un point fort de la recherche programmée régionale, avec un rôle déterminant pour cette discipline. Aux côtés des quatre opérations de terrain, signalons le PCR « PaléHauts », très prometteur, qui se propose de collecter les données issues des différentes opérations programmées et préventives, pour les partager entre chercheurs visant à une exploitation scientifique des sites les plus pertinents, après un éventuel retour sur le terrain.

Pour les périodes historiques, la pléthorique documentation issue de l'archéologie préventive et la difficulté à mener à bien les rapports de fouille programmée, en raison de l'abondance

du mobilier recueilli, ont détourné les archéologues régionaux de l'idée de mener des opérations de terrain programmées, à l'exception de l'étude des châteaux médiévaux (axe 10), qui constitue un autre point fort de la recherche régionale, avec cinq opérations de terrain. Cette thématique particulière rejoint celle des fortifications urbaines médiévales et modernes classée dans l'axe 9. Des journées d'études ont été consacrées aux *places fortes de la région Hauts-de-France* en 2016 et aux *Villes et frontières* en 2018 ; les premières ont donné lieu à une diffusion sous forme numérique.

Pour les périodes historiques, l'activité programmée s'est tournée vers les PCR chargés de faire des bilans des recherches sur des sites majeurs comme les villes et agglomérations antiques de Famars et de Boulogne, alto-médiévale de Quentovic et médiévale de Théroutan (axe 9).

Signalons une autre spécificité de la région très impactée par les conflits récents : les opérations sur « l'archéologie des contextes militaires », une sous-thématique de l'axe 14, avec deux opérations sur le premier conflit mondial et deux recherches d'épave d'avion américain du second conflit.

Axe	2017	2018	2 ans
Axe 1 : Le Paléolithique ancien et moyen	4	3	7
Axe 2 : Le Paléolithique supérieur	2	2	4
Axe 4 : Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations	3	2	5
Axe 5 : Les âges des métaux	1	1	2
Axe 8 : Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité	1	1	2
Axe 9 : Le phénomène urbain	7	5	12
Axe 10 : Espace rural, peuplement et productions agricoles	1	2	3
Axe 11 : Constructions élitaires médiévales, fortifiées ou non	9	7	16
Axe 13 : Aménagements portuaires et commerce	3	1	4
Axe 14 : L'archéologie des périodes moderne et contemporaine	1	4	5
Total	32	28	60

Figure 12. HdF : répartition des opérations programmées par axe de recherche

4. Le rendu des rapports

2016-2019 : une nette résorption du retard dans l'examen des rapports finaux d'opération

Au niveau de l'examen des **rapports finaux d'opération de fouille** (RFO) par la CTRA, les chiffres de 2018 révèlent un fort déséquilibre entre les deux anciennes régions qui composent les Hauts-de-France : 16 RFO pour l'ex-Picardie et 31 RFO pour l'ex-Nord-Pas-de-Calais. C'est le résultat de l'effort de résorption du passif poursuivi depuis 2016 : l'année 2017 a vu la fin du retard pour le secteur d'Amiens et en 2018, l'effort a été porté sur le secteur de Lille et s'est poursuivi en 2019, année où l'objectif devrait être atteint pour ce secteur. Désormais, les rapports sont envoyés peu de temps après la réception.

Réduire le nombre des rapports en retard

Cette démarche rend plus crédible la pression constante exercée par le Sra sur les opérateurs pour réduire le nombre des rapports en retard. En effet, les Hauts-de-France

détiennent un triste record national à ce niveau. Globalement, la majorité des opérateurs et notamment l'Inrap, ont fait des efforts depuis quelques années : les retards sont moins nombreux chaque année. Mais le passif subsiste et la question prend des allures de cassette-tête, car les rapports les plus difficiles à obtenir sont les plus anciens (fig. 13). En effet, les responsables d'opération sont partis ou dans l'incapacité de rendre. La pression exercée depuis des années, restée vaine, suggère qu'il n'y aura pas d'autre solution qu'un transfert de la rédaction à un tiers.

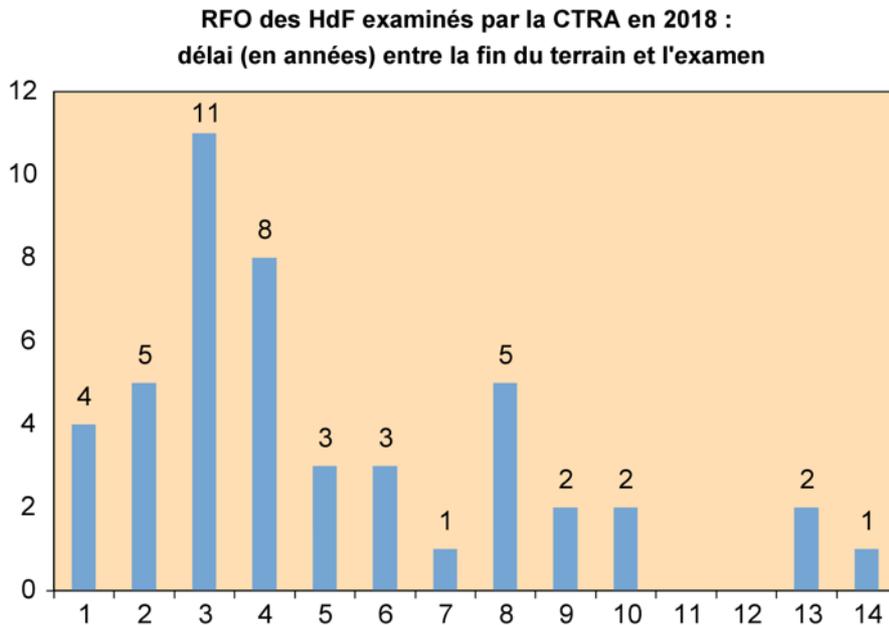


Figure 13.

Le calcul ne prend pas en compte les mois, mais seulement les années (fin de la fouille et examen CTRA).

Un rendu des rapports dans un délai de plus en plus conforme aux prescriptions

Les rapports des fouilles récentes sont désormais rendus dans un délai raisonnable : une à deux années (comme stipulé dans le cahier des charges scientifique des Hauts-de-France), souvent trois. C'est un motif de satisfaction : le délai du rendu des rapports est globalement satisfaisant même s'il existe encore quelques dérapages calendaires, notamment à l'Inrap. L'amélioration très significative observée ces récentes années est liée à la systématisation du refus de confier de nouvelles opérations à des responsables qui initialement avaient deux rapports en retard, condition durcie depuis 2016 à deux rapports en cours. Il est à noter que cette mesure est très appréciée des responsables d'opération.

Bilan 2018 de la CTRA Centre-Nord

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Roland NESPOULET
Membre de la CTRA

En 2018, la commission a examiné 25 dossiers d'opérations archéologiques portant sur les périodes paléolithique et mésolithique. En proportions assez proches, les opérations préventives sont au nombre de 10 (dont 3 fouilles et 7 diagnostics) et les opérations programmées de 8 (dont une demande de sondage). Le nombre de projets collectifs de recherche a augmenté significativement en 2018, avec 7 projets (contre 4 en 2017). Les trois nouveaux PCR portent sur l'art rupestre dans la région de Fontainebleau, les silex cénozoïques dans le Bassin parisien et le Paléolithique dans les Hauts-de-France. Aucune demande d'aide à la publication n'a été soumise en 2018 (pour rappel, il y en avait eu 6 en 2017).

À l'exception de trois PCR à large spectre chronologique (2 portant sur les matières premières lithiques et 1 portant sur toutes les périodes paléolithiques), et si l'on détaille les sites multistratifiés, c'est le Paléolithique supérieur qui est le mieux représenté (10 sites). Viennent ensuite le Paléolithique moyen (7 sites) et le Mésolithique (6 sites).

Paléolithique moyen. Pour 3 sites (diagnostics) nous ne disposons pas pour l'instant de calage chronologique. Les 4 autres se placent soit au début du stade isotopique 5 (3 sites), soit après le stade isotopique 3 (1 site).

Paléolithique supérieur. C'est le Magdalénien-Paléolithique supérieur final qui domine largement (6 sites), auquel s'ajoutent 1 site aurignacien (probable), 2 sites gravettiens et le site des Bossats (Châtelperronien, Gravettien, Solutréen).

Mésolithique. C'est la phase ancienne qui est la mieux représentée (5 sites), avec un seul site attribué à la phase récente du Mésolithique.

Les deux régions dans lesquelles le plus d'opérations ont eu lieu sont l'Île-de-France et le Centre-Val de Loire (à égalité, 9 opérations chacune), suivies par les Hauts-de-France (7 opérations). La répartition entre les types d'opérations ne montre pas d'écarts importants entre les régions, exception faite d'un nombre plus important (5) de diagnostics en Centre-Val de Loire.

Principaux résultats obtenus

Aucun site du Paléolithique inférieur n'a été fouillé en 2017. Il faut toutefois mentionner que le nouveau PCR « PaléoHauts » dans les Haut-de-France comporte une révision de séries archéologiques attribuée à cette période, sous forme de synthèse qui sera développée dans les années futures.

Concernant le Paléolithique moyen, une tendance se confirme : le rôle joué par les diagnostics pour la connaissance de nouveaux sites. Ils peuvent livrer de quelques pièces lithiques à plus d'un millier, souvent dans des contextes non perturbés (matériel frais) et stratifiés, attribuables à l'Éémien. Associés à des observations géomorphologiques de plus

en plus précises, ils constituent des jalons particulièrement intéressants pour la connaissance de l'occupation humaine du Centre-Nord durant cette phase du Paléolithique moyen.

Les fouilles programmées sont les principales sources d'études sur les peuplements au Paléolithique supérieur, le plus souvent articulées avec des approches pluridisciplinaires menées notamment dans le cadre de PCR.

Les deux PCR (en Centre-Val de Loire et en Île-de-France) portant sur l'étude des matériaux siliceux contribuent fortement à la constitution de réseaux et de collaborations, dépassant d'ailleurs les frontières géographiques de la CTRA Centre-Nord (réseau national en cours de développement). Il est évident que ces programmes collectifs sont particulièrement structurants.

Art paléolithique et mésolithique. Aux deux PCR centrés sur l'art mobilier gravettien de Renancourt 1 et sur l'art rupestre fin Paléolithique-Mésolithique du chaos gréseux du Bassin parisien, on peut associer celui de la Roche-Cotard pour les questionnements sur les activités symboliques au Moustérien. Ces programmes sont du plus grand intérêt. En particulier celui portant sur l'exceptionnel potentiel du chaos gréseux du Bassin parisien, qui s'inscrit désormais dans une programmation pluriannuelle, créant une dynamique remarquable de collaborations scientifiques, à l'interface de l'étude de l'art rupestre, de l'archéologie des abris et des problématiques de préservation.

Il faut enfin signaler la découverte de vestiges humains exceptionnels en 2018. À Caours (Haut-de-France), un fémur d'individu immature néandertalien et à Saint-Martin-la-Garenne (Île-de-France), une sépulture humaine du Mésolithique moyen.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Sur le fond, sans exception, les rapports examinés répondent aux attendus d'une présentation complète, documentée et argumentée des opérations et des programmes de recherches. Les rapports d'archéologie préventive sont généralement d'une meilleure qualité formelle que ceux de l'archéologie programmée. Cela tient aux moyens alloués à l'édition des rapports dans les deux cas.

Recommandations

L'excellent projet du PCR « PaléHauts » de faire la synthèse des fouilles anciennes, des collections et des résultats de l'archéologie préventive dans les Hauts-de-France doit être soutenu et encouragé. Il est certain qu'il jouera un rôle clef croissant, aussi bien pour la valorisation des collections existantes que pour une approche prospective de l'archéologie programmée. Il en va de même pour plusieurs autres PCR, pour lesquels il faut veiller à ce qu'ils jouent pleinement leur rôle structurant entre archéologie préventive et programmée. Un exemple peut être donné, sans qu'il soit exclusif d'autres dynamiques scientifiques, à travers l'articulation progressive des différentes opérations et programmes portant sur le Paléolithique supérieur final et le Mésolithique dans le Bassin parisien. À la lecture des différents rapports présentés en CTRA, et en observant les collaborations scientifiques qui s'y développent, on constate l'enrichissement mutuel et interinstitutionnel entre le Cnrs, l'Université, l'Inrap et les autres opérateurs de l'archéologie préventive, ainsi que les services de l'État au sein des Drac.

Enfin, concernant le Paléolithique moyen, il serait particulièrement souhaitable qu'une synthèse rétrospective des données issues des diagnostics, des fouilles préventives et des fouilles programmées soit menée à large échelle géographique, notamment sur les territoires néandertaliens durant l'Éémien.

NÉOLITHIQUE

Par Christophe GILABERT
Membre de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Trente-deux dossiers et opérations ont concerné la période néolithique lors des CTRA tenues en 2019. Toutes ces opérations s'intègrent dans l'axe 4 de la programmation nationale « Mésoolithisations, néolithisations, chalcolithisations ».

L'on retrouve pour l'archéologie programmée 8 dossiers avec 4 fouilles dont une nouvelle demande (2 en Hauts-de-France et 2 en Centre-Val de Loire), 3 PCR et 1 opération de préparation à la publication (OPP).

Pour l'archéologie préventive, 9 opérations de diagnostics et 15 rapports de fouilles ont été examinés. Cela représente près de 90 ha de diagnostic et 29 ha de fouille. Les opérateurs de ces opérations sont pour les diagnostics, l'Inrap à 7 reprises et les collectivités territoriales pour 2 opérations.

Pour les fouilles préventives 7 sont l'œuvre de l'Inrap, 4 d'opérateurs privés notamment Paléotime et 4 de collectivités territoriales dans les Hauts-de-France et l'Île-de-France. Comme en 2017, les rapports sont remis en moyenne au bout de 3 ans. Ils sont quasiment tous rendus en retard par rapport aux préconisations des Sra (entre 1 à 2 ans). On signalera également le cas de quelques opérations Inrap dont les rapports sont rendus avec un retard qui peut largement excéder cette moyenne.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Si l'on regarde la répartition des fouilles par grande période chronoculturelle et par typologie de site, sur 15 opérations de fouilles ayant livré des vestiges d'occupation néolithique au sens large, ce sont les occupations et notamment les habitats de la deuxième moitié du Néolithique (Néolithique moyen 2, Néolithique récent et Néolithique final) qui sont les plus nombreuses. Ce constat est également valable pour les découvertes en diagnostic. Les fouilles préventives et les diagnostics ayant livré du Néolithique ancien sont moins nombreux. Le Campaniforme et le début de l'Âge du bronze ancien sont rarement représentés.

La typologie des sites repérés du Néolithique moyen et de la fin du Néolithique se caractérise plutôt par des vestiges peu structurés, des structures isolées et des niveaux de mobiliers, même si plusieurs bâtiments de la fin du Néolithique dans le Nord de la France (Groupe Deûle l'Escaut) ont été mis au jour et constituent un corpus qui renouvelle très significativement les données sur l'habitat de cette période. À l'inverse, sur un nombre de découvertes moins élevé, les sites du Néolithique ancien, essentiellement attribués au VSG ou au BVSG, présentent davantage de plans de bâtiment ou *a minima* de structuration de l'espace domestique par la présence de fosses latérales. Les découvertes de structures funéraires sont assez peu nombreuses avec seulement 3 occurrences pour le Néolithique Moyen au sens large et le Néolithique final.

On soulignera l'intérêt, mis en évidence par plusieurs opérations de diagnostic et de fouille, d'explorer, en archéologie préventive notamment, des contextes jusque-là peu investis. On peut mentionner, par exemple, les contextes de plateaux pour le Néolithique ancien ou l'intérêt d'étudier, même sur des surfaces restreintes, les ensembles sépulcraux apparaissant faiblement structurés, à l'issue du diagnostic.

Le nombre d'opérations programmées est faible pour le Néolithique. Il diminue même, par rapport à 2017, avec 3 fouilles en cours et une seule nouvelle demande de fouille programmée examinée mais qui restera finalement sans suite. Ces opérations se répartissent équitablement entre les différentes périodes avec une opération sur un site d'extraction de silex et de fabrication de haches du Néolithique final, celle d'une enceinte du Néolithique ancien associée à une nécropole à Menneville et enfin l'opération tout aussi atypique qu'exceptionnelle sur les niveaux hydromorphes des berges de l'Escaut à Bouchain, où des activités artisanales liées au travail du bois, du Néolithique récent final, ont été mises en évidence.

Quant aux trois PCR traitant de problématiques relevant du Néolithique, ils concernent soit toute la période et sont ciblés sur des territoires particuliers comme celui sur les haches en métadolérite ou celui sur le Val-d'Oise, soit sont ciblés sur des périodes particulières comme celui sur le Néolithique ancien et moyen en Centre-Val de Loire. On peut y ajouter ceux trans-chronologiques, comme celui consacré au recensement et à l'étude des meules du Néolithique au Moyen Âge, ou encore celui sur les matières premières lithiques intitulé « Réseau de lithothèques en région Centre-Val de Loire ».

Il est d'ailleurs à remarquer que les problématiques relatives à l'acquisition et la circulation des matières premières constituent un axe important de la recherche dans cette CTRA puisque qu'elles constituent le cœur de plusieurs opérations programmées de fouille comme de PCR.

On peut également signaler que la question « des contacts culturels que cela soit en terme de transition dans le temps ou en terme d'influence dans l'espace », notamment entre le Néolithique ancien et moyen, à la fin du Néolithique moyen et au cœur du Néolithique final, ont bénéficié de résultats particulièrement probant par le biais de fouilles préventives comme programmées et sont au cœur du PCR sur ces périodes en Centre-Val de Loire et de nombreuses opérations dans le département du Nord notamment pour la fin du Néolithique.

Ces PCR et les quelques opérations programmées menées montrent en tous les cas un certain dynamisme de la région Centre-Val de Loire dans la recherche sur le Néolithique.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Les constats réalisés en 2017 restent pour la plupart d'actualité. Les rapports de diagnostics ou de fouilles préventives sont de qualité très inégale, mais, majoritairement, le travail sur le terrain dont ils rendent compte comme l'analyse des données est satisfaisante, avec une qualité particulièrement perceptible dans les analyses de mobilier très majoritairement de très bon niveau que cela soit pour les diagnostics comme pour les fouilles. Si les rapports de diagnostics sont globalement corrects, près de la moitié a néanmoins fait l'objet de remarques sur des insuffisances dans le travail sur le terrain ou dans la description des vestiges et l'analyse des données de terrain. D'autres encore, très minoritaires ont été reçus avec réserves et ne remplissaient leurs objectifs véritablement qu'à *minima*, rendant la décision post-diagnostic très complexe. Pour finir cet aspect sur une note plus positive, d'autres rapports sont d'excellent niveau et peuvent être qualifiés de bon à très bon. Pour les

fouilles, qu'elles soient préventives ou programmées, sur les 15 opérations examinées, la grande majorité (13) sont d'un bon à un très bon niveau et 2 seulement présentent des insuffisances qui concernent d'ailleurs la même problématique, celle de la complétude du traitement des données de fouilles, des analyses et des inventaires. Pratiquement toutes ces opérations ont d'ailleurs fait l'objet d'un avis favorable ou d'un encouragement à la publication de leurs résultats sous la forme d'articles ou de monographies.

On notera tout de même la problématique soulevée par le site d'Ablis sur la détection des architectures en terre, leur caractérisation en diagnostic et les choix scientifiques et les modalités de prescription de fouille que cela suppose.

D'autres problèmes, davantage de forme mais pas seulement, sont récurrents pour l'ensemble des rapports, et sont les mêmes qu'en 2017, que cela soit pour le préventif ou le programmé malgré les remarques répétées de la CTRA comme :

- des inventaires incomplets ou inutilisables même si cela s'est amélioré, notamment pour les opérations programmées ;
- l'utilisation de représentations graphiques (photographies, coupes, plans...) peu lisibles et trop générales avec souvent des échelles disparates ou erronées ;
- une représentation graphique des mobiliers (photos et/ou dessins) très insuffisante malgré une qualité d'analyse en hausse ;
- des difficultés à intégrer les résultats des études, souvent rejetées en annexe et parfois mal utilisées et en conséquence des synthèses minimales au profit d'une description uniquement factuelle notamment pour les études géoarchéologiques (micromorphologie, pédologie...).

Enfin on insistera comme en 2017 sur la nécessité de questionner les approches géomorphologiques et paléo-environnementale en regard des problématiques archéologiques et taphonomiques des occupations. Trop souvent ces deux aspects sont trop déconnectés et la présentation des contextes topographiques, géoarchéologiques est beaucoup trop générale et/ou éloignée du contexte précis du site étudié. Une mention particulière toutefois pour les études géomorphologiques menées dans la plupart des rapports de services de collectivités qui sont parfaitement intégrées et d'une grande rigueur et lisibilité.

Difficultés rencontrées

Peu de différence là encore avec 2017, ainsi la question de la recherche programmée en Néolithique en Île-de-France, quasiment absente, me paraît un problème au regard des potentiels archéologiques de cette région et de la qualité des chercheurs présents sur ce secteur. Cela doit faire l'objet d'une attention particulière de la part du Sra.

On attirera cette année encore également l'attention sur le danger que représente la baisse des moyens mis à disposition pour le diagnostic préventif et, en corolaire, la baisse de qualité de traitement et d'analyse des vestiges, notamment sur le terrain, que cela entraîne, particulièrement pour les diagnostics réalisés par l'Inrap dans les Hauts-de-France, mais pas uniquement dans cette région. Ainsi, sur le terrain, on assiste parfois à des opérations où les extensions et les tranchées complémentaires sont insuffisantes au sein d'un maillage trop lâche, où les tests de structures et l'approche des niveaux de mobilier l'est tout autant. Parfois, à l'inverse, les décapages mécaniques sont trop invasifs et l'approche manuelle insuffisante. Certains diagnostics décapent de façon trop importante les systèmes fossoyés et les niveaux de mobilier, sans prendre soin d'enregistrer les éléments stratigraphiques.

L'absence de fouille manuelle limite souvent la découverte de mobiliers et interdit souvent leur enregistrement stratigraphique.

Enfin, et c'est là encore une redite du bilan 2017, les études de mobiliers céramiques et lithiques se présentent parfois comme des études de « collection », déconnectées des contextes, stratigraphiques et spatiaux. Cela traduit un problème général d'organisation et de perte de sens de l'examen archéologique d'un site. Dans certains cas, par ailleurs, le mobilier n'est pas enregistré par unité stratigraphique notamment de plus en plus souvent au sein des structures en creux.

ÂGES DES MÉTAUX

Par Isabelle KEROUANTON et Geertrui BLANCQUAERT
Membres de la CTRA

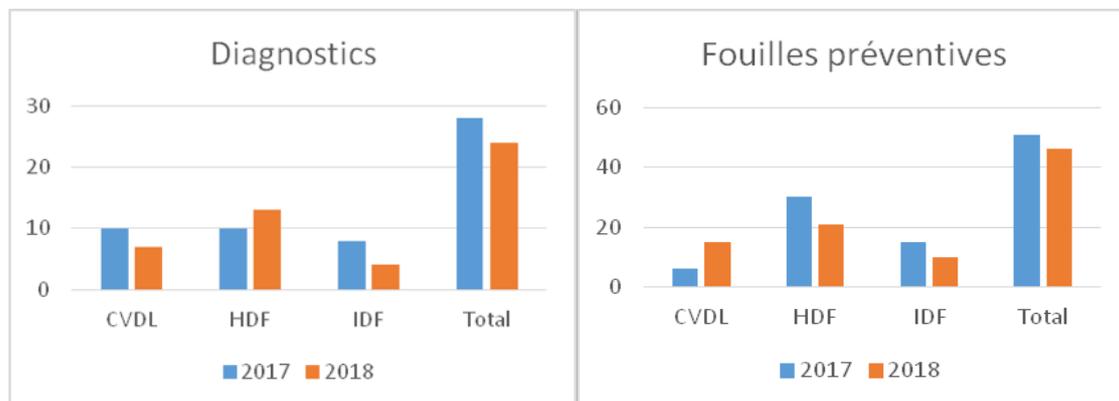
Bilan de l'activité d'expertise

83 dossiers examinés par les experts pour la Protohistoire :

- 24 diagnostics : 7 en CvdL, 4 en IdF, 13 en HdF (16 Inrap, 8 Coll.), soit 2 280 398 m² explorés desquels 287 000 m² sont en attente et 412 806 m² ont d'ores et déjà fait l'objet de prescriptions complémentaires ;
- 46 fouilles : 15 CvdL, 10 IdF, 21 HdF (23 Inrap, 12 Coll. [3 Douai, 1 Pas-de-Calais, 1 Seine-Saint-Denis, 1 Indre-et-Loire, 1 Aisne, 4 Eure-et-Loir, 1 Chartres], 11 Privés [5 Éveha, 4 Archéopole, 1 Archeodunum, 1 Acter]), soit près de 100 ha fouillés ;
- 2 examens de CCS et 1 examen de PSI.

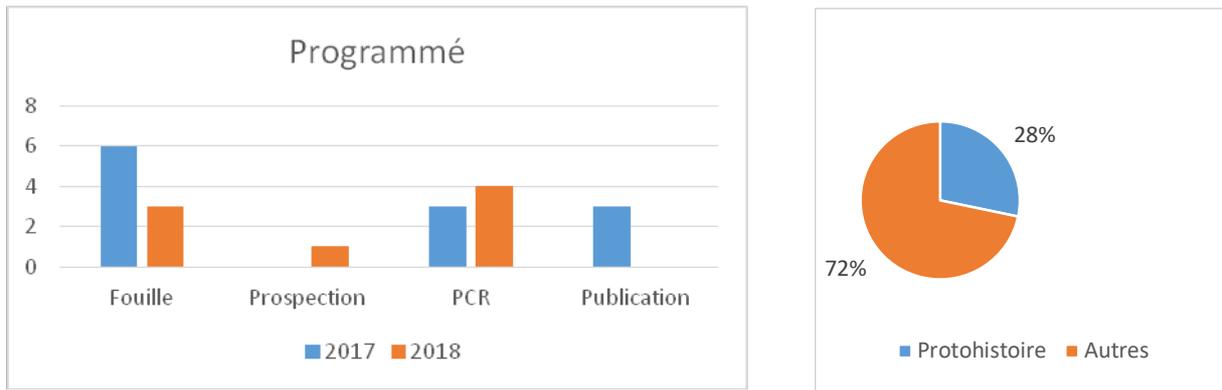
Soit un nombre en très légère baisse par rapport à l'exercice 2017.

Les dossiers liés à l'archéologie préventive examinés en 2018 par les experts pour la Protohistoire restent majoritaires dans les Hauts-de-France.



- 10 programmés : 3 fouilles, 1 prospection thématique, 4 PCR, 2 aides à l'édition.

Les dossiers liés à l'archéologie programmée sont toujours aussi rares, et en diminution par rapport à 2017 (il y en avait 12, dont 6 fouilles). Ils sont portés par les universités/CNRS (3), par un opérateur public (4) et 1 autre.



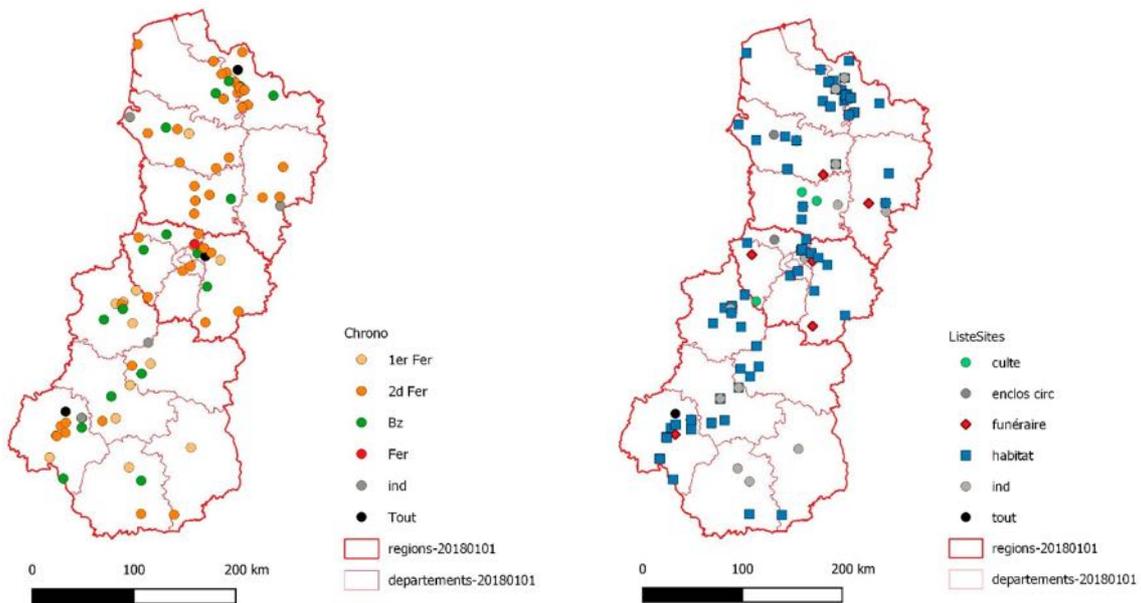
Il convient d'ajouter à ces dossiers, ceux qui ont été examinés par d'autres experts sur des sites diachroniques, soit 9 diagnostics, 8 rapports de fouilles et 1 aide à la publication.

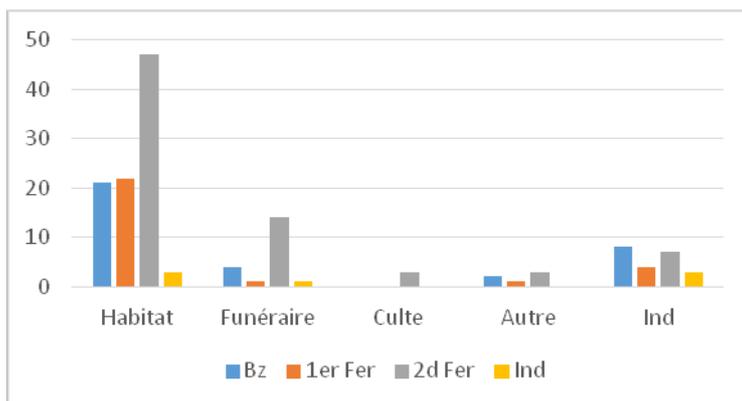
Au total, 101 dossiers portaient, intégralement ou partiellement, sur des thèmes ou des sites occupés entre le début de l'Âge du bronze et la fin de l'Âge du fer, soit 28 % des 357 dossiers examinés en 2018.

En termes de projets d'aménagement affectés par l'archéologie préventive, les lotissements et les ZAC demeurent majoritaires, suivis par les carrières. Les fouilles programmées en revanche s'effectuent au sein de véritables réserves archéologiques.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Le classement des dossiers par grande période (Âge du bronze, premier Âge du fer, second Âge du fer) et par grand thème (habitat, funéraire, culte, autre, indéterminé) abordés montre un déséquilibre très marqué en faveur de l'habitat du second Âge du fer, et, de manière plus générale, une bien meilleure représentation des sites occupés ou des thèmes liés à la fin de la période protohistorique.





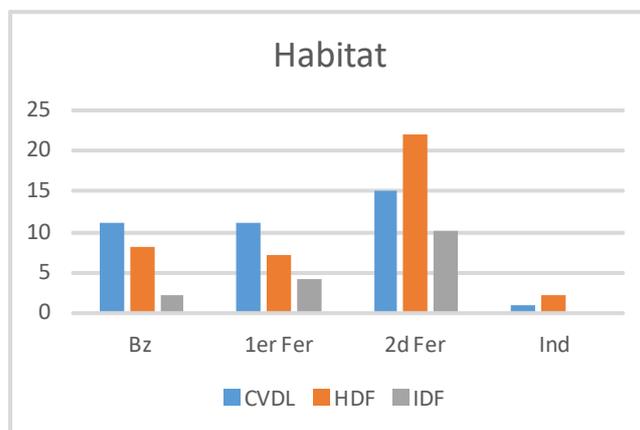
Les occupations domestiques

L'habitat du second Âge du fer est le thème le plus souvent abordé en 2018, notamment dans les Hauts-de-France, mais les périodes précédentes ne sont pas en reste.

Plusieurs dossiers couvrent tout ou partie de la période (parfois avec hiatus). Il s'agit par exemple du PCR « Habata », qui s'attache à l'examen des sites d'habitat dans les Hauts-de-France de l'Âge du bronze à La Tène ancienne, mais aussi de sites occupés sur de longues périodes⁴.

Généralités

Les occupations domestiques des Âges du bronze et du fer sont souvent difficiles à caractériser, tant par l'aspect disparate et peu structuré des structures relevées, que par l'indigence et/ou le caractère peu diagnostique des mobiliers recueillis.



Cela est particulièrement vrai pour les sites les plus anciens. En 2018, les occupations les plus anciennes sont datées de la fin de l'Âge du bronze moyen, bien que deux fosses puissent attester d'une occupation dès l'Âge du bronze ancien, sur le site de la rue Pierre Curie, à Mareuil (Pas-de-Calais), réinvesti à l'Âge du bronze moyen puis, surtout, à la fin de l'Âge du bronze final.

Si quatre sites occupés de la fin de l'Âge du bronze moyen/début de l'Âge du bronze final⁵ et six sites de l'étape moyenne de l'Âge du bronze final⁶ ont été examinés en 2018, en revanche, seuls deux sites peuvent être rapportés à la fin de l'Âge du bronze final⁷. Par ailleurs, le site de Maillé, en Indre-et-Loire, se détache du lot par l'important corpus céramique de la fin de l'Âge du bronze constituant un référentiel pour le sud Touraine.

⁴ Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), Contres et La Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher), Sin-le-Noble et Lauwin-Planque (Nord), Maillé (Indre-et-Loire).

⁵ Billy-Berclau (Pas-de-Calais), Lauwin-Planque, Famars et Flers-en-Escrebieux (Nord).

⁶ Lauwin-Planque (Nord), Morancez et Illiers-Combray (Eure-et-Loir), Maillé (Indre-et-Loire), Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne), Saint-Laurent-Nouan (Loir-et-Cher).

⁷ Cléry-Saint-André (Loiret), Maillé (Indre-et-Loire).

Peu de sites du premier Âge du fer ont été examinés : deux pour la phase ancienne⁸, deux pour la phase moyenne⁹ et six pour la fin de la période¹⁰, auxquels il convient de rajouter deux sites attribués au premier Âge du fer au sens large¹¹.

Ainsi, pour la protohistoire ancienne (Âge du bronze et premier Âge du fer), ce sont essentiellement des occupations de l'étape moyenne de l'Âge du bronze final et de la transition fin premier/début second Âge du fer qui auront été examinés en 2018. Il conviendrait de voir sur le plus long terme ce qu'il en est, mais le même constat avait été fait en 2017.

Les occupations du second Âge du fer, en revanche, demeurent les mieux représentées avec au moins 43 occurrences ; la forme enclose de l'habitat étant détectée plus aisément tant en diagnostic qu'en prospection aérienne et les indices mobiliers souvent plus distinctifs.

Les sites sur lesquels se superposent, ou se succèdent, plusieurs occupations ne sont pas toujours faciles à aborder. L'indigence des mobiliers souvent soulignée sur ces sites ne permet pas toujours une attribution chronologique des vestiges, et il convient, en phase d'analyse du site, de trouver le juste milieu entre une simple présentation factuelle des faits et une sur-interprétation de ceux-ci. Tous les cas de figures ont été rencontrés lors des examens des dossiers en 2018 : des rapports qui ne dépassent guère le listing descriptif des vestiges relevés, et d'autres qui forcent les données pour les faire entrer dans des schémas, certes alléchants mais non avérés.

Formes de l'habitat

Pour les périodes les plus anciennes, les habitats examinés en 2018 sont ouverts, matérialisés par quelques structures éparses, et parfois dispersées sur de vastes surfaces. Les éléments structurants sont rares, et l'on peut noter la palissade en arc de cercle de Lauwin-Planque, datée de la fin de l'Âge du bronze moyen, ou bien encore l'enceinte de l'Âge du bronze final IIIb de Contres, malheureusement fouillée très partiellement et qui aurait pu être constituée de poteaux jointifs. À partir de la phase ancienne du premier Âge du fer, les enclos fossoyés se multiplient, ainsi que le montrent les fouilles de la plateforme multimodale de Sauchy-Lestree/Marquion (projet Canal Seine Nord Europe) dans le Pas-de-Calais.

Ces fouilles de grandes surfaces, telles que celles de Sauchy-Lestree/Marquion, Lambres-lez-Douai ou de Lauwin-Planque (projet de ZAC), permettent de mettre en évidence le déplacement des habitats au sein de leur terroir. À Lauwin-Planque, l'habitat ouvert de la fin de l'Âge du bronze moyen se développe sur environ 7 000 m² avant de se déplacer et se disperser pendant l'étape moyenne de l'Âge du bronze final.

À Sauchy-Lestree/Marquion, l'occupation domestique du Ha C/D1 s'étend sur une large bande d'environ 600 m de long, tandis qu'à la fin du premier Âge du fer/début du second Âge du fer, elle s'étend sur près de 90 m, en milieu de versant et épousant la courbe du vallon.

⁸ Contres (Loir-et-Cher), Gonesse (Val-d'Oise).

⁹ Contres (Loir-et-Cher), Marquion (Pas-de-Calais).

¹⁰ Maillé (Indre-et-Loire), Serris (Seine-et-Marne), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), Gas (Eure-et-Loir), Marquion (Pas-de-Calais), Lauwin-Planque (Nord).

¹¹ La Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher), Sin-le-Noble (Nord).

À ces unités d'habitat, il convient d'ajouter l'importante série de fosses polylobées rattachée à la phase moyenne/finale du Hallstatt, fouillée à Maillé, un secteur d'extraction de prédilection, se développant sur 1 560 m².

Pour les étapes récentes se distinguent l'habitat fortifié et l'habitat enclos. Le premier est documenté par les résultats de deux fouilles programmées en cours à Châteaumeillant « le Paradis » (Cher) et à Amboise « les Châtelliers » (Indre-et-Loire), ainsi que par ceux d'un diagnostic réalisé « rue du Petit Bonheur » située au sein de l'oppidum précité. Ces recherches confirment l'existence d'occupations gauloises et romaines très structurées à l'intérieur des enceintes, mais apportent également des informations nouvelles permettant de considérer les éléments qui ont pu présider le choix du lieu, la genèse du site, d'une part et d'apprécier le savoir-faire des bâtisseurs, d'autre part. Dans le premier cas, sur l'oppidum d'Amboise, il s'agit de l'imposant tertre de la « butte de César » dont la chronologie demeure à préciser (enjeu majeur des recherches futures) et des indices relatifs à une occupation de l'Âge du bronze final déjà attestés sous le rempart et consolidés par des datations radiocarbone sur charbon de bois provenant de l'unité sédimentaire sous-jacente aux remblais laténiens au pied du tertre. Dans le second cas, sur l'oppidum de Châteaumeillant, il s'agit de l'aménagement d'un « blindage », particulièrement résistant aux intempéries, à l'avant du rempart composé d'argiles mélangées à des roches concassées calibrées provenant d'un gisement attesté à proximité (env. 1 km) de l'oppidum. On peut en déduire que les constructeurs connaissaient les propriétés mécanique et physique des matériaux.

L'établissement rural sous sa forme enclose (37 cas) demeure la caractéristique de l'habitat des II^e et I^{er} s. av. J.-C., seuls quelques cas trouvent leur origine au III^e s.¹² ou sont précédés par un habitat ouvert plus ancien encore, mais dont la pérennité s'avère difficile à prouver¹³.

Ce type d'occupation, aussi récurrent qu'il puisse paraître, témoigne d'une grande diversité tant dans la forme adoptée que la surface enserrée ; cette dernière pouvant varier entre 1 500 m²¹⁴ et plusieurs hectares¹⁵. Ces établissements permettent d'alimenter le corpus constitué à l'échelle nationale et de perfectionner la classification typo-morphologique et hiérarchique de l'habitat enclos. Mais cette multiplication, conjuguée au degré d'étude atteint (*cf.* artisanat par ex.), offre davantage la possibilité de percer les domaines de spécialisation de ces établissements ruraux, de les positionner entre eux¹⁶ et par rapport aux autres types de sites (sanctuaire, nécropole...) et de les intégrer au tissu économique.

Il convient d'insister sur le fait qu'une quinzaine de ces fouilles a occasionné des études spécialisées très poussées, principalement en archéozoologie¹⁷ et archéobotanique¹⁸, à même d'alimenter la diversification des pratiques agro-pastorales et de boucherie ; procédés par ailleurs soutenus par la découverte d'outils¹⁹ (serpe, soc d'araire...) liés à ces activités figurant plus fréquemment parmi les objets métalliques. Dépendant certes d'une bonne conservation de restes animaux et végétaux, ces résultats découlent avant tout de stratégies de fouille et d'échantillonnage (dans le sens de prélèvement) visant une approche exhaustive du site, suivie d'un traitement et d'analyses post-fouilles en conséquence. Il s'agit

¹² Brebières (Nord), Breuil-le-Sec (Oise), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis).

¹³ Sin-le-Noble (Nord), Sorigny (Indre-et-Loire).

¹⁴ Haisnes-lez-la-Bassée (Nord), Soupier (Aisne).

¹⁵ Palaiseau (Essonne).

¹⁶ Sin-le-Noble et Lauwin-Planque (Nord), Palaiseau (Essonne), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis).

¹⁷ Lestrem (Pas-de-Calais), Sin-le-Noble (Nord).

¹⁸ Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), Palaiseau (Essonne), Gas (Eure-et-Loir), Lauwin-Planque (Nord).

¹⁹ Chambray-les-Tours et Larçay (Indre-et-Loire), Breuil-le-Sec (Oise).

là de dispositions reflétant un véritable travail d'équipe et sens de la coordination qu'il convient de saluer.

Enfin, ne peut être négligé le glissement de modification de la vocation de certains enclos, d'abord tournée vers des activités domestiques, puis vers des activités ritualisées/culturelles tel qu'observé à Sin-le-Noble « ZAC du Raquet » dans le Nord.

Architectures

La fouille de plusieurs sites a permis de mettre en évidence des plans de bâtiments, dont la datation n'est pas toujours aisée, mais qui permettent d'aborder les questions architecturales, de façon plus ou moins aboutie et pertinente selon les rapports examinés.

Pour l'Âge du bronze, plusieurs bâtiments circulaires, quadrangulaires ou naviforme ont été relevés, sur les sites de Lauwin-Planque, Morancez ou Maroeuil. Les plans de bâtiments sont également très nombreux sur la plateforme de Sauchy-Lestrée/Marquion, pour le premier Âge du fer comme pour le second.

Pour le second Âge du fer, les plans renseignés pour les II^e et I^{er} s. av. J.-C. sont, soit sur un module porteur (à paroi rejetée), soit rectangulaires pourvus ou non d'un porche. Mais c'est, avant tout, de nombreux trous de poteau particulièrement bien conservés qui ont permis d'aborder plusieurs thématiques inhérentes aux constructions en bois et terre, qu'il s'agisse des « petits enclos »²⁰, de poteaux inclinés²¹ ou encore des dimensions, tant des poteaux que des bâtiments mêmes²². À ce sujet, il convient d'évoquer deux études très détaillées en rapport avec la métrologie de l'architecture²³ et intéressant donc une dimension essentielle des sociétés anciennes qu'est la connaissance scientifique, ici en l'occurrence la géométrie. Quant aux poteaux inclinés, outre la remarquable conservation du négatif, c'est avant tout la méthode de fouille, manuelle ou mécanique, par moitié, puis par quart qui permet de les documenter.

La fouille de Larçay illustre l'apparition précoce d'un bâtiment maçonné, ainsi que de liant à la chaux.

Parcellaire

Bon nombre de ces établissements ruraux est associé à une trame fossoyée matérialisant un compartimentage de l'espace. Les fouilles réalisées dans des secteurs intensément explorés ont permis de constater que ces fossés forment le prolongement des enclos d'habitat qu'ils relient entre eux et peuvent être connectés à des chemins²⁴. Le parcellaire sert également à isoler des aires d'activité particulière comme la forge fouillée à Marquion.

Cependant, un travail considérable demeure à entreprendre pour apprécier l'ampleur véritable de la parcellisation et d'en déterminer le type (rayonnant, quadrillé, en lanière...). Par ailleurs, il n'est pas toujours aisé de savoir qui du parcellaire ou de l'habitat administre l'autre.

²⁰ Bondues (Nord), Lestrem (Pas-de-Calais).

²¹ Sorigny et Chambray-les-Tours (Indre-et-Loire).

²² Gas (Eure-et-Loire), Sorigny, Chambray-les-Tours et Larçay (Indre-et-Loire).

²³ Gas (Eure-et-Loire), Sorigny (Indre-et-Loire).

²⁴ Sin-le-Noble et Lauwin-Planque (Nord), Palaiseau (Essonne), Serris (Seine-et-Marne).

Artisanat

Le travail du textile, représenté presque exclusivement par des fusaiïoles et pesons, est attesté sur la quasi totalité des sites protohistoriques étudiés en fouille. Les indices relatifs à la fabrication d'objet en os ou bois de cerf, en revanche demeurent rares. Outre les traces de sciage et les perforations, trois peignes ont été découverts²⁵.

L'artisanat du fer, documenté par une dizaine de sites²⁶, a fait l'objet d'études approfondies. Pour l'analyse des divers types de déchets, les équipes ont eu recours aux méthodes et technologies des sciences dures. De fait, les résultats permettent d'accroître considérablement nos connaissances quant au savoir-faire et niveau de spécialisation des artisans gaulois, au réseau d'acquisition des matériaux et par-delà à la complexité de la société.

Quant au travail du bois, il est illustré par un contexte funéraire (ci-après), ainsi que par deux éléments architecturaux (poutre et sablière probable) et une écuelle, exhumés sur l'habitat du II^e s. av. J.-C. à Soupir (Aisne).

Certains objets demeurent encore énigmatiques comme les « palets » en terre (mi-)cuite attestés à Haisnes-lez-la-Bassée (Nord) et Billy-Berclau (Pas-de-Calais).

La production et/ou la consommation de sel est évoquée à travers quelques sites du second Âge du fer, dans le Nord, la Somme ou le Pas-de-Calais²⁷, et peut-être dès le premier Âge du fer, comme vu sur les diagnostics réalisés à Rainneville, dans la Somme.

Mais les études en rapport avec les activités artisanales intéressent également la recherche programmée, comme en témoignent deux dossiers examinés : l'un présenté sous forme de PCR est relatif à la production monétaire en alliage cuivreux « Carnutes » et l'autre, soumis comme une prospection thématique, à la caractérisation de l'origine des parures en « roches noires ». Ils s'intègrent à la problématique liée aux modalités d'acquisition et à la circulation, tant des matières premières que des produits finis et à la reconstitution des chaînes opératoires. Les ensembles de base proviennent principalement des fouilles effectuées dans l'agglomération orléanaise pour le premier (1 400 monnaies) et sur l'oppidum de Châteaumeillant « le Paradis » pour le second (une centaine d'objets). À ces dossiers doit être ajoutée la publication de la journée thématique de l'APRAB consacrée au textile de l'Âge du bronze, qui a fait l'objet d'une demande d'aide à la publication.

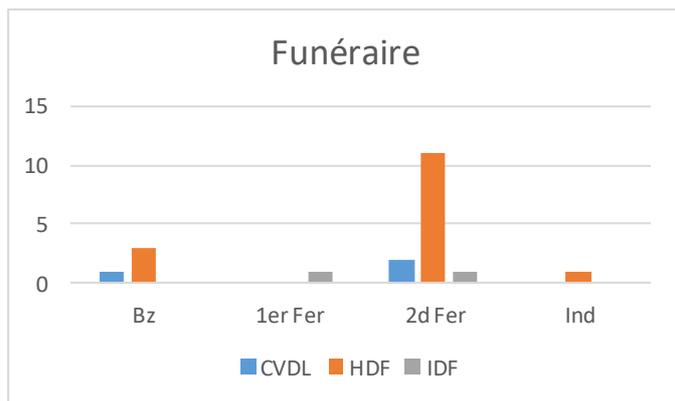
Sépultures, nécropoles et pratiques funéraires

Dix-huit des rapports de diagnostics ou de fouilles examinés en 2018 portent sur des sépultures ou des nécropoles, auxquels il convient de rajouter le PCR consacré aux « morts hors nécropole ».

²⁵ Lauwin-Planque (Nord), Tilloy-lès-Mofflaines (Pas-de-Calais).

²⁶ Marquion et Lestrem (Pas-de-Calais), Lambre-lez-Douai (Nord), Larçay (Indre-et-Loire).

²⁷ Bondues et Sin-le-Noble (Nord), Lestrem et Brébières (Pas-de-Calais).



Pour l'Âge du bronze, il s'agit presque exclusivement de sépultures à crémation placées dans l'aire interne, le fossé ou à l'extérieur d'enclos circulaires fossoyés (Lambres-lez-Douai, Lauwin-Planque, Sauchy-Lestrée/Marquion), tous sont localisés dans les Hauts-de-France (Nord ou Pas-de-Calais essentiellement). À Lauwin-Planque, ce sont ainsi une trentaine d'incinérations qui ont été relevées. À Lambres-lez-Douai, une inhumation a en outre été déposée dans une fosse creusée dans le comblement du fossé d'un enclos circulaire.

Seule la moitié des sites à enclos circulaires fossoyés (9 sites examinés en 2018) a livré des restes osseux (incinérés ou inhumés). La datation de ces enclos est toujours délicate, car le fonctionnement de ces monuments peut traverser les siècles, avec plusieurs étapes de fonctionnement avant comblement définitif des fossés, comme le montrent les sépultures (inhumations ou incinérations) effectuées dans des fossés déjà partiellement comblés, ou les fossés creusés au second Âge du fer qui semblent les contourner (comme vu à Lauwin-Planque par exemple).

Le raisonnement enclos circulaire fossoyé = monument funéraire (= une tombe) est trop simpliste ; la durée de fonctionnement très longue de ces monuments révèle leur caractère « sacré » qui dépasse sans doute le seul domaine funéraire.

Les datations retenues couvrent la fin de l'Âge du bronze ancien et l'étape moyenne de l'Âge du bronze final. Les dimensions des enclos examinés en 2018 sont extrêmement variables, de 9 m de diamètre, pour les plus petits, à 40, 46 ou 53 m pour les plus grands.

La nature des terrains limoneux du nord de la France se prête particulièrement bien à l'examen des variations du niveau de décarbonatation, qui peuvent indiquer la présence de talus ou de tertres. Les limons loessiques, riches en carbonate de calcium, se décalcifient en effet très vite sous l'effet des infiltrations d'eau (migration verticale et dissolution des composants carbonatés). Cette dissolution peut être ralentie par des surélévations de terrain (levée de terres – talus, tertre). Ainsi, l'examen du relevé topographique de ce front de dissolution (ou « limite de décarbonatation ») peut donner des indications quant à la présence de talus externe ou interne, ou de tertre central, même s'il convient de prendre en compte le fait que des phénomènes naturels (notamment végétation) peuvent perturber (diminuer ou accélérer) la dissolution des éléments carbonatés. Les restitutions des élévations proposées ne peuvent donc rester que des hypothèses de travail, mais qui révèlent, en tout état de cause, que ces monuments pouvaient adopter différentes formes d'élévations, combinant parfois talus (qui peut être discontinu) et tertre. Les examens pédosédimentaires, micromorphologiques ou des variations de ce front de dissolution ont été menés sur plusieurs sites examinés en 2018 : Lauwin-Planque, L'Etoile-et-Moufflers,

Lambres-lez-Douai, Sin-le-Noble, Maroeuil, et on finit par regretter lorsque cet examen fait défaut sur d'autres sites implantés dans les mêmes territoires.

L'observation des réseaux de terriers donne également des résultats intéressants.

La grande majorité de ces sites est localisée dans les Hauts-de-France. Pour l'Île-de-France, ne peut être noté que le double enclos fossoyé mis au jour en diagnostic à Osny, dans le Val-d'Oise, et, dans le Centre-Val de Loire, le seul probable enclos de Cléry-Saint-André, dans le Loiret (diagnostic).

Les sépultures datées du premier Âge du fer sont très rares, puisque représentées par la seule tombe à inhumation datée du VI^e s. av. J.-C. (Ha D1) de Bonneuil-en-France, dans le Val-d'Oise. Ce même site se singularise par la présence d'un monument funéraire non excavé. Ce dernier étant constitué d'une plateforme de poutres en chêne aux extrémités biseautées accueillant les restes osseux et entourée d'un triple cercle concentrique, soit un mince fossé et deux couronnes de piquets en bois appointés, daté de la fin du II^e-début du I^{er} s. av. J.-C. Des inhumations du Haut-Empire, dont une dans un coffre en bois (hêtre et chêne), accentuent la vocation funéraire du lieu dans la durée. Le remarquable état de conservation des divers éléments en bois renouvelle nos connaissances quant aux essences utilisées et techniques employées.

Pour l'Âge du fer, les deux grandes catégories de tombes, à inhumation et à incinération, sont particulièrement bien documentées. Les nécropoles à inhumations associant enclos et sépultures se distinguent par leur architecture variée. Ainsi à Larchant (Seine-et-Marne) et à Esvres-sur-Indre (Indre-et-Loire), l'aménagement des chambres funéraires de la fin de l'Âge du fer est effectué avec des blocs de pierres pouvant former des caissons, associés ou non d'éléments en bois suggérés par les agrafes en fer et les clous. Dans le premier cas, l'absence de céramiques signe l'appartenance de la nécropole au complexe culturel nogentais/sénonais en contraste avec le groupe Aisne-Marne, illustré par le site de Crouy (Aisne). Ce dernier, daté du V^e-III^e s. av. J.-C., a livré des tombes davantage aménagées avec des matériaux périssables et accueillant les défunts habillés. Si tous les âges d'une population sont représentés, Esvres-sur-Indre se dénote par la quantité d'immatures (11 sur 12 individus).

Quant aux nécropoles à incinérations, les exemples étudiés et situés presque exclusivement en Hauts-de-France²⁸ permettent d'aborder différents types de structures définis en fonction de l'étape du traitement du cadavre. Il s'agit du bûcher (très rare), des tombes véritables et des structures péri-funéraires. Ces dernières concernent les fosses avec des rejets de la crémation (faibles traces de charbon de bois et d'os humain), celles très charbonneuses mais sans restes humains ou non identifiables et enfin, les fosses avec un dépôt de mobilier céramique. Ces nécropoles sont datées entre le III^e et I^{er} s. av. J.-C.

La fouille de Tremblay-en-France ou encore celle de Lauwin-Planque rendent compte d'une sépulture d'immatrice installée, soit en bordure d'un fossé d'enclos, soit dans un silo ; pratiques attestées dans des contextes des IV^e/III^e s.

La grande diversité des rituels funéraires se retrouve dans un travail de synthèse sur le thème « Quand le défunt échappe à la nécropole » ; dossier examiné dans le cadre d'une demande d'aide à l'édition. Il porte un nouveau regard sur le phénomène que sont les

²⁸ Marquion et Lestrem (Pas-de-Calais), Sin-le-Noble (Nord), Breuil-le-Sec (Oise), Dancourt-Popincourt (Somme), Soupir (Aisne).

squelettes et os humains attestés en dehors des nécropoles (par ex. en silo, dans l'habitat) et dont l'apogée se situe entre le VII^e et le III^e s. av. J.-C. Il en résulte la manifestation de pratiques codifiées dans le traitement de ces défunts et davantage liées au monde agricole, constats fondés sur des associations homme/animal et/ou objet, rares ou absentes dans les nécropoles véritables, mais plus accoutumées dans les sanctuaires. Cette étude offre une meilleure approche de la sphère mentale et spirituelle de la société gauloise et a su mettre en exergue l'importance de la systématisation des interventions archéologiques et de l'exhaustivité de la fouille des structures.

Des lieux de culte ?

Les résultats de la fouille préventive réalisée en 2008 sur le sanctuaire de Saint-Just-la-Chaussée, dans l'Oise, alimentent les problématiques inhérentes à ce type d'occupation et rappellent la nécessité impérieuse d'articuler - en amont de l'intervention - les méthodes de fouille, d'enregistrement et de conditionnement appropriées à la nature des vestiges attendus. Les nombreuses pièces métalliques (armure, glaives, umbos, casques), bien que mutilées intentionnellement avant enfouissement, enrichissent considérablement le corpus d'armements, gaulois et romains, et ouvrent des perspectives quant à l'origine de certaines d'entre elles. Des fosses à banquet et des inhumations primaires en position assise complètent ce vaste complexe enclos. En ce qui concerne ce dernier, la répartition spatiale des différents types de mobilier a permis d'établir une véritable géographie des dépôts et des gestuelles au sein de l'espace sacré. Ce site, dont les premières traces d'occupation remontent à l'Âge du bronze et au premier Âge du fer, documente le devenir d'un lieu cultuel laténien à l'époque romaine, période pendant laquelle il semble davantage voué à un usage profane.

Un second cas sera étudié à Ablis (Yvelines) dans le cadre d'une fouille programmée. L'année probatoire a permis de constituer le cadre documentaire et méthodologique combinant prospection non intrusive, fouille à proprement parler et imagerie en 3D et de procéder à des prospections, aérienne par drone et magnétique.

Points positifs et problèmes

Sur le terrain

Un problème récurrent demeure en diagnostic et concerne d'une part le maillage trop lâche des tranchées et d'autre part la stratégie d'implantation des fenêtres complémentaires. Il est à se demander s'il ne faut pas promouvoir davantage la systématisation du procédé de tranchées discontinues et disposées en quinconce et réduire les agrandissements en faveur de tranchées intermédiaires, plus particulièrement pour cerner l'étendue tant des nécropoles que des habitats ouverts ?

Un autre défaut constaté dans bon nombre de diagnostics réside dans le décapage intégral d'une structure au détriment de tests qui apportent davantage d'informations en matière de conservation, détermination ou chronologie d'un fait.

Notons, qu'en 2018, la CTRA a eu à se prononcer sur plusieurs opérations menées sur de très grandes surfaces. Bien que morcelées en plusieurs fenêtres réparties sur les différents projets d'aménagement, ces grands décapages, tels que réalisés à Epinoy, Lauwin-Planque ou sur la plateforme de Sauchy-Lestree/Marquion, révèlent, s'il en était encore besoin, leur apport documentaire considérable pour l'appréhension spatiale et chronologique des occupations protohistoriques, dont l'évolution se poursuit souvent à la période romaine.

De plus en plus, recours est fait à l'utilisation de drone ou autre technique favorisant des prises de vue aériennes instantanées du décapage et permettant de fournir de jolies images. Celles-ci ne remplacent en aucun cas la fouille des structures. Aussi, il convient d'insister sur l'utilité première de ces documents, à savoir une aide à une meilleure lecture du terrain, à la détection des faits (souvent des trous de poteau) et par conséquent à la stratégie de fouille à mettre en œuvre.

En phase étude

Bien que des progrès aient été constatés, les études des mobiliers restent encore trop fréquemment des études « de collection », trop, voire totalement, détachées des contextes. Le matériau céramique, avant que d'être un support à l'analyse typo-chronologique, est un mobilier utile à la compréhension du site.

De même, les études dans leur ensemble (mobilier, paléoenvironnement) sont souvent rejetées en fin de rapport (parfois en annexe) et les résultats ne sont pas toujours assimilés par le rédacteur du rapport. Comme déjà dit, les études ne doivent pas être « sacralisées » mais sont partie prenante de l'exposé du site.

Trop souvent encore, nous notons l'absence de cotes NGF sur les relevés de coupes, ou, a minima, d'indication quant au niveau d'ouverture sous le niveau du sol actuel. Donnée qui en réalité devrait nécessairement être indiquée dans les inventaires des structures. Il en va de même pour le taux de fouille pour chaque structure (fouillée intégralement, à moitié ?).

Régulièrement, de graves problèmes de lecture des dates ^{14}C ont été relevés (écart-type, courbe de calibration), témoignant d'un véritable défaut de formation des responsables.

À plusieurs reprises, il a été possible de mesurer l'effet inverse, si ce n'est pervers, des bilans scientifiques régionaux et des grandes synthèses sur les interprétations des données, aussi bien sur le terrain qu'en étude. Ils facilitent les explications, mais celles-ci sont de fait souvent hâtives, des raccourcis peu argumentés. Les rapports de diagnostic parfois très minimaliste en sont également une conséquence.

Un point positif réside dans l'élaboration de référentiels céramiques régionaux, tant dans le contexte funéraire du second Âge du fer (Marquion, Pas-de-Calais), que d'habitat du premier Âge du fer (Maillé, Indre-et-Loire et La Chaussée-Saint-Victor, Loir-et-Cher).

Exceptés quelques rares cas, la qualité des rapports est égale et bonne, voire exceptionnelle en raison du haut niveau d'analyse de l'ensemble des données observé dans le rapport de Sorigny (Indre-et-Loire).

Quant au délai de rendu des RFO, on constate une nette amélioration du respect de la durée réglementaire depuis les fouilles réalisées à partir de 2014.

Pour finir ...

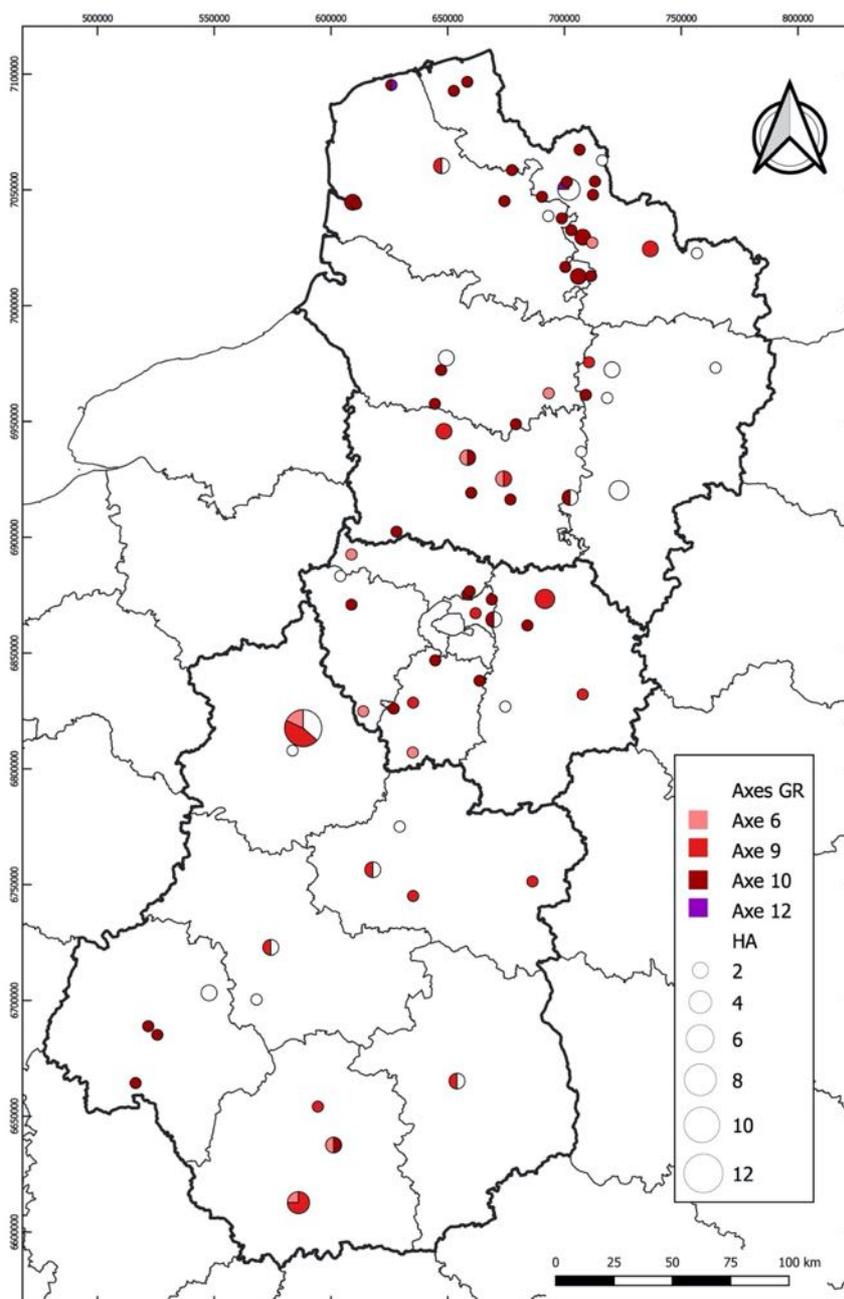
Compte tenu de l'exceptionnelle conservation et de l'étendue des vestiges mises en évidence lors des interventions menées dans la cadre de l'archéologie préventive et programmée sur l'oppidum « des Châtelliers » à Amboise, données à haute valeur patrimoniale et essentielles à l'étude du phénomène urbain à l'époque gauloise, les rapporteurs s'interrogent sur le devenir de ce site emblématique face au développement territorial galopant d'Amboise. Est-il envisageable de multiplier des réserves archéologiques sur son territoire ?

ANTIQUITÉ

Par Michiel GAZENBEEK, Marc HEIJMANS et Stéphane VENAULT
Membres de la CTRA

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Sur 132 rapports concernés par la période romaine, un peu plus d'un tiers ont pour objet les occupations rurales (axe 10) et environ un quart les problématiques urbaines (axe 9). Les aspects de la vie religieuse sont abordés à proportion d'un dixième des dossiers. Enfin, excepté deux cas relatifs à l'axe 12 « mines et matériaux », le reste des rapports expertisés, soit un peu moins d'un tiers, ne se rattachent à aucun axe de la programmation définie par le CNRA.



Axes du CNRA pour la période romaine

Répartition des dossiers examinés par axe de la programmation nationale

Occupations rurales

Trente-six opérations concernent l'axe 10 (Espace rural, peuplement et productions agricoles). Il s'agit de RFO dans 23 cas et de diagnostics dans 13 cas. Les fouilles ont porté sur des emprises comprises entre 1000 et 33 800 m². Un RFO (Lauwin-Planque) se distingue nettement par la superficie, 16 ha, explorée en trois opérations. L'essentiel de cette thématique est abordé dans le cadre de l'archéologie préventive (88 % des dossiers), l'Inrap étant l'opérateur principal avec 65 % des fouilles qui lui sont attribuées, 20 % des arrêtés étant confiés aux sociétés privées et 4 % aux collectivités territoriales.

Les prescriptions ont porté sur des sites qui se distinguent par la nature des vestiges mis au jour que l'on peut classer selon diverses catégories :

- Les **dispositifs à vocation agro-pastorale**. Sont répertoriés des systèmes parcellaires plus ou moins complexes, illustrés d'une part par des fossés de limite de propriété dans lesquels ont été enfouis des vases assimilés à des marqueurs de bornage (Dancourt-Popincourt – 80), et d'autre part par un réseau dense de fossés destinés à l'assèchement de zones littorales pour le pâturage des animaux (Marcken-Calais – 62). Sont également recensés de vastes enclos fossoyés, sans habitat identifié, comportant des aménagements potentiellement destinés à la contention du bétail (Lécluse – 59).
- Les **dépendances ou annexes d'un établissement rural**. Ce type de site livre des bâtiments de plan simple à la fonction mal identifiée (Fransure – 80, Boinville-en-Mantois – 78). Des zones dépressionnaires, assimilées à des mares, sont parfois délimitées autour de ces constructions. Il manque bien souvent une véritable analyse géomorphologique pour confirmer cette hypothèse. Par ailleurs, les aspects relatifs à la captation, à la retenue et à l'évacuation de l'eau ne sont jamais évoqués. Le site d'Attin (62) se remarque quant à lui par la mise au jour d'installations balnéaires de qualité, qui sont séparées de la partie résidentielle de la *villa*, et par la présence d'une cour vouée aux travaux agricoles accueillant des bâtiments ainsi qu'un moulin hydraulique. À La Chaussée-Saint-Victor une petite fouille a livré un seul bâtiment, de type grange à pavillons d'angle. À Changis-sur-Marne, plusieurs bâtiments appartenant à un domaine rural ont été fouillés. L'un retient particulièrement l'attention de par son plan particulier qui s'articule autour d'une sorte de bassin. Il est possible qu'il s'agisse d'un bâtiment à vocation pastorale.
- Les **habitats enclos** renfermant des constructions en matériaux périssables sur poteaux (Breuil-le-Sec - 60) ou vide sanitaire (Chevrières - 60, Sin-le-noble – 59). Ils peuvent connaître plusieurs occupations successives entre La Tène finale et l'Antiquité tardive, voire la période mérovingienne, non sans multiples remaniements (Dourges, Monts, Lauwin-Planque, Sin-le-noble). À Lauwin-Planque, il s'agit de trois établissements de ce genre répartis sur les 50 ha concernés par la ZAC. À Gonesse, des bâtiments sur solins en pierre occupent l'espace intérieur de l'enclos dès le I^{er} s. après J.-C. puis sont remplacés par des bâtiments sur poteaux au IV^e s. Le plan de ce site indique une fonction agro-pastorale de l'ensemble.
- *Villae* et **partie résidentielle** d'un établissement. Il peut dans ce cas s'agir d'une modeste ferme comme à Verquin (52), où trois bâtiments sont disposés autour d'une cour, ou encore à Pitgam (59) où seul un hypocauste nous est parvenu. Mais il peut aussi être question de *villae* plus importantes à l'instar du cas de Dury (80) où se succèdent plusieurs édifices comportant galeries et pavillons de façade sur cave. À

Palaiseau, Bus-la-Mésière (étude enduits peints) et Tremblay-en-France, la nature arasée des vestiges fait que les parties excavées (caves, hypocaustes) sont souvent les seules à livrer des informations. Le site de Pontlevoy appréhendé à l'occasion d'un diagnostic fournirait potentiellement l'opportunité de fouiller les bâtiments résidentiels d'une ferme ainsi que ses dépendances en particulier un grenier à murets parallèles.

Agglomérations

Sur 32 dossiers relatifs aux agglomérations, 18 sont abordés dans un cadre de recherche programmée et 14 dans celui d'opérations préventives. Les fouilles programmées sont portées par des chercheurs membres du ministère de la culture dans 5 cas, de l'Inrap dans 4 cas, de collectivités dans 3 cas, l'université et le Cnrs avec respectivement 2 et 0 occurrences sont faiblement investis. En ce qui concerne l'archéologie préventive, les fouilles sont majoritairement conduites par l'Inrap (10 occurrences), les collectivités territoriales se partageant les 4 opérations restantes. À noter que les services de collectivités territoriales, notamment ceux des villes d'Amiens, Chartres, Bourges et Orléans, sont particulièrement impliqués dans le suivi de travaux et les diagnostics.

Les chefs-lieux de cités

Dix-neuf dossiers ont cerné les chefs-lieux de cité du Haut-Empire. Il s'agit pour moitié (9 dossiers) de diagnostics, souvent de faible emprise. 6 RFO ont été analysés, mais la part de la recherche programmée est très faible. Seule une fouille programmée (Chartres – Saint-Martin-au-Val) est réalisée, à laquelle s'ajoute deux PCR documentaires (Chartres et Meaux) et une prospection thématique (Bourges). Si Chartres est, avec 8 dossiers, de loin la ville avec la plus grande activité archéologique pour l'Antiquité, suivie par Meaux (3 dossiers, 1 PCR et 2 RFO) et Amiens (2 diag.), on note l'absence de villes pourtant dynamiques comme Tours ou Beauvais.

Agglomérations secondaires et habitats groupés

Bien que la distinction entre chef-lieu de cité et agglomération secondaire soit parfois plus une question juridique qu'une question urbanistique, on observe une nette différence entre les deux quant à l'investigation archéologique. En effet, la part de la recherche programmée y est bien plus importante, car sur les 14 sites, plus de la moitié (8 sites) font l'objet d'un programme de recherche, avec cinq fouilles programmées, 2 PCR et une prospection thématique. La raison est sans doute que dans ces agglomérations, restées le plus souvent des villages ruraux, les vestiges sont plus facilement accessibles et sur de plus grandes surfaces, alors que dans les centres urbains, les possibilités sont limitées.

En ce qui concerne les surfaces d'intervention, excepté le cas de Bouvines (59) pour lequel le dégagement d'une surface de 12 000 m² permet d'appréhender un quartier entier de l'agglomération, les autres prescriptions de fouilles, motivées par des projets de construction de maisons individuelles, portent sur seulement quelques unités d'habitation (Saint-Chéron – 91, Vermand – 02, Vienne-en-Val – 45). Les cas abordés concernent des sites bien souvent densément occupés générant une stratification complexe. Il ressort de l'expertise des rapports, des difficultés à fournir une analyse rigoureuse du bâti, notamment celui des caves (relevés pas suffisamment détaillés), mais aussi à maîtriser les fortes contraintes calendaires qui sont la cause d'une précipitation des interventions sur les niveaux les plus anciens ou plus profondément enfouis.

La commune de Noyelles-lez-Seclin (59) s'illustre par une occupation multiphasée comprenant plusieurs noyaux de structures en creux, de type cellier et fonds de cabane, installés le long d'un chemin. Il pourrait s'agir d'un hameau ou village-rue aux habitations édifiées en matériaux périssables sur poteaux.

Domaine funéraire

Le domaine funéraire est illustré par plusieurs opérations de fouille. Les emprises prescrites permettent d'appréhender bien souvent l'intégralité des aires sépulcrales identifiées lors des diagnostics compte tenu de l'état des connaissances pour chacun des sites. Les ensembles de tombes constitués en très grande majorité de dépôts de crémation varient selon le nombre d'individus représentés. Les plus importants se trouvent à Lauwin-Planque (41 tombes), Haisnes-lez-la-Bassée (62) (36 tombes), Templeuve (59) (15 tombes), Sin-le-Noble (12 tombes). Le site de Templeuve se signale par une remarquable nécropole élitaires comportant 5 caveaux alignés le long d'une voie. À Lauwin-Planque les sépultures s'organisent soit autour d'un habitat fossoyé, soit le long d'un chemin. Un groupe de cinq de ces tombes se distingue nettement des autres par leur architecture. Il s'agit de profondes fosses quadrangulaires à niches creusées dans les parois et où sont déposées offrandes et urnes funéraires.



Vue des vestiges d'un caveau funéraire à Templeuve, Rue Grande Campagne (2015 - V. Marie, D. Bossut, Inrap)

Les autres ensembles, quantitativement plus modestes avec des effectifs comptabilisant entre 4 et 7 tombes selon les cas, ne se révèlent pas dénués d'intérêt pour autant. Une attention particulière doit en effet être portée à la découverte de 8 bûchers aux alentours d'une ferme antique à Verquin (62), au rare cas d'aménagement d'une aire funéraire sur le littoral à Marck-en-Calais (62), ou encore au remarquable ensemble de Boinville-en-Mantois (78) qui comprend 4 tombes inscrites dans un vaste enclos maçonné entourant un monument central (caveau, pile) évoquant une concession funéraire réservée à une population privilégiée. On retiendra également l'ensemble singulier de Saint-Just-en-Chaussée (60) qui se compose de 5 tombes accueillant de 2 à 4 inhumations, soit un total

de 11 individus. Il se signale en effet par le recrutement d'une population associant à part quasi égale adultes et enfants, par la position variée des corps, et par les probables relations de proximité entre individus, dont l'un a la main posée sur l'épaule de l'autre, autant de critères qui inciteraient à relier ces sépultures à un épisode épidémique.

Enfin, une petite fouille à Levroux, qui n'a livré qu'une seule inhumation datée par ¹⁴C du Haut-Empire, permet de cerner l'extension d'une des zones funéraires de l'agglomération antique.

À noter que le monde funéraire n'est pas représenté dans la documentation autour des grands centres urbains de l'Antiquité.

Domaine religieux

Douze dossiers se rapportent aux occupations culturelles, dont 5 sont appréhendés dans un cadre de recherches programmées (fouilles, prospections partagées entre les collectivités, l'université, les sociétés privées, le ministère de la culture et les bénévoles) et 4 dans celui de fouilles préventives toutes conduites par l'Inrap. Les sites de Déols (37), Estrées-Saint-Denis (60), Saint-Just-en-Chaussée (60) et Nesle/Mesnil-Saint-Nicaise (80), représentent cette thématique pour l'archéologie préventive. Saint-Just-en-Chaussée s'illustre essentiellement par des vestiges mobiliers qui résultent de banquets dérivés de pratiques en vigueur à la période laténienne. Le cas de Nesle/Mesnil-Saint-Nicaise se distingue par des découvertes de premier ordre pour la période qui nous intéresse. La fouille révèle en effet une intense pratique sacrificielle d'animaux dont témoigne la découverte d'un lot de 30 000 ossements attribués à des caprinés. Elle met également en évidence la construction d'un *fanum* à la fin du II^e s. auquel sont associés deux puits dans lesquels a été retrouvé un exceptionnel ensemble d'*ex voto* en bois composé d'une dizaine de pièces.



Ex voto extraits d'un puits du sanctuaire de Nesle/Mesnil-Saint-Nicaise (80) (B. Lecomte-Schmitt, Inrap)

Le sanctuaire domanial de Déols se compose quant à lui de quatre *fana* et d'un espace sacré palissadé se succédant dans le temps et situés à 150 m d'une *villa*. La fouille fine des fosses à dépôts rituels autour de ces structures, puis une étude approfondie du mobilier associé, nous montrent tout leur potentiel d'information.

À Estrées-Saint-Denis, la fouille toute en longueur sur le tracé d'un gazoduc n'a pas permis de dégager les constructions principales en entier. Il s'agit d'un théâtre, d'un fanum et d'un enclos à entrée monumentalisée.

L'activité programmée est représentée d'une part, par un projet de recherche ambitieux portant sur le sanctuaire du Vaux de la Celle à Genainville (78), les travaux de fouille se focalisant principalement aux abords du théâtre et d'autre part, par une campagne de fouille sur un *fanum* rattaché à l'agglomération de Lewarde-Masny (59).

Exploitation des ressources naturelles

Deux fouilles rendent compte de travaux d'excavation du sol pour en exploiter la matière première. Dans un cas, il s'agit de tourbe formée sur le littoral à Marck-en-Calais, dont le prélèvement a laissé des grandes fosses quadrangulaires aux parois en gradins. Dans l'autre cas, il s'agit de pierres calcaires extraites de carrières à Seclin (59), dont l'ouverture progressive a généré de vastes excavations creusées sur 2 à 7 m de profondeur pour des volumes évalués à 23 000 m³ pour les plus importants.

Artisanat et productions vivrières

Les rapports examinés font peu mention de productions artisanales ou vivrières. L'artisanat est principalement représenté par la métallurgie du fer mise en évidence en contexte d'établissements ruraux (Attin et Verquin) et d'habitat groupé (Vienne-en-Val). Les lots relativement modestes n'ont toutefois pas donné lieu à des études véritablement poussées, les scories étant au mieux décrites et comptabilisées. On note également un four à chaux à Saint-en-Just-en-Chaussée qui retient l'attention par sa configuration inédite qui se distingue par la présence d'un puits circulaire sous la chambre de chauffe.

Les activités vivrières sont évoquées à travers les travaux de mouture à Bouvines et Verquin d'après des fragments de meules et les restes carpologiques, dont l'analyse suppose des productions qui excéderaient les seuls besoins domestiques.

Activités particulières

La fouille fine des niveaux d'abandon ou de destruction des bâtiments antiques est assez rare pour que les exceptions méritent d'être signalées (Déols, La Chaussée-Saint-Victor). La fouille de ces couches à La Chaussée-Saint-Victor (41) montre tout le potentiel informatif qu'elles recèlent concernant les problématiques de spoliation et de l'économie de recyclage. Contrairement aux apparences, les couches de fragments de tuiles à l'intérieur du bâtiment de ce site ne correspondent pas à une toiture effondrée mais forment plutôt l'aboutissement de deux phases de récupération : l'enlèvement de toutes les tuiles réutilisables d'abord, puis dans un deuxième temps de fragments comme matière première en terre cuite pour la fabrication de tuileau par exemple.

Un atelier de monnayeur fabricant des *demi-maiorinae* du milieu du IV^e s. a été mis en évidence à Changis-sur-Marne.

Voierie

À Noyelles-lez-Seclin et à Lauwin-Planque, des chemins à fossés bordiers ont pu être étudiés sur plusieurs centaines de mètres de longueur en relation avec des habitats et des groupes funéraires qui se greffent dessus. À Bus-la-Mésière, une section de la voie antique dite « chaussée Brunehaut » reliant Bavay à Beauvais a pu être fouillée.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Les rapports sont dans l'ensemble de relative bonne qualité tant sur le fond que sur la forme.

Toutefois si l'iconographie est en général claire, détaillée et abondante, certains dossiers fournissent une documentation graphique qui ne répond pas aux exigences attendues d'un rapport. Les principaux reproches concernent des plans à échelle trop réduite, des altitudes non reportées sur les coupes, des numéros d'US non renseignés, une sémiologie inadaptée, des photographies de trop petite taille, des photographies qui viennent trop souvent suppléer des relevés pierre à pierre. Ces remarques visent tous types d'opérateurs mais s'adressent plus particulièrement aux auteurs de fouilles programmées qui sont plus particulièrement concernés, ces travers étant fréquemment dénoncés à la lecture de leur rapport, ce qui est particulièrement dommage dans le cas de chantiers-écoles.

En ce qui concerne la présentation des sites, on regrette fréquemment un exposé trop sommaire de l'état des connaissances archéologiques où le chapitre correspondant n'est qu'un copier-coller d'un rapport précédent ou une simple énumération des points de la carte archéologique sans consultation de la bibliographie originale. Les exemples où la restitution de l'environnement archéologique a été rédigée en fonction des résultats de la fouille sont extrêmement rares. Quant au contexte géologique, il ne répond pas toujours aux problématiques d'érosion et de conservation des vestiges.

Enfin le principal grief formulé à l'égard des comptes rendus des résultats réside dans la déconnexion des études spécialisées de la description des vestiges qui dessert bien souvent le travail de synthèse, la réflexion n'intégrant pas les différentes composantes de l'occupation. Rares sont les dossiers qui nous livrent une véritable étude intégrée. Les auteurs se contentent bien souvent d'une insertion sous forme de copier-coller des études des spécialistes dans le corps du texte descriptif, ce qui constitue un effort appréciable mais masque bien souvent une assimilation approximative des différents résultats et parfois un manque de discussion de la part du responsable avec les différents spécialistes, c'est-à-dire un aller-retour critique sur les apports de ces études à la compréhension du site, sans doute faute de temps et en raison d'agendas opérationnels segmentés n'autorisant qu'un suivi discontinu de la part des auteurs. Au final, dans bien des rapports le lecteur se demande pourquoi diverses études de spécialistes ont été réalisées puisque le RO ne les utilise pas.

Dans plusieurs rapports les études des spécialistes ne sont pas finalisées (par exemple Changis-sur-Marne, Gonesse). Par ailleurs, la carpologie est un domaine de recherche qui est le plus souvent totalement ignoré, même quand des prélèvements dans ce but ont été faits.

On relève aussi une certaine tendance, qui est à proscrire, consistant à présenter les faits par types dans l'ordre de leur numérotation d'enregistrement, qui rompt tout lien organique entre les structures et nuit fortement à la compréhension d'ensemble.

Dossiers remarquables

Huit dossiers retiennent particulièrement l'attention de par leur intérêt scientifique et la qualité des études réalisées.

Trois se rapportent à des sanctuaires :

- le sanctuaire de Mesnil-Saint-Nicaise qui illustre un cas remarquable de l'évolution d'un sanctuaire en contexte rural et des rituels religieux qui lui sont associés ;
- le sanctuaire domanial de Déols ; l'analyse des dépôts culturels est remarquable ;

- le sanctuaire de Saint-Martin-au-Val (Chartres) qui, fouillé dans un cadre programmé, a livré des vestiges particulièrement bien conservés d'une toiture en bois sculpté.

Trois autres ont pour objet diverses formes d'habitat :

- le paysage antique avec chemins, habitats et groupes funéraires mis en évidence à Lauwin-Planque lors de trois fouilles totalisant 16 ha de superficie et présentées dans un seul rapport ;
- le bâtiment de La Chaussée-Saint-Victor où la fouille minutieuse des couches d'abandon se révèle riche en renseignements sur l'activité de recyclage des tuiles de la toiture ;
- le site de Marck-en-Calais qui, malgré des vestiges modestes et un terrain ingrat, constitue un rare cas d'aménagement du littoral encore trop peu documenté pour la période romaine.

Les deux derniers dossiers concernent le domaine funéraire et les espaces urbanisés :

- la nécropole élitaires de Templeuve qui fournit des exemples de référence de tombes en caveaux maçonnés pour le nord de la France ;
- le site de Famars – Technopôle, qui a permis d'étudier un secteur urbain sur près de 7,5 ha.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Isabelle CALLOT, Claude HÉRON et Étienne LOUIS

Membres de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Le présent bilan s'appuie sur un corpus de 144 opérations archéologiques :

- 108 relèvent de l'archéologie préventive (59 diagnostics, 49 fouilles) ;
- 36 relèvent de l'archéologie programmée (17 fouilles programmées, 18 PCR ou prospections thématiques, 1 sondage).

En terme géographique, les dossiers se répartissent comme suit : 46 en Centre-Val de Loire, 48 en Île-de-France, 50 en Hauts-de-France. C'est une distribution spatiale qui, à l'échelle régionale, est plus équilibrée qu'en 2017 mais avec encore quelques fortes disparités entre départements notamment en Centre-Val de Loire : il n'y a ainsi que 4 dossiers dans l'Indre mais 14 dans le Loiret. Le rapport entre archéologie préventive et archéologie programmée est de 1,5 en Centre-Val de Loire, 2,6 en Hauts-de-France, 7 en Île-de-France. C'est sensiblement comparable à ce que l'on pouvait noter pour 2017, avec, pour l'Île-de-France une valeur reflétant à la fois un développement encore limité de la recherche programmée dans cette région pour les époques médiévale, moderne et contemporaine et une augmentation significative du nombre des opérations d'archéologie préventive, ce qui amène à nuancer la valeur de l'indicateur.

Réparti en fonction des axes de la programmation nationale, le corpus se distribue comme suit, sachant qu'une même opération peut relever de plusieurs axes :

- Axe 7 – Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions : 16 ;
- Axe 8 – Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité : 27 ;
- Axe 9 – Le phénomène urbain : 36 ;

- Axe 10 – Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne : 51 ;
- Axe 11 – Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne : 17 ;
- Axe 12 – Mines et matériaux associés : 7 ;
- Axe 13 – Aménagements portuaires et commerce : 6 ;
- Axe 14 – L'archéologie des périodes moderne et contemporaine : 10.

Les grands équilibres observés en 2017 perdurent avec notamment la place toujours déterminante qu'occupent les opérations conduites dans le cadre des axes 9 et 10 de la programmation nationale.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Axe 10

Avec 51 occurrences, les recherches renvoyant à l'axe 10 de la programmation nationale constituent l'ensemble numériquement le plus important, notamment pour le haut Moyen Âge, ce qui s'explique à la fois pour des raisons opérationnelles (une grande partie des diagnostics est réalisée dans des zones rurales ou ex-rurales) et pour des raisons historiques évidentes, à savoir la faiblesse du secteur urbain à la période considérée. L'habitat altomédiéval est documenté par plusieurs opérations comme celles de Saint-Omer-en-Chaussée et Roissy-en-Brie qui se signalent particulièrement par les témoins d'activité sidérurgique qu'elles ont livrés, ainsi que par les importantes fouilles préventives de Fontaine-Notre-Dame, Serris ou Bonneuil-en-France. Pour la seconde partie du Moyen Âge, deux opérations d'archéologie préventive retiennent particulièrement l'attention : le diagnostic de Trainou, qui a permis de reconnaître la suite d'un habitat, objet d'une première fouille préventive, qui se caractérise tout particulièrement par sa courte durée d'occupation (X^e-XII^e s.) et par des témoins d'activité sidérurgique ; la fouille préventive de Fay-aux-Loges qui a pour sa part permis d'étudier un atelier de potier bien structuré des XIII^e-XV^e s. Le contexte villageois a été abordé par le diagnostic, prometteur, de Trappes, celui de Marly-la-Ville et par la fouille préventive de Gif-sur-Yvette tandis que le diagnostic de Linas a permis de reconnaître un établissement plutôt particulier, en l'occurrence une ferme viticole du XVIII^e s. associée à une auberge. À une autre échelle, une place particulière doit être accordée aux opérations préventives conduites à Dunkerque et Loon-Plage, dans la plaine maritime flamande. S'inscrivant dans une séquence d'archéologie préventive ayant permis de reconnaître plusieurs centaines d'hectares, elles se signalent particulièrement par le haut niveau de problématisation de leurs résultats. Ces travaux viennent nourrir le PCR « Archgeol », ambitieux – et bienvenu – programme de recherche consacré à l'évolution des modalités d'implantation des occupations humaines du Mésolithique au bas Moyen Âge, de la plaine maritime flamande à la vallée de la Somme.

Axe 9

Trente-six opérations renvoient à l'axe 9 de la programmation nationale et concernent donc le phénomène urbain. Celui-ci est très majoritairement abordé en contexte préventif puisque seules 5 opérations relèvent de l'archéologie programmée : deux fouilles programmées et trois PCR dont deux ont été achevés en 2018. Les opérations conduites en contexte préventif se signalent, comme en 2017, par leur bonne, voir très bonne, qualité générale : les moyens alloués aux opérations sont importants, notamment pour les diagnostics ; les responsables d'opération sont bien choisis ; les opérations sont bien conduites (avec notamment d'intelligents diagnostics) ; les rapports sont globalement de bonne qualité. On peut à cet

égard signaler celui rendant compte de la fouille conduite sur le quartier de Vienne à Blois, bel exemple d'étude du développement d'un quartier périphérique contraint par les crues de la Loire. On remarque notamment la qualité récurrente des études documentaires, le plus souvent fouillées et pertinentes, la solidité des exposés stratigraphiques, la bonne intégration des études spécialisées. Les enceintes urbaines retiennent particulièrement l'attention (5 opérations y sont consacrées) y compris dans leurs états moderne et contemporain (Soissons, Boulogne-sur-Mer, Meaux, Coucy-le-Château). La constitution de trois référentiels de données à l'échelle urbaine retient particulièrement l'attention eu égard à la manière dont ceux-ci permettent de ré-interroger, à une échelle élargie au-delà des objets d'études, les modalités de production de l'espace urbain : le PCR « Sicavor » à Orléans consacré aux espaces souterrains ; le PCR « RCAP » à Paris, exemple très pertinent de ce que peut et doit être aujourd'hui la constitution d'une carte archéologique urbaine ; le PCR relatif à Théroouanne qui, par un solide travail de récolement documentaire et de nombreuses prospections géophysiques, autorise d'ores et déjà une remarquable relecture d'un espace urbain unique à cette échelle par la destruction subite et sans reconstruction ultérieure qui l'affecte au XVI^e s. Le diagnostic conduit à Saint-Amand-des-Eaux doit pour sa part être mis en exergue compte tenu de l'exceptionnel potentiel stratigraphique qu'il a révélé – dans des conditions pourtant rien moins que malencontreuses – déclinant de fait de nombreuses modalités de l'occupation du sol dans le contexte d'une ville d'accession monastique. Il convient enfin de noter le caractère remarquable des vestiges mis au jour par la fouille préventive de Chelles qui livre un habitat élitare des XI^e-XII^e s. bordant un aménagement de berge.

Axe 8

Avec 27 occurrences, l'archéologie des lieux de culte, relevant de l'axe 8 de la programmation nationale relatif aux édifices de culte, occupe une place elle aussi importante. Le contraste relevé en 2017 entre de remarquables opérations et d'autres aux résultats moins convaincants est moins net en 2018. L'opération programmée consacrée aux états romans de l'abbatiale de Saint-Germain-des-Prés de Paris, qui semblait encore « se chercher » en 2017, est ainsi pleinement rentrée dans le vif du sujet et apporte des données décisives pour la compréhension des chantiers du XI^e s. La fouille programmée de l'abbaye de Preuilly à Égligny confirme l'exceptionnel intérêt des témoins de forge des XIV^e et XV^e s. ainsi mis au jour en contexte monastique. Les deux opérations préventives conduites sur les églises de Nozières et de Rennemoulin démontrent pour leur part que des édifices de culte au premier abord modestes peuvent receler un potentiel archéologique insoupçonné. Dans le champ de l'archéologie préventive, on note particulièrement la qualité des travaux conduits en Île-de-France, que ce soit sur l'église de Rennemoulin précitée ou sur celles de Sonchamps, Sceaux (lors de diagnostics) ou de Gonesse, Charonne (lors de fouilles préventives). En achevant la fouille des niveaux les plus anciens, la fouille programmée de l'abbaye de Marmoutiers permet de saisir avec précision le contexte dans lequel s'implante et se développe, dans sa phase initiale, l'établissement monastique. Le PCR consacré à la cathédrale Sainte-Croix d'Orléans constitue pour sa part un très bon exemple de la manière dont il est possible de reprendre l'étude d'un monument abondamment documenté par les sources écrites et objet d'importantes fouilles anciennes. En termes méthodologiques, on mettra en exergue les diagnostics conduits, dans des conditions contraintes, sur les sites de l'abbaye de Beaumont de Tours et de l'hôpital Marguerite de Flandres à Seclin : deux opérations permettant de fait de reconnaître des établissements monastiques sur de vastes surfaces. On mentionnera également les diagnostics conduits sur d'importantes surfaces à

Saint-Quentin et à Saint-Amand, aux abords de la basilique pour le premier, de l'abbaye éponyme pour le second.

Axe 11

La recherche relative aux constructions élitaires, relevant de l'axe 11 de la programmation nationale, est représentée par 17 opérations qui, c'est une différence significative par rapport à 2017, relèvent dans les mêmes proportions de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée. Si le corpus est d'une taille relativement limitée, il n'en est pas moins d'une grande richesse car plusieurs opérations livrent de remarquables résultats. La fouille programmée de Loches confirme ainsi la très vaste taille de l'*aula* du XI^e s. étudiée depuis plusieurs années ; la fouille préventive de Viarmes permet de redécouvrir un vaste château quasi-totalement disparu aujourd'hui et de mettre en évidence le rôle du château dans l'organisation de l'espace alentour ; le diagnostic de La Ferté-Millon laisse augurer la perspective d'appréhender finement la transformation d'un château seigneurial en forteresse princière ; la fouille programmée de la basse-cour du château de Boves fait d'ores et déjà figure de modèle pour une meilleure compréhension en France du nord de l'évolution de la basse-cour des sites castraux ; la fouille programmée du château d'Eaucourt permet de saisir avec finesse l'évolution de son logis ; la fouille programmée du château de Noisy à Bailly a livré, dans la grotte des jardins, un exceptionnel décor de rocaïlle du XVII^e s. Deux diagnostics conduits au château de Fontainebleau soulignent pour leur part tout l'intérêt de l'apport d'opérations pourtant très contraintes à la compréhension des états médiévaux, mais également modernes, d'un ensemble monumental majeur dont la mise en valeur ne peut que tirer profit des découvertes archéologiques.

Axe 7

Seize opérations viennent alimenter l'axe 7 de la programmation nationale consacré aux phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité. C'est somme toute assez peu, d'autant que pour deux d'entre elles (Meaux, Gidy), l'aire sépulcrale mise au jour est de petite taille et s'inscrit à la périphérie de l'habitat. On retiendra donc plus particulièrement la fouille de Saint-Laurent-Nouan qui livre un cimetière des IX^e-XIII^e s. en périphérie d'un habitat, mais qui pourrait avoir joué un rôle attracteur pour une *domus* abbatiale du bas Moyen Âge, et surtout celle de Lagny, remarquable exemple de nécropole mérovingienne francilienne. La recherche programmée relative à ce thème se signale particulièrement par le PCR, fort bienvenu, consacré à l'archéologie des nécropoles mérovingiennes en Île-de-France.

Une attention particulière doit par ailleurs être portée à l'archéologie subaquatique dans le cadre des axes 13 et 14 de la programmation nationale ainsi qu'aux prospections sous couvert forestier relevant des axes 10 ou 12. Au titre de l'archéologie subaquatique, on relève ainsi l'intérêt des travaux conduits dans le bassin de la Loire, qu'il s'agisse des prospections thématiques conduites dans la Loire et le Cher, auxquelles est associée la fouille d'une épave, ou du PCR Naufrages et épaves depuis le haut Moyen Âge en eau douce qui se signale particulièrement par la manière exemplaire dont il fédère de façon ordonnée des approches plurielles au service d'une histoire totale du naufrage et par son heureuse conjonction avec la fouille d'un chaland de Loire chargé de matériel d'artillerie et naufragé en 1795. Mention doit également être faite des fouilles d'épaves modernes conduites dans la Somme et dans la Canche. Au titre des prospections sous couverts forestiers, ce sont particulièrement les travaux conduits sur des sites métallurgiques des forêts d'Orléans et de Boulogne qui retiennent l'attention.

On fera mention pour finir, au titre de l'axe 14 de la programmation nationale relative aux périodes moderne et contemporaine, de la fouille préventive de Famars relative à un campement militaire moderne, thème très enrichi ces dernières années dans l'interrégion.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Une homogénéité formelle grandissante des rapports doit d'emblée être signalée, le constat valant également lorsque l'on appréhende simultanément rapports d'opérations préventives et rapports d'opérations programmées. Il est à cet égard particulièrement à noter que les rapports d'opérations programmées tendent de plus en plus à s'organiser selon la tripartition des rapports d'opération préventive. La qualité des rapports demeure cependant très inégale et les remarques formulées en 2017 demeurent pleinement d'actualité :

- les plans sont, notamment pour les diagnostics, souvent trop schématiques (sans pierre à pierre pour les maçonneries par exemple) et on relève de façon récurrente des coupes dépourvues de données altimétriques et des photos trop petites pour être exploitables ;
- on doit évoquer le caractère inégal (allant du très bon au très mauvais) des présentations ou contextualisations historiques et archéologiques. Elles se limitent parfois à une simple illustration de la carte archéologique et, pour ce qui est des données historiques médiévales et modernes, à la reprise de données obsolètes de quatrième main, issues sans doute d'ouvrages du XIX^e s. résumés ou repris maladroitement par des amateurs locaux. La relecture de ces passages par un médiéviste ne serait pas du luxe. Cela pourrait être fait sans perte de temps ;
- il n'est pas rare que les exposés se caractérisent par des protocoles de fouille insuffisamment explicités, ne permettant pas de savoir exactement ce qui a été effectivement fouillé, et comment cela a été fouillé ; une chronologie assénée, non-démontrée dans l'exposé principal, obligeant le lecteur à des navettes entre exposé principal et études des mobiliers datant ; une spatialisation des vestiges insuffisamment explicite ;
- on doit souligner le manque de coordination ou d'intégration des études spécialisées ;
- les inventaires peuvent être de très grande qualité et jouer pleinement leur rôle d'index de la documentation primaire et de preuves de l'exposé ou se résumer à une compilation de tableaux peu utiles ou incomplets, voir être absents ;
- un nombre conséquent de rapports ne fait pas l'objet d'une relecture sérieuse, aussi bien sur le fond que sur la forme ;
- on doit également noter, même si la tendance globale est à l'amélioration sur ce point, des retards significatifs dans la remise de certains rapports. Une fâcheuse variante de ce travers est la remise du rapport d'une seconde phase de travaux alors que le rapport de la première phase est encore inachevé, ce qui rend bien difficile la publication des résultats ;
- enfin, on constate que certains rapports qui ne correspondent pas aux attendus réglementaires ne devraient même pas en l'état faire l'objet d'une évaluation par la CTRA.

On remarque une nouvelle fois que les défauts précités ont tendance à s'exacerber dans les rapports de diagnostic conduit en milieu rural, qui se révèlent dans un nombre de cas significatifs des procès-verbaux essentiellement techniques de présence de vestiges et non les productions scientifiques autonomes qu'ils devraient être, autorisant une première

compréhension des sites. On s'interroge sur l'utilité scientifique future de ces documents lorsque aucune fouille préventive n'est ultérieurement prescrite.

A contrario, quelques rapports sont de véritables modèles du genre. On peut ainsi citer les rapports finaux d'opération relatifs à Chelles, Lagny, Viarmes, Blois, Nozières, Dunkerque, Loon-Plage, où l'exposé principal est clairement exprimé, bien argumenté notamment en terme chronologique et appuyé, par une intégration poussée et maîtrisée du dossier documentaire et des études spécialisées.

Valorisation scientifique

Par la qualité des rapports en rendant compte, mesurée en termes de maîtrise de l'ensemble de la documentation et du contexte dans lequel s'inscrit la recherche, plusieurs rapports finaux d'opération apparaissent relever d'une publication. On insistera d'emblée sur l'intérêt de publier dans des revues d'audience élargie au-delà du champ disciplinaire de l'archéologie – on pense là en priorité au *Bulletin monumental* – les études d'archéologie du bâti, exemplaires tant par leurs méthodes que par leurs résultats, conduites sur les églises de Rennemoulin et Nozières ainsi que sur une maison médiévale de Tours. En ce qui concerne les rapports finaux d'opération, des publications sous forme monographique de la nécropole mérovingienne de Lagny, du secteur urbain de Chelles, du quartier de Vienne à Blois, du château de Viarmes, des églises de Gonesse et de Charonne s'imposent. S'impose également celle des fouilles préventives de Loon-Plage, Fontaine-Notre-Dame, Serris ou Bonneuil-en-France, mais peut-être plutôt sous forme d'articles de synthèse permettant de prendre date, les résultats de ces opérations ayant plutôt vocation à intégrer des synthèses territoriales élargies.

Dans le champ de l'archéologie programmée, c'est au premier chef l'organisation dans un système d'information pérenne et stabilisée des données collectées dans le cadre du PCR relatif à Théroouanne qui doit être activement recherchée afin, notamment, de permettre à un éventuel second PCR « d'exploitation » de donner toute sa mesure.

Difficultés rencontrées

On a évoqué précédemment un certain nombre de travers que révèle la lecture des rapports de fouille. On évoquera ici quelques points plus généraux :

- des diagnostics d'archéologie préventive sont insuffisamment dotés en moyens humains, notamment ceux relatifs à des occupations rurales : du coup, la caractérisation des sites peut être insuffisante, les avis donnés sur les CCS, incertains, les fouilles ultérieures d'emblée grevées d'une hypothèque ;
- on pressent que des responsables d'opérations archéologiques sont trop souvent livrés à eux-mêmes durant la phase de post-fouille et de rédaction du rapport : en témoignent ainsi l'engagement d'études spécialisées d'un intérêt encore discutable et surtout des relectures insuffisantes.

Recommandations visant à améliorer ou orienter la recherche, la qualité des rapports ou encourager des publications

Les remarques faites au point précédent appellent avant tout à recommander que les responsables d'opérations soient mieux épaulés avant, pendant et à l'issue de la rédaction des rapports (rapports finaux d'opération, mais également, le cas échéant, rapports de diagnostic s'ils se rapportent à des opérations complexes ; rapports d'opération programmée, notamment rapports de synthèse) :

- il conviendrait ainsi qu'à l'issue de la fouille, le responsable scientifique et le service régional de l'archéologie définissent de concert précisément les attendus du rapport de fouille, notamment en termes d'études spécialisées. Toutefois, des évolutions significatives sont perceptibles ; elles doivent être consolidées. On ne peut qu'appeler les services régionaux de l'archéologie à exercer durant la phase de post-fouille leur mission de contrôle scientifique et technique de façon aussi soutenue que pendant la phase de fouille ;
- il est essentiel que les rapports de fouille fassent systématiquement l'objet de relectures sérieuses, tant sur le fond que sur la forme ; ces relectures ne peuvent être le seul fait du ou des rédacteurs des rapports et, en matière d'archéologie préventive, c'est une exigence qui doit s'imposer aux opérateurs que de définir précisément les modalités de relecture et de veiller à leur mise en œuvre.

On attirera également l'attention sur les référentiels documentaires sur lesquels s'appuient les PCR attachés à l'étude d'un territoire :

- d'une part, en rappelant que la constitution de tels référentiels suffirait à justifier un PCR : on constate en effet que des PCR à visée d'étude territoriale sont souvent à la fois pris par le temps eu égard à leurs objectifs et compliqués dans leur fonctionnement par leur souhait de mener à bien dans le délai initial imparti un travail documentaire et un travail de recherche ;
- d'autre part, en attirant l'attention sur le fait que la constitution de ces référentiels doit d'emblée s'accompagner d'une réflexion relative aux modalités de leur hébergement, de leur accessibilité et de leur contrôle une fois le PCR parvenu à son terme.

En terme de pilotage de la recherche, plusieurs préconisations se dégagent :

- développer la recherche programmée relative aux établissements ruraux (mais aussi urbains) du Moyen Âge et de l'époque moderne, totalement absente, alors que le monde rural (axe 10) est très largement prédominant dans les diagnostics ;
- développer la recherche programmée relative au fait funéraire qui n'est l'objet que d'un seul PCR et d'aucune fouille programmée dont ce serait là l'objet unique ;
- prendre acte du déficit de PCR ou plus généralement de projets consacrés aux mobiliers médiévaux et modernes (et pas seulement la céramique) ; les travaux sur la céramique de la région Centre (PCR Husi) sont de ce point de vue un modèle remarquable, mais trop isolé. Il y a là un enjeu fondamental qui, s'il n'était pas pris en considération à la hauteur qui est la sienne, pourrait conduire à une érosion des savoirs en ce domaine avec de funestes conséquences pour la qualification, voir la datation, des sites.

ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS

Par Yves DESFOSSÉS
Expert extérieur

En 2018, 6 dossiers relatifs à l'archéologie des conflits contemporains ont été examinés par la CTRA Centre-Nord, contre 5 en 2017 et 3 en 2016, et sont donc en progression régulière. Cette année, tous concernent des opérations réalisées dans les Hauts-de-France, contrairement aux deux années précédentes où les régions Centre-Val de Loire et Île-de-France étaient mieux représentées (3 dossiers). Ces 6 dossiers se répartissent en 3 catégories bien distinctes. En archéologie programmée, l'étude de la bataille de tanks de

Bullecourt (Pas-de-Calais) par un agent du Ministère de la défense de Grande-Bretagne entame sa 3^e saison, alors que l'Association « Fromelles Weppes Terre de Mémoire » semble vouloir renouer avec des interventions de terrain qu'elle avait abandonnées en 2002 sur la commune de Fromelles (Nord). Côté archéologie préventive, un seul site a été abordé par le biais du RFO de la première phase d'une carrière de granulats à Presles-et-Boves (Aisne), suivi de peu par le rapport de diagnostic de la seconde phase. Si ces opérations restent somme toute assez modestes, elles n'en démontrent pas moins que les problématiques relatives à l'étude de la vie quotidienne des soldats sont désormais régulièrement prises en considération dans la politique de prescription des services, quand l'occasion s'en présente sur le terrain. Enfin, 2 demandes de sondages ont été soumises par la « *Prisoner of War/Missing in Action Accounting Agency* » pour des investigations préliminaires sur des sites de crash d'avions américains lors de la seconde Guerre Mondiale dans le département de la Somme. Si l'on peut se réjouir que ce service du département de la défense des États-Unis considère désormais qu'il convient de solliciter les services régionaux de l'archéologie avant d'intervenir sur le terrain, le caractère redondant des demandes et leur multiplication ces dernières années font qu'un passage en CTRA de chaque dossier n'est peut-être pas utile, dans la mesure où l'attribution d'une autorisation de sondage paraît relever de la politique scientifique de chaque service.

Commission territoriale de la recherche archéologique Est

Présentation de la CTRA Est

Par François FICHET de CLAIRFONTAINE
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Est, composée des régions de Bourgogne-Franche-Comté et de Grand Est, s'est réunie 7 fois²⁹ en 2018. Cela a représenté 22 journées de travail (16 en 2017) pour 372 dossiers auxquels il faut ajouter 117 zonages communaux et 5 informations. Pour ne retenir que les dossiers d'opérations archéologiques (372), on soulignera une augmentation conséquente (+ 33 %) par rapport à 2017 qui n'avait concerné que 279 dossiers, chiffre alors quasi identique à l'année 2016 (281). L'augmentation concerne chacune des régions. À l'inverse on constate une sensible décreue du nombre de dossiers de création ou de modifications de ZPPA présentés (117), l'année 2017 ayant permis d'en présenter 146. Les séances les plus chargées sont celles de février (88 dossiers) et mars (73), périodes au cours desquelles sont analysés les dossiers d'opérations programmées, en sus des opérations préventives.

Régions	2017	2018
Grand Est	188	235
Bourgogne-Franche-Comté	91	137
Total	279	372

Nombre de dossiers examinés par région en CTRA Est (hors ZPPAU et informations)

Composition de la commission

La commission est composée de dix membres :

- Vincent Lhomme, directeur adjoint scientifique et technique pour le nord de la région Nouvelle-Aquitaine à la direction interrégionale Grand sud-ouest de l'Inrap pour le Paléolithique et le Mésolithique ;
- Antoine Chanceler, conservateur général du patrimoine, musée des Eyzies, pour le Néolithique ;
- Rebecca Peake, ingénieure à l'Inrap Centre-Île-de-France, UMR 6298 ArTeHIS pour l'Âge du bronze et le premier Âge du fer ;
- Jean-Marie Laruz, attaché de conservation au service de l'archéologie du département de l'Indre-et-Loire, pour le second Âge du fer ;
- Séverine Blin, chargée de recherche au Cnrs, UMR 8546 AOrOc, pour l'Antiquité, monde urbain et monuments ;
- Sébastien Freudiger, ingénieur Archeodunum Sas France, pour l'Antiquité, monde rural ;
- Anne Nissen, professeure d'archéologie médiévale à l'université de Paris I Panthéon Sorbonne, UMR 7041 ArScan, pour le haut Moyen Âge ;
- Bastien Lefebvre, maître de conférences en histoire de l'art et archéologie médiévale, Université de Toulouse Jean Jaurès, pour le Moyen Âge, archéologie castrale, établissements religieux et milieu urbain ;
- Jacky Koch, attaché de conservation à Archéologie Alsace, pour le Moyen Âge, archéologie castrale, milieu urbain et espaces ruraux ;
- Stéfan Tzortzis, ingénieur d'études au service régional de l'archéologie de PACA, UMR 7268 ADES, Marseille, pour l'anthropologie et les études biologiques.

²⁹ 13-16 février à Dijon, 27-29 mars à Dijon, 15-17 mai à Dijon, 26-29 juin à Dijon, 11-13 septembre à Dijon, 23-24 octobre à Sélestat et 11-13 décembre à Dijon.

Ponctuellement, il est fait appel à des rapporteurs extérieurs qui peuvent intervenir seuls ou en soutien des rapporteurs de la commission. En 2018, 13 rapporteurs extérieurs ont été sollicités : Yves Desfossés, Élise Boucharlat, Geneviève Pinçon, Florian Téreygéol, Gilles Prilaux, Émilie Gauthier, Jean-Michel Treffort, Éric Crubezy, Véronique Brouquier-Reddé, Thierry Dechezleprêtre, Jean-Marc Gouedo, Yves Billaux et Jean-Pierre Garcia pour un total de 30 dossiers. Ces expertises soulignent la variété et la spécificité des opérations qui concernent aussi bien la métallurgie que les vestiges des conflits contemporains. Par ailleurs, du fait de la complexité de certains dossiers comme de leur intérêt scientifique, il est fait appel à des experts extérieurs pour assurer le suivi d'opérations, pour certains même après avoir quitté la CTRA afin d'assurer une continuité de lecture (Autun, Vix, Alésia, Bibracte, PCR Mines).

On soulignera enfin la particularité de la composition de cette CTRA qui comprend trois médiévistes et un membre spécialiste en anthropologie et études biologiques. Cela dénote entre autres l'importance des recherches menées sur le Moyen Âge.

Nature des avis émis en 2018 par la commission

Quatre cent soixante-dix-sept avis ont été rendus par les rapporteurs pour les 372 dossiers examinés, lesquels peuvent l'être par deux, voire plus, d'experts en fonction du nombre et de la complexité des périodes chronologiques comme des vestiges rencontrés. S'y adjoignent deux avis émis par la commission en séance plénière après information délivrée par un CRA. Le Moyen Âge et les époques moderne et contemporaine sont les périodes les plus traitées avec 150 avis émis (31,4 %) devant l'Antiquité qui totalise 104 avis (21,8 %), à quasi égalité avec la Protohistoire (Âges du bronze et du fer) qui regroupe 101 avis (21,1 %). Le Paléolithique reste le parent pauvre (3,9 %) suivi du Néolithique (7,3 %). Les avis des experts extérieurs représentent eux 6,2 %. On mentionnera en sus les dossiers comprenant un volet anthropologique et qui ont fait l'objet de près de 38 avis spécifiques soit 7,9 %.

Rapporteurs	Nombre d'avis	Préventif	Programmé	Chronologie
V. Lhomme	19	4	15	Paléolithique-Mésolithique
A. Chancerel	35	30	5	Néolithique
R. Peake	58	52	6	Âge du bronze-premier Âge du fer
J.-M. Laruz	43	28	15	Âge du fer
S. Blin	44	26	18	Antiquité (milieu urbain, sanctuaires)
S. Freudiger	60	47	13	Antiquité (milieu rural)
A. Nissen	32	26	6	Haut Moyen Âge
B. Lefevre	78	55	23	Moyen Âge (Habitat, châteaux) et Moderne
J. Koch	40	24	16	Moyen Âge (Habitat rural, châteaux)
S. Tzortzis	38	33	5	Diachronique (Anthropologie)
Experts extérieurs	30	11	19	Diachronique (mines, métallurgie, céramique, conflits mondiaux,...)
Total	477	336	141	

Nombre d'avis rendus par expert en CTRA Est

Le bilan de la CTRA ne comprend qu'un trop faible nombre de projets d'aide à la publication ou d'aide à l'édition examinés par la commission. Il se peut qu'une grande partie des dossiers ne passe pas par le canal de la CTRA. Mais il est aussi vrai que le fort investissement consenti sur le champ de la recherche préventive et programmée se

concrétise peu sur le champ de la diffusion des connaissances. Cet enjeu devrait constituer une priorité dans les années à venir.

Les avis très circonstanciés et détaillés traduisent un important investissement personnel de la part des experts et au total les PV émis en 2018 à la suite des séances tenues par la CTRA Est ont totalisé 689 pages.

Qualité des dossiers traités en 2018 et tendances évolutives

L'activité de la CTRA Est a connu une forte augmentation de 33 % du nombre de dossiers d'opérations qui lui ont été soumis. Ce chiffre est au réel sensiblement supérieur car des dossiers peuvent regrouper en leur sein plusieurs opérations ; ainsi le dossier de Bibracte dirigé par V. Guichard comprend à lui seul 5 fouilles programmées et 2 prospections thématiques, le PCR de Vix une fouille programmée et deux prospections thématiques, le PCR d'Autun 3 fouilles programmées, le PCR Mines 4 fouilles programmées annuelles et 1 sondage, etc. Chacun de ces programmes n'a fait l'objet de la remise que d'un seul rapport, regroupant en chapitres les résultats des opérations qu'ils ont suscitées. Mis à part le dossier Bibracte où toutes les opérations sont placées sous la seule responsabilité de V. Guichard, afin d'assurer une coordination étroite de celles-ci, les opérations inscrites au sein des projets Vix, Autun, Alésia ou PCR Mines, font l'objet chacune d'une autorisation spécifique et distincte pour chaque responsable.

La remise de nombreux RFO à l'issue d'importantes opérations (Arc de Dierrey, gazoduc Val de Saône) et le développement de l'archéologie préventive en Alsace en accompagnement du contournement ouest de Strasbourg (COS) expliquent pour partie l'augmentation d'activité. Il est vrai aussi que le renforcement des services (Sra Grand Est) a pu avoir un effet sur l'activité en archéologie préventive, tout comme du reste la reprise économique.

	2017	2018
Diagnostics	120	140
RFO	63	92
Archéologie programmée	93	137
Publications/APP/AE	3	3
Total dossiers d'opérations	279	372
Informations CRA/Experts	8	5
ZPPA	146	117

Typologie des dossiers examinés en 2018 par la CTRA Est

Comme en 2017, l'**archéologie préventive** demeure prépondérante représentant 61,5 % des dossiers examinés ; un effort étant par ailleurs manifeste pour le rendu des RFO et la résorption des retards. Le Grand Est, tout particulièrement les sièges de Strasbourg et de Châlons-en-Champagne, demeure très actif sur le champ de l'archéologie préventive (diagnostic, cahiers des charges) représentant le double des dossiers de programmées. Pour la Bourgogne-Franche-Comté, préventif et programmé sont quasi à l'équilibre.

On notera que 22 % des avis émis sur des projets de cahiers des charges ont été rendus en inter-CTRA, le plus souvent afin de respecter les délais d'instruction, dans plusieurs cas du fait d'importants projets d'aménagement pour lesquels les calendriers de réalisation imposés étaient très contraints (Contournement Ouest de Strasbourg). Dans tous les cas, la CTRA a toujours été informée de l'évolution des opérations et a pu porter son avis à un moment de l'évolution de la chaîne opératoire (CCS, PSI). Le nombre des dossiers qui lui ont été soumis, la complexité de plusieurs opérations qui peuvent couvrir de très vastes surfaces et susciter plusieurs prescriptions de fouilles préventives (et donc plusieurs avis d'experts à chaque fois)

expliquent pour partie la difficulté de pouvoir trouver du temps pour l'examen des RFO. Priorité est donnée lors de chaque séance, à l'examen des dossiers de diagnostic et des CCS, puis des demandes d'autorisation d'opération programmée. De fait, le report de l'examen des RFO peut se faire sur plusieurs CTRA successives. Seule l'augmentation du nombre de journées de travail a pu permettre de résorber les retards et d'en examiner 46 % de plus par rapport à 2017.

Lors de l'examen des dossiers, la CTRA a émis des avis réservés sur plusieurs rapports de diagnostic, souvent à cause de problèmes de forme, dans quelques cas du fait de l'absence d'analyse géomorphologique ou d'interventions jugées trop rapides sinon trop limitées sur le terrain. La commission a enfin émis un avis défavorable à un projet de fouille préventive directe, considérant le faible potentiel du site.

	PCR	Prosp. thémat.	Fouilles pluriannuelles	Fouilles annuelles	Sondages	Analyses	Total
2017	25	22	17	20	7	2	93
2018	29	41	28	21	13	5	137

Évolution des dossiers de recherche programmée (sondages, prospections thématiques, fouilles, PCR, analyses, études de bâti, ...)

Au cours de l'année 2018, la CTRA Est a examiné 137 dossiers d'opérations programmées soit un nombre bien supérieur à celui de 2017 (93). L'augmentation est ainsi très significative avec + 47 %. Elle est constatée par la grande majorité des experts, pour chaque catégorie d'opérations et au sein des deux régions. Pour l'archéologie programmée, si le nombre de PCR évolue peu (+ 16 %) comme celui des fouilles programmées annuelles (+ 5 %), l'augmentation concerne en revanche surtout les prospections thématiques (+ 86 %) et les fouilles programmées pluriannuelles (+ 64 %). Les dossiers de demandes de sondages (sur des sites du Paléolithique entre autres) ou d'analyses ont aussi doublé. Cette augmentation conséquente pourrait être liée à une dynamique impulsée par les fusions (?) et un meilleur accompagnement des services qui tentent de passer d'une programmation contrainte ou subie à une programmation incitée. Elle a à l'évidence plusieurs autres origines, avec par exemple un développement des programmes sur la période de l'âge du Bronze, la poursuite des recherches sur les périodes médiévales et modernes (concernées par de nombreuses prospections thématiques et des sondages), comme sur des sites subaquatiques, les programmes sur la période antique étant davantage soutenus sur les sièges de Dijon et Metz. Seule une analyse plus détaillée permettrait de mieux comprendre les ressorts de cette dynamique qui reste à confirmer en 2019.

Sur les 137 opérations programmées examinées, peu ont fait l'objet d'avis réservés ou défavorables, ce qui démontre un bon accompagnement de la recherche par les services. La CTRA aura procédé à un ajournement pour compléments d'informations et n'a émis que 8 avis défavorables dont 3 sur des demandes de fouilles programmées annuelles, 1 sur une demande d'autorisation de prospection thématique, 1 sur une prospection subaquatique et enfin 2 avis défavorables pour la réalisation de sondages. Sur ces dossiers, l'avis de la commission aura surtout été motivé par l'absence de problématiques ou d'objectifs scientifiques clairement établis, sinon du fait d'une méthodologie non appropriée au projet d'étude. La commission a enfin émis un avis défavorable sur une demande d'analyse considérant pour cette dernière qu'elle relevait de la post-fouille d'une opération préventive en cours.

Régions	Diagnostic	RFO	Opérations programmées	Publications	Total*	Info	ZPPA
Grand Est	93	65	74	3	235	3	0
Bourgogne-Franche-Comté	47	27	63	0	137	2	117
Total	140	92	137	3	372	5	117

Typologie des dossiers examinés en 2018 par région (*hors ZPPA et informations)

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Bourgogne-Franche-Comté

Par Marc TALON

Conservateur régional de l'archéologie

La région Bourgogne-Franche-Comté présente la particularité de pouvoir, entre les opérations programmées et préventives, documenter les 14 axes métropolitains de la programmation nationale. Cependant comme on peut le constater dans le bilan présenté en annexe, ces opérations ne se répartissent pas de manière équilibrée entre les différents axes. On peut ainsi noter un manque flagrant d'opérations concernant le Mésolithique et le Néolithique, tant en programmé qu'en préventif. Cependant, l'arrivée récente d'un nouveau maître de conférences néolithicien à l'université de Bourgogne, A. Denaire, devrait permettre d'aider à atténuer ce déficit.

Un second constat porte sur le rôle modeste du Sra dans cette programmation qui est davantage une programmation constatée que choisie. En effet, il s'agit d'une gestion d'opérations programmées dont les dossiers nous sont déposés par différents intervenants que, dans l'essentiel des cas, nous ne sollicitons pas.

Il est rare que nous puissions porter un projet de notre propre initiative. Le principal est la reprise de fouille de la tombe princière de Vix (Côte-d'Or) sous la direction de B. Dubuis, Inrap/UMR Arthehis, où l'intervention du Sra a porté dès 2018 sur la recherche de financements et sur la mobilisation de moyens chez les différents partenaires, ce qui débouchera mi août 2019 et pour trois mois, sur une opération associant professionnels de l'Inrap, de l'UMR Arthehis Cnrs ou de l'université de Bourgogne ainsi que cinq étudiants en Master.

Le cas du PCR de Villards-d'Heria (Jura) lancé avec une année probatoire en 2018 est lié à une réaction de la Drac envers la Communauté de communes qui voulait valoriser cette agglomération et ce sanctuaire antiques remarquables sans savoir ce qu'elle mettait en valeur, avec de surcroît un projet d'aménagement qui portait atteinte au site. D'où la prise en main par le Sra du dossier et l'incitation qui a été faite de fédérer une équipe de chercheurs venant d'horizons très différents, le porteur du projet, R. Grebot, étant un bénévole.

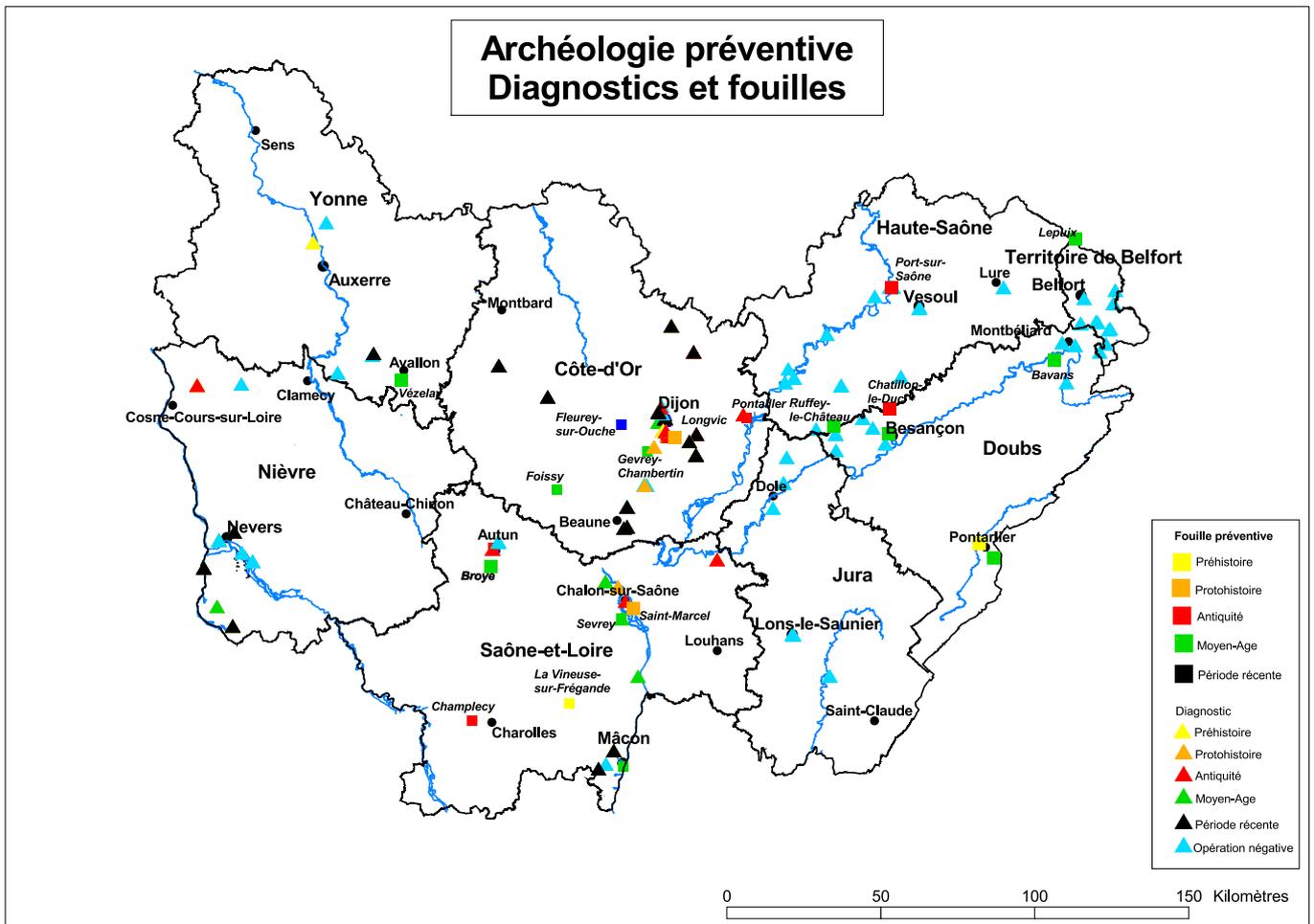
Troisième exemple : celui de la mise en place à titre expérimental, en concertation avec S. Bully (Cnrs), de l'accompagnement archéologique de la révision du PSMV (plan de sauvegarde et de mise en valeur) de la ville de Dole (Jura), dans la perspective d'une part de l'intégration de l'archéologie dans ce type d'étude confiée à des architectes du patrimoine et d'autre part de la formation des étudiants en Master d'archéologie du bâti de l'université de Franche-Comté sous la direction de M. Causevic-Bully et sous le tutorat d'un chargé d'étude archéologue embauché spécifiquement par l'UMR Arthehis pour suivre ce PSMV.

Enfin, par ses dernières initiatives, le Sra a pu :

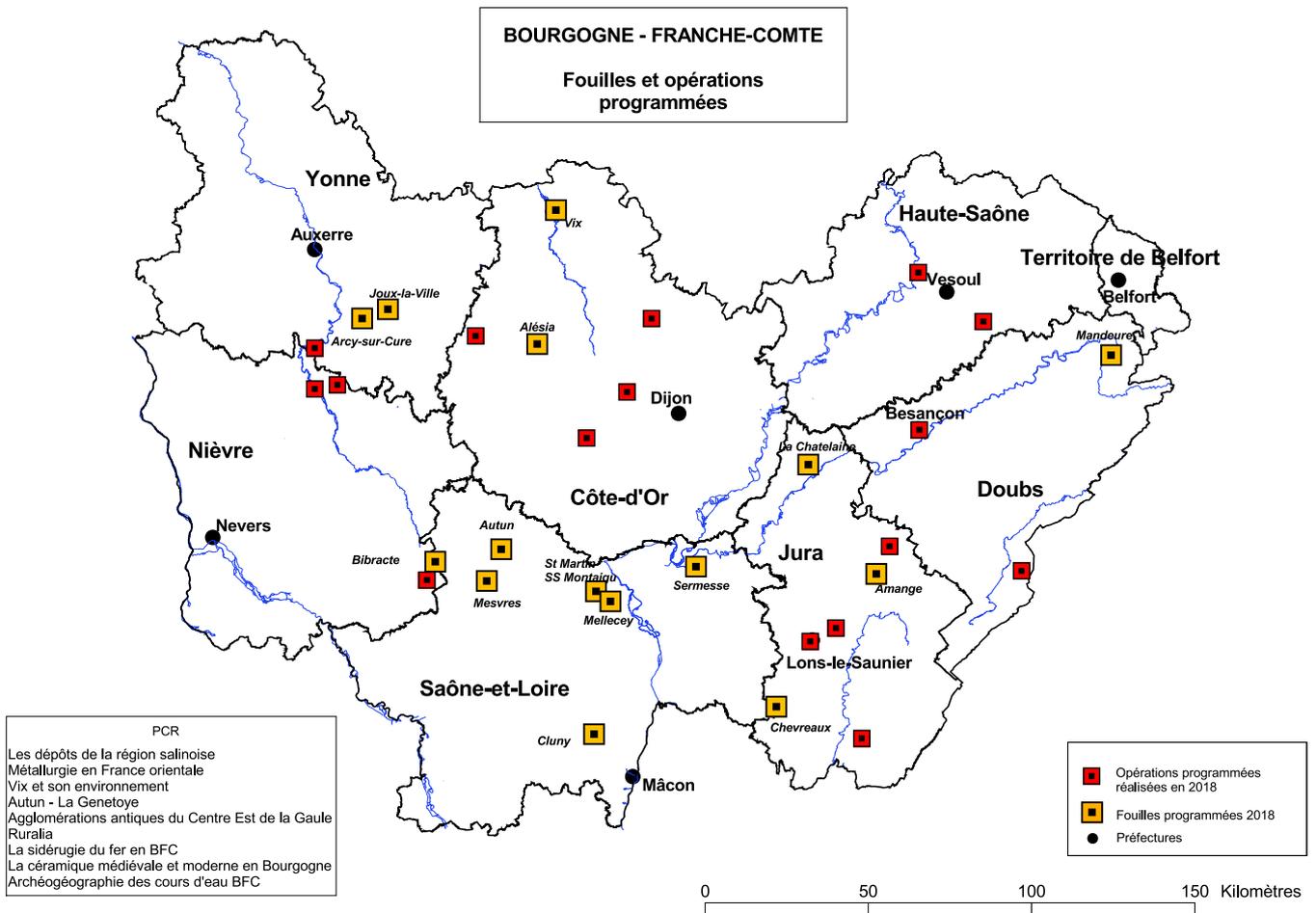
- soutenir le PCR sur les cours d'eau en BFC dirigé par A. Dumont du Drassm en finançant la réalisation d'une plate-forme de plongée en rivière ;
- assurer la poursuite pour le Hallstatt final de l'étude du camp de Chassey (Saône-et-Loire) avec d'une part la réalisation d'une cartographie Lidar par M. Thivet de l'université de Franche-Comté sur le site et d'autre part en suscitant la reprise de l'étude du matériel issu des fouilles de J.-P. Thévenot par R. Labaune, Inrap/UMR Arthehis.

Quelques chiffres

Concernant l'archéologie préventive, on note une évolution à la hausse des saisines avec le passage de 1 357 dossiers en 2017 à 1 848 en 2018, générant 172 arrêtés de diagnostic au lieu de 154 en 2017. Par ailleurs, 47 prescriptions de fouilles ont été émises en 2018, pour 38 en 2017. Cette hausse des saisines est due aux arrêtés de zonage pris en 2017, à une reprise de l'activité économique et à la réception dorénavant de tous les dossiers de déclaration préalable (DP) sur les villes de Dijon et Besançon. Enfin, 36 opérations de fouilles ont démarré en 2018 pour un montant total de 9,6 M €, opérations réparties entre sept opérateurs différents. En 2018, 520 000 € ont été consacrés aux fouilles programmées et 17 000 € aux prospections-inventaires.



Les programmes de prospection-inventaire sont répartis sur l'ensemble du territoire et concernent le Tournugeois (Saône-et-Loire) par J. Duriaud, bénévole, les ferriers de Puisaye (Nièvre) par J.-P. Piétak, bénévole, le canton de Mâcon (Saône-et-Loire) par N. Meunier, bénévole, les sites de hauteur du pays châillonnais (Côte-d'Or) par G. Baudry, étudiant et divers programmes de l'ARESAC, association de bénévoles (Doubs, Jura). Pour les prospections aériennes, mentionnons en Bourgogne, A. Cordier bénévole, le sud-ouest Bourgogne et Franche-Comté par P. Nouvel (université de Dijon), la Nièvre et le sud Saône-et-Loire par A. Magdelaine (bénévole).



Concernant la politique de diffusion des connaissances (APP et AE), nous relevons des difficultés pour différents projets à aboutir sur une période courte : alors que dans les faits la plupart des projets manquent de temps et s'étalent sur plusieurs années avec - puis sans - financement quelquefois, les différents acteurs ayant plusieurs projets en cours en même temps. Cela concerne toutes les périodes, tous les axes, opérations programmées ou préventives avec par exemple les cas de la publication de la Grande Grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne), du programme sur le Néolithique de Passy-sur-Yonne, de la nécropole Bronze final de Migennes (Yonne), du PCR de Vix 2009-2015 (Côte-d'Or), de différentes opérations menées à Bibracte, du sanctuaire de Magny-Cours (Nièvre) et de plusieurs fouilles urbaines.

Il convient de noter l'existence d'un projet atypique, financé alternativement par différents services de la Drac sur trois ans : l'atlas historique de la Ville de Besançon en cours de réalisation sous la direction de M.-L. Bassi du service municipal d'archéologie préventive (SMAP). Dans les nouveaux projets d'aide à la préparation de publication, signalons ceux concernant La galerie Schoepflin d'Arcy-sur-Cure (Yonne) sous la direction de M. Hardy, Cnrs, la fouille de la ZAC Pasteur à Besançon (Doubs) sous la direction de C. Munier, SMAP, et la grange cistercienne d'Oudun (Yonne) sous la direction de S. Aumard, CEM.

Pour les aides à l'édition, 2018 a été l'année de la publication de la thèse de M. Roscio sur le Bronze final, du colloque *Colomban et son influence : moines et monastères du haut Moyen-Age*, des actes du colloque Nord/Sud de Dijon sur *habitations et habitat du Néolithique à l'Âge du bronze* et de différents volumes dans la collection Bibracte dont la fouille du *couvent*

des Cordeliers du Mont Beuvray, les armées romaines en Gaule à l'époque républicaine et les mélanges en l'honneur de K. Gruel portant sur monnaies et archéologie en Europe celtique. En début d'année 2019, ont été publiés les actes du colloque *zones humides et archéologie* organisé en 2017 à Bibracte et les actes du colloque AFEAF 2017 de Dole, *les habitats de l'Âge du bronze dans le dijonnais* par F. Ducreux et *le dépôt de lames solutréennes de Volgü* (label 60 ans du ministère de la Culture) sous la direction de J.-P. Thévenot devant sortir avant la fin de l'année.

Dans les prévisions signalons la publication des fouilles du théâtre d'Alésia (Côte-d'Or) sous la direction de S. Freudiger, les actes du colloque de Besançon 2016 sur l'archéologie du verre, la monographie de l'église funéraire d'Evans (Doubs) par N. Bonvalot et F. Passard et une synthèse sur le Néolithique jurassien par P. et A.-M. Pétrequin.

Les opérations programmées et préventives par axes de programmation

Pour la Préhistoire, un certain nombre d'opérations programmées sont en cours d'achèvement. C'est le cas, pour l'axe 1, de la fouille de la grotte de la Verpillière II à Mellecey (Saône-et-Loire) sous la direction d'H. Floss (université de Tübingen) et pour l'axe 2, de la grotte du Bison à Arcy-sur-Cure (Yonne) sous la direction de M. Hardy (Cnrs). Il est à noter pour cet axe la poursuite des fouilles dans le secteur de la côte chalonnaise (Saône-et-Loire) par H. Floss. Enfin il convient de signaler, en préventif, les études et rapport en cours de l'importante fouille de Solutré (Saône-et-Loire) réalisée en 2016 sous la conduite de J.-B. Lajoux (Inrap). Rappelons que plusieurs opérations relèvent de l'axe 3 sur les expressions graphiques préhistoriques. Il s'agit du manuscrit en cours de production sur la grande grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne) sous la direction de D. Baffier (bénévole), de la fin de l'opération sur la grotte d'Amange (Jura) par S. David (bénévole) et d'une nouvelle opération sur les grottes de Rully (Agneux I et II) (Saône-et-Loire) par H. Floss.

L'axe 4 avec les processus de mésolithisations, néolithisations et chalcolithisations est le parent pauvre de notre programmation avec juste une fouille en cours par F. Ducreux (Inrap) sur une enceinte chasséenne dans le cadre du PCR de La Genetoye, à Autun (Saône-et-Loire). Pour l'archéologie préventive, notons la découverte de sépultures néolithiques à Longvic (Côte-d'Or) par R. Labeaune (Inrap) et de vestiges d'habitat néolithiques à Dijon par K. Raynaud (Éveha) ainsi que le déplacement d'une stèle décorée aux Ublaies à Massy (Saône-et-Loire) par S. Chevrier (Inrap). Cependant les perspectives d'amélioration pour documenter ces périodes existent avec le démarrage en 2019 d'une nouvelle opération programmée sur un site mésolithique à Arbois (Jura) par F. Séara (Sra Grand Est) et l'arrivée d'un nouvel enseignant néolithicien à l'université de Bourgogne, A. Denaire qui souhaite s'investir dans la région sous la forme dans un premier temps, d'un programme de prospections assorti de sondages.

Les problématiques propres à l'axe 5 s'enrichissent de nombreuses activités et découvertes en Bourgogne-Franche-Comté :

- pour l'Âge du bronze, le PCR sur la métallurgie en France orientale de M. Gabillot (Cnrs), le PCR sur les dépôts de la région Salinoise (Doubs) coordonné par E. Gauthier (université de Besançon) et des habitats du Bronze final fouillés dans le cadre préventif à Saint-Marcel (Saône-et-Loire) par Amaury Collet (Archeodunum) ;
- pour le premier Âge du fer, le PCR sur Vix et son environnement par B. Chaume. On rappellera pour 2019 la reprise de la fouille de la tombe princière de Vix (Côte-d'Or)

sous la direction de B. Dubuis (Inrap, UMR Arthehis), celle des études sur le camp de Chassey (Saône-et-Loire) avec la réalisation d'une prospection Lidar et l'étude du mobilier céramique de la collection Thévenot par R. Labaune (Inrap). Cette dynamique est complétée par la mise en place en 2019 d'un nouveau PCR pour les Âges des métaux avec la reprise des travaux sur la confluence Saône-Doubs à Bragny-sur-Saône et Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire) intéressant à la fois la finalisation des publications des travaux précédents par J.-L. Flouest (bénévole) et P. Barral (université de Besançon) et des travaux de terrain par M. Thivet (université de Besançon) et E. Dubreucq (Éveha). On mentionnera la mise en œuvre d'un nouveau projet sur la recherche de mine de *boghead* (schiste bitumineux) à Autun (Saône-et-Loire) par B. Lingouis (université de Tübingen) ;

- pour le deuxième Âge du fer, il faut souligner la poursuite des travaux sur Bibracte (Nièvre et Saône-et-Loire) avec en 2019 l'arrivée d'une nouvelle équipe sur *les Grandes Portes* dirigée par S. Krausz (université de Bordeaux) associée à une équipe roumaine de l'université de Cluj. En préventif, ont été fouillés une ferme indigène à Saint-Marcel (Saône-et-Loire) par A. Collet (Archeodunum) ainsi qu'un habitat et une nécropole de La Tène ancienne sur la ZAC du Beauregard à Longvic (Côte-d'Or) par G. Videau (Inrap).

Pour l'axe 6, il convient de signaler l'achèvement en 2018 des fouilles sur le terrain de deux importantes opérations emblématiques de la Bourgogne, que sont le sanctuaire d'Alésia, *Apollon Morigastius* (Côte-d'Or) par O. de Cazenove (université de Paris I Sorbonne) et le temple de Janus à Autun (Saône-et-Loire) par M. Joly (université de Toulouse). Mais ces deux importants chantiers seront remplacés dès 2019 par de nouvelles opérations sur les sanctuaires de Couan (Nièvre) fouille programmée sous la direction de P. Nouvel (université de Dijon) et Villards-d'Heria (Jura) par le biais d'un PCR sous celle de R. Grebot (bénévole). Enfin, en préventif, notons la fouille d'un sanctuaire antique à Chatillon-le-Duc (Doubs) par L. Robin (Éveha).

Les phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité (axe 7) sont illustrés à travers la fouille programmée menée sur les origines et l'évolution du prieuré de Mesvres (Saône-et-Loire) sous la direction de S. Balcon-Berry (université de Paris IV) et par les fouilles préventives de nécropoles mérovingiennes à Bavans (Doubs) par A. Mauduit (Antea) et Ruffey-le-Château (Doubs) par G. Grange (Éveha).

Beaucoup mieux documentés sont les édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (axe 8) avec d'une part les travaux menés dans la continuité du PCR sur les Premiers monastères sous la direction de C. Sapin et S. Bully (Cnrs et CEM) avec des sondages réalisés à Givry et Baume-les-Messieurs (Jura), Moutiers-Saint-Jean (Côte-d'Or) par F. Henrion (CEM) et Mesvres (Saône-et-Loire) par S. Balcon-Berry (université de Paris IV), et d'autre part sur les édifices médiévaux de Nogna (Jura) par D. Martinez (MC) et Cluny (Saône-et-Loire) sous la direction d'A. Baud (université de Lyon II). Relevant de l'archéologie sur un MH, à noter l'intervention à Vézelay de F. Henrion et S. Buttner (CEM) et dans le cadre préventif celle de F. Henrion sur la cathédrale d'Autun.

L'axe 9 qui concerne le phénomène urbain est richement illustré tout d'abord par les différents travaux menés à Bibracte (Nièvre et Saône-et-Loire) sous la direction de V. Guichard (EPCC Bibracte), puis par les PCR conduits sur Besançon (Doubs) par M. Causevic-Bully (université de Besançon) et M.-L. Bassi (SMAP) et sur Lons-le-Saunier

(Jura) par V. Viscusi (Inrap) et J.-L. Morderfroid (musée de Lons) et enfin par les opérations préventives effectuées :

- pour cinq d'entre elles sur la ville de Dijon (Côte-d'Or) par P. Chopelain et Y. Virlogeux (Inrap), C. Driard et E. Gauge (Éveha) ;
- une à Besançon (Doubs) par C. Munier (SMAP) ;
- deux à Nevers (Nièvre) par M. Foucher (Éveha) ;
- trois à Autun (Saône-et-Loire) par S. Alix (Inrap), R. Guichon (Archeodunum) et S. Buttner (CEM) ;
- deux à Macon (Saône-et-Loire) par C. Capdeville et G. Rollier (Inrap) ;
- une à Sens (Yonne) par A. Burgevin (Inrap).

L'axe 10 regroupe les thématiques liées à l'espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne. On y retrouve :

- les PCR sur les agglomérations secondaires et les établissements ruraux (Ruralia) en BFC, par S. Venault (Inrap) et P. Nouvel (université de Dijon), le PCR sur la Genetoye dirigé par Y. Labaune (service archéologique d'Autun) avec la fouille des quartiers artisanaux d'Autun par S. Alix (Inrap), le PCR sur le Portoais à l'Antiquité tardive (Haute-Saône) sous la direction d'A. Saggese (étudiant), le PCR sur la céramique médiévale en Bourgogne sous la direction de M.-C. Lacroix et le PCR sur le Val-Suzon (Côte-d'Or) par P. Beck ;
- les opérations préventives conduites sur des habitats antiques à Pontallier-sur-Saône (Côte-d'Or) par S. Morel (Inrap), Beaune (Côte-d'Or) par M.-N. Pascal (Inrap), Gevrey-Chambertin (Côte-d'Or) par A. Pranyes (Archeodunum) et Broye (Saône-et-Loire) par C. Tournier (Archeodunum), un village du VII^e siècle sur la ZAC Les Gravilliers à Pontarlier (Doubs) par M. Gazenbeek (Inrap), une officine de potiers médiévale à Sevrey (Saône-et-Loire) par A. Guichetau (Inrap), un four à chaux médiéval à Champlecy (Saône-et-Loire) par Y. Teyssonneyre (Éveha) et deux secteurs sur le village médiéval et moderne de Fleurey-sur-Ouche (Côte-d'Or) par G. Pertuisot (Inrap).

L'axe 11 concerne les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne. Il est documenté par les opérations programmées conduites sur les châteaux en Franche-Comté par S. Guyot (Éveha) et J.-J. Schwien (université de Strasbourg), le site fortifié de la Madelaine (Jura) par C. Méloche (Inrap), par les prospections thématiques menées sur les agglomérations castrales en Bourgogne par T. Vergine (étudiant) et par les prospections-inventaires sur les ouvertures de tirs en BFC par M. Messner (étudiant). Des opérations préventives ont été réalisées sur le château d'Antigny à Foissy (Côte-d'Or) par S. Buttner (CEM) et le château de Gevrey-Chambertin (Côte-d'Or) par S. Aumar (CEM).

Le PCR sur la sidérurgie en BFC avant le haut fourneau dirigé par M. Berranger (Cnrs) et la fouille préventive menée sur la mine de Lepuix XV^e-XVI^e s. (Territoire de Belfort) par G. Bonnamour (Arkemine) illustrent l'axe 12 consacré aux mines et matériaux associés.

Les aménagements portuaires et commerciaux documentés dans l'axe 13 ont fait l'objet de découvertes remarquables dans le cadre du PCR « rivières » avec la fouille en cours du moulin sur bateaux médiéval de Sermesse et celle à venir, à partir de 2019, sur le pont romain de Pontoux (Saône-et-Loire) sous la direction d'A. Dumont (Drassm) et du PCR Vix, aménagements du bord de Seine (Côte-d'Or) par O. Urban (université de Vienne).

Enfin l'archéologie des périodes moderne et contemporaine relevant de l'axe 14 fait l'objet de différentes petites opérations menées dans le cadre du PCR sur le plateau du Haut-Jura par V. Chevassu (étudiant) et V. Bichet (université de Besançon) et par la fouille préventive réalisée sur une partie du camp américain de Beaune (Côte-d'Or) par M.-N. Pascal (Inrap).

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Grand Est

Par Frédéric SÉARA

Conservateur régional de l'archéologie

Le contexte régional

La région Grand Est, correspondant à 1,5 fois la superficie de la Belgique, se caractérise par un milieu naturel très contrasté et par un contexte archéologique, qui en fonction des périodes considérées, affiche des affinités culturelles très diverses. Le fort caractère frontalier avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse est une singularité à prendre en compte à certains niveaux de la stratégie régionale. Forte d'une activité en archéologie préventive qui place la région au second rang national, c'est à contrario le constat d'une archéologie programmée peu dynamique, malgré l'existence d'enjeux archéologiques de premier plan, qui s'impose. Cet état de fait trouve son explication dans une archéologie qui s'est tournée principalement vers l'activité préventive, louable en soi, si la diffusion des résultats et la mutualisation des données étaient à la hauteur des attentes et enjeux. Outre ce fait, ce versant de la discipline ne permet pas de combler à lui seul tous les hiatus en termes de connaissances, ce qui aurait dû conduire à un développement plus grand de la recherche programmée. Une autre explication réside dans la faiblesse des structures fédératrices telles que les UMR, une seule existe à Strasbourg, l'UMR 7044 aux côtés de deux équipes d'accueil, la première à Nancy et la seconde à Reims. Mis à part Strasbourg, l'enseignement universitaire en archéologie est assez peu développé.

Programmation nationale et stratégie scientifique en Grand Est

La situation qui prévaut aujourd'hui en Grand Est s'inscrit dans la continuité des stratégies mises en place dans le cadre des ex régions, stratégies principalement « subies » puisqu'elles résultaient de l'agrégation des projets soumis par des porteurs de projet intéressés fort légitimement à intervenir dans le domaine de leur recherche. Il en découle un niveau de complémentarité avec les très nombreuses données de l'archéologie préventive très insuffisant. Outre ce constat, il est clair qu'infléchir cette tendance demandera du temps, celui nécessaire à l'achèvement d'un nombre suffisant de projets, étant donné que l'enveloppe budgétaire destinée à soutenir l'archéologie programmée semble être appelée à stagner encore quelques années. Au caractère subi de cette forme de stratégie, il convient donc d'y ajouter un caractère contraint, limitant ainsi fortement les ambitions qui sont aujourd'hui les nôtres. Parmi ces ambitions, la logique d'appel à projets a été définie comme prioritaire d'une part afin de souligner le rôle incitatif de la Drac dans ce domaine et d'autre part de rappeler le principe de forte complémentarité à instaurer entre archéologie préventive et programmée. Un des préalables est la définition d'axes prioritaires, indispensables pour asseoir une véritable stratégie scientifique régionale.

Cela permet d'évoquer la programmation nationale et de s'interroger sur la manière dont elle peut être déclinée en région. Les axes qui la composent sont le fruit d'une réflexion visant en fait à définir des priorités à un niveau très large, le niveau national. Ce cadre large, est à considérer comme un dénominateur commun mais aux développements souvent peu pertinents face à une stratégie régionale ou limitée à l'échelle de territoire. Au final, la stratégie régionale ne se nourrit que très faiblement de la programmation nationale, elle vient en fait s'y raccrocher gagnant ainsi en lisibilité.

En Grand Est, la construction d'une stratégie régionale n'en est qu'à ses prémices en partie pour les raisons évoquées supra. L'absence de bilans récents sur l'archéologie régionale

autres que ceux produits par la CTRA, compliquent la définition d'une stratégie qui répondrait pleinement aux enjeux de la recherche régionale. Bien que cette étape soit un préalable indispensable, la stratégie qui en découlerait ne prendrait tout son sens que si elle est peut-être prolongée par des acteurs aptes à y répondre. Stratégie et compétence sont donc étroitement liées, la première pouvant impacter la seconde en rappelant les compétences nécessaires et contribuer ainsi à y pourvoir.

Ces considérations très générales rappellent toute la complexité à bâtir une stratégie scientifique solide, complexité accrue par l'échelle géographique qu'il nous revient de prendre en compte.

Malgré tout, des axes se dégagent soit dans la continuité des dynamiques préexistantes à la création de la région du Grand Est, soit impulsés récemment en bénéficiant pour cela d'une conjoncture favorable, à savoir compétences et opérations aptes à y répondre.

Les axes de la programmation nationale, ont une expression différente en Grand Est, certains étant inscrits de longue date pour des raisons conjoncturelles (en bleu), d'autres sans rapport avec le contexte régional (en gris) et certains identifiés comme des axes prioritaires (en rouge) :

Axe 1 : Le Paléolithique ancien et moyen

Axe 2 : Le Paléolithique supérieur

Axe 3 : Les expressions graphiques préhistoriques : approches intégrées des milieux et des cultures

Axe 4 : Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations

Axe 5 : Les âges des métaux

Axe 6 : Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine

Axe 7 : Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions

Axe 8 : Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité

Axe 9 : Le phénomène urbain

Axe 10 : Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne

Axe 11 : Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

Axe 12 : Mines et matériaux associés

Axe 13 : Aménagements portuaires et commerce

Axe 14 : L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

Axe 15 : Archéologie d'Outre-Mer

La situation en Grand Est au regard des axes de la programmation nationale

Axes 1 et 2 : le Paléolithique ancien, moyen et supérieur

La Préhistoire ancienne a connu ces dernières années un développement des plus remarquables, malheureusement très inégal à l'échelle de Grand Est. C'est grâce à une meilleure prise en compte des contextes favorables à la révélation de ces occupations, assortie de principes méthodologiques adaptés et de compétences équilibrées entre approche archéologique et géoarchéologique que des résultats très significatifs ont été obtenus en 2018. L'opération du contournement ouest de Strasbourg a parfaitement illustré cela avec la fouille de trois sites du Paléolithique moyen. Cette dynamique s'exprime aussi remarquablement dans le domaine de l'archéologie programmée, toujours en Alsace avec les fouilles de Mutzig et de Wollschwiller mais également d'un PCR assurant le lien entre données archéologiques et stratigraphiques. Le vecteur programmé et sa capacité à

répondre à certaines exigences de formation spécifiques à ce domaine, pourraient à terme apporter certaines réponses à la question centrale de la détection, cette dernière interrogeant fortement quant à sa capacité à répondre aux enjeux forts de la recherche en Préhistoire ancienne. Dans ce domaine les opérateurs ont un rôle de premier plan à jouer. La stratégie de formation interne qu'il leur revient de mettre en place afin de répondre aux objectifs larges du diagnostic est très insuffisante. Elle doit être orientée vers une meilleure prise en compte des contextes favorables impliquant pour cela une place plus grande des géomorphologues et garantir aux agents un socle minimal de connaissances nécessaire à la reconnaissance d'occupations parfois ténues.

Fort de ce constat, Il convient de se poser collectivement la question des conditions de généralisation de cette dynamique à l'échelle de Grand Est, entre prescriptions archéologiques, compétences et stratégie de détection.

Axe 4 : mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations

La dynamique reconnue en Alsace autour de la Préhistoire ancienne a sans surprise conduit à la mise au jour de vastes étendues alluviales occupées au premier et second Mésolithique dans le secteur de Mulhouse à Ensisheim. La configuration de ces occupations et les contextes de conservation présentent de nombreuses similitudes avec les vastes gisements de plein air fouillés dans le Jura et dans le Bassin parisien. Le sujet des structures en creux dites mésolithiques, particulièrement fort en Champagne-Ardenne reste entier. Il pose clairement la question des principes méthodologiques d'études à appliquer pour évaluer la portée de datations réalisées à partir de charbons de bois récoltés dans des remplissages dont les dynamiques interrogent encore.

Concernant le Néolithique, les acquis sont nombreux et renvoient à une intensité de l'occupation forte sur le territoire du Grand Est. Des données significatives ont été collectées pour la fin de la période, à savoir le Campaniforme, grâce en particulier à des fouilles au caractère extensif, indispensable pour identifier des structures souvent très éparées.

Axe 5 : les Âges des métaux

La Protohistoire est dans la région très bien documentée avec de nombreux sites d'habitat et funéraires. Au-delà de l'analyse de la forme des habitats qui implique une vision spatiale assez large, c'est la question de la structuration spatiale de l'occupation qui se pose, à des échelles plus ou moins larges. C'est ainsi que le corpus des *Landgraben* a pu être étoffé et que des formes nouvelles de bâtiments ont pu être identifiées pour le Bronze final en Alsace. Il s'agit de bâtiments à plan en abside inédits dans la région et faisant référence à l'Italie. Les opérations d'archéologie préventive contribuent à livrer de nombreuses données parfois mises en perspective au travers de projets collectifs de recherche, tel celui portant sur la plaine de Troyes. Certains aspects de la culture matérielle sont à documenter soit en raison de la nécessité de préciser les corpus typo-chronologiques, soit de la collecte d'informations à caractère culturel, déterminantes au regard du positionnement géographique de Grand Est.

Pour l'Âge du fer, les données sont de même nature et traduisent des formes d'occupations et une structuration spatiale en évolution. Des sites fortifiés de hauteur se développent comme en Alsace et leur étude s'inscrit désormais dans un PCR. Des *oppida*, véritable proto-villes dans certains cas, fleurissent sur le territoire (Camp d'Afrique en Lorraine, Camp d'Attila en Champagne par exemple).

Les nécropoles sont nombreuses et révèlent des pratiques funéraires variables en fonction des appartenances culturelles. C'est ainsi qu'en Champagne, les tombes dites à char sont fréquentes avec parmi les plus emblématiques celle de Lavau (10) dont l'étude est prolongée par un PCR financé par la Drac.

Axes 6, 7, 8, 9 : paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine ; phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions ; édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité ; le phénomène urbain

L'époque antique est caractérisée par de nombreuses occupations rurales et urbaines, domestiques et funéraires. Il convient de distinguer les campagnes des villes et bien que les deux se nourrissent les problématiques sont très différentes. Pour les campagnes, c'est la notion de réseaux de sites qui domine et qui nous permet de préciser l'organisation territoriale en accord avec la hiérarchisation des sites (villas, hameaux, habitats isolés, axes de circulations). Les données intrinsèques des sites étudiés contribuent à cette réflexion globale en fournissant des éléments de datations et de caractérisation tant de la nature que de la vocation des sites. Les données très nombreuses acquises dans ce domaine impliqueraient la mise en œuvre d'actions transversales qui malheureusement font défaut dans la région. Pour les villes, c'est la restitution de la trame urbaine et de son évolution qui est recherchée amenant à prendre en compte l'ensemble des fenêtres d'observations disponibles. Grâce à cela cette trame se précise à l'instar des grandes villes du Grand Est, dont Reims qui connaît actuellement une activité de fouilles sans commune mesure. La vision de la ville antique implique de prendre en compte ses abords immédiats comme le démontrent les opérations menées à Koenigshoffen près de Strasbourg (67) et de Bezannes (51) près de Reims. Ce contexte très favorable livre régulièrement des données exceptionnelles.

L'archéologie programmée s'intéresse à certains sites emblématiques comme Bliesbruck (57), Grand (88), Horbourg-Wihr (68) ou encore Saint-Dizier (52) pour ne citer que les principaux.

Axe 10 : espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne

L'abondance des données en relation avec cet axe complique la mutualisation des informations, indispensable pour dépasser le stade de la simple collecte et légitimer ainsi la multiplication de certaines opérations. De rares projets se mettent en place afin de synthétiser certaines de ces données à l'image du PCR portant sur le territoire de Bézannes à proximité de Reims. Il convient donc qu'un soutien plus grand puisse être apporté face à ce type de projet de recherche afin de répondre au besoin d'une plus forte archéologie des territoires. Parallèlement à ces actions encore timides, existent des opérations de prospections qui constituent une source de documentation non négligeable en particulier dans les secteurs peu investis par l'archéologie préventive. Elles sont assez bien représentées en Lorraine et en Champagne-Ardenne, avec une opération d'ampleur menée en Haute-Marne dans les seuls secteurs boisés. Une opération de prospection aérienne subsiste en Champagne-Ardenne entre Aube et Haute-Marne. Les résultats obtenus soulignent tout l'intérêt à soutenir ce type d'action.

Axe 11 : les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

Certaines thématiques propres à ce cadre émergent telles l'étude des nombreuses fortifications alsaciennes (villages, cimetières), celle du domaine castral en Alsace et en Lorraine, ainsi que le monachisme autour des abbayes cisterciennes (abbaye de Morimont (52), PCR sur les abbayes cisterciennes en Grand Est). Différentes échelles d'analyses sont à considérer, celles du bourg et de la ville, mais également celle plus large du territoire. Certains développements de cet axe à fort enjeux se heurtent parfois à la forte implication du milieu associatif, ce dont on pourrait se réjouir, mais plus enclin à favoriser la logique de restauration que celle des apports à la connaissance.

Axe 12 : mines et matériaux

Cet axe intéresse l'ensemble du Grand Est pour les périodes médiévale et moderne et passe par des actions de prospection, de sondages et de fouilles programmées. L'opération emblématique dans ce domaine est le PCR Mines en Alsace initié par P. Fluck, centralisant et synthétisant les données obtenues à partir de plusieurs opérations programmées. Cette action a connu un développement récent sous la forme d'un projet Interreg, dénommé *Regio Mineralia* offrant un cadre élargi en intégrant partiellement la Suisse et l'Allemagne.

Cet axe a des implications encore timides avec la période du Néolithique, à l'instar d'une opération préventive réalisée à Saint-Mihiel dans la Meuse où a été fouillé un secteur de l'exploitation minière de silex. Plusieurs complexes d'ateliers reconnus dans le massif des Vosges, tournés vers la fabrication de haches ou de meules pourraient alimenter des actions à définir en relation avec cet axe. Un fort potentiel existe pour le Néolithique voire la protohistoire, très faiblement inscrit dans la recherche régionale.

Axe 14 : l'archéologie des périodes moderne et contemporaine

L'étude archéologique des périodes modernes s'exerce presque exclusivement en contexte urbain et s'intéresse à des bâtiments privés ou publics plus ou moins prestigieux. Pour les époques modernes nous disposons de fonds archivistiques assez nombreux permettant de disposer d'une vision large à l'échelle de la ville, mais c'est davantage la vision ponctuelle liée à un monument qui motive la réalisation d'une opération archéologique. Par ailleurs, les éléments architecturaux sont souvent repris dans des constructions plus récentes et c'est l'archéologie du bâti qui supplée l'archéologie plus conventionnelle. Cette dernière porte pour l'essentiel sur les fortifications comme à Strasbourg ou plus récemment à Charleville-Mézières.

Il apparaît assez compliqué d'impulser une dynamique à ce domaine de recherche principalement par défaut d'acteurs spécialisés. Un des principaux manques en termes de compétence régionale réside dans la céramologie. S'ajoute à cela une méconnaissance des problématiques archéologiques soit parce qu'elles sont trop confidentielles soit parce qu'elles sont insuffisamment définies. Ce dernier constat vaut également pour l'archéologie contemporaine, point souligné par nos collègues historiens lors du colloque de Verdun. La période contemporaine est actuellement prise en compte par le prisme des conflits contemporains mais de manière très opportuniste. Une structuration de la recherche dans ce domaine est nécessaire afin de mieux définir ou mieux partager les problématiques.

La diffusion des connaissances

Elle se décline autour de deux vecteurs, le premier concernant les colloques et tables-rondes et le second les publications.

Le premier est en principe assez bien inscrit dans le paysage régional et en 2018, la région Grand Est a accueilli les manifestations suivantes :

- SFECAG à Reims ;
- Table-ronde Corpus à Strasbourg ;
- Colloque de Verdun « Archéologie des conflits contemporains » ;
- Table-ronde sur les « Puits protohistoriques » à Strasbourg ;
- Journées archéologiques transfrontalières à Strasbourg.

Le second item concerne les publications dont le volume est très en deçà de ce que l'on est en droit d'attendre en regard de l'activité archéologique régionale. C'est une des raisons pour lesquelles nous souhaitons voir le développement de PCR considérés comme de véritables incubateurs de publications d'envergure. C'est pourquoi, la Drac soutient très significativement le PCR de Lavau dont le livrable est la publication des données essentielles. Cette dernière permettra d'asseoir de nombreuses autres publications au caractère plus spécialisé. De nombreux manques existent et une hiérarchisation des priorités en la matière devra être établie afin d'orienter les soutiens à apporter.

Bilan 2018 de la CTRA Est

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Vincent LHOMME
Membre de la CTRA

Dix-huit dossiers concernant le Paléolithique/Mésolithique ont été examinés au sein de la CTRA Est durant l'année 2018, soit un quart de dossiers de moins qu'en 2017. Comme l'année dernière, on peut souligner la faiblesse numérique et le caractère hétéromorphe du corpus tant du point de vue chronologique que du type de recherche dont les dossiers procèdent et des thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

L'archéologie préventive est représentée par seulement quatre dossiers (deux diagnostics et deux RFO) concernant exclusivement le Mésolithique. Dès lors, sommes-nous obligés d'envisager que sur près de 20 % du territoire de la France métropolitaine, les plus de 500 diagnostics archéologiques réalisés en 2018 n'ont absolument jamais concerné des séquences pléistocènes susceptibles de contenir des vestiges paléolithiques ? Ce n'est certainement pas le cas, mais l'absence de dossier d'archéologie préventive concernant le Paléolithique examiné à la CTRA en 2018 nous oblige à sonner l'alarme.

Il y a deux manières de réagir devant ce constat. La première consiste à penser que les territoires de Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est sont pour la plupart peu favorables à la conservation des témoignages laissés par les hommes du Paléolithique, la seconde est de prendre conscience qu'il y a vraisemblablement un défaut d'identification des séquences stratigraphiques et des sites paléolithiques. Si cette situation qui perdure depuis les débuts de l'archéologie de sauvetage a pu par le passé être estompée par les découvertes et les fouilles dans la vallée de l'Yonne et plus ponctuellement dans d'autres secteurs, à l'heure actuelle, le bilan positif des recherches paléolithiques menées en Alsace, tant en archéologie préventive que programmée, ne suffit pas à masquer le marasme sur la plus grande partie du territoire de la CTRA Est. Il est donc urgent de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'évolution de cette situation.

Mis à part en Alsace, l'archéologie programmée n'est pas non plus très vigoureuse sur le Paléolithique dans le secteur considéré et ce, notamment en raison de plusieurs projets qui prennent fin (Amange, Arcy-sur-Cure, la Verpillière ainsi que le projet collectif de recherche sur le Paléolithique supérieur ancien en Bourgogne méridionale) et d'un seul projet en phase probatoire (Prospection thématique - Le Paléolithique supérieur et le Mésolithique dans le Doubs, Jura et Haute-Saône).

Concernant les périodes anciennes, il n'y a pas de recherche menée sur le Paléolithique inférieur et, pour le Paléolithique moyen, le site fouillé en pluriannuelle à Mutzig et le projet collectif de recherche « Le Paléolithique et le Mésolithique de la Plaine d'Alsace et des collines sous-vosgiennes » constituent les seules manifestations d'une recherche dynamique sur la période. Nous pouvons noter cependant l'examen en CTRA d'une demande de sondage sur le site de Norroy-le-Veneur, en Lorraine.

Les recherches sur le Paléolithique supérieur ne sont pas plus nombreuses avec notamment la fouille du site gravettien de La Mourandine à Saint-Martin-sous-Montaigu et la fouille de la grotte de Blenien à Wolschwiller dans le Haut-Rhin qui permet de documenter la fin du Paléolithique supérieur dans le Jura alsacien. Une demande de fouille programmée à

Villevénard a également été examinée en 2018. Ce projet s'inscrit dans les recherches menées sur le secteur des Marais de Saint-Gond en Champagne.

En point positif de l'année 2018, nous pouvons mentionner notre satisfaction d'avoir eu en main pour examen la monographie consacrée aux feuilles de laurier solutréennes de Volgu. Cet ouvrage réalisé sous la coordination de J.-P. Thévenot devrait, je l'espère, être publié très rapidement.

Si l'on exclut les quelques découvertes et informations issues des prospections engagées en Lorraine, dans le Jura alsacien et dans le Doubs, Jura et Haute-Saône, le Mésolithique n'est absolument pas représenté dans les dossiers d'archéologie programmée. Par contre, il apparaît dans le cadre du préventif, notamment lors d'examens à priori et à posteriori (4 dossiers).

NÉOLITHIQUE

Par Antoine CHANCEREL
Membre de la CTRA

Pour la période néolithique, l'année 2018 a été marquée par un accroissement du nombre de dossiers examinés qui est passé de 29 à 35.

Ils se répartissent de la façon suivante :

- archéologie programmée : 4 opérations consistant en 2 PCR, 1 fouille et 1 étude ;
- archéologie préventive : 31 opérations consistant en 18 diagnostics et 13 fouilles dont une directe.

Le bilan programmé/préventif est comme partout largement à l'avantage du préventif, mais à l'intérieur de ce dernier la part des fouilles y a été cette année très importante avec 42 % des dossiers.

La répartition annuelle des dossiers est très irrégulière avec des écarts entre les sessions pouvant aller de 1 à 10. La ventilation géographique est elle aussi particulièrement déséquilibrée. Ainsi, deux départements, l'Aube et la Marne, tous deux dans l'ancienne région Champagne-Ardenne totalisent 68 % des dossiers examinés, soit 24 opérations. Les anciennes régions Bourgogne, Lorraine et Alsace se partagent à peu près équitablement le reste, avec 3 à 4 dossiers à chaque fois. Aucun dossier n'est issu de l'ancienne région Franche-Comté. La plupart des dossiers se rapportent donc à la région Grand Est (31 sur 35).

Ces déséquilibres existaient déjà à peu de choses près l'an dernier, même s'ils tendent à s'atténuer notamment avec une reprise de l'activité en Bourgogne et en Lorraine. Une telle répartition ne prête guère à des commentaires poussés au plan territorial, si ce n'est qu'elle intéresse des milieux très variés, plaines alluviales, plateaux et même coteaux.

La qualité des rapports d'opérations est globalement bonne, certains dossiers étant même excellents. Des critiques ont cependant été formulées sur des points parfois majeurs. Pour les résumer, on peut dire à chaque fois qu'elles ressortissent à l'interprétation des dynamiques de comblement. Elles illustrent un déficit de maîtrise des processus à l'œuvre chez certains responsables d'opération, voire d'une méconnaissance à peu près complète des principes de base. On en verra pour preuve l'absence quasi systématique de la figuration de l'encaissant sur les coupes des structures creusées, principalement en Champagne. Une expérience de fouille, même longue, ne saurait tenir lieu de compétence

en géomorphologie et dans certains cas, comme celui des creusements attribués aux fosses-pièges, très nombreux dans les dossiers rapportés, ce handicap devient un vrai problème de politique scientifique. Il nécessite de mon point de vue un changement d'approche majeur.

Malgré cela, les rapports comportent les éléments attendus et aucun n'a fait l'objet d'une réception avec réserves et encore moins d'un ajournement ou d'un report. Ceux dont la présentation n'était pas conforme (défauts de synthèse) ou grevés de lacunes (sur les analyses notamment) restent heureusement très rares. Une seule fois, sur un diagnostic, l'interprétation discutable du responsable, toujours pour les mêmes raisons, a fait l'objet d'une proposition alternative qui n'a malheureusement pu être suivie d'effet, les terrains ayant entre-temps fait l'objet d'une levée des contraintes.

Il en est de même pour les avis relatifs aux cahiers des charges élaborés par les services. Ils n'ont guère donné lieu à des observations, hormis sur des points particuliers et, globalement, sont eux aussi tout à fait satisfaisants. Les demandes de modifications, lorsqu'il y en a eu, ont consisté à réduire le périmètre d'intervention. On soulignera enfin un différent profond survenu entre la commission et les services à propos du déplacement d'un des rares menhirs ornés du Bassin parisien.

Les remarques formulées en 2017 pour aller plus loin dans l'accroissement du profit scientifique, et qui concernaient la géomorphologie, ou, de façon plus générale, la géoarchéologie des gisements, restent d'actualité. L'érosion des sites et des structures excavées est un champ insuffisamment traité par les responsables, même lorsque leur opération bénéficie du soutien d'un géoarchéologue. Or, pour cette période qui voit se généraliser les premières agressions de l'homme sur son milieu et la déstabilisation des sols, il s'agit d'une question tout à fait fondamentale. Elle obère non seulement la perception des modalités de l'occupation humaine au cours du Néolithique, mais aussi, sans doute plus encore, la compréhension même des sites et de leurs différentes composantes, en particulier les structures excavées.

Parmi les découvertes remarquables, celle d'Achenheim (Bas-Rhin) par P. Lefranc est à coup sûr la plus marquante et sa portée dépasse le cadre national. Il s'agit d'une enceinte du Néolithique moyen structurée autour d'une sorte de place centrale dans laquelle figurait une vaste fosse funéraire marquée par un dépôt de cadavres ayant subi des actes de violence. Le nouveau regard sur les sociétés néolithiques qui en découle est tout à fait passionnant.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Rebecca PEAKE
Membre de la CTRA

En 2018, un total de 61 dossiers a été examiné pour les périodes chronologiques de l'Âge du bronze et du premier Âge du fer, ce qui représente une augmentation de 42 % par rapport à 2017. L'Âge du bronze et le premier Âge du fer se portent donc bien au sein de la CTRA Est ! Cette augmentation se constate de manière équivalente dans le nombre de dossiers examinés à priori et à posteriori. On décompte 27 rapports de diagnostic et 28 rapports de fouilles et l'équilibre entre diagnostic et fouille déjà constaté en 2017 se maintient sur 2018. Le nombre de projets de recherche a également augmenté, passant de trois dossiers en 2017 (une opération de fouille programmée et deux PCR) à cinq dossiers en 2018 (une

opération de fouille programmée et quatre PCR). L'année 2018 a vu le montage de deux nouveaux PCR et la continuation de trois projets déjà en cours en 2017.

Archéologie préventive

Le décompte des dossiers par secteur géographique révèle le maintien du niveau de l'activité préventive dans le département de la Marne avec 10 diagnostics et quatre fouilles (six diagnostics et cinq fouilles en 2017) et surtout l'augmentation spectaculaire du nombre d'opérations dans le département de l'Aube avec six opérations de diagnostic et dix opérations de fouille (seules trois opérations de fouille en 2017). Il faut également noter l'augmentation du nombre de dossiers examinés pour le département de Côte-d'Or, correspondant à quatre diagnostics et trois fouilles en 2018, par rapport à seulement un diagnostic examiné en 2017. Les autres départements, qui comptent entre un et cinq dossiers se maintiennent ou subissent une légère baisse de leur activité préventive en 2018. Enfin, l'année 2018 est marquée par la restitution des premiers résultats des opérations de fouille conduites sur le tracé du Gazoduc GRT Gaz sur les tronçons « Arc de Dierrey » (Champagne-Ardenne principalement) et « Val de Saône » (Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Rhône-Alpes-Auvergne).

À travers l'inventaire des types de sites se dégage un net déséquilibre entre les domestiques qui sont au nombre de 52 et largement majoritaires par rapport aux 14 indices funéraires. La ventilation des sites par période chronologique reprend les mêmes tendances qu'en 2017 avec une prépondérance d'occupations datées de la fin de l'Âge du bronze et du premier Âge du fer. Ces occupations sont souvent détectées au sein de sites diachroniques, où plusieurs périodes de l'Âge du bronze et du premier Âge du fer peuvent se succéder sur les mêmes lieux. Par ailleurs, des vestiges campaniformes et plusieurs sites du Bronze ancien ont fait l'objet de fouilles en 2018, ce qui constitue une nouveauté par rapport à 2017. La recrudescence de sites « anciens » est sans doute liée à une meilleure identification de ces occupations dès la phase du diagnostic.

Parmi les expertises réalisées en 2018, plusieurs dossiers importants méritent d'être évoqués dans ce bilan. Comme constaté précédemment, ce sont les diagnostics conduits sur de très grandes surfaces (plusieurs dizaines d'hectares) et souvent en contexte de gravière qui sont les plus fructueux en termes d'identification d'occupations protohistoriques, qui se caractérisent par leur faible densité et par leur nature peu structurée. Il faut ainsi noter les grands diagnostics à Blignycourt « Le haut de la Cour » (Aube), à Vitry-en-Perthois « Les Hauts Monts/Les Bas Champs » (Marne), Saint-Martin-aux-Champs « Les Pâtures Pillées » (Marne) et à Faux-Fresnay « Le Haut-des-Taupinières » qui ont permis l'identification d'occupations domestiques datant du Bronze final et du premier Âge du fer. Par ailleurs, le diagnostic réalisé à Beaune « Rue des Meix Fortans, Bourg de Challanges » (Côte-d'Or) se remarque par la mise au jour des fosses/puits datés du Bronze ancien. Contrairement au contexte domestique, seuls quelques sites funéraires ont été reconnus à travers les opérations de diagnostic en 2018, dont l'ensemble d'Alligny-Cosne « Les Champs Suchet » (Saône-et-Loire) comprenant six monuments funéraires identifiés sur une emprise de 2,2 ha.

Les opérations de fouille préventive, nombreuses en 2018, ont livré des résultats importants en ce qui concerne les habitats en particulier. Elles ont permis d'aborder des occupations datant du tout début de l'Âge du bronze, à ce jour moins documentées dans le registre archéologique par rapport aux périodes plus récentes. Il faut tout d'abord mentionner le site de Genlis « Le Nicolot/La Moussenière/Les Argillières » (Côte-d'Or), comprenant deux puits du Campaniforme localisés sur la rive sud d'un grand paléochenal, ainsi qu'un ensemble de

monuments et de sépultures dont la chronologie s'étend sur une période longue entre le début du Bronze ancien et le second Âge du fer. Le site de Pierre-de-Bresse « La Bottière/Le Terreau Barigot/L'Aubépin » (Saône-et-Loire) a livré des puits du début du Bronze ancien, site semblable (mais moins impressionnant) à celui d'Erstein « Parc d'activités du Pays d'Erstein tr. 2 » (Bas-Rhin). Parmi les sites fouillés en 2018, le plus notable est sans doute celui de Pont-sur-Seine « Le Gué Dehan » (Aube), un habitat de bord de berge de la transition Âge du bronze/premier Âge du fer, remarquablement conservé par des limons de débordement de la Seine.

En ce qui concerne les sites funéraires, deux ensembles se distinguent par leur importance. La fouille conduite à Saint-Aubin « La Gloriette » (Aube) a permis de mettre au jour un vaste ensemble monumental dont la fréquentation s'étend sur une période longue entre la fin de l'Âge du bronze (Hallstatt B2/3) et le deuxième Âge du fer. Il faut également signaler la nécropole de Lux « La Sablière » (Côte-d'Or), fouillée dans le cadre du Gazoduc GRT Gaz « Val de Saône », qui a livré monuments et sépultures datés de la fin de l'Âge du bronze jusqu'au deuxième Âge du fer sur une emprise linéaire de 435 m de longueur et seulement 19 m de largeur.

Les Projets Collectifs de Recherche (PCR)

Outre les opérations préventives, l'année 2018 compte une fouille programmée et quatre Projets Collectifs de Recherche, dont deux sont des nouveaux projets pour 2018. Parmi ces projets, il faut mentionner l'étude menée par E. Gauthier sur l'intervisibilité et la connectivité entre les nombreux dépôts métalliques de l'Âge du bronze découverts autour du Camp du Château dans le Jura. Ce travail novateur vise à réexaminer la problématique des dépôts métalliques par le biais de l'étude des lieux et des contextes de dépôt en introduisant la notion de « l'implantation des dépôts fondée sur un système de relations visuelles ». Il renouvèlera sans aucun doute notre perception du phénomène des dépôts métalliques à l'Âge du bronze.

Un constat

Pour ce bilan 2018, je souhaite encore une fois revenir sur l'utilisation des analyses radiocarbone dans le cadre d'opérations de diagnostic et fouille. Ces analyses sont fréquemment pratiquées sur des charbons de bois isolés provenant des comblements de structures archéologiques (dont les fossés des monuments funéraires), une méthode de datation de plus en plus répandue en archéologie préventive. Cette démarche peut livrer des résultats discordants voire aberrants, qui sont difficilement interprétables et illustre encore une fois les problèmes de méthodologie liés à la datation absolue des charbons isolés.

Pour conclure, il est possible de dresser un bilan globalement positif de l'année 2018, qui a vu une nette progression dans le nombre d'opérations préventives ayant livré des vestiges de l'Âge du bronze et du premier Âge du fer. Les rapports de diagnostic et de fouilles examinés dans le cadre de la CTRA Est sont généralement de très bonne facture, illustrant des opérations bien menées (sur le terrain et lors de la post-fouille) par un corps d'archéologues professionnels et expérimentés. En revenant sur un point souligné dans le bilan 2017, il serait souhaitable que le travail accompli dans le cadre de l'élaboration des rapports de fouilles soit valorisé davantage par la réalisation de publications monographiques portant sur des sites de grand intérêt ou en intégrant les résultats dans des synthèses régionales.

SECOND ÂGE DU FER

Par Jean-Marie LARUAZ
Membre de la CTRA

En 2018, l'activité relative au deuxième Âge du fer s'est montrée relativement stable par rapport à 2017. Pour cette deuxième année concernant la participation du rapporteur, le nombre de dossier a légèrement diminué (40 dossiers, contre 49 l'année précédente), mais le nombre de pages est resté stable (environ 16 000). Au fil de l'année, le nombre de dossiers a été plus fluctuant (entre 3 et 7), avec un pic habituel lors de la commission de février, lié à l'examen des dossiers de la programmation.

Comme l'année dernière, on observe une disparité très importante dans la répartition des dossiers traités. La Champagne reste la zone la plus représentée, puisqu'elle concerne la moitié des occurrences (Marne et Aube en tête), puis viennent l'Alsace et la Bourgogne à parts égales. La Lorraine et la Franche-Comté ne sont représentées que marginalement. Les secteurs de Troyes et de de Reims bénéficient d'une activité soutenue. Cette année, on peut également souligner le rôle du projet de gazoduc « Val de Saône » dans la découverte de plusieurs occupations de cette période.

Les dossiers examinés cette année sont des RFO pour près de la moitié d'entre eux. C'est ensuite l'activité de recherche qui a été la plus importante (fouilles programmées, sondages, prospections). Les diagnostics ne représentent qu'un quart du total. Il s'agit donc d'une baisse sensible, mais qui est certainement conjoncturelle. La moitié des dossiers ont été soumis par des responsables d'opérations de l'Inrap. Les autres ont été présentés de façon équilibrée par des opérateurs privés ou des collectivités et plus marginalement par les autres acteurs de l'archéologie (Université, Cnrs).

D'une manière générale, la qualité des rapports examinés a été plutôt bonne. La plupart des RFO sont de très bonne facture, tout comme les rapports de fouilles programmées. Les diagnostics en revanche sont beaucoup plus hétérogènes. On peut déceler plusieurs facteurs dans les défauts identifiés : d'une part des moyens inadaptés dès la phase de terrain ; d'autre part des problèmes liés à la rédaction et/ou à la structuration des rapports. Pour ce qui concerne le premier problème, on remarque dans plusieurs cas qu'une meilleure prise en compte du contexte archéologique dès la phase de préparation de l'opération aurait permis d'éviter ces problèmes. Pour ce qui concerne le deuxième cas de figure, certains opérateurs devraient envisager une phase de relecture critique avant de soumettre les rapports. En outre, nous avons constaté cette année dans plusieurs cas, la mise en œuvre de pratiques très inadaptées consistant à ne pas réaliser les relevés de terrain de façon systématique, voire à ne pas en réaliser du tout (en diagnostic, mais également en fouille). Les rapports en question ne sont illustrés que par des photos, au mieux par des photos retouchées en DAO pour surligner les contours. Ces documents ne sauraient en aucun cas se substituer à un relevé de terrain, même s'ils peuvent utilement compléter la description d'un secteur complexe. Le relevé de terrain constitue en effet une des étapes importantes participant à la compréhension d'une structure (limites des creusements, relations entre faits et avec l'encaissant, processus de comblement). Dans le cas des diagnostics qui ne sont pas suivis de fouille, les relevés constituent par ailleurs la seule source d'information qui subsistera. En ce sens, il faut que chaque opérateur et que chaque responsable ait à l'esprit que le diagnostic fait partie intégrante du processus de la recherche.

Cette année encore, les sites ruraux constituent une part importante des vestiges mis au jour, à hauteur de la moitié du corpus. Un quart des sites étudiés sont de nature funéraire.

Au moins deux ensembles exceptionnels peuvent être mentionnés. Celui de Saint-Aubin dans l'Aube (fouille G. Varennes, Paléotime) et celui de Lux en Côte-d'Or (fouille C. Fossurier, Inrap). Le reste concerne principalement des sites agglomérés (*oppida* ou agglomération de plaine) et de petits sites de hauteurs. On notera également la découverte spectaculaire de ponts en bois de La Tène moyenne à Pont-sur-Seine (fouille R. Collas, Éveha).

Il nous a été donné à plusieurs reprises l'occasion de constater que certains acquis de la recherche de ces 20 dernières années n'étaient pas encore assimilés. Ainsi il arrive encore trop souvent que les silos protohistoriques soient traités de façon sommaire, conduisant à la destruction de restes humains en connexion. Par ailleurs, lors de la fouille des sites ruraux, on constate encore trop souvent que les structures profondes de type puits sont fouillées très partiellement voire pas du tout, car leur présence n'avait pas été anticipée. Or s'il faut bien convenir que leur détection lors du diagnostic relève d'un « coup de chance », leur présence est finalement assez récurrente. Par ailleurs, ces aménagements constituent souvent l'un des équipements les plus importants des occupations rurales compte tenu de leur utilité et de la technicité qu'ils requièrent. En outre, leur comblement basal est souvent le reflet des premiers temps de l'occupation et leur conduit peut se révéler un dépotoir très riche (plus de la moitié des effectifs du mobilier d'un site dans certains cas). Sans compter enfin les gestes de nature rituelle dont ils peuvent faire l'objet, en raison de leur importance stratégique et du lien qu'ils constituent, pour les populations de cette période, avec les forces souterraines. Leur étude devrait donc davantage être anticipée et un examen exhaustif et minutieux devrait être privilégié.

ANTIQUITÉ (MILIEU RURAL)

Par Sébastien FREUDIGER
Membre de la CTRA

L'année 2018 constitue la deuxième année de mandat de cette CTRA Est. Deux rapporteurs ont la charge des dossiers se rapportant à l'Antiquité. Ceux qui sont comptabilisés ici concernent principalement les projets ayant trait au monde rural antique, ainsi que les opérations conduites dans les agglomérations de Strasbourg, Troyes et Horbourg-Wihr. Cet échantillon n'est donc pas représentatif de l'ensemble de l'activité archéologique touchant l'époque romaine dans l'Est.

En archéologie préventive, le nombre de diagnostics évalué cette année demeure stable (23) en comparaison des dossiers examinés en 2017 (24), alors même qu'aucun grand projet linéaire pourvoyeur d'activité, à l'image du Contournement de Strasbourg (COS) ou du Gazoduc, n'a été engagé. La répartition géographique des diagnostics paraît ainsi plus équilibrée, à l'exception notable de la Moselle : l'ancienne région Champagne-Ardenne en comptabilise sept, les départements alsaciens six, la Moselle un, la Franche-Comté trois et la Bourgogne six. Le nombre de RFO est en revanche sensiblement supérieur cette année avec 23 rapports examinés contre 15 en 2017, avec une nette prédominance des dossiers champardennais (15). Dans ce registre, il est réjouissant de recevoir déjà les premiers RFO consacrés aux fouilles du gazoduc « Val de Saône ».

Pour ce qui est de l'archéologie programmée, les dix dossiers analysés en 2018 se répartissent en trois renouvellements d'opérations de fouilles – le complexe monumental du théâtre de Mandeure (Doubs), un quartier antique de l'agglomération d'Horbourg-Wihr (Haut-Rhin) et la *villa* de Dehlingen (Bas-Rhin) –, une demande de sondage, quatre demandes de

prospection thématique, une demande d'analyse et une demande d'aide à l'édition. De cet inventaire il en ressort en creux l'absence de PCR en cours sur le thème des campagnes antiques. On peut ainsi regretter que l'archéologie programmée soit actuellement surtout représentée par des études de sites plutôt que par de grands projets transversaux, alors même que des chercheurs de cette interrégion ont été mobilisés au sein du projet Rurland.

À la suite du bilan précédent, il faut à nouveau insister sur le caractère artificiel de ces décomptes : en premier lieu parce que les dossiers antiques ont été répartis entre deux rapporteurs, parfois selon des critères d'opportunité, mais aussi parce qu'ils sont le reflet d'une activité soumise à des contraintes administratives difficiles à évaluer : démarrage de grands projets, retard dans la finalisation des RFO, etc. Cet exercice annuel a toutefois le mérite de mettre en évidence certaines tendances, des opérations livrant des résultats saillants, ainsi que de pointer des progrès à saluer ou des dérives à corriger.

Pour ce qui est des découvertes significatives, il faut signaler la fouille d'un site de production de terre cuite avec les fours de tuiliers et de céramiques mis au jour à Broin (Côte-d'Or) et de la Villeneuve-au-Châtelot, qui livre de précieuses informations sur les circuits de production et de distribution de cette marchandise à l'échelle régionale. Soulignons également la découverte d'un dépôt remarquable d'outillage et de pièces de quincaillerie dans une cave incendiée à Saint-Clément (Yonne). Son étude n'a pas pu être menée dans le cadre de la fouille, mais une demande de financement complémentaire conduisant à sa publication a été sollicitée. Cet ensemble clos pourra ainsi constituer une référence dans l'étude de l'outillage utilisé dans l'économie du monde rural romain.

On peut aussi émettre quelques remarques générales sur les documents examinés en commission. Dans l'ensemble, les rapports remis à l'issue des opérations de terrain se révèlent complets et conformes aux règlements en vigueur. On ne constate que très rarement des lacunes par rapport aux cahiers des charges établis par les services. Leur qualité varie en revanche plus sensiblement en fonction des auteurs. Cette année, les rapports examinés ont montré que les protocoles pour la fouille des ensembles funéraires sont le plus souvent bien rodés et pertinents. Pour l'illustrer, on peut mentionner les bonnes études conduites sur les ensembles funéraires de Remilly-les-Pothées (Ardennes) ou d'Ensisheim (Haut-Rhin) qui comportent tous deux des structures liées au rite de la crémation qui ont été étudiées en faisant interagir avec profit les différentes disciplines mobilisées (anthropologie, céramologie, études des macro-restes, etc.).

Une tendance difficile à mesurer mérite également d'être rapportée ici : on observe que certains responsables d'opération en charge d'une fouille préventive ont tendance à surinterpréter les données de terrain, notamment les analyses des mobiliers à l'origine de l'établissement des phasages du site. La qualité des ensembles traités, leur pertinence, la quantité de mobilier ne sont pas suffisamment discutés. Cette dérive est peut-être la conséquence d'un sentiment ressenti par les RO lié à une obligation de produire des résultats. Infléchir cette tendance passe ainsi par le rappel des principes de base de la discipline. Si un point particulier devait être cité en exemple, c'est la nécessité d'adopter une approche critique des unités stratigraphiques qui ont livré du mobilier datant afin d'évaluer leur valeur et les informations chronologiques qu'ils fournissent. Pour les sites ruraux peu ou pas stratifiés, cette bonne pratique conduira probablement à distiller des données chronologiques moins précises, mais mieux étayées, que celles qui sont souvent développées pour proposer des phasages détaillés des sites, alors que cette précision le mobilier ne permet généralement pas de la fournir.

Concernant plus spécifiquement les diagnostics, on observe parfois que les opérateurs ne provisionnent pas des moyens suffisants pour remplir leur mission. Cette sous-dotation, qui peut s'expliquer par des calculs prédéfinis de rendement à l'hectare, conduit notamment à sous-échantillonner les vestiges mis au jour, ce qui limite d'autant la portée du diagnostic et naturellement de la prescription qui en découle. Il arrive également que l'application d'une méthode d'investigation basée sur une grille théorique de sondages sans ajustement conduise à péjorer la documentation de secteurs livrant une densité particulière de vestiges.

La remarque émise l'année dernière sur les décapages mécaniques intensifs jusqu'au substrat au sommet duquel se lisent plus facilement les vestiges mérite toujours d'être rappelée. C'est sans doute un point sur lequel les services devraient se montrer particulièrement vigilants, car cette pratique pourrait se renforcer dans un environnement concurrentiel tendu.

ANTIQUITÉ (MILIEU URBAIN ET SANCTUAIRES)

Par Séverine BLIN
Membre de la CTRA

Durant cette deuxième année de mandat, 26 dossiers d'archéologie préventive ont été instruits représentant une majorité de diagnostics et de CCS (18) et un nombre de RFO (8) plus réduit, mais qui correspond en réalité à plus d'une vingtaine de volumes. La part des opérations programmées est également importante : 17 rapports de PCR, de sondage ou de prospection. Un manuscrit d'aide à l'édition a également été présenté en 2018.

L'activité d'archéologie préventive des contextes urbains antiques est dominée par le site de Châlons-en-Champagne, qui présente une forte activité : 8 dossiers de diagnostic et 5 RFO. On peut noter comparativement le dynamisme des sites de Dijon et de Metz dans le domaine de l'archéologie programmée, qui concentrent à eux deux le plus grand nombre de Programmes Collectifs de Recherche et de fouilles programmées.

Les fouilles des grands centres urbains se concentrent sur les questions de l'habitat (organisation, évolution, technique de construction, etc.) et les activités artisanales. Plusieurs fouilles menées sur des surfaces importantes dans des centres urbains, et dont les rapports ont été instruits en 2018, témoignent d'un renouvellement substantiel des connaissances dans la compréhension et la topographie des sites antiques. On pense notamment à l'opération de la ZAC Pasteur à Besançon, qui a concerné une vaste surface dans le centre historique de Besançon, au cœur de l'ancienne capitale de la cité séquane. L'enjeu de cette opération se situait à plusieurs niveaux, scientifiques tout d'abord, mais aussi techniques. L'ampleur des pollutions du sous-sol a en effet nécessité de mettre en œuvre des procédures particulières aussi bien pour la phase de terrain que pour le traitement du mobilier mis au jour. Le site de Reims fait par ailleurs l'objet des opérations de fouilles préventives fort nombreuses et d'ampleur ou de nature très variées, qui vont se poursuivre encore dans les années qui viennent, on reviendra sur ce point. Les opérations rémoises menées en 2018 ont apporté de nombreuses données remarquables, qui ne peuvent être toutes évoquées dans ce court bilan. Celle de la caserne Colbert a par exemple mis en évidence les modalités de transformation de l'espace urbain et de démantèlement systématique des éléments de l'espace public à la fin du III^e siècle, phase de transition intéressante et rarement documentée avec autant de pertinence et de précision. Une opération se distingue par la qualité du rapport rendu, celle de la *domus* de la rue Ponsardin

à Reims. On peut également mentionner une nouvelle fois la fouille de la ZAC Pasteur, dont les volumes de rapport se signalent également par leur qualité.

Parmi les opérations portant sur l'Antiquité et les contextes urbains, le pôle qui ressort le plus nettement du bilan des activités archéologiques est naturellement Reims. C'est que les profonds réaménagements de la ville, qui sont menés depuis quelques années et se poursuivront encore en 2019 et 2020, engendrent une activité intensive de fouilles. Les vastes parcelles encore libres au niveau du Sernam (place de la République, 66 000 m²) ou des bords de la Vesle (20 000 m²) sont ainsi en cours de construction. Il faut également ajouter 5 000 m² autour de la porte de Mars. En 2018, à l'échelle de la ville protohistorique et antique, ce sont environ 10 ha qui ont été diagnostiqués et/ou prescrits dans le cœur urbain. Pourtant ce site, qui est aussi la capitale de cité de la Gaule Belgique, ne présente pour le moment pas de programmes de recherche interinstitutionnelle qui permettraient de traiter, d'analyser et de synthétiser, l'ample moisson de données déjà récoltées et encore à venir. Même si ce constat pourrait aussi s'appliquer à d'autres centres urbains, l'ampleur prise par ces travaux rémois attire l'attention sur le décalage relatif entre l'activité de fouilles et la valorisation scientifique des données. En contrepoint, il faut tout de même souligner le dynamisme des recherches sur le secteur de Bezannes, situé aux portes de Reims. Cette agglomération a fait l'objet de plusieurs très grosses opérations archéologiques ces dernières années, plusieurs RFO ont encore été rendus en 2019. En 2018, un PCR, qui s'annonce comme assez prometteur, a été monté. Il rassemble une équipe composée d'archéologues de l'Inrap et du Grand Reims autour d'un projet de publication.

Les recherches programmées s'avèrent souvent très complémentaires de celles menées dans le cadre du préventif et témoignent de dynamiques de recherche collective et institutionnelle fortes. Les projets sont le plus fréquemment organisés en PCR (en Lorraine : Grand, Bliesbruck ; en Franche-Comté : Lons-Le-Saunier ; en Bourgogne : Autun) et bien répartis sur l'ensemble des grandes régions.

Les contextes urbains ainsi que les vestiges monumentaux et les lieux de culte concentrent de nombreuses fouilles programmées. Ces recherches se tiennent à des échelles variables soit à celle de l'étude d'un édifice (théâtre de Mandeuve, théâtre et temple de Janus à Autun) ou bien à celle de l'approche monographique d'une agglomération (Grand, Bliesbruck et enfin Senon-Amel en Lorraine). Ces travaux de recherches présentent des intérêts scientifiques multiples permettant entre autres la reprise de collections anciennes et de fouilles non-publiées (Lons-le-Saunier). Les approches qui sont menées à l'échelle d'un territoire (AggloCentEst) présentent l'intérêt d'enrichir les connaissances et de maintenir une activité de prospection importante, mais souffrent parfois de difficultés à construire des axes thématiques ou à mener des travaux de synthèses.

Difficultés rencontrées

Parmi les difficultés rencontrées pour la période concernée, la question de l'articulation entre les prescriptions archéologiques et les travaux sur les MH (ou vice-versa). Le montage de véritable projet de prise en charge d'étude archéologique de bâti sur un temps plus ou moins long et qui soit adapté, aussi bien du point de vue de l'enregistrement que de leur traitement, pose encore des problèmes pour les monuments antiques. Cette remarque pourrait aisément être étendue à d'autres périodes et appliquée par exemple aux dossiers monumentaux des époques médiévale et moderne.

Enfin, du point de vue des opérations, comme des rapports, les diagnostics se distinguent souvent nettement du reste des dossiers. Le temps qui est dévolu à ces opérations en phase terrain ne permet pas toujours au responsable d'opération de rendre l'enregistrement minimal attendu. Il manque par exemple souvent les coupes stratigraphiques : faute de temps, elles ne sont pas nettoyées et pas relevés, mais simplement photographiées. Il manque parfois aussi les inventaires ou les dessins du mobilier. On relève en outre l'usage abusif ou mal maîtrisé des outils de la photogrammétrie. Ces outils d'acquisition, très utiles pour la documentation, ne dispensent pas de traiter les documents et par conséquent d'en présenter une version interprétée.

HAUT MOYEN ÂGE

Par Anne NISSEN
Membre de la CTRA

Les dossiers examinés – 34 au total – portent essentiellement sur des vestiges d'habitat ou funéraires du haut Moyen Âge en milieu rural. C'est une douzaine de plus qu'en 2017. Il faudrait vérifier si cette différence peut à la fois s'expliquer par la répartition des dossiers et par une évolution opérationnelle. L'augmentation des dossiers à examiner est particulièrement nette pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne. Parmi les dossiers examinés, 10 ont livré des vestiges d'autres périodes, nécessitant de mobiliser d'autres spécialistes, notamment pour l'Alsace et Champagne-Ardenne.

La très grande majorité (28 rapports) émane de l'archéologie préventive avec 12 fouilles et 16 diagnostics. Il est à noter que les projets de lotissements et l'aménagement de zones d'activités en marge des agglomérations occupent une très grande place. Ce phénomène touche particulièrement des villages qui se trouvent à une distance de dix à vingt kilomètres des villes principales. Ces localités présentent souvent une forte densité d'activité archéologique qui offre la possibilité d'étudier l'évolution des territoires ruraux et la mise en place des villages médiévaux sur la longue durée. Il s'agit là de données extrêmement riches qui méritent d'être valorisées dans le cadre de recherches collectives à l'échelle locale, régionale et nationale. Les gravières sont également à l'origine de plusieurs interventions, tandis que les tracés linéaires paraissent un peu en retrait avec seuls trois exemples (2 de l'Arc de Dierry et un du gazoduc de Val de Saône). D'une manière générale il est très positif d'observer qu'un nombre croissant de rapports reflètent un souci d'inscrire les vestiges observés dans un contexte plus large dans l'espace et dans le temps. L'attention croissante accordée à l'articulation entre les vestiges observés et les chemins et les limites parcellaires est à cet égard à saluer. Les études planimétriques ont permis d'attirer l'attention sur des phénomènes de résilience et sur la place du haut Moyen Âge dans les configurations territoriales.

La recherche programmée est représentée respectivement par deux fouilles, des prospections thématiques et des PCR. L'Alsace se distingue ici par deux grands PCR très fédérateurs, consacrés respectivement à l'archéologie funéraire du premier Moyen Âge et à l'agglomération de *Marlenheim*, qui abritait une résidence royale durant le haut Moyen Âge. Les deux PCR alsaciens s'inscrivent dans des programmes pluriannuels et ont comme objectif d'étudier et de publier les résultats d'interventions archéologiques préventives tout en intégrant les résultats disponibles de la recherche programmée. Ils mobilisent de nombreux membres, représentant les principaux opérateurs archéologiques en Alsace ainsi que plusieurs universités et le Cnrs. Des chercheurs allemands ont également contribué aux

travaux. La qualité de ces deux projets illustre pleinement l'intérêt de ce type de projets fédérateurs, où les travaux universitaires de master et doctorat constituent un lien précieux entre les établissements de recherches traditionnelles et les chercheurs de l'archéologie opérationnelle. Des prospections thématiques consacrées à une série d'agglomérations en Haute-Saône permettent à la fois de mieux connaître et valoriser un patrimoine rural et de mieux cerner l'importance de ces sites dans l'organisation territoriale. En Lorraine, la recherche programmée se concentre sur le massif forestier autour du Saint-Mont avec une articulation forte entre un PCR « AGER » et des prospections thématiques. La motivation des recherches semble en premier lieu reposer sur la proximité et le prestige du monastère du Saint-Mont. D'une manière générale, ces projets démontrent comment des PCR et des prospections permettent d'enrichir efficacement les connaissances des différents secteurs et thématiques. Leur caractère fédérateur est également à souligner, ainsi que leur capacité de réunir et d'exploiter les données disponibles.

Les deux seules fouilles programmées portent sur des contextes religieux. Les fouilles de la villa antique des *Crassées* (Haute-Marne) ont ainsi conduit à étudier un cimetière avec des églises successives. À Mesvres (Saône-et-Loire), les fouilles ont dès le début eu comme objectif d'approfondir les connaissances d'un important prieuré. Elles ont pu démontrer plusieurs phases anciennes ainsi qu'une occupation antique du site. L'archéologie religieuse occupe ainsi une grande place dans la recherche programmée, tandis que les milieux ruraux ordinaires malheureusement semblent moins mobilisateurs.

Les rapports examinés attestent globalement d'une bonne qualité des opérations archéologiques, ainsi que la capacité des responsables d'opération d'adapter les stratégies de fouilles aux contraintes. Dans certains cas, il est à noter que les terrains n'ont pas été entièrement libérés avant le début des opérations. La prescription des tranches conditionnelles s'avère un outil précieux pour prévenir des problèmes liés aux découvertes inattendues ou une forte densité de structures. De même, il convient d'attirer l'attention des sols intermédiaires entre les niveaux de labours et le sol géologique. Dans certains cas, par exemple Koenigsmacker, Métrich, des creusements anciens perturbent ces niveaux. Il est certes inconcevable et totalement irréaliste de préconiser la prise en compte systématique de ces niveaux, mais on pourrait réfléchir à des modalités de fouille, qui dans certains cas préserveraient ce type de sol.

L'identification et l'interprétation des bâtiments constituent l'un des grands défis pour notre compréhension des habitats. Dans de nombreux cas, cette identification repose en premier lieu sur des observations des plans et des alignements plus ou moins plausibles. Certains rapports se distinguent toutefois par une réelle réflexion sur les contraintes techniques, l'état de conservation et la nature précise des structures en creux (leurs dimensions, leur profondeur et leur remplissage). L'identification des bâtiments soulève aussi la question de leur fonction, qui demeure l'une des grandes inconnues. Certaines structures sont interprétées comme des granges, d'autres comme des habitats sans qu'on sache vraiment pourquoi. Il est vrai que les vestiges offrent rarement l'argumentaire nécessaire. Il faudrait certainement explorer davantage les possibilités offertes par des études chimiques des sols.

L'inclusion presque systématique des études spécialisées est une très bonne chose. Quelques comparaisons rapides semblent dégager des évolutions significatives dans les pratiques agro-pastorales durant les V^e-XI^e siècles, qu'il serait intéressant d'explorer davantage. Pourtant, les études spécialisées semblent souvent négligées dans les interprétations des sites et de leur évolution. L'archéologie funéraire reflète en revanche un

dialogue contenu entre les responsables d'opération et les archéologues. Ces échanges sont particulièrement visibles dans le domaine de l'archéothanatologie et l'étude des structures funéraires. Les échanges sont plus frileux quand il s'agit d'aborder les questions de genre et d'âge des individus. Ces questions sont certes difficiles, mais de nombreuses études montrent que ce sont des facteurs décisifs dans les pratiques funéraires, notamment par rapport aux dépôts funéraires.

Si on excepte les nécropoles mérovingiennes, les sites du haut Moyen Âge sont généralement pauvres en mobilier. Cela s'observe d'abord au niveau des objets métalliques, mais la céramique est également nettement moins fréquente que durant l'Antiquité ou le second Moyen Âge et bien sûr l'époque moderne. Ces différences apparaissent clairement et d'une manière constante quand les opérations portent sur plusieurs périodes. Cela complique souvent la datation des phases respectives, même quand les structures en creux sont nombreuses. Le mobilier se résume souvent à quelques dizaines de tessons souvent concentrés dans les plus grandes fosses, des fonds de cabanes et des silos. Il s'agit là des problèmes récurrents auxquels on ne peut remédier, mais qu'il faudrait néanmoins considérer. Le risque de mal dater des structures du haut Moyen Âge est réel ; en particulier quand elles se trouvent à proximité des occupations antiques, nettement plus riches en mobiliers et éléments architecturaux. Comment dater des fonds de cabane, d'un type caractéristique du haut Moyen Âge, mais dont le remplissage ne contient que de la céramique et des TCA antiques ? Le mieux serait certainement de souligner l'apparente contradiction et le caractère secondaire du mobilier « datant ». À Besançon, ZAC Pasteur, des tranchées de récupération n'avaient livré que de la céramique du XI^e siècle ou plus tardive. Pourtant, des inhumations creusées dans des remblais de destruction ne laissent guère de doute d'une récupération et destruction massive de ces édifices durant le haut Moyen Âge. En l'absence de mobilier, il n'est certes pas possible de dater des structures du haut Moyen Âge, mais il convient de mieux discuter les effets possibles avant d'affirmer la datation antique de structures à caractère altomédiéval.

Le mobilier métallique est un autre grand absent des sites d'habitats ordinaires, tandis qu'il est mieux représenté dans le cadre des occupations élitaires, comme le montrent les recherches à Marlenheim. À ce propos, il convient d'attirer l'attention sur l'utilisation des détecteurs à métaux dans les niveaux de labours dans le cadre de la fouille d'Orville. Le corpus reste modeste, mais dépasse néanmoins ceux observés dans la plupart des occupations du haut Moyen Âge. Ce site revêt certes quelques spécificités, mais il convient de souligner que l'essentiel des objets ont été recueillis à l'aide du détecteur métallique. Cela laisse penser que certaines fouilles gagneront à être précédées et complétées par des passages de détecteurs.

Les datations ¹⁴C sont d'un grand secours pour la datation des sépultures. En revanche, ces analyses ne semblent pas toujours bien utilisées en contexte d'habitat, où les prélèvements apparaissent parfois bien aléatoires sans réellement considérer les risques de datations erronées dues aux contextes secondaires ou les parties de l'arbre utilisées dans l'échantillon. Les datations ¹⁴C affinent certainement la chronologie des habitats ruraux, mais il faudrait s'assurer de leur représentativité. Faudrait-il approfondir les réflexions sur l'utilisation de ces datations ? Faudrait-il mieux cibler certains contextes en augmentant les prélèvements à ces endroits et renoncer ailleurs ? Ces priorités sont néanmoins difficiles à établir à l'échelle d'une opération.

La plupart des opérateurs ont adopté des présentations standardisées, qui facilitent grandement la consultation et l'examen des dossiers présentés. À l'intérieur de ces cadres, on note toutefois une grande variété dans les choix de présentation et le degré d'élaboration. Certains rapports sont vraiment excellents, aussi bien dans l'élaboration formelle que dans leur contenu scientifique. Les meilleurs rapports se distinguent par leur rigueur et par la volonté et la capacité des auteurs d'interpréter les vestiges avec prudence et de les contextualiser. D'autres auteurs ont une certaine tendance à surinterpréter les vestiges observés et de proposer un peu rapidement des interprétations sociales ou économiques, qui souvent véhiculent des théories désuètes. Cela n'empêche pas que l'identification et l'interprétation des structures soient très bien établies dans ces rapports. Dans d'autres cas, assez nombreux, les auteurs font preuve d'une prudence excessive (si ce n'est une incapacité de maîtriser les données) et se limitent à des descriptions extrêmement détaillées de chaque fait et chaque structure, sans vraiment hiérarchiser la présentation des données acquises. Ces rapports sont particulièrement difficiles et longs à évaluer, si on veut rendre justice au travail effectué sur le terrain, qui peut être de bonne qualité. Il faudrait inciter ces auteurs à mieux mobiliser leurs compétences archéologiques pour mieux hiérarchiser et synthétiser leurs observations. Il faudrait veiller à améliorer ces aspects, si on veut garantir le rendu des résultats non seulement à la communauté scientifique, mais aussi au grand public. La question pourrait même se poser de savoir si l'on doit continuer de valider ces rapports ?

Par rapport à 2017, le support graphique des rapports s'est considérablement amélioré. Le nombre d'illustrations lourdement chargées de couleurs ou de traits épais pour rehausser des limites stratigraphiques ou de structures a fort heureusement diminué. Des plans voire des photos interprétatives sont souvent utiles pour présenter les vestiges, mais ils ne peuvent en aucun cas remplacer des illustrations neutres. Il faudrait veiller à l'intégration des illustrations neutres qui permettent de mieux analyser les faits et les structures présentées.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE ET MODERNE (ARCHÉOLOGIE CASTRALE, MILIEU URBAIN ET ESPACES RURAUX)

Par Jacky KOCH
Membre de la CTRA

En 2018, lors de cette seconde année d'exercice de ce mandat, l'examen des dossiers a concerné la fouille et l'étude de sites médiévaux, principalement ciblée sur la thématique de l'habitat élitaires fortifié (ou le « château fort »), tout en étant étendue à d'autres (habitat rural, fortification urbaine, archéologie religieuse...), en raison de l'importance numérique de dossiers, générée essentiellement par l'archéologie préventive.

Vingt-quatre dossiers ont été examinés pour le préventif (soit 16 diagnostics et CCS et 8 RFO) et 17 dossiers en recherche programmée. Globalement les dossiers examinés pour le préventif couvraient des sujets très divers, plus particulièrement des sites d'habitat ruraux, un établissement de production de céramiques culinaires (Sevrey), la périphérie d'églises et un diagnostic sur un site de prieuré (Bar-sur-Aube). À propos de la recherche programmée, il s'agit principalement de la poursuite des projets débutés lors des années précédentes. Ces dossiers couvrent les régions Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est à l'exception de l'ancienne région Alsace (Bas- et Haut-Rhin), qui correspond au bassin d'activités du rapporteur. En regard de l'année 2017, il n'y a pas de remarques qualitatives à formuler à propos des dossiers présentés, hormis deux exceptions. Les disparités dans la qualité des

rendus se remarquent parmi les acteurs de l'archéologie programmée, plus particulièrement le monde bénévole, pour lequel deux demandes ont été rejetées, faute d'argumentation scientifique convaincante. Les deux régions connaissent globalement un taux d'activité élevé, notamment en matière préventive, compte tenu des dynamiques d'aménagement du territoire qui y sont à l'œuvre. Quelques disparités s'observent toutefois en fonction de territoires distincts, avec une activité plus forte qui se concentre à la périphérie de certains centres urbains ou de grosses bourgades. L'absence d'interventions préventives peut y être compensée par la recherche programmée, tels les secteurs du Morvan et le Haut-Doubs en région Bourgogne-Franche-Comté.

Concernant la thématique spécifique à l'habitat élitaires fortifié et aux centres de pouvoir médiévaux, les interventions prescrites ou engagées revêtent différentes formes (préventif, fouilles programmées annuelles, prospections thématiques assorties de sondages...), selon les régions concernées. Elles rendent difficile l'évaluation de dossiers sur des problématiques équivalentes, mais traitées par des réponses distinctes. Ainsi, des travaux initiés par les CRMH et générant des besoins en archéologie du bâti et du sous-sol font l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive (Arnay-le-Duc, Brancion, Meauce, Rodemack, Verges...), tandis que les mêmes contextes, induits par des chantiers initiés par des associations patrimoniales, entrent dans la programmation sous divers statuts (prospection thématique ou autorisation annuelle). Ces disparités administratives complexifient l'évaluation scientifique de chaque intervention. La récurrence de mêmes intervenants dans des secteurs géographiques précis aide toutefois à maintenir un cap régulier à ces recherches et ainsi répondre aux problématiques posées par ces opérations spécifiques.

L'archéologie préventive associée à des projets d'aménagement a concerné des sites localisés en périphérie de châteaux du bas Moyen Âge et du début de l'époque moderne (Charmont-sur-Barbuise, La Maxe, Magny-sur-Tille, Thennelières, Woippy...). Seul le dernier exemple cité a été documenté lors d'une opération de fouilles achevée à ce jour. Les prescriptions étudiées dans le cadre des CCS s'accompagnent de recommandations sur les plans environnementaux, notamment dans le cas de l'étude de fossés périphériques, ce qui est un point essentiel. L'insistance sur la nécessité d'études archivistiques constitue un autre point positif, particulièrement en regard de dossiers de diagnostics pouvant parfois être faiblement étoffés sur ce point. Peut-être faut-il envisager un recours plus important à l'étude de la documentation préalable lors de ces premières interventions.

L'année 2018 voit peu de changements sur le plan de la recherche programmée. Les programmes initiés en Bourgogne et Franche-Comté se poursuivent, menés par une génération de jeunes chercheurs dans le cadre de travaux de thèses et il est inutile d'en examiner la teneur (programme sur le Morvan et le Haut-Doubs, prospections sur la formation des territoires castraux en Bourgogne...). En revanche, l'université de Lorraine n'a pas initié de nouveaux programmes d'études destinées à caractériser des sites castraux méconnus. Cette décreue s'explique par le fait que le principal porteur de projets a consacré l'année à la finalisation et la soutenance de sa thèse. Seule une étude topographique du site du château de Romont a été fournie en début d'année. Et cette démarche d'études topographiques destinées à créer une documentation primaire sur des sites méconnus est à encourager, bien que les dernières demandes déposées n'en exposent pas clairement les problématiques et les détails de la méthodologie envisagée. Concernant ces recherches en Bourgogne-Franche-Comté, il s'observe dans plusieurs cas, le souhait de réaliser des sondages dans des sites castraux, mais également villageois (églises et cimetières), censés

apporter des éléments sur la datation des occupations primitives. Peut-être faut-il encourager les demandeurs à abandonner ce genre de pratique, afin d'éviter le « mitage » et promouvoir le montage de projets de fouilles systématiques. Dans cet ensemble et diversité de sujets, une nouvelle thématique a été abordée dans le cadre d'une thèse sur les ouvertures de tir liées aux armes à feu dans la région Bourgogne-Franche-Comté, accompagnée par une demande de prospection thématique.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE ET MODERNE (ARCHÉOLOGIE CASTRALE, ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX ET MILIEU URBAIN)

Par Bastien LEFEBVRE
Membre de la CTRA

Le bilan qu'il est possible de dresser à partir des dossiers qui m'ont été confiés pour examen en 2018 rejoint en grande partie celui fait l'an dernier. Comme en 2017, les dossiers examinés touchent majoritairement le fait urbain, de la fin du Moyen Âge à aujourd'hui, et les établissements religieux, tandis que les opérations menées sur des sites castraux sont partagées avec mon collègue Jacky Koch. Beaucoup de dossiers incluent des études archéologiques du bâti et concernent des séquences chronologiques longues débordant largement du Moyen Âge en couvrant l'Époque moderne, voire contemporaine. Les remarques qui suivent ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des dossiers concernant le Moyen Âge et l'Époque moderne : elles demandent à être complétées et peut-être nuancées par celles de mes collègues.

Au total, 77 dossiers ont été rapportés en 2018, soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à 2017. Le détail montre que l'augmentation touche essentiellement les opérations préventives avec, cette année, 55 dossiers examinés contre 33 en 2017 (36 diagnostics ou projet de fouille directe et 19 RFO). L'augmentation du nombre de projets et rapports d'opération programmées a été plus faible (23 contre 20 en 2017). Aucun dossier de publication ne m'a été confié cette année. Malgré cette augmentation du nombre de dossiers examinés, qui reste d'ailleurs difficile à expliquer à mon échelle, la plupart des remarques faites en 2017 restent valables. On notera toutefois une corrélation moins forte entre la nature des opérations et les thématiques abordées. Ainsi, hormis le fait urbain qui n'est appréhendé que par l'archéologie préventive (avec plus d'une opération sur deux) ou, à l'inverse, l'archéologie des cours d'eau et de leurs aménagements, qui n'est pratiquée que dans le cadre de l'archéologie programmée, on constate une répartition assez homogène entre opérations préventives et programmées en ce qui concerne les thématiques castrales et religieuses. Comme en 2017, on remarque et regrette que les opérations menées sur de l'habitat ordinaire soient relativement peu nombreuses.

À l'échelle des régions, on retrouve les mêmes tendances que celles observées en 2017, à commencer par une quantité d'opérations très différente d'une région à l'autre : par exemple seulement deux dossiers de diagnostic ou projet de fouille directe ont été soumis par le Sra de l'ancienne région Franche-Comté, contre douze pour l'Alsace, mais aucun RFO provenant de cette dernière ne m'a été confié, alors que six m'ont été remis par les sites de Dijon et de Châlons-en-Champagne. On notera aussi que si certaines régions livrent des opérations relevant de plusieurs thématiques et sont caractérisées par une recherche tant préventive que programmée, comme la Bourgogne, d'autres sont moins diversifiées, comme la Champagne-Ardenne, avec peu d'opérations programmées, pas d'archéologie du bâti, mais en revanche de nombreuses opérations urbaines. La place de l'archéologie du bâti reste

d'ailleurs la différence la plus frappante puisque seules les anciennes régions d'Alsace et de Bourgogne et, dans une moindre mesure, la Franche-Comté fournissent de tels dossiers, à la différence des anciennes régions de Lorraine et de Champagne-Ardenne pourtant elles-aussi riches en patrimoine bâti et dynamique à en juger par le grand nombre d'opérations préventives menées en milieu urbain. Ce constat souligne certainement des politiques de prescription différentes entre les services.

Les rapports remis sont globalement bons, même si tous ne respectent pas les attentes, notamment en ce qui concerne la présentation de la lecture chrono-stratigraphique. Certains défauts touchent en effet l'ensemble des catégories de rapports examinés. En effet, tous sont loin de présenter les diagrammes stratigraphiques attendus, ce qui peut s'entendre pour des rapports de fouille ou de diagnostic n'ayant livré qu'une stratification simple mais qui s'avère essentiels pour restituer les résultats d'opérations complexes, en archéologie urbaine ou en archéologie du bâti. Lorsqu'ils sont présents, force est de constater que ces diagrammes sont souvent incomplets, voire qu'ils présentent des erreurs. Plus globalement, on peut noter que certains rapports qui rendent compte d'opérations assurément bien menées sur le terrain souffrent de problèmes de méthode au moment de la présentation des données, ce qui peut conduire à des erreurs de raisonnement et/ou à des contresens au moment de la lecture.

Une autre difficulté déjà soulignée en 2017 mais que partagent encore plusieurs rapports examinés en 2018 concerne l'interprétation très rapide faite de certains niveaux qualifiés de « remblais », de « niveaux d'abandon », de niveaux marquant « l'absence d'occupation » ou de « niveaux mis en culture ». Il est frappant que dans de nombreux rapports ces interprétations soient proposées sans aucun argument archéologique, mais par défaut. Le plus souvent, aucun effort n'est fait pour chercher à analyser ces niveaux souvent épais, sans structure et sans élément grossier, alors que précisément ils sont les plus difficiles à comprendre et qu'ils marquent souvent des phases de transitions dont ni la nature ni les rythmes ne sont bien connus.

Parmi les rapports examinés en 2018, il me semble qu'aucun ne présente les résultats d'une opération exceptionnelle qui justifierait une publication rapide. Toutefois, par son ampleur, la fouille de la ZAC Pasteur à Besançon mérite d'être accompagnée pour une publication au plus vite.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

Par Stéfan TZORTZIS
Membre de la CTRA

À l'instar de l'année précédente, ce bilan est marqué par le caractère diachronique des dossiers vus, depuis au moins la Préhistoire récente jusqu'à l'Époque contemporaine (XX^e siècle inclus). Il est intéressant de noter qu'en terme de volume d'activité, les données quantitatives sont quasiment les mêmes qu'en 2017. Le nombre de dossiers examinés s'élève ainsi encore à 39, dont de nouveau 34 en archéologie préventive (parmi lesquels 18 examens à priori et 16 RFO) et seulement 5 en archéologie programmée. Rapporté aux 7 sessions de la commission tenues en 2018, cela fait une moyenne de nombre de dossiers comprise entre 5 et 6, avec une amplitude ayant varié de 4 à 8 (maximum lors des sessions de mai et juin). Constat a été encore fait, session après session, qu'un certain nombre de dossiers d'archéologie préventive comportant un volet archéo-anthropologique n'ont pas été soumis au spécialiste de la commission ou bien lui ont été confiés dans un second temps, au

moment même de leur passage en commission (pour rapport complémentaire inclus au procès-verbal de la session correspondante). Un peu plus de clarté sur les critères entrant en ligne de compte pour l'attribution ou non des dossiers serait appréciable. Comme en 2017, dans la très grande majorité des cas, les dossiers examinés l'ont été aussi par un et souvent plusieurs autres experts en fonction des périodes chronologiques et/ou de la nature des vestiges considérés. En fin de compte, seuls 3 dossiers (1 en préventive et 2 en programmée) n'ont fait l'objet que du seul rapport de l'expert pour l'archéo-anthropologie. Par rapport à 2017 s'est opéré un net rééquilibrage entre les deux régions en terme de nombre de dossiers d'archéologie préventive examinés, même si ceux de Grand Est demeurent encore majoritaires (19 occurrences en Grand Est contre 15 en Bourgogne-Franche-Comté). Les chiffres sont restés les mêmes qu'en 2017 et donc assez équilibrés entre les deux régions pour ce qui est de l'archéologie programmée, si l'on veut bien faire abstraction du nombre réduit de dossiers correspondant (3 en région Grand Est et 2 en région Bourgogne-Franche-Comté). Dans l'ensemble, l'analyse de 2018 reste très proche de celle de 2017.

On peut distinguer les sites où les témoins archéologiques funéraires (ou mortuaires) se rapportent à une seule période (18 dossiers), de ceux qui se rapportent à deux périodes (14 dossiers) et de ceux dont la chronologie est relative à trois périodes et plus (7 dossiers). Suivant les cas de figures, cela renvoie à des comportements ou des traditions funéraires bien différents. Beaucoup d'ensembles funéraires s'inscrivent ainsi dans la longue durée sans nécessairement coïncider avec les grandes ruptures chronologiques conventionnelles. Ceci est vrai en particulier pour les cimetières (au sens historique du terme) dont le fonctionnement peut couvrir le Moyen Âge (*lato sensu*), l'époque moderne et même l'époque contemporaine (du moins ses débuts). Leur sujétion archéologique est assez régulièrement posée dans le cadre de l'aménagement des abords d'églises ou de travaux d'assainissement de ce type d'édifices, que ce soit en contexte urbain (place Museux ou basilique Saint-Rémi à Reims, Marne ; place de l'Âtre à Épinal, Vosges) ou en contexte rural (chapelle Notre-Dame du Chemin à Ladoix-Serrigny, Côte-d'Or ; église Saint-Jean-Baptiste à Parigny-les-Vaux, Nièvre). Dans un cadre proche s'inscrivent les usages funéraires qui se développent en contexte monastique et dont la problématique s'impose de fait aux projets de recherche programmée portant sur ces établissements (fouille programmée du prieuré Saint-Martin à Mesvres, Saône-et-Loire ; fouille programmée de la grange d'Oudun à Joux-La-Ville, Yonne). Abords d'églises et contextes monastiques concernent ainsi la quasi-totalité des occurrences rencontrées en 2018 pour le Moyen Âge (11) et l'Époque moderne (9), à l'exception toutefois, pour le Moyen Âge, de la fouille programmée des Crassées à Saint-Dizier (Haute-Marne) qui se rapporte à un ensemble constitué à partir d'une structure funéraire tardo-antique à partir de laquelle se développe un pôle d'inhumations jusqu'au Moyen Âge central. La continuation des usages funéraires sur un même espace ou du moins dans un environnement proche, autrement dit la motivation de tels usages par la présence en ce lieu d'usages antérieurs de même nature, peut être avancée pour des périodes plus anciennes, notamment la Protohistoire (fouille préventive de La Sablière à Lux, Saône-et-Loire ; fouille préventive sur l'aménagement de la RD 1004 à Marmoutier, Bas-Rhin). À l'inverse, une part importante des fouilles préventives rapportées a, comme en 2017, porté sur des emprises où une occupation funéraire est bien attestée pour plusieurs périodes distinctes mais sans continuité démontrée (pas d'unité topographique, ni d'éventuels remplois de structures antérieures, ruptures chronologiques nettes).

Avec 19 occurrences, le haut Moyen Âge reste parmi les contextes chronoculturels les plus rencontrés, en cumulant sites à occupation funéraire dans une unique grande période et sites à occupation funéraire diachronique continue ou discontinue. Cela concerne tout particulièrement l'étude de nécropoles ou de parties de nécropoles rurales comportant plusieurs dizaines de structures funéraires (fouille préventive de Sur le Marteret à Largillay-Marsonnay, Jura), mais également des séries de sépultures plus isolées mises en évidence à proximité, voire dans l'emprise, de zones d'habitats (tombes d'époque carolingienne sur la fouille préventive de la ZAC Pasteur à Besançon, Doubs). Le haut Moyen Âge continue d'ailleurs de concerner la totalité des opérations programmées examinées cette année, en particulier le PCR, « Espaces et pratiques funéraires en Alsace aux époques mérovingienne et carolingienne (V^e-X^e siècles) », dont on a déjà eu l'occasion de souligner la grande qualité (tenue scientifique, structuration et pilotage, premiers résultats) à l'occasion du bilan 2017, qualité qui ne s'est pas démentie en 2018. Comparativement à 2017, l'Antiquité a concerné cette année un nombre sensiblement plus élevé de dossiers (11, dont 3 pour l'Antiquité tardive), peut-être du fait d'un examen plus systématique des opérations d'archéologie préventive ayant comporté l'étude de nécropoles à dépôts de crémation. Le nombre d'occurrences concernant l'ensemble de l'Âge du fer se monte à 11, avec comme en 2017, un avantage pour la période de La Tène (7 contre 4 pour l'Âge du fer I). Avec respectivement 4 et 2 occurrences, le Néolithique et l'Âge du bronze occupent une place quantitativement plus limitée mais cependant non négligeable dans ce bilan. Concernant le Néolithique, on relèvera tout particulièrement la fouille préventive et sa restitution, toutes deux remarquables, du lotissement Strasse 2, RD45 à Achenheim (Bas-Rhin), recherche qui met notamment en exergue la question des violences interpersonnelles ou bien encore celle de la nature réellement funéraire de certaines structures ou dépôts mettant en jeu des restes humains. Quant à l'Âge du bronze, il s'inscrit, dans les cas examinés, au sein d'aires funéraires fonctionnant aussi à l'Âge du fer.

Enfin l'époque contemporaine, hors les quelques sépultures relevant de la problématique des cimetières paroissiaux précédemment évoquée, ne concerne qu'un unique dossier qui s'inscrit de nouveau dans un axe de recherche à l'interface avec l'anthropologie médico-légale : l'étude des sépultures d'urgence, des nécropoles militaires et des pratiques d'exhumations post-conflit, dans le cadre plus général de l'archéologie de la Grande Guerre (fouille préventive des Golets à Bouilt-sur-Suippe, Marne).

De façon générale, les restitutions livrées dans les différents rapports montrent que les spécialistes qui interviennent sur les opérations comportant un volet funéraire et anthropologique sont très au fait des principes de l'archéothanatologie. Que ce soit du point de vue du démontage et de l'enregistrement des structures funéraires (inhumations, structures et dépôts de crémation) et/ou des dépôts mortuaires, de l'étude taphonomique et de l'étude biologique des restes humains, les méthodologies mises en œuvre sont le plus souvent consensuelles et maîtrisées. Nous signalerons ici encore quelques cas où l'étude des sépultures est un peu trop fractionnée entre terrain et phase post-fouille, soit que les archéo-anthropologues intervenant sur le terrain ne soient pas ceux qui assurent les études post-fouille (en particulier l'étude biologique : fouille programmée de l'ancien prieuré de Mesvres ; fouille programmée du site des Crassées à Saint-Dizier), soit, chose plus préoccupante, qu'aucun archéo-anthropologue n'ait directement participé à la fouille (fouille préventive de la ZAC Pasteur à Besançon).

Comme en 2017, les cahiers des charges des fouilles préventives restent, dans de nombreux cas, relativement peu détaillés sur les objectifs scientifiques et les méthodologies

qui s'attachent au traitement des ensembles et structures funéraires ainsi qu'aux restes humains. Toutefois la part des projets de fouille préventives assortis d'une définition de problématiques anthropologiques précises (pratiques funéraires, régime démographique et état sanitaire des populations archéologiques) et exposant des principes méthodologiques adaptés s'est nettement accrue.

Enfin, nous terminons ce bilan sur un aspect sans doute appelé à de nouveaux développements dans les années futures. Lors de la toute dernière session de l'année, l'examen d'une demande de prélèvements de dents à fin d'analyses de nature destructive sur des collections ostéoarchéologiques issues de quatre fouilles d'ensembles funéraires lorrains datés entre les III^e et VIII^e siècles, a soulevé un débat au sein de la commission, qui s'est conclu par l'adoption d'une motion lors de la session de janvier 2019. Ce débat et la motion qui s'en est suivie ont porté sur le constat d'une multiplication des demandes de ce type, à l'échelle nationale et au-delà, dans le cadre d'une volonté manifeste d'éprouver de nouvelles méthodes d'analyse des restes humains, méthodes issues de progrès technologiques constants dans le domaine de la biologie moléculaire. Pour ne citer que les plus connues, ces méthodes renvoient, à partir d'échantillons osseux ou dentaires, à l'étude de l'ADN ancien (celui des agents pathogènes : paléomicrobiologie et celui des humains : paléogénétique) et à l'étude des isotopes (carbone, azote, oxygène, strontium). Si ces études offrent indéniablement de nouvelles perspectives de valorisation des collections ostéoarchéologiques et permettent d'envisager sous un nouvel angle certaines problématiques anthropologiques et historiques, telles la phylogénie, les dynamiques de peuplement, la mobilité, l'adaptativité à l'environnement ou bien encore l'alimentation et la santé des populations du passé, elles impliquent non seulement la consultation mais aussi la « consommation » d'une documentation à bien des égards unique. Elles sollicitent ce qui constitue un patrimoine scientifique en quantité finie et sans garantie de renouvellement, dont elles ciblent, de surcroît, généralement toujours les mêmes segments anatomiques (en particulier les dents et, sur le crâne, la pyramide pétreuse de l'os temporal). À l'instar de toute intervention ou expérimentation de nature destructive conduite sur une ressource épuisable, la question de la pertinence de telles analyses se pose à la communauté des archéologues, non pas tant de façon générale, mais en fonction des contextes dans lesquels leur demande est formulée. En fin de compte, une telle question se pose exactement comme celle de la pertinence de réaliser ou non une opération archéologique de terrain, par nature « consommatrice » de son objet d'étude. Les critères d'évaluation demeurent sensiblement les mêmes : état de la ressource, pertinence des hypothèses de travail (qui implique la bonne maîtrise des problématiques et du socle des connaissances archéologiques et historiques relatives à une époque, un territoire), validité méthodologique et technologique (ici dans un contexte d'évolution continue des protocoles techniques, de compétition parfois exacerbée entre équipes internationales et qui reste encore pour une bonne part expérimental), manière dont sont prévues l'exploitation, la communication, la valorisation, la conservation et la traçabilité des données et résultats obtenus (ici dans un contexte parfois marqué par une certaine segmentation entre acteurs différents de la chaîne opératoire menant à ces résultats). Mais le sujet qui se pose en l'occurrence est que les « gestionnaires » des collections ostéoarchéologiques et de façon plus générale la communauté des archéologues restent encore à ce jour peu familiers des domaines scientifiques et techniques propres à ces nouveaux types d'analyses pour lesquels l'accès aux collections ostéoarchéologiques est sollicité. Il est temps qu'une doctrine et des

pratiques communes soient définies afin de garantir un traitement raisonné et égal de ces demandes sur le territoire national.

Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest

Présentation de la CTRA Ouest

Par Dany BARRAUD

Inspecteur général des patrimoines

Activité de la commission

La CTRA Ouest, composée des régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire, s'est réunie 8 fois³⁰ en 2018. Cela a représenté 17 journées de travail (18 en 2017) pour 306 dossiers examinés soit sept de plus qu'en 2017. Les séances les plus chargées sont celles de janvier (42 dossiers), février (60 dossiers) et avril (41 dossiers), période où sont analysés les dossiers d'opérations programmées.

Composition de la commission

La commission est composée de huit membres :

- Luc Vallin, conservateur du patrimoine (Sra Hauts-de-France) pour le Paléolithique et le Mésolithique,
- Laure Salanova, directrice de recherches au Cnrs pour le Néolithique,
- Chris-Cécile Besnard-Vautrin, ingénieure Inrap, et Anne Villard, conservatrice du patrimoine (Sra Bretagne) pour la Protohistoire,
- Anne-Marie Jouquand, ingénieure Inrap, et Karine Robin, chef du service archéologique du département de Charente-Maritime, pour l'Antiquité
- Sylvie Faravel, maître de conférences à l'université de Bordeaux et Fabrice Henrion du Centre d'études médiévales d'Auxerre pour le Moyen Âge et l'époque moderne.

Ponctuellement, pour des dossiers nécessitant une expertise plus poussée (anthropologie, métallurgie, art rupestre, numismatique, études faunistiques, céramologie, vestiges des guerres...) il est fait appel à des rapporteurs extérieurs qui viennent souvent en complément des rapporteurs de la commission. En 2018, ont été sollicités : Yves Desfossés (MC), Yves Gleize (Inrap), Séverine Hurard (Inrap), Martine Joly (université), Olivier Kayser (MC), Geneviève Pinçon (CNP-MC), Jimmy Mouchard (université), Daniel Schaad (MC), Stéfan Tzortis (MC), Cyril Marcigny (Inrap), Anne Moreau (Inrap), Nathalie Desset-Berset (Cnrs), Gaspard Pagés (Cnrs), Cyril Castanet (université), Bruno Bizot (MC), Germaine Depierre (MC), Olivier Lemercier (université), Cécile Veber (Inrap), Jan Moesgaard (musée), Nicolas Valdeyron (université), Cécile Batigne-Vallet (Cnrs), Didier Bayard (MC) et Antoine Chancerel (MC) pour un total de 28 dossiers dont cinq concernant les vestiges des dernières guerres (Y. Desfossés) et quatre l'anthropologie.

Nature des avis émis en 2018 par la commission

Trois cent cinquante avis ont été rendus par les rapporteurs pour les 306 dossiers examinés. Le Moyen Âge et les époques moderne et contemporaine sont les périodes les mieux représentées avec 125 avis émis, devant l'Antiquité qui totalise 90 avis. Pour cette dernière, il faut noter un progressif rééquilibrage entre le nombre de dossiers traitant d'archéologie du monde rural (51 dossiers contre 66 l'an dernier, axe 10 de la programmation) et les interventions portant sur le milieu urbain (33 dossiers contre 22 l'an dernier, axe 9).

Si la Préhistoire récente (Néolithique, axe 4) avec 40 avis (34 de la rapporteure et 6 de spécialistes extérieurs à la CTRA) reste dans les chiffres de 2017 (43 avis), la Préhistoire ancienne demeure le parent pauvre de l'interrégion avec une nouvelle baisse du nombre de

³⁰ Les 23-24 janvier, les 27, 28 février et 1^{er} mars, les 4-5 avril, les 15-16 mai, les 19-20 juin et les 16-17 octobre à Rennes, siège de la commission, les 11-12 septembre à Vieil-Evreux (Eure) et les 4-5 décembre à Corseul.

dossiers examinés, 9 avis émis soit 2,5 % des dossiers soumis à la commission. La situation devient extrêmement préoccupante pour ces périodes anciennes alors que la région recèle des sites de première importance dans les trois régions (vallée de l'Erve avec les grottes de Rochefort et de Mayenne Sciences, site de Roc-en-Pail à Chalonnnes (49), de l'abri de l'Impératrice en Finistère, la grotte de Gouy et le site du Rozel en Normandie). Il est aussi assez inquiétant qu'aucun site paléolithique ne soit identifié en diagnostic. Cela révèle un très sérieux problème dans la manière d'aborder ces périodes, l'absence de géologue sur le terrain en est probablement une cause mais pas seulement. Les cahiers des charges des services devraient également prévoir plus systématiquement des sondages profonds quand des terrains quaternaires sont identifiables.

Rapporteurs	Nombre de dossiers	Chronologie
Luc Vallin	9	Paléolithique
Laure Salanova	34	Néolithique
Chris-Cécile Besnard-Vautrin	45	Âge du bronze
Anne Villard-Le Tiec	35	Âge du fer
Anne-Marie Jouquand	33	Antiquité urbaine, sanctuaires
Karine Robin	51	Antiquité rurale
Sylvie Faravel	52	Moyen Âge, Moderne
Fabrice Henrion	63	Moyen Âge, Moderne
Experts extérieurs	28	

Qualité des dossiers traités en 2018 et tendances évolutives

Globalement, l'activité de la CTRA Ouest se stabilise autour de l'examen de 300 dossiers par an. Après le pic de l'année 2016 lié à l'achèvement des travaux sur les nouvelles lignes LGV et les travaux connexes liés à la mise en place de ces nouvelles infrastructures, les chiffres sont stables dans toutes les catégories d'interventions. Seules les informations délivrées par les CRA en commission sont en augmentation. C'est le résultat de la comptabilisation des interventions du Drassm en commission au sein de cette catégorie. Des points d'information sur les recherches sous-marines menées sont maintenant régulièrement mis à l'ordre du jour par les représentants de ce département de recherches présents très fréquemment aux réunions de la CTRA.

Comme l'an passé, il faut noter que sur les 306 dossiers traités en 2018, 131 concernent la région Normandie où l'activité préventive est toujours très soutenue dans la plaine de Caen et autour de l'estuaire de la Seine et de l'agglomération de Rouen. Cette archéologie préventive demeure d'ailleurs, et sans surprise, l'activité principale d'évaluation scientifique de la commission avec 156 dossiers traités (153 en 2017) auxquels il faut ajouter une bonne partie des informations (21 interventions) et une bonne part des dossiers de demande d'aide à publication. Une évolution est toutefois à pointer en Bretagne où on note en 2019 une diminution de moitié du nombre de rapports de diagnostic et cahiers des charges examinés par la commission. À contrario, un très net redressement de l'activité est observé en Pays de la Loire, région qui retrouve des chiffres comparables à ceux de 2016.

Les responsables des rapports de diagnostics examinés durant l'année sont issus pour 73 d'entre eux de l'Inrap et 21 des collectivités territoriales, essentiellement du Calvados ou du

département de l'Eure, collectivités les plus actives en archéologie préventive. Pour les rapports finaux d'opération, l'Inrap représente 59 % des dossiers examinés, les collectivités 11 % et les opérateurs privés, Archeodunum (7 rapports) et Éveha (12 rapports), 30 %. Ces derniers travaillent de façon équilibrée sur le territoire de l'interrégion puisque 6 rapports d'opérateurs privés ont concerné la Bretagne, 6 les Pays de la Loire et 7 la Normandie.

Sur l'ensemble des 306 avis, la commission a émis, en 2017, 12 avis défavorables sur des demandes d'opérations, a ajourné 7 dossiers et émis des avis réservés sur quatre rapports de diagnostics. Les problèmes les plus souvent rencontrés pour les demandes de fouilles concernaient essentiellement des objectifs scientifiques mal ou très peu définis et pour les rapports de diagnostics des problèmes de maîtrise stratigraphique et d'enregistrement des données sur le terrain.

REGIONS	2014	2015	2016	2017	2018
Bretagne	85	70	107	94	86
Normandie	103	92	146	136	131
Pays de la Loire	83	93	106	69	89
Total	271	255	359	299	306

Nombre de dossiers examinés par région de 2014 à 2018

	2014	2015	2016	2017	2018
Diagnostics	86	83	110	91	92
RFO	65	54	84	62	64
Archéologie programmée	93	90	121	104	105
Publications/APP	10	5	14	13	13
Informations CRA/DRASSM	12	16	17	21	22
ZPPA	5	7	11	8	10
Total	271	255	357	299	306

Typologie des dossiers examinés par la CTRA Ouest de 2014 à 2018

REGIONS	Diagnostic	RFO	Opérations programmées	Publications	Informations	ZPPA	Total
Bretagne	13	25	32	3	6	7	86
Normandie	44	23	49	5	9	1	131
Pays de la Loire	35	16	24	5	7	2	89
Total	92	64	105	13	22	10	306

Typologie des dossiers examinés en 2018 par région

Régions	Diagnostic, CCS, PSI, ...					RFO				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Bretagne	25	22	27	26	13	20	18	31	22	25
Normandie	35	30	47	42	44	21	12	25	29	23
Pays Loire	26	31	36	23	35	24	24	28	11	16
Total	86	83	110	91	92	65	54	84	62	64

Typologie et évolution, depuis 2014, des dossiers examinés en archéologie préventive par région

Évolution des dossiers programmés (sondages, prospections thématiques, fouilles, PCR, analyses, études de bâti, ...)

Au cours de l'année 2018, la CTRA Ouest a examiné 105 dossiers d'opérations programmées soit un nombre équivalent à celui de 2017 confirmant les remarques faites l'an dernier quant à la stabilité de la recherche dans l'Ouest. La commission a donc examiné 37 demandes de fouilles programmées, 35 demandes de sondages, de prospections thématiques ou de rapports de prospections thématiques, 18 demandes ou rapports de PCR, 1 demande de relevé d'art pariétal, 2 études numismatiques et 8 demandes d'études de bâti toutes liées à des travaux d'étudiants en master ou thèse des universités de Rennes ou Rouen. Si les chiffres sont assez comparables à 2017, on note toutefois une forte inflation des demandes de prospections thématiques, souvent associées à des sondages, qui sont bien souvent le prélude à de futures opérations de fouilles programmées.

Un petit focus peut aussi être fait sur les PCR qui connaissent aussi un développement plus important en 2018 passant de 13 à 18 demandes., soit 6 PCR en Bretagne, 8 en Normandie et 4 en Pays de la Loire. À côté des traditionnels projets sur les premiers peuplements de l'ouest (deux PCR, un en Bretagne l'autre en Normandie, axe 1 de la programmation nationale), apparaissent des réflexions collectives nouvelles sur les grands centres urbains antiques comme le PCR sur Vannes (axe 9), l'enceinte romaine du Mans (axe 9) ou le château de Caen (axe 11), projets qui visent à fédérer des équipes pour produire des publications scientifiques sur des sites majeurs de l'interrégion. Il faut aussi signaler plusieurs PCR visant à finir d'élaborer des corpus céramiques pour l'ouest, tant pour l'Antiquité que le Moyen Âge et l'époque moderne. Enfin un nouveau PCR a été déposé en 2018 sur les formes, natures et implantations des occupations rurales en Bretagne, du IV^e au XI^e siècle, projet prometteur qui devrait permettre la mise en place de publications de synthèse sur ces périodes charnières (axe 10).

REGIONS	2014	2015	2016	2017	2018
Bretagne	33	20	33	32	32
Normandie	34	38	54	48	49
Pays de la Loire	26	32	34	24	24
Total	93	90	121	104	105

Évolution du nombre de demandes d'opérations programmées depuis 2014 en CTRA Ouest

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Bretagne

Par Yves MENEZ

Conservateur régional de l'archéologie

Composée de l'Ille-et-Vilaine, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et du Finistère, la région Bretagne est dotée de deux services de collectivités territoriales dans ces deux derniers départements. Elle s'étend sur une superficie de 27 209 km², soit 5 % du territoire métropolitain. Le siège de la préfecture de région, à Rennes, est également celui de la CTRA Ouest, de l'UMR 6566 et de la direction interrégionale Grand-Ouest de l'Inrap. Éveha dispose par ailleurs également d'une antenne dans cette ville, celle de la société Archeodunum étant localisée à Nantes, dans la région limitrophe des Pays de la Loire. Au total, 5 opérateurs d'archéologie préventive interviennent donc dans la région : ces deux sociétés privées, l'Inrap et les deux services départementaux agréés pour l'archéologie préventive.

L'équipe du service régional de l'archéologie se compose de 16 personnes. La carte archéologique recense 22 670 entités archéologiques bien réparties sur le territoire, hormis le sud de l'Ille-et-Vilaine et l'est du Morbihan et, dans une moindre mesure, l'embouchure de l'Aulne, au sud de Brest dans le Finistère. Un programme de prospection diachronique dirigé par Cristina Gandini de l'université de Bretagne Occidentale est en cours dans cette dernière zone, afin de tenter de remédier à cette situation. Un autre programme en cours, dans le Morbihan, complète la carte archéologique dans la moitié est du département, sous la conduite de Sébastien Daré, du Centre d'études et de recherches archéologiques du Morbihan.

Le service a développé depuis 2015, suite à son évaluation par l'inspection, une politique de zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) soumises à la validation de la CTRA préalablement à l'émission d'arrêtés du préfet de région. 13 951 sites étaient protégés à la fin de l'année 2018 par de tels arrêtés. Par ailleurs, 2 435 sites ont fait l'objet de demandes de protection dans le cadre des révisions des plans locaux d'urbanisme, par une demande de zone N non-constructible, afin d'inciter les élus à ne pas envisager de projet d'aménagement sur ou à proximité des sites les mieux conservés et les plus caractéristiques.

La réception des dossiers a évolué suite à ces zonages. Les saisines au titre de l'urbanisme ont doublé : 657 en 2015 ; 1276 en 2018. L'augmentation porte surtout sur les demandes de permis de construire ou d'aménager, passées de 326 à 1213 ; on note par contre une diminution de la transmission des études d'impacts ou de dossiers d'installations classées, au nombre de 143 en 2015 et de 18 en 2018. Les réformes en cours concernant la simplification des codes de l'urbanisme et de l'environnement réduisent notablement la nécessité de ces études. De ce fait, les Drac sont de moins en moins saisies de ces dossiers. La répartition géographique de ces saisines est relativement équilibrée : 33 % pour le Morbihan, 30 % pour le Finistère, 22 % pour l'Ille-et-Vilaine et 15 % pour les Côtes-d'Armor.

Cette augmentation du nombre de dossiers reçus a engendré une augmentation raisonnée du nombre de diagnostics prescrits : 83 en 2015, sur 352 ha ; 123 en 2018, sur 444 ha. Cent sept ont été réalisés, comprenant quelques opérations prescrites en 2017 : 38 en Morbihan, 28 en Finistère, 29 en Ille-et-Vilaine et 12 en Côtes-d'Armor. 4 ont été réalisés par le centre

départemental d'archéologie du Finistère et 6 par le service départemental d'archéologie du Morbihan, les autres l'étant par l'Inrap.

Vingt-quatre fouilles ont été prescrites en 2018, sur une superficie cumulée de 34 ha. Onze d'entre elles consistent en la mise en œuvre de fouilles issues de diagnostics réalisés par anticipation, dont les rapports accompagnés de projets de prescription ont été examinés par la commission durant les années antérieures : 8 en 2017, 1 en 2016, 1 en 2013 et 1 en 2012. Les 13 autres dossiers ont été examinés par la commission en 2018.

Vingt-sept fouilles ont été réalisées, sur une superficie cumulée de 40 ha : 17 par l'Inrap, 6 par Éveha, 2 par Archeodunum, une par le centre départemental d'archéologie du Finistère et une par le service départemental d'archéologie du Morbihan. La répartition géographique de ces opérations est assez équilibrée entre les départements : 10 en Morbihan, 7 en Finistère, 5 en Ille-et-Vilaine et 5 en Côtes-d'Armor. Ces fouilles préventives permettent d'étudier des sites menacés dans des territoires jusqu'ici très peu abordés par l'archéologie préventive, comme le centre-Bretagne (déviation de Pontivy) ou les communes du littoral (Erquy).

Concernant les périodes concernées par ces fouilles préventives, on constate de fortes disparités : 1 pour le Néolithique, 4 pour l'Âge du bronze, 5 pour l'Âge du fer, 11 pour l'Antiquité et 12 pour les périodes médiévale, moderne ou contemporaine. On notera l'absence de fouilles préventives de sites des périodes du Paléolithique ou du Mésolithique. Afin de tenter d'améliorer cet état de fait, la Drac Bretagne a privilégié ces dernières années le recrutement de chercheurs compétents dans ces périodes : E. Paillet, pour le Paléolithique et O. Kayser pour le Mésolithique ; le recrutement d'un géomorphologue compétent pour le massif armoricain, Y. Chantreau, devrait par ailleurs faciliter la mise en œuvre de zonages adaptés notamment sur les recouvrements loessiques du nord de la Bretagne, ainsi que l'amélioration des cahiers des charges de diagnostic et de fouille en lien avec les personnes du service concernées. L'important travail engagé sur le secteur d'étude du projet d'inscription au patrimoine mondial des mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan permet par ailleurs de réfléchir aux nouvelles méthodes permettant de mieux repérer et protéger ces monuments, et de détecter les vestiges d'occupations néolithiques enfouis aux alentours.

Trente-sept opérations de recherche programmée ont été autorisées ou soutenues en 2018 : 13 prospections diachroniques, 6 prospections thématiques, 11 fouilles, 4 projets collectifs de recherches et 3 études préalables à la publication. D'importantes opérations concernant la Préhistoire tentent de compenser le faible nombre d'interventions sur cette période dans le cadre de l'archéologie préventive : fouilles de la grotte de Menez Dregan à Plouhinec et de l'abri sous roche du Rocher de l'Impératrice à Plougastel-Daoulas, pour le Paléolithique, ainsi qu'un PCR sur les premiers peuplements de l'ouest de la France ; fouille de l'habitat mésolithique de Beg er Vil à Quiberon ; fouille de l'ensemble mégalithique de Coëby à Trédion, prospection sur le site mégalithique des Pierres Droites à Monteneuf et PCR sur le corpus des signes gravés, pour le Néolithique. Concernant l'Âge du bronze, on notera plus particulièrement les travaux de F. Bordas sur les dépôts découverts dans le Morbihan, notamment sur la commune de Bangor à Belle-île-en-Mer, ainsi que le PCR sur l'Âge du bronze exploitant les données issues des nombreuses fouilles réalisées dans la région au cours des deux dernières décennies, principalement dans le cadre de l'archéologie préventive.

Les périodes les plus récentes sont concernées par trois types de travaux : des fouilles programmées menées en partenariat avec les collectivités territoriales préalablement à une mise en valeur des vestiges : villas romaines du Perennou à Plomelin et de La Gare au Quiou, quartier antique du parc des Tanneurs à Rennes, châteaux de La Roche-Maurice et de Suscinio, enceintes médiévales et modernes de la ville de Rennes, citadelle moderne de Port-Louis ; quelques prospections thématiques, notamment sur les abbayes cisterciennes, dans le cadre de recherches universitaires développées par l'université de Rennes 2 ; des PCR ayant pour objectif d'exploiter les données issues notamment de l'archéologie préventive, comme celui engagé sur la ville romaine et médiévale de Vannes ou celui engagé sur le haut Moyen Âge en Bretagne.

On notera un désengagement des deux départements qui ne disposent pas de service d'archéologie : les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, qui ont pourtant un temps soutenu ces recherches. Ce désengagement pourrait également affecter prochainement les deux autres départements dont les services, du fait des contraintes budgétaires, souhaitent centrer leur activité et leurs financements principalement sur l'archéologie préventive. La région Bretagne a par contre souhaité soutenir certaines recherches sur le mégalithisme, qui constitue l'un des facteurs identitaires de la région.

En prévision de deux projets de création d'un CCE régional à Rennes et d'un CCE départemental au Faou, dans le Finistère, d'importants efforts ont été consentis sur les chantiers de collections. Deux expositions ont par ailleurs été soutenues : celle sur la nécropole antique de Vannes, présentée au musée dans le cadre d'un partenariat avec la société Éveha ; celle dénommée « Rennes, les vies d'une ville », présentée au musée de Bretagne et élaborée dans le cadre d'un partenariat entre Rennes Métropole, l'Inrap et la Drac Bretagne.

Rennes a accueilli en 2018 le colloque international de l'APRAB, qui portait sur Les sociétés du bronze ancien atlantique du XXIV^e au XVII^e s. av. J.-C. Une partie des données issues du PCR sur l'Âge du bronze en Bretagne a pu ainsi être rapidement diffusée.

Plusieurs ouvrages ont par ailleurs été édités aux Presses universitaires de Rennes ; ils constituent l'aboutissement de travaux collectifs sur des données majoritairement issues de l'archéologie préventive : La villa romaine des Alleux à Taden (205 p.) ; Céramiques gauloises d'Armorique, qui porte sur les régions de Normandie, de Bretagne et des Pays de la Loire (492 p.) ; Architectures de l'Âge du fer en Europe occidentale et centrale (actes du colloque de l'AFEAF de Rennes – 735 p.) ; ouvrage Rennes, les vies d'une ville, adossé à l'exposition présentée au musée de Bretagne (245 p.).

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Normandie

Par Nicola COULTHARD et Cyrill BILLARD
Conservateurs régionaux de l'archéologie adjoints

En 2018, le développement de la recherche archéologique programmée a été aidé à hauteur de 407 780 € par la Drac, les conseils départementaux (ceux du Calvados, de la Manche et de l'Orne) subventionnant les recherches archéologiques menées sur leurs territoires respectifs) pour un montant de 95 200 €. La région Normandie participe uniquement par l'attribution d'une subvention à un projet RIM, projet qui n'a été validé par la CTRA qu'à posteriori. Le département de l'Eure ne soutient que les fouilles programmées menées par ses agents. Ces montants ont été complétés par l'affectation d'une somme importante pour les études de faisabilité préalables à l'aménagement d'un nouveau centre de conservation et d'étude à Caen. 129 projets archéologiques ont été soumis à l'avis de la CTRA Ouest pour la région Normandie en 2018.

Opérations programmées

La Normandie totalise 57 opérations programmées en 2018.

Quatre opérations de prospection-inventaire, dont les résultats viennent principalement nourrir la carte archéologique, le traitement des plans locaux d'urbanisme et la mise en place de zonages archéologiques, ont été menées en 2018. Des études et des prospections ont également eu lieu sur des thématiques très variées : topographie historique sur le secteur d'Evreux et du Val-d'Iton, programme sur l'exploitation et la diffusion de la craie en vallée de Seine, programme sur les installations carcérales à Gaillon. Cette dynamique reflète une tradition bien ancrée dans la Normandie occidentale et une politique volontariste menée en Normandie orientale depuis la fusion des régions. Certains chercheurs n'ont pas attendu cette évolution politique pour construire des projets collectifs de recherche sur l'ensemble du territoire. Citons « La typo-chronologie de la céramique médiévale et moderne en Normandie » initié dès 2008 ou « Les premiers hommes en Normandie » qui regroupe des chercheurs professionnels et amateurs très investis depuis 2000. C'est avec regret que le projet régional « *Vuydanges et salubritas* – gestion des déchets des villes normandes » proposé par B. Guillot de l'Inrap en 2018 n'a pas reçu l'aval de son organisme de rattachement, malgré l'avis très favorable de la CTRA. Ce projet, qui rentrait dans les axes 9 et 14 de la programmation nationale, aurait constitué un trait d'union avec les problématiques de la gestion urbaine, fédérant beaucoup d'énergies sur toute la région.

Soulignons l'importance des programmes collectifs en Normandie, dispositif précieux permettant une approche collective et pluridisciplinaire des grandes thématiques régionales. Ceux-ci restent nombreux en 2018, mais aujourd'hui ils concernent principalement les périodes historiques (particulièrement médiévale à contemporaine) ou une approche multi-périodes débutant à la Protohistoire. Les PCR traitant uniquement de la Préhistoire ancienne, du Néolithique et de l'Âge du bronze se sont arrêtés ou bien ont été transformés en PT comme dans le cas du PCR Premiers hommes. Le PCR sur l'Antiquité s'est achevé en 2017.

La nature des projets d'archéologie programmée est en pleine évolution avec moins de fouilles pluriannuelles « classiques », et plus de projets très circonscrits portant sur des objets bien ciblés. On peut notamment citer certains projets d'archéologie du bâti, qui permettent à de nouveaux porteurs de projet de se former, de recueillir les conseils du Sra et de la CTRA, et de progresser. Certains pourraient à terme évoluer en projets collectifs de

recherche, selon les conseils de la CTRA. D'autres projets nouveaux, transversaux et ambitieux, sont au contraire plus longs à mettre en place en raison des recherches documentaires préliminaires nécessaires ainsi que le besoin de hiérarchiser les objectifs et de corrélérer la structuration des équipes. Aussi plusieurs demandes de création de PCR, tels que « Evreux et le Val-d'Iton » (Eure), « La vallée de l'Eure » et « Autour de Tatihou, étude d'un territoire de l'Âge du bronze » (Manche) ont fonctionné avec une première autorisation annuelle leur permettant une période de construction et de rodage. Ces projets fédèrent souvent des chercheurs de différents organismes et croisent les ressources, faisant appel à des technologies nouvelles diverses tels que l'exploitation d'images Lidar, la photogrammétrie et la géophysique. Le PCR Autour de Tatihou mérite une mention particulière, cherchant à optimiser les résultats de recherches de l'archéologie terrestre classique en intégrant les résultats de recherches maritimes connexes menées par l'IFREMER, et ce dans le but de retracer les changements paysagers et d'obtenir des données originales sur l'évolution du niveau marin dans la région.

Liste des PCR :

- PCR De terre et d'eau (achevé)
- PCR Vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Normandie (en cours)
- PCR Evreux et le Val-d'Iton – Paléo-topographie historique (EVIPaTH) (lancement)
- PCR Typochronologie de la céramique médiévale (en cours de finalisation)
- PCR Château de Caen (démarrage en 2019)
- PCR Vallée de l'Eure : une vallée, des territoires
- PCR Cercueils de plomb de Flers
- PCR Les céramiques de raffinage du sucre en France (projet interrégional)
- PCR Face à la Mer (multipériodes Plaine de Caen), démarrage en 2019
- PCR Autour de Tatihou
- PCR Traînecourt (publication des fouilles anciennes)
- PCR Eu « Bois L'abbé » (coordination des interventions sur l'agglomération antique)

Ces évolutions laissent moins de place aux bénévoles et on peut légitimement poser la question, en l'absence de chantiers écoles universitaires d'envergure, de la formation des nombreux étudiants qui se ruent sur les quelques opérations de fouilles programmées proposant un accueil avec hébergement. Les grandes fouilles programmées sur les villes antiques de Briga (Bois L'Abbé, Eu, Seine-Maritime) et du Vieil-Evreux (Eure) se poursuivent, mais approchent la fin des cycles scientifiques en cours. La prospection géoradar entreprise à Valognes, qui a fourni des résultats spectaculaires en 2018, se poursuivra en 2019 mais ne nécessite pas un nombre important de bénévoles. Vieux, le forum, est en phase de préparation à la publication. La fouille importante du site préhistorique et protohistorique de l'éperon barré de Basly (Calvados), a battu son plein en 2018, mais marquera une pause pour préparer la publication de l'occupation néolithique en 2019. Dans l'Orne, les recherches de terrain sur l'enceinte néolithique de Goulet et ses exceptionnels bâtiments se sont achevées par une campagne de sondages extensifs. Ils se prolongent sur le site voisin de Moulins-sur-Orne/Argentan, vaste enceinte d'une quinzaine d'hectares située le long de l'Orne.

Dans le Calvados, les études menées sur le site de hauteur du Mont Castel à Port-en-Bessin apportent un éclairage majeur sur ce camp militaire romain longuement occupé aux périodes antérieures. Dans le même département, l'année 2018 a vu l'achèvement des études de l'espace du forum antique de Vieux-la-Romaine qui mèneront à la publication des résultats.

L'archéologie des périodes moderne et contemporaine (axe 14 de la programmation nationale) est un point fort de la programmation normande, portant d'une part sur les activités de production « La métallurgie et l'hydraulique en Pays de Bray » (Eure) et « Les tuileries médiévales et modernes de Barbery » (Calvados), et d'autre part sur la Seconde Guerre Mondiale. L'ambitieux PCR « Vestiges de la Seconde Guerre Mondiale en Basse-Normandie », initié en 2015, poursuit l'inventaire exhaustif des éléments conservés, enfouis ou disparus des vestiges relatifs à cette phase courte mais très marquante de l'histoire récente normande. Le projet innovant « Fleury-sur-Orne, carrière Saingt » qui a permis d'expérimenter différents types d'enregistrements sur une carrière refuge occupée en 1944, terminera l'aventure avec la production d'un film grand public.

Anne Kucab avec le concours du club d'archéologie subaquatique du Val-d'Oise (CASAVO) poursuit l'exploration d'une pêcherie dans la rivière de l'Epte (Eure/Val-d'Oise), afin de mieux connaître l'exploitation de la rivière de l'époque gallo-romaine à l'époque moderne. Ce projet interrégional se construit d'année en année, améliorant les méthodologies adaptées à la fouille subaquatique, et intégrant de nouveaux chercheurs. En 2018 a démarré une nouvelle opération pluriannuelle.

Notre connaissance du château de Caen a connu des progrès très significatifs grâce à la conjonction d'opérations préventives (fouilles et sondages aux abords, notamment sur l'emprise de la future station du tramway) et programmées. Ainsi l'étude des vestiges du Vieux Palais ducal au sein du château de Caen, issus de la fouille de M. De Boüard, a été menée dans le cadre du schéma directeur du château. Cette émulation a abouti à la décision de lancer un PCR sur cet édifice, sous la direction de L. Bourgeois.

Le château du Neubourg a connu une campagne de sondages menée par F. Briand dans le cadre de travaux de restauration MH. De même, A. Painchault a poursuivi ses travaux sur le château de Maulévrier-Sainte-Gertrude.

Les opérations sur les édifices religieux ont connu un développement important, notamment dans le département de l'Eure, grâce aux travaux de N. Wasylyszyn qui consistent à dater les premières phases de construction des églises rurales grâce à des prélèvements de charbons dans les mortiers. Des études ou sondages ont également été conduites sur les églises de Ménerval, Deux-Jumeaux, Yquelon, Etienville et Monthuchon, ainsi que sur la cathédrale de Coutances et l'abbaye de Longues-sur-Mer. L'étude du dispositif des pots acoustiques de l'église de Montivilliers a par ailleurs été menée à son terme. Enfin, J.-B. Vincent poursuit son étude des établissements monastiques au travers de celle du prieuré de Mézidon-Canon tandis qu'une nouvelle dynamique a été lancée par la Région autour de la valorisation de l'abbaye d'Ardenne. Dans le cadre de travaux liés à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, une intervention à l'intérieur de la cathédrale de Bayeux (propriété de l'État) a permis la découverte et l'extraction d'un exceptionnel sarcophage portant de nombreuses inscriptions des premiers temps de la christianisation. Enfin, au Mont-Saint-Michel, les archéologues accompagnent le programme consistant en la restauration des façades de la Merveille dans le cadre de travaux menés par le centre des monuments nationaux sous le contrôle de la conservation régionale des monuments historiques.

Les opérations conduites sur des sites de la Seconde Guerre mondiale, qui jusqu'à présent ne donnaient pas lieu à un contrôle de l'État, sont maintenant suivies par le Sra et donnent lieu à des autorisations. Trois opérations ont ainsi eu lieu en 2018 : l'une sur le terrain de l'opération Cobra sur la commune de Hébécrevon (aujourd'hui Thereval) dirigée par un

chercheur britannique, la deuxième sur le site d'un crash d'avion à Moon-sur-Elle, dirigée par une équipe universitaire canadienne, et la troisième par un bénévole sur un autre site de crash d'avion en forêt de Lyons. La reprise du mobilier du site mésolithique de Charleval, dans l'Eure, doit permettre le lancement d'une campagne de fouilles plus importante en 2019. La fin de l'année 2018 voit enfin la concrétisation de projets d'étude autour de Lillebonne et de l'abbaye de Jumièges.

Opérations préventives

L'année 2018 a été une année de forte activité de fouilles préventives : 66 opérations (contre 64 en 2017) ont ainsi été nécessaires pour documenter et étudier des contextes archéologiques préalablement aux opérations d'aménagement.

Malgré la réduction de l'emprise des nouvelles zones d'activité, ce sont encore majoritairement les anciens espaces ruraux en périphérie des agglomérations actuelles qui sont affectés par l'artificialisation des terres. De ce fait, l'archéologie préventive documente en grande part l'évolution de ces espaces, depuis la progressive création des terroirs, au Néolithique et à l'Âge du bronze, jusqu'à l'époque contemporaine. Une part importante des fouilles, en particulier dans la Plaine de Caen et dans le Pays de Caux, a concerné des établissements ruraux de l'Âge du bronze à l'Antiquité romaine. Par ordre chronologique, on citera les chantiers majeurs :

- Néolithique : Colombelles « Lazzaro 3 » ;
- Âge du bronze : Colombelles « Lazzaro 3 », Sannerville « avenue de Lirose » ;
- Âge du fer : Cambes-en-Plaine « Le Clos de l'Avenue », Creully « Le Clos de l'Épinette 2 », Escoville « Le Domaine du Parc », Blainville « ZAC Terre d'avenir », Merville-Franceville « Les Hauts du Colombier », Grentheville « route de Soliers », Cairon-Rosel « rue de Rots » ;
- Antiquité : l'année 2018 est dominée par la fouille exceptionnelle d'une villa et de ses thermes sur une emprise de près de 11 ha (extension de la ZA de la Papillonière), qui pour la première fois a permis d'obtenir le plan complet d'un de ces grands domaines agricoles ;
- Moyen Âge et période moderne : Saint-Wandrille-Rançon abbaye de Fontenelle, Audrieu « écoquartier coeur de bourg – dernière tranche », Truttemer-le-Petit « aménagement virages RD524 », Mont-Saint-Michel « chambre du Suisse », Alençon « place de la Madeleine ». Au Mont-Saint-Michel (Manche), les fouilles liées au renouvellement du réseau de voiries se sont poursuivies dans la rue du Mont.

La détection d'occupations protohistoriques rurales reste l'apanage des décapages de grandes surfaces, mais le Sra, suivant les avis de la CTRA, continue à prescrire la fouille de sites datant de l'Âge de fer lorsque l'organisation de l'établissement au sein de son parcellaire peut être précisée, ou qu'une thématique particulière peut être explorée (transitions chronologiques, activités spécifiques...) : sites de Merville-Franceville, Blainville-sur-Orne... L'attention des prescripteurs est davantage portée sur les habitats ouverts ou les nécropoles datant de l'Âge de bronze (Sannerville, Colombelles « Lazzaro 3 »), moins bien connus, mais dont la détection se précise, ainsi que sur les sites de l'Âge du fer hors normes ou qui relèvent d'un niveau hiérarchique élevé, comme ceux de Cambes-en-Plaine, de Creully.

De façon assez similaire, une attention particulière est portée sur les vestiges datant du haut Moyen Âge (Audrieu).

L'activité archéologique préventive pour l'année 2018 et le début de 2019 a été beaucoup marquée par des interventions complexes dans les grands centres urbains. Onze villes normandes ont été retenues pour élargir au plan « Actions cœur de ville ». Aussi des opérations ont eu lieu à Lisieux, Cherbourg, Alençon, Evreux et surtout à Rouen, où le dispositif « Cœur de métropole » a donné lieu à plusieurs diagnostics et fouilles préventives. La multiplication de ces opérations en milieu urbain, souvent contraintes (circulation urbaine, réseaux, pollutions...) est notamment liée à plusieurs types de travaux : rénovation des réseaux devenus obsolètes depuis la période de la Reconstruction, installation de nouveaux systèmes de chauffage (réseaux de chaleur), installation de containers ou bien encore requalification paysagère des centres urbains.

Ces opérations nécessitent le déploiement de compétences spécifiques (préparation documentaire/archivistique, maîtrise de stratigraphies complexes, connaissances en archéologie moderne et contemporaine), oblige, et les prescripteurs du Sra et les opérateurs, à se former et à s'adapter à ces problématiques scientifiques et techniques. Aujourd'hui, force est de constater que les responsables d'opérations chevronnés en archéologie urbaine ne sont pas nombreux en Normandie. Le corollaire scientifique de la multiplication des opérations urbaines est l'émergence de problématiques claires au-delà du phénomène urbain (axe 9), telles que l'archéologie des pratiques funéraires et l'archéologie des moyens de production pour les périodes moderne et contemporaine (axe 14), dont la caractérisation des productions faïencières de Rouen est un bel exemple.

La programmation nationale

Les RO des opérations d'archéologie préventive et les porteurs de projets programmés se réfèrent très peu à la programmation nationale, celle-ci consistant surtout en une liste des grandes périodes de la chronologie. L'utilisation de ces axes se fait davantage à posteriori pour justifier la poursuite d'un projet. La meilleure preuve en est que bon nombre d'opérations sont difficiles, voire impossibles à « caser » dans un programme. En effet, la programmation ne permet pas d'intégrer les catégories suivantes d'approches :

- archéologie des techniques : productions faïencières (Rouen) ou tuilières (Barbery), production de sucre (PCR Céramiques de raffinage), pêcheries (Guerny) ;
- approches diachroniques, paléoenvironnementales et/ou spatiales : archéologie des paysages et du peuplement (Basly, PCR de Terre et d'eau, opération Vallée de l'Eure, Évolution des fonds de vallée durant l'Holocène, PCR Autour de Tatihou) ;
- archéologie des conflits.

Couverture Lidar

Enfin, nous devons souligner que la Drac a assuré une grande partie du financement de la couverture Lidar des grandes forêts domaniales de l'Orne (Écouves, Andaine et Bourse). L'acquisition de ces données en cours de traitement a entraîné le lancement d'une thèse à l'université de Rouen.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie des Pays de la Loire

Par Jean-Philippe BOUVET

Conservateur régional de l'archéologie

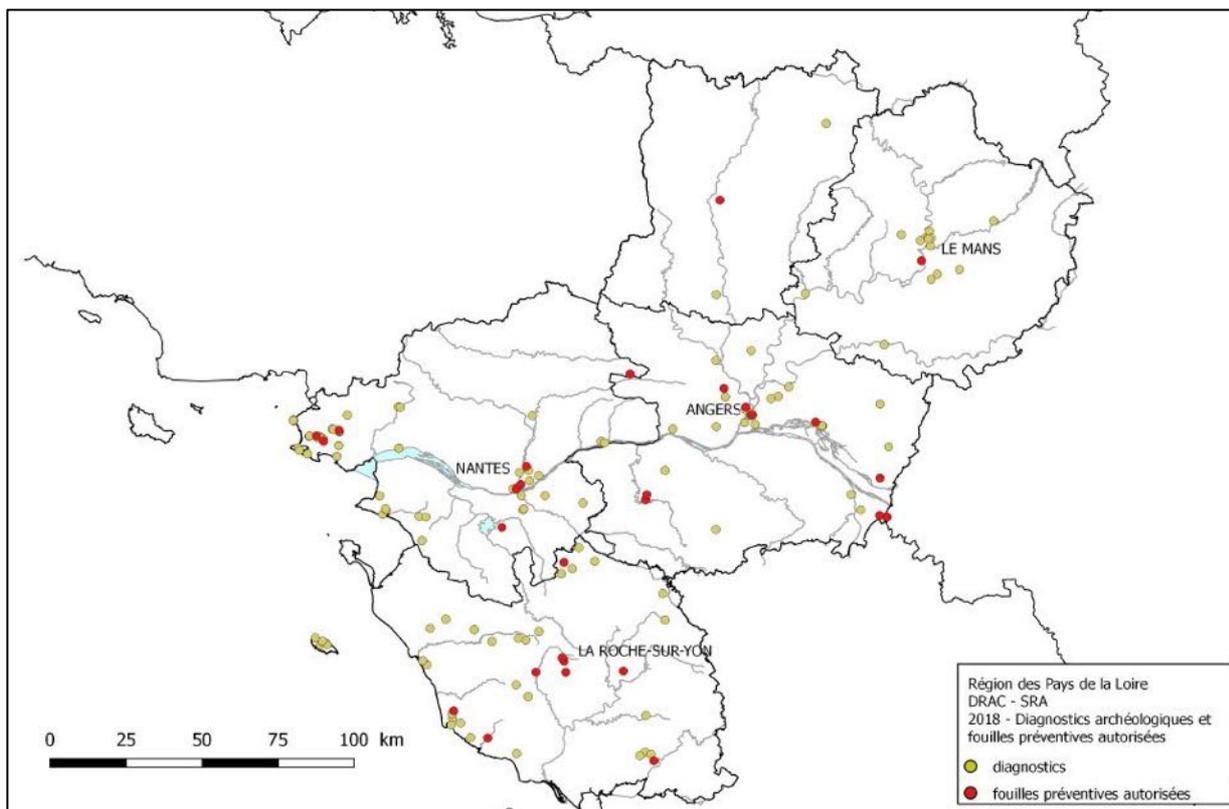
Traversée d'est en ouest par la Loire, la région des Pays de la Loire s'étend sur 32 394 km², soit 5,9 % du territoire métropolitain. La préfecture de région se trouve à Nantes où résident 17 % de la population régionale. Son territoire est constitué de cinq départements : le Maine-et-Loire, la Sarthe, la Mayenne, la Loire-Atlantique et la Vendée, ces deux derniers offrant une large façade maritime à la région.

Les acteurs de l'archéologie régionale sont issus essentiellement du service régional de l'archéologie (16 personnes), de six services de collectivités territoriales (services départementaux de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Vendée, services de Nantes Métropole et de la ville de Laval), de l'Inrap avec ses quatre centres [Carquefou (44), Le Mans (72), Beaucouzé (49) et Fontenay-le-Comte (85)] et d'opérateurs privés d'archéologie préventive dont un, Archéodunum, possède une agence à Sainte-Luce-sur-Loire (44). Enfin d'autres chercheurs, universitaires et Cnrs, sont rattachés aux deux laboratoires de l'UMR 6566 des universités de Nantes et du Mans.

Depuis 2010, la mise en place systématique de ZPPA par le service régional de l'archéologie s'est attachée à couvrir progressivement la totalité du territoire régional, tout en priorisant, en terme de recrutement de dossiers, les chefs-lieux de cités et les agglomérations secondaires antiques, les villes médiévales, fortifiées ou non, les enceintes du Néolithique et les communes du littoral. À ce jour, alors que 18 112 entités archéologiques sont recensées dans la base Patriarche, les ZPPA en prennent en compte 7 000 pour les 314 communes concernées, soit plus de 38 % du nombre d'entités pour 26,4 % de la surface de la région. En 2018, parallèlement à ce travail de zonage, le Sra a traité 93 porter à connaissance pour les PLU (départements du Maine-et-Loire, de la Sarthe et de la Vendée) dans le cadre du guichet unique que constituent, en Drac des Pays de la Loire, les Udap. Pour l'année 2018, Il a proposé d'intégrer 45 entités archéologiques en zone N. L'abaissement du seuil de saisine en dessous des 3 ha, dans les 314 communes concernées par un arrêté de ZPPA, a continué de générer une augmentation progressive du nombre de dossiers reçus par le service : 1329 dossiers en 2018. 232 diagnostics ont été prescrits (soit 17,4 %) pour une surface totale de 688 ha. En 2018, 169 diagnostics ont été réalisés sur une surface de 649 ha. L'Inrap en a effectué 130 pour une surface de 605 ha, les 39 autres interventions ayant été exécutées par les services archéologiques des collectivités territoriales. 26 % des diagnostics opérés en 2018 ont fait l'objet d'une prescription d'opération de fouille préventive, soit 44 fouilles couvrant une superficie de 43,5 ha.

L'activité d'archéologie préventive en 2018 s'est en grande partie concentrée sur les départements de la Loire-Atlantique et de la Vendée, territoires au développement économique important et continu impliquant des aménagements de grande ampleur surfacique. Vingt-huit fouilles ont été réalisées ou ont commencé à être réalisées sur 21,5 ha de superficie, quinze par l'Inrap, quatre par le service archéologique du conseil départemental du Maine-et-Loire, deux autres par le service de Nantes Métropole et sept par des sociétés privées (deux pour Éveha, deux pour Hadès et trois pour Archéodunum). Ces fouilles préventives ont permis d'explorer des sites du Néolithique, notamment le site de Sandun à Guérande (44) et du haut Moyen Âge, comme l'atelier de verrier à La Ferrière (85), époques jusqu'alors peu abordées en préventif en Pays de la Loire. Enfin, une

occupation du Bronze final a pu être étudiée dans la ZAC de la Chantrerie à Nantes (44). La mise en évidence en cours de fouille d'agglomérations gauloises au Poiré-sur-Velluire (85) et à Allonnes (49), plus importantes que prévues, pose la question des modalités de la réalisation des diagnostics archéologiques et notamment de la présence d'un géomorphologue en phase terrain. Dans le cadre de ces interventions préalables à des travaux, le Sra s'est aussi attaché à prendre mieux en compte les édifices inscrits et/ou classés dans le cadre des autorisations de travaux sur monuments historiques. Une étroite collaboration avec les autres services du patrimoine de la Drac a permis de mettre en place de nombreuses opérations dont l'étude de la muraille antique du Mans et de la fortification médiévale qui lui succède, au chevet de la cathédrale, est une très bonne illustration.



L'autre dossier emblématique pour la période du Moyen Âge classique concerne la création d'un musée dans le bâtiment dit de la Fannerie à l'abbaye royale de Fontevraud (49). Dans ce cadre, des occupations du XII^e siècle ont été mises en évidence à l'extérieur des bâtiments conventuels offrant une nouvelle vision des abords de l'abbaye à cette époque.

En 2018, la recherche programmée a concerné vingt-cinq opérations soit huit fouilles, un relevé de monument mégalithique, trois projets collectifs de recherche, cinq aides à la préparation de publication, une aide à l'édition, deux prospections thématiques et cinq prospections-inventaires. Ces interventions ont été portées par des chercheurs issus des collectivités, du Cnrs, du Sra, des universités de Nantes et du Mans, de l'Inrap ou de la société Éveha.

Ce sont les périodes les plus anciennes qui apportent cette année les résultats scientifiques les plus significatifs. Citons à Chalonnes-sur-Loire (49), le site de Roc-en-Pail qui livre des occupations moustériennes de grande ampleur ; à Louresse-Rochemenier (49) les fouilles sur le site des Choffaux et à Auzay l'étude des bâtiments et enceintes du Néolithique.

Pour l'Antiquité, le principal projet, commencé en 2017, est lié à la décision de la ville du Mans de s'engager dans une procédure visant à déposer sa candidature pour une inscription de la muraille antique sur la liste indicative des biens français en vue d'une proposition ultérieure d'inscription sur la liste du patrimoine mondial au titre de l'UNESCO. En appui de la constitution scientifique du dossier, un PCR porté par M. Monteil (université de Nantes) et A. Durand (université du Mans) a été initié et encouragé par le Sra qui en a aussi assuré le financement. Il s'agit d'un enjeu scientifique majeur pour la région qui va permettre de relancer une dynamique de réflexion scientifique sur l'organisation architecturale et la perception du monde urbain de l'Antiquité tardive.

La fouille de Jublains (53), associée à une prospection au géoradar, apporte à nouveau son lot d'informations sur un quartier urbain de la cité antique notamment en termes de chronologie. Les occupations gauloises sous-jacentes sont aussi confirmées. Elles assoient la problématique d'une agglomération gauloise à Jublains mais posent la question de ses relations avec l'oppidum de 135 ha situé à 10 km à Moulay.

Enfin il faut signaler l'étude de la digue médiévale du château de Tiffauges (85) par T. Bethus (conseil départemental de la Vendée). Elle va servir de base scientifique et patrimoniale pour le dossier de demande de classement au titre des monuments historiques. L'archéologie programmée dans ce cadre constitue une part importante du contenu de la connaissance du monument pour la mise en œuvre de mesures de protection.

Le service régional de l'archéologie s'est engagé aussi lors des journées archéologiques régionales tenues à Nantes (organisées en collaboration avec Nantes Métropole) à dresser un bilan des recherches sur l'Antiquité et à réaliser des propositions de nouvelles recherches à la communauté scientifique. L'ensemble devrait faire l'objet d'une publication en 2020.

Enfin pour la gestion des collections archéologiques, le déploiement de l'application ISHTAR a permis de mieux encadrer le travail d'inventaire. Cette application, que la Drac-Sra a développée pour la gestion des mobiliers archéologiques au sein des CCE et des dépôts, est donc maintenant active. L'expérimentation avec l'Inrap du chantier des biens archéologiques mobiliers, dans le cadre de la lettre de mission de la DGP au président de l'Inrap, en a constitué le premier cadre applicatif. Il a permis en 2017 et 2018 d'intégrer dans la base de données les collections conservées en Sarthe et plus particulièrement dans la Chapelle des Réparatrices au Mans (144 m³). Au final, au-delà d'une gestion physique des collections, la base de données ISHTAR constitue maintenant un référentiel à visée scientifique et interrogeable à distance. En 2018, le CCE du Maine-et-Loire, dont le chantier des collections est commencé, a été concerné par le déploiement de l'application. La même action a été engagée par le pôle archéologie de Nantes Métropole pour les fouilles préventives et programmées réalisées sur la commune de Rezé. Dans le même temps, l'étude de l'établissement d'un CCE référent en Sarthe a été amorcée et a été finalisée à la fin de l'année 2018. Cette année a aussi été consacrée à des premiers échanges avec les services de collectivités de la Loire-Atlantique – Nantes Métropole et CD 44 – sur une dynamique de création de CCE au niveau départemental.

En termes de publication, le manuscrit consacré aux occupations du Paléolithique supérieur de la vallée de l'Erve a été finalisé. Il devrait faire l'objet d'une publication par la Société Française de Préhistoire.

Bilan 2018 de la CTRA Ouest

PALÉOLITHIQUE

Par Luc VALLIN
Membre de la CTRA

Seuls neuf dossiers concernant le Paléolithique (inférieur à final) ont été examinés en 2018, soit deux de moins que l'année précédente, ce qui confirme la baisse quantitative enregistrée d'année en année ; ce chiffre ne représente qu'à peine 3 % des dossiers examinés par la commission. Structurellement, l'archéologie préventive, avec seulement deux rapports d'opération de diagnostic, représente moins du quart des dossiers examinés. Ce déséquilibre ne serait pas inquiétant si le nombre total d'opérations n'était pas si faible ; plus qu'un déficit de sites préhistoriques dans l'Ouest de la France, la faiblesse des résultats obtenus pour le Paléolithique lors des diagnostics d'archéologie préventive traduit vraisemblablement un défaut de prise en compte du potentiel préhistorique et une inadéquation des méthodes de détection. De trop nombreuses opérations de diagnostic sont encore conduites sur des plateaux et des versants à forte couverture loessique ou dans des plaines alluviales sans qu'aucun sondage profond ne soit réalisé, même sur des aménagements de grandes surfaces comme des ZAC ou des déviations routières. La carte archéologique peut pourtant être invoquée pour démontrer l'existence de sites paléolithiques importants dans chacune des trois régions, même si les conditions de gisement diffèrent notablement en fonction de la géomorphologie. C'est d'ailleurs certainement dans la compréhension et la prise en compte des conditions géomorphologiques régionales et locales, à toutes les étapes de la chaîne opératoire de l'archéologie préventive – mais surtout à l'échelon opérationnel, sur le terrain – que des actions doivent être entreprises. Très concrètement, la présence d'un géomorphologue spécialiste du Quaternaire chez les opérateurs d'archéologie préventive apparaît indispensable, tant pour intervenir directement sur le terrain que pour former et conseiller les équipes.

	Rapport de diagnostic, PSI	Rapport de fouille préventive	PT	SD	PCR	Fouille programmée	Aide à l'édition
2016	1	3	1	1	3	5	0
2017	3	0	0	1	2	5	0
2018	2	0	0	0	2	4	1

Du point de vue géographique, la région Pays de la Loire est la moins bien lotie, avec une seule fouille programmée (et une demande d'aide à l'édition), probablement parce qu'elle ne connaît pas la même histoire que la Bretagne et la Normandie, où des équipes de recherche sont établies (avec plus ou moins de renouvellement) depuis plusieurs décennies. Cependant on peut légitimement s'inquiéter aussi pour l'avenir dans ces deux régions, en raison du faible renouvellement des équipes, de la rareté des nouveaux projets (la fouille de Menez-Dregan entre dans sa 29^e année, le PCR « Les Premiers hommes en Normandie » dans sa 18^e année) et de la précarité du statut de certains chercheurs. Toutefois la situation est différente pour la fin du Paléolithique, qui fait l'objet depuis quelques années de nouvelles recherches fructueuses.

	Normandie	Bretagne	Pays de la Loire
2016	5	6	3
2017	5	5	1
2018	4	3	2

En ce qui concerne la programmation, seuls quelques sous-axes sont représentés pour le Paléolithique ancien et moyen (axe 1) : les cultures non-acheuléennes avec la fouille de Menez-Dregan (Bretagne), la définition et l'extension géographique des techno-complexes lithiques du Paléolithique moyen avec la fouille de Roc-en-Pail (Pays de la Loire), les cultures du Paléolithique moyen récent et final avec la fouille du Rozel (Normandie). Concernant ce dernier site, il faut insister sur la plus-value extraordinaire représentée par la conservation d'empreintes humaines néandertaliennes, qui font à elles seules l'objet d'un programme d'études spécifiques. En raison de la rareté des sites du Paléolithique inférieur et même moyen, il est peu réaliste de proposer des axes de recherche à priori, l'effort devant d'abord porter sur la constitution d'une documentation de qualité ; tout au plus peut-on souligner les domaines qui nécessiteraient un effort particulier, comme les rapports homme-milieu – par l'identification et l'étude de sites à faune conservée (trop peu nombreux dans l'Ouest de la France) – ou encore la révision des chronologies par des programmes systématiques de datation radiométrique profitant du perfectionnement des méthodes.

Pour l'axe 2 (Paléolithique supérieur), la rareté des sites est encore plus flagrante, il est donc prématuré de proposer une hiérarchisation des axes de recherche. En revanche, il convient d'accompagner les travaux qui commencent à porter leurs fruits sur le Paléolithique terminal et l'émergence du Mésolithique (axe 4), avec des gisements « neufs » comme celui du Rocher de l'Impératrice à Plougastel-Daoulas, où la mise au jour de plaquettes gravées alimente également l'axe 3 (les expressions graphiques préhistoriques).

NÉOLITHIQUE

Par Laure SALANOVA
Membre de la CTRA

Une quarantaine de dossiers ont été traités en 2018 pour la période néolithique dans le cadre de la commission territoriale de la recherche archéologique dans l'ouest de la France. Pour les programmes pluriannuels, les premiers dossiers analysés en 2018 montrent que les remarques, discutées en séance, sont généralement prises en compte. Les discussions sur les problématiques de recherche et sur le choix des méthodes se sont toutefois avérées plus fructueuses quand il a été possible d'échanger directement avec les fouilleurs, ce qui a été expérimenté avec la visite de plusieurs sites normands. Les avis écrits peuvent en effet parfois prêter à confusion.

Dans l'ensemble, la situation dans l'ouest de la France est donc plutôt favorable. Les rapports, les discussions et les rencontres avec les acteurs des opérations de terrain montrent la mobilisation et le réel engagement des équipes de fouille. Les remarques qui suivent ne visent donc qu'à améliorer encore cette situation.

Expertise des rapports

Il a été constaté à plusieurs reprises qu'il était difficile de discuter des prescriptions archéologiques avec les éléments fournis dans les documents. Une première réunion dédiée aux opérations de diagnostics a été organisée en Normandie en 2017. Plusieurs cas

problématiques ont été par ailleurs discutées en commission. Les problèmes concernent d'une part les conditions dans lesquelles sont réalisées les opérations et d'autre part les choix opérés sur le terrain.

Les délais très courts impartis aux diagnostics sont souvent soulignés comme relevant d'une difficulté majeure pour les fouilleurs. Des conditions climatiques défavorables font également partie des difficultés les plus souvent citées, plus fréquemment il est vrai pour les opérations de fouille. Concernant les choix opérés sur le terrain, les sondages en tranchée sont très efficaces pour repérer les structures fossoyées ; ils ne sont pas toujours suffisants pour détecter les traces d'occupations des périodes anciennes et les architectures légères (groupement d'habitats sur poteaux ou autres semis de fosses plus éparées). Les techniques appliquées de la géophysique ne résoudront pas totalement ces problèmes. Comme souvent, une combinaison de techniques, adaptées à chaque terrain, serait probablement plus appropriée, ce qui suppose une réflexion en amont.

La présence désormais régulière de géomorphologues sur le terrain est un fait notable. La géomorphologie ne doit cependant pas remplacer les observations archéologiques. Il ressort des présentations dans les rapports que ces deux catégories d'études s'intéressent à des champs séparés. Si les uns observent les processus sédimentaires, pour la plupart naturels, les archéologues doivent continuer à relever les structures anthropiques à l'aide des méthodes de la stratigraphie horizontale et verticale. La synthèse de ces deux types d'information est encore trop rarement réalisée. De la même façon, les rapports contiennent à présent de nombreuses études spécialisées qui ne peuvent être abouties alors que le responsable d'opération n'a pas encore livré la stratigraphie du site. Certaines de ces études ne sont d'ailleurs pas mentionnées dans le cahier des charges des prescriptions, alors qu'elles apparaissent dans le rapport de fouille et dans une version discutable du fait de la faiblesse des informations contextuelles.

Recherches actuelles

Le mégalithisme est depuis longtemps un point fort des recherches sur le Néolithique dans les trois régions concernées par la CTRA Ouest, particulièrement en Bretagne. Ce thème connaît actuellement un renouveau, grâce à de nouvelles opérations de terrain (monuments et alignements) et à la reprise de la documentation ancienne assortie de nouvelles analyses pluridisciplinaires.

L'étude des contextes non mégalithiques et la recherche d'habitats, amorcées en programmée à la fin du siècle dernier, connaissent également un essor certain avec les fouilles préventives. Si la conservation des sols n'est pas optimale, les plans de bâtiments et de structures de différentes périodes se multiplient. Il est certes encore un peu trop tôt pour espérer une synthèse aboutie sur l'archéologie rurale du Néolithique, mais le nombre de données accumulées est conséquent. Plusieurs opérations programmées (fouilles et PCR) développent à présent des problématiques micro-territoriales et c'est dans le cadre de ces opérations ciblées qu'il sera possible de mettre en séquence les vestiges découverts au gré des aménagements.

Pour conclure, le Néolithique est bien représenté dans les opérations archéologiques qui se sont déroulées dans l'ouest de la France en 2018. Des discussions sont engagées pour améliorer les opérations de diagnostics et optimiser les choix lors des prescriptions de fouille. Ceci suppose une réflexion en amont adaptée à la spécificité de chaque terrain. Par ailleurs, les équipes de fouille comportent désormais des compétences très différentes. L'une ne remplace évidemment pas l'autre.

ÂGES DES MÉTAUX

Par Chris-Cécile BESNARD-VAUTERIN et Anne VILLARD-LE TIEC
Membres de la CTRA

Pour la période des Âges des métaux, la CTRA Ouest a traité un total de 80 dossiers répartis sur les trois régions de la manière suivante : 24 dossiers pour la Bretagne, 22 pour les Pays de la Loire et 34 pour la Normandie. Pour la Bretagne, il s'agit de 2 diagnostics, 16 fouilles préventives et 6 dossiers d'opérations programmées (FP, PCR, PT). Pour les Pays de la Loire, on compte 14 diagnostics et 8 fouilles préventives mais aucun dossier d'opération programmée. En Normandie, on dénombre 18 diagnostics, 12 fouilles préventives, 4 dossiers de programmées. Aucune demande d'aide à l'édition n'a été présentée pour l'interrégion.

Les opérations de diagnostic

Pour la Bretagne, on constate une forte diminution des dossiers de diagnostic pour la période des Âges des métaux par rapport à l'année précédente. Le nombre de diagnostics réalisés en 2017 s'élève en effet à quinze pour seulement deux en 2018. L'un se situe en Ille-et-Vilaine et l'autre dans le Morbihan. En revanche, on observe une augmentation significative dans les Pays de la Loire où le nombre de diagnostics relatifs aux Âges des métaux s'élève cette année à quatorze dossiers pour cinq en 2017. Cinq dossiers concernent la Loire-Atlantique, cinq la Vendée, trois le Maine-et-Loire et un la Mayenne, tandis que la Sarthe n'est pas représentée. Les projets d'aménagement se rapportent donc principalement aux deux départements de la façade atlantique.

Si l'on a pu constater que les surfaces diagnostiquées étaient nettement supérieures l'année dernière en Bretagne par rapport aux Pays de la Loire, on observe dans cette dernière région une augmentation des surfaces, liées à des projets d'aménagement de grande ampleur (ZAC, lotissements). Avec des projets d'aménagement jusqu'à 30 ha, la surface moyenne des diagnostics est toutefois modérée par des plus petites emprises (2 ha) et se situe actuellement autour de 12 ha. En Bretagne, la surface moyenne diagnostiquée est de l'ordre de 13 ha.

Les occupations mises au jour appartiennent principalement à la fin de l'Âge du fer (La Tène moyenne/finale) avec treize indices de sites en Pays de la Loire et un en Bretagne. La période du premier Âge du fer et le début du second est attestée par trois occurrences en Pays de la Loire et une en Bretagne. En revanche, l'Âge du bronze reste largement sous-représenté avec seulement deux indices de sites en Pays de la Loire et aucun en Bretagne.

En Normandie, comme précédemment, la grande majorité des diagnostics a été réalisée dans le Calvados et plus particulièrement dans la Plaine de Caen, avec 13 dossiers sur les 18 soumis à la CTRA pour les Âges des métaux ; un dossier dans la Manche, un dans la Seine-Maritime et trois dans l'Eure, mais aucun dans l'Orne, complètent cet inventaire. Les superficies sondées tendent à se réduire nettement : seules trois d'entre elles dépassent la dizaine d'hectares autour de Caen et treize sont inférieures à 6 ha.

L'année a été marquée par la mise au jour de nécropoles de l'Âge du bronze dans cinq projets, dont deux ensembles importants à Ouistreham et un à Éterville ; en revanche, les indices d'occupations domestiques, souvent des fours et des structures assez mal datés, n'ont été relevés qu'à deux reprises dans l'emprise de deux vastes aménagements situés à proximité de Caen, Éterville de nouveau et Cormelles-le-Royal/Mondeville. Le mobilier datant reste rare, d'où un recours fréquent aux analyses radiocarbones pour tenter de préciser la

chronologie de ces ensembles. Si les premiers temps de l'Âge du fer restent toujours aussi mal documentés, on notera la mise en évidence, dans le tiers des opérations, d'occupations domestiques généralement encloses de la fin du premier Âge du fer et du début du second, dont l'une est manifestement liée à la production du sel à Asnelles (Calvados) ; un seul ensemble funéraire de cette période, rassemblant un enclos quadrangulaire et des inhumations, a été découvert, à Éterville de nouveau. La moitié des opérations a livré les vestiges d'habitats enclos de La Tène moyenne et finale, associés dans un cas avéré à sa nécropole à Grentheville (Calvados).

On dressera le même constat qu'en 2017 dans ces trois régions, où persiste la difficulté à reconnaître les occupations domestiques de l'Âge du bronze et des premiers siècles de l'Âge du fer en raison, bien souvent, d'un faible impact des vestiges dans le sous-sol (habitats ouverts) et d'une quantité modeste de mobilier par rapport aux périodes suivantes. Les sanctuaires, les habitats fortifiés et les installations artisanales liées à l'exploitation des minerais et du sel, échappent de nouveau aux recherches menées dans le cadre de l'archéologie préventive, sans doute en raison de leur topographie peu appropriée aux aménagements actuels et leur éventuelle protection dans les documents d'urbanisme.

Les opérations de fouilles préventives achevées

Pour la Bretagne, le nombre de dossiers de fouilles préventives relatifs aux Âges des métaux montre une légère augmentation par rapport à 2017 avec seize dossiers de fouilles préventives, soit quatre de plus que l'année précédente. En Pays de la Loire, ce sont trois dossiers de plus par rapport à 2017, année qui a été marquée par une baisse importante en raison de la fin des opérations liées à la LGV Bretagne/Pays de la Loire.

Pour les Pays de la Loire, on constate à nouveau que l'étude des Âges des métaux est toujours encore fortement impactée par une prédominance des sites du second Âge du fer. Les établissements enclos laténiens restent dominants, ce qui peut s'expliquer, en partie, par leur identification plus aisée dans le cadre du diagnostic. Les chiffres sont assez parlants : six sites remontent à La Tène moyenne/finale pour seulement deux occupations datées de la fin du premier au début du second Âge du fer, alors qu'aucun site ne se réfère à la période de l'Âge du bronze au début du premier Âge du fer.

En Bretagne en revanche, on assiste à une tendance vers un certain équilibre entre les périodes anciennes des Âges des métaux et le second Âge du fer. Huit dossiers de fouilles préventives se réfèrent en effet à l'Âge du bronze et au tout début du premier Âge du fer pour un même nombre se rapportant au second Âge du fer. La période de transition entre le premier et le second Âge du fer est, quant à elle, attestée par quatre sites. Pour cette séquence chronologique, deux rapports de fouilles préventives ont particulièrement marqué la recherche de cette année. Le premier concerne le site de Saint-Caradec « Bel Air » en Côtes-d'Armor, où S. Barbeau (Inrap) a mis en évidence une architecture circulaire bien conservée et associée à une cave boisée, constituant à ce jour un exemple unique dans l'ouest de la France. Le second dossier qui a retenu notre attention porte sur le site de Inzinzac-Lochrist « Kermat III » dans le Morbihan, où J. Le Gall (Inrap) a étudié un vaste établissement à vocation de stockage étendu, daté du VI^e au IV^e siècle avant notre ère. En raison de la présence d'un grand nombre de greniers alignés le long des axes de circulation, cet établissement est interprété comme un centre d'exploitation et de gestion des ressources agricoles. Pour la période de la fin du second Âge du fer, on retiendra plus particulièrement l'étude effectuée par E. Ah Thon (Inrap) à Plumaugat « Saint-Pierre », en Côtes-d'Armor, sur

un vaste établissement composé d'une cour résidentielle et d'une avant-cour, enfermant de multiples architectures imposantes révélant clairement le statut élevé du domaine.

Pour la région des Pays de la Loire, on notera, pour cette même période, la fouille réalisée par N. Pétorin (Inrap) sur deux établissements ruraux, proches spatialement et chronologiquement mais différents morphologiquement, constituant un exemple intéressant de l'évolution des formes d'habitat à la fin du l'Âge du fer.

En Normandie, le nombre des opérations est resté stable (12 en 2018 et 11 en 2017). Si aucune ne présente de caractère exceptionnel cette année, de par son ampleur ou la qualité de son mobilier, la commission a toutefois émis le souhait que leurs résultats soient publiés dans des articles de synthèse.

La fouille de trois ensembles funéraires de l'Âge du bronze, à Turlaville (Manche), Biéville-Bieuville et Saint-Martin-de-Mieux³¹ (Calvados) vient enrichir un corpus de données de plus en plus précises sur l'évolution des pratiques et des architectures funéraires dans la région ; le travail souvent très ingrat mené sur des monuments arasés et livrant un mobilier particulièrement avare ou sur des sépultures mal conservées et peu dotées finit par porter ses fruits. Il convient toutefois de rappeler les difficultés d'utilisation des datations radiocarbone, la nécessité d'une fouille manuelle et mécanisée adaptée au cas par cas à la nature et la conservation des vestiges et la participation incontournable d'un anthropologue de terrain ; d'une manière générale pour la Protohistoire, l'intégration d'une tranche conditionnelle dans les cahiers des charges scientifiques permettrait de provisionner des moyens pour faire face à la découverte d'ensembles funéraires parfois conséquents mais difficilement détectables lors des diagnostics, comme l'a été la nécropole de Biéville-Bieuville. En revanche, les vestiges d'habitats de cette période étudiés à Anguerny (Calvados) et Flamanville et Motteville sur l'A 150 (Seine-Maritime)³² par exemple restent encore peu aisés à exploiter en raison de la dispersion des structures, la difficulté à reconnaître les bâtiments et la rareté du mobilier.

Seule la fouille d'une nécropole datée de la transition des deux Âges du fer, à Honguemare-Guénouville³³ (Eure), vient illustrer le premier Âge du fer et La Tène ancienne, mal connus dans ce département ; l'une des 19 inhumations d'enfants et adultes, placées à proximité de deux petits enclos quadrangulaires, a livré les restes d'un torque tubulaire en bronze, un bracelet à nodosités, un possible *scalptorium* et deux boucles d'oreilles en or, attestant le statut élevé de la défunte.

Contrairement aux années précédentes, les établissements de La Tène moyenne et finale n'ont fait l'objet que de la moitié à peine des opérations. On retiendra plus particulièrement, malgré une étude très partielle de son emprise, le vaste site enclos de Pucheuil à Saint-Sens³⁴ (Seine-Maritime) – auquel succède un vaste établissement antique –, et ses deux nécropoles à incinérations dont l'une a livré des dépôts multiples (vases, fibules, épée et pointe de lance, perles en verre et en ambre) traduisant l'opulence certaine de cette communauté, et l'autre une sépulture à armes de La Tène D2b. L'enclos hexagonal de La Tène C et D de Hérouvillette³⁵ (Calvados) – auquel succède un sanctuaire rural antique certainement en lien avec les populations des *villae* de Touffréville et de Colombelles –

³¹ Sous la direction d'A. Hauzeur (Archeodunum) et, pour deux derniers, de D. Giazzon (Inrap).

³² Sous la direction respective d'A. Delalande, S. Adam et A. Letor (Éveha).

³³ Sous la direction de N. Roudié (Inrap).

³⁴ Sous la direction de D. Breton (Inrap).

³⁵ Sous la direction de J. Véron (SDAC).

présente un type de site rarement abordé dans le cadre de l'archéologie préventive ; malgré l'arasement des structures antiques, l'analyse détaillée de ce site et des mobiliers renvoie en effet sans conteste à la vocation culturelle de l'occupation, au moins depuis la seconde moitié du I^{er} s. av. J.-C. La CTRA en recommande la publication à l'issue des études spécialisées restant à mener.

Opérations programmées

Si aucune fouille programmée n'est actuellement en cours dans les Pays de la Loire pour la période des Âges des métaux, la Bretagne a fait l'objet de deux demandes d'opération. L'une est portée par H. Gandois (bénévole) et concerne des structures en pierres sèches situées sur l'Île de Kemenez (Finistère). L'autre dossier, présenté sous la direction de M.-Y. Daire (CreAAH, UMR 6566), concerne un site des V^e-IV^e siècles avant J.-C., localisé sur la plage de Plougasnou-Saint-Jean-du-Doigt. Ces deux demandes de fouille programmée sont motivées par la menace de l'érosion marine qui pèse sur ces deux sites d'estran.

Toujours pour la Bretagne, les prospections thématiques déjà en cours se poursuivent, à savoir celles sur les sites fortifiés littoraux de l'Âge du fer en Bretagne et sur les *tumuli* de l'Âge du bronze dans le nord-ouest des Côtes-d'Armor. Le PCR « Espaces et territorialité d'une île atlantique » sur Belle-Île-en-Mer a entamé sa troisième année de recherche, fixant comme objectif d'inventorier et d'étudier un patrimoine archéologique insulaire particulièrement riche.

En Normandie, les recherches programmées entamées depuis plusieurs années sur des contextes et des problématiques peu abordés par l'archéologie préventive se sont poursuivies.

H. Gandois a complété ses recherches sur la plage de Réville (Manche), où des vestiges protohistoriques sont menacés par l'érosion marine, par une prospection au magnétomètre ; si les résultats peuvent sembler a priori décevants en raison d'une pollution par des restes d'engins explosifs de la Seconde Guerre mondiale, cette opération a permis de tester une méthode encore peu mise en œuvre sur l'estran et a mis en évidence une série inédite de fossés, attribués au Bronze ancien.

Dans la continuité de leurs recherches sur l'Âge du bronze dans la Manche, C. Marcigny (Inrap) et H. Gandois ont engagé une première année de prospection thématique « Autour de Tatihou, étude d'un territoire de l'Âge du bronze au premier Âge du fer », qui a été consacrée à l'inventaire diachronique des sites et des dépôts d'objets en alliage cuivreux sur un champ chronologique large couvrant également la fin du III^e millénaire et les débuts de l'Âge du fer.

A. Lefort a achevé son programme de fouille sur la nécropole du second Âge du fer d'Urville-Nacqueville (Manche), exceptionnelle par son état de conservation sur l'estran, par l'étude d'un enclos quadrangulaire.

Enfin, la fouille conduite sous la direction de C. Marcigny et A. Lefort sur le Mont-Castel à Port-en-Bessin/Commes (Manche) vient clore le programme pluriannuel 2015-2017, qui a porté sur le phasage du rempart entre le Bronze final III et La Tène D2b et sur l'occupation interne du site à la transition des deux Âges du fer, puis à la toute fin de l'Âge du fer, dans les années 51 à 30 av. J.-C., quand le site abrite un camp militaire où ont été stationnées des troupes probablement auxiliaires de l'armée romaine.

ANTIQUITÉ

Par Karine ROBIN et Anne-Marie JOUQUAND
Membres de la CTRA

En ce qui concerne l'Antiquité, 82³⁶ dossiers distincts ont été examinés en 2018, ce qui représente 27 % du total des dossiers traités par la commission (304), soit un peu moins du tiers, ce qui reste stable par rapport à l'année précédente. Ils se répartissent entre l'archéologie préventive avec 62 dossiers, soit 75,6 % (35 rapports de diagnostic, 26 rapports de fouille achevée et 1 fouille directe) et les opérations programmées avec 20 dossiers, soit 24 % (4 PCR, 12 fouilles programmées, 3 prospections thématiques, 1 colloque).

Au premier abord la répartition globale de ces 82 dossiers au sein des trois régions ne dénonce pas de grandes disparités géographiques si ce n'est un nombre légèrement inférieur de dossiers liés à l'archéologie préventive en Pays de la Loire (tabl. 1). En y regardant de plus près, on note toutefois des différences marquées avec pour la Bretagne un traitement important de RFO cette année (15) et une baisse sensible des diagnostics traitant de l'Antiquité (6), tendances inversées pour les Pays de la Loire où 18 rapports de diagnostic et seulement 4 RFO ont été expertisés. Cette analyse qui porte sur une seule année d'exercice reste assurément limitée à ce simple constat et ne rend pas compte des tendances sur le temps long et des dossiers en attente.

Régions	Opérations préventives	Opérations programmées
Bretagne	21 15 RFO, 6 Diag	5 3 FP, 1 PCR, 1 PR. THEM.
Normandie	25 7 RFO, 18 Diag	9 6 FP, 2 PCR, 1 PR. THEM.
Pays de la Loire	16 4 RFO, 11 Diag, 1 F directe	6 1 Colloq., 3 FP, 1 PCR, 1 PR. THEM.
Total	62	20

Tableau 1. Répartition des dossiers traitant de l'Antiquité traités en 2018 en fonction de la nature des dossiers

Sans surprise, la répartition des dossiers en fonction des axes de la programmation nationale est stable par rapport à l'an dernier. Les 82 dossiers traitant de l'Antiquité se répartissent essentiellement entre l'axe 10 (52) et l'axe 9 (26), mais deux dossiers (dont 1 colloque) concernent l'axe 13 (Installations portuaires de Rezé), un autre l'axe 6 (Viel-Evreux) et deux dossiers de PCR sont exclus de ce classement : l'un porte sur la céramique et l'autre sur la Normandie. En fonction de leur contexte, les ensembles funéraires ont été intégrés dans les deux principaux axes 9 ou 10.

Axe 10 « Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne »

Pour l'Antiquité rurale qui se rattache à l'axe 10 de la programmation nationale, les dossiers relevant **d'opérations de recherche programmées** sont au nombre de seulement 7, en léger recul par rapport à 2017 (11). Il s'agit de programmes engagés depuis plusieurs années sur la *villa* de Mont-Saint-Jean (« Roullée/La Selle », Sarthe), sur le site de production de ressources marines de Commes (« Le dessous des Cotis », Calvados), sur l'atelier de production métallurgique de Pilleverte (« Plesder », Ille-et-Vilaine), mais

³⁶ Le dossier PCR de Vannes examiné à deux reprises n'a été comptabilisé qu'une seule fois.

également du PCR « L'Antiquité en Normandie occidentale » qui traite aussi de l'espace rural et de deux prospections thématiques. Le programme mené sur l'atelier métallurgique antique de Plesder, « Pilleverte » (Ille-et-Vilaine, dir. J.-B. Vivet, bénévole), constitue toujours la seule étude consacrée à la production primaire du fer dans une région particulièrement bien documentée quant à l'évolution technique et chronologique de la production du fer.

Également à l'échelle d'un plus vaste territoire, le PCR sur « La céramique entre Loire et littoral du I^{er} s. av. J.-C. au IV^e s. ap. J.-C. (Pays de la Loire et Morbihan, dir. S. Thébaud, Inrap) » entre dans sa seconde année et fournit déjà de nombreux résultats. Il doit être encouragé et permettre la création d'outils collaboratifs. Le PCR « L'Antiquité en Normandie occidentale » ARBANO est arrivé à son terme notamment avec l'organisation d'un colloque « FAR WEST : la Normandie antique et les marges nord-ouest de l'Empire romain, I^{er} siècle av J.-C./VI^e siècle ap J.-C. » destiné à présenter les données acquises sous la forme de synthèses rassemblées dans un ouvrage collectif.

Il convient de mentionner l'exemplarité de la fouille programmée de la *villa de* « Roullée/La Selle » (Mont-Saint-Jean, Sarthe, F. Sarreste, Éveha) qui a permis l'exploration de l'ensemble des bâtiments d'exploitation. Une prospection par radar à pénétration de sol a surtout permis de compléter les données relatives à la *pars urbana*. Ces dernières pourraient justifier un nouveau programme de recherche à l'issue de la publication annoncée.

Les dossiers de fouilles préventives achevées (17) concernent surtout des établissements ruraux et leurs abords immédiats comme d'ailleurs les dossiers de diagnostic (28) examinés cette année. Les prescriptions de fouille ont porté sur des emprises moyennes (de 1400 à 9000 m²) et quelques grandes surfaces (1 ha à 6,1 ha) permettant de documenter des formes d'habitats modestes, leur structuration parcellaire et les activités développées. La majorité des sites s'inscrit souvent dans la continuité d'occupations antérieures de La Tène.

La fouille réalisée sur la commune de Guipavas (Finistère, B. Simier et J. Cabanillas, Inrap) constitue un travail exemplaire qui permet de montrer la juxtaposition de deux formes d'exploitation rurale de taille modeste qui viennent ainsi enrichir le corpus de ce type d'occupation et surtout la spécificité d'un terroir où la production de bétail a pu être privilégiée.

Autre opération exemplaire, celle de Flamanville-Motteville (Seine-Maritime, S. Adam, Éveha) qui a mis en évidence une exploitation agricole centrée sur le pastoralisme avec un parc de contention associé à différents dispositifs de cheminements forcés (corridors, passages en entonnoir, en V, en chicane...) au sein de la structuration parcellaire. Cet exemple encore unique pour la Normandie vient ainsi compléter des aménagements similaires progressivement mis en évidence notamment dans l'Ouest.

Deux opérations réalisées à Bais (« La Frêne 2 » et « Carrière des Vallons », Ille-et-Vilaine, J.-C. Durand) viennent compléter les nombreuses données déjà acquises par les différentes opérations menées depuis 2016. Elles montrent un secteur dont l'activité est centrée sur la production potière qui nécessitera la reprise de l'ensemble des données pour une mise en perspective.

La majorité des fouilles vient surtout illustrer des habitats ruraux modestes en termes de surface ou de bâtiment. Quelques activités spécifiques sont parfois reconnues comme les fours en batterie à Faye de Bretagne en Loire-Atlantique (A. Mayer, Éveha), les fours de potiers à Bais (Ille-et-Vilaine, J.-C. Durand, Inrap), une activité métallurgique discrète mais

récurrente à Bédée et Pleuméleuc (Ille-et-Vilaine, Y. Escat, Inrap), à Pont-Scorff (Morbihan, M. Gourmelon et N. Le Faou, Éveha) et des fosses d'extraction à Saint-Martin-de-Mieux (Calvados, L. Paez-Rezende, Inrap).

Une forme d'occupation singulière doit toutefois être mentionnée, celle de Goustranville, emprise localisée au niveau de l'axe routier antique *Augustodurum/Julibona* Bayeux-Lisieux reliant ainsi la basse vallée de la Dives à l'embouchure de l'Orne (Calvados, G. Léon, Inrap). L'organisation spatiale se caractérise par la juxtaposition d'unités domestiques dont les bâtiments, peut-être rarement maçonnés, ne laissent que peu de traces. Les fosses de stockage, la variété des mobiliers qui reflète de nombreuses activités et la présence de vaisselle d'importation constituent autant d'éléments qui témoignent d'une forme d'habitat groupé et modeste.

Un seul dossier préventif concerne un sanctuaire rural (Hérouvillette, Calvados, J. Veron, service archéologique du Calvados). Si la question de rupture ou de continuité, entre La Tène finale et l'Antiquité, dans la nature de l'occupation devra être à considérer dans une publication, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un bel exemple de sanctuaire rural antique certainement en lien avec les populations des *villae* de Touffréville et de Colombelle. L'exploitation de ces données devra se poursuivre dans le cadre du PCR ARBANO « L'Antiquité en Normandie occidentale » pour en permettre une contextualisation à l'échelle du territoire.

Les projets de publication ne sont représentés que par deux fouilles programmées, celui de la *villa* de la Gare (Le Quiou, Côtes-d'Armor, C. Requi et J.-C. Arramond), déjà engagé depuis 2 ans, et celui de la *villa* de Roullée/la Selle (Mont-Saint-Jean, Sarthe, F. Sarreste, Éveha) destiné à dresser le bilan de 10 ans d'études.

Les résultats de nombreuses fouilles préventives doivent pouvoir être présentés dans des synthèses régionales sur les formes de l'habitat rural et leur contexte agro-pastoral comme celles de Guipavas (Finistère), Flamanville-Motteville (Seine-Maritime), Hérouvillette et Goustranville (Calvados). Une attention particulière pourrait être portée sur les opérations réalisées à Bais (Ille-et-Vilaine) qui nécessitent une synthèse des opérations réalisées depuis 2006. Un groupe de travail associant les responsables serait peut-être à mettre en place par le service régional de l'archéologie.

Axe 9 « le phénomène urbain », axe 13 « Aménagements portuaires et commerce » et axe 6 « Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine »

Les dossiers relevant **d'opérations de recherche programmées** au nombre de 12 concernent des fouilles urbaines engagées depuis plusieurs années (7), des PCR (3) dont deux synthèses diachroniques (Vannes et Evreux-Val d'Iton) et une prospection thématique en lien avec la fouille de Jublains et un colloque en lien avec celle de Rezé/Saint-Lupien (axe 13).

Pour mémoire, à l'exception de la fouille urbaine programmée du Parc des Tanneurs à Rennes (D. Pouille, Inrap) démarrée en 2017, les **fouilles programmées** concernent pour l'essentiel des capitales de cités ou des agglomérations ayant été désertées et qui font l'objet pour certaines d'activités archéologiques continues depuis au moins une décennie : Le Vieil-Évreux/*Gisacum* (Eure) sur le grand sanctuaire (axe 6), Vieux/*Aregenua* (Calvados), Eu/*Briga* (Seine-Maritime), Jublains/*Noviodunum* (Mayenne), Valognes/*Alauna* (Manche) et les installations portuaires de Rezé-Saint-Lupien/*Ratiatum* (Loire-Atlantique). Il n'y pas de grands changements par rapport à l'activité de l'année précédente (2017) et les orientations

données de longue date à ces travaux restent identiques même si la CTRA joue actuellement pleinement son rôle de conseil et d'incitation.

Certaines de ces fouilles sont achevées sur le terrain ou en voie d'achèvement et les travaux soutenus par l'État ou les collectivités portent désormais sur le traitement des données et la préparation des publications : *Vieux/Aregenua* (Calvados), Eu (Seine-Maritime), Valognes/*Alauna* (Manche) et *Rezé/Ratiatum* (Loire-Atlantique) qui s'est achevée par un colloque en juin 2018.

Les zones explorées et les thèmes d'étude sont variés : centre civique à Vieux, habitats autour du sanctuaire d'Eu, abords du centre civique à Jublains (*macellum* ?), les limites et la trame urbaines à Valognes. Partout, l'usage des méthodes de détection non destructrices (radar) se généralise pour des résultats significatifs comme à Jublains, Vieux, Eu et Valognes.

Sur Le Vieil-Évreux, « la ville sanctuaire », localisée à peu de distance d'Évreux la capitale de cité, le programme engagé depuis 2005 porte sur l'étude du grand sanctuaire (dir. S. Bertaudière, coll. CD 27) et se rattache à l'axe 6 de la programmation nationale. La découverte récente d'un réseau d'adduction en plomb relié aux « puisards » présents dans la galerie et l'avant-cour illustre la complexité de ce monument et la nécessité, plusieurs fois soulignée, d'entreprendre d'urgence une étude architecturale de qualité afin d'en comprendre le fonctionnement en lien avec la liturgie et d'en proposer une restitution argumentée. Comme l'an dernier, nous déplorons l'absence d'interlocuteurs compétents et disponibles pour traiter les questions d'architecture antique dans l'Ouest de la Gaule en collaboration avec les fouilleurs. Cet état de fait est préjudiciable à la recherche qui porte sur cet axe.

Plusieurs **Programmes Collectifs de Recherches** concernent plus spécifiquement la ville. Le PCR « L'enceinte romaine du Mans (Sarthe) : bilan des connaissances » coordonné par M. Monteil (univ. de Nantes) et A. Durand (univ. du Maine) démarré en 2017 fonctionne pleinement et les avancées sont significatives (architecture et archives). Il s'agit d'étudier ici un objet urbain : l'enceinte tardive dans la longue durée. Outre les deux PCR cités plus haut associés à l'axe 10 et qui englobent également les territoires urbains (céramique et Normandie), deux nouveaux PCR portent sur les villes de Vannes/Bretagne (S. Daré, ASSO/CERAM) et d'Évreux/Val-d'Iton/Normandie (P. Wech, MADE). Il s'agit de travaux collaboratifs basés sur une mise en commun des données anciennes ou nouvellement acquises et la création d'outils de gestion et réflexion (SIG) s'inspirant des « Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France » de l'ex CNAU.

De manière générale les **opérations préventives** qui abordent la ville antique (17) se concentrent presque exclusivement sur les territoires qui connaissent actuellement un fort développement comme les deux métropoles de Rennes et de Nantes sur ses marges (Rezé) ou des villes qui font l'objet d'une attention soutenue des services instructeurs (Caraix-Plouger, Corseul, Vannes, Angers, Le Mans et Bayeux). Certains secteurs comme celui des rives de la Seine ne sont que trop rarement documentés. D'une manière générale, les grands chantiers en cœur de ville se font désormais rares et les surfaces explorées de plus en plus réduites (300 m²). L'activité qui se déplace à la périphérie des centres anciens permet, outre le réexamen de nécropoles connues de longue date (Quimper et Vannes), d'explorer de nouveaux espaces localisés aux confins des grands domaines et du territoire urbain et répond aux orientations de la programmation nationale (sous-axe : La ville et sa

périphérie). On peut citer les opérations remarquables de Corseul (La Métrie 1 et 2) et celle plus modeste du Mans (Couvent de la Visitation).

En conclusion

D'une manière générale, à l'exception de quelques dossiers qui demeurent trop factuels, les rapports de fouilles préventives et programmées, soumis à expertise, qu'ils concernent la ville ou la campagne, sont de bonne tenue (formalisme systématique de la présentation qui facilite la compréhension) et intègrent de mieux en mieux les études spécialisées. La qualité des analyses de site et la mise en perspective de certains dossiers à l'échelon régional constituent déjà les prémices de publications qui nécessiteront, pour les responsables, un soutien de leur institution pour disposer du temps nécessaire. À l'échelle de ce territoire, on remarque le faible investissement du monde universitaire dans le domaine des travaux de terrain avec seulement trois fouilles, dont deux sont en phase d'étude. Autre constat : à l'exception du PCR sur la Normandie antique, aucun autre programme n'aborde la ville dans un cadre géographique plus large et les questions de réseaux ou de maillage du territoire ne sont jamais considérées.

MOYEN ÂGE, ÉPOQUE MODERNE

Par Sylvie FARAVEL et Fabrice HENRION
Membres de la CTRA

Pour l'année 2018 un total de 115 dossiers a été évalué par les deux membres de la CTRA en charge de la période médiévale. Pour représenter pleinement la chronologie traitée ce chiffre doit être augmenté des dossiers dont la spécificité thématique ou chronologique a justifié qu'ils soient rapportés par des experts extérieurs (1 dossier à forte dominante anthropologique a été instruit par B. Bizot et 6 relevant de l'époque contemporaine ont été instruits par Y. Desfossés mais également S. Hurard), soit un total de 121 dossiers pour les périodes récentes et 110 pour le seul Moyen Âge. Si l'on exclut les doublons provoqués par le réexamen de certains dossiers de programmation ajournés, on obtient une répartition assez inégale entre régions et entre archéologie préventive et programmée, déjà soulignée en 2017, mais qui laisse apparaître quelques tendances de nature à modifier la donne dans les prochaines années.

Données pour le seul Moyen Âge

Fouilles préventives												Programmation																		Aide à l'édition								
CC/PSI			Fouilles Directes			Rapport de diagnostic/PSTI			Rapport de fouilles préventives			PT et géophys pt et parfois sond			PMS			SD			Fouille programmée			Bâti seul			PCR			APP, publi coll								
B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL	B	N	PDL			
0	2	0	0	0	6	3	16	14	4	9	8	2	4	4	0	0	0	1	0	2	4	6	2	1	7	2	3	4	2	0	3	1						
	T	2		T	6		T	33		T	21		T	10		T	0		T	3		T	12		T	10		T	9		T	4						
										T	62														T	44												
total général		110																																				

Dans le domaine de l'archéologie préventive, la période médiévale, comme les périodes modernes ou contemporaines, est souvent présente en association avec des périodes plus anciennes. En archéologie programmée, le Moyen Âge s'affiche plus souvent seul, mais aussi de manière encore limitée avec les périodes moderne et contemporaine (4 opérations pour la période moderne et 7 pour la période contemporaine).



Les dossiers concernant la période médiévale se répartissent inégalement entre les trois régions relevant de la CTRA Ouest.

Dans le domaine de l'archéologie préventive, la région Pays de la Loire affiche un nombre de dossiers à peine supérieur à celui de la Normandie (28 soit 45 % contre 27 soit 44 %) grâce à l'augmentation significative du nombre de diagnostics et surtout à la prescription de fouilles directes qui concernent généralement l'archéologie du bâti et des travaux qui s'inscrivent mal dans les cadres actuels de l'archéologie préventive. La forte proportion de diagnostics laisse en tout cas présager pour l'avenir une hausse de dossiers et donc des données pour les Pays de la Loire en particulier en Loire-Atlantique et en Vendée. En Normandie, les diagnostics touchent tous les départements sauf la Manche avec une forte représentation du Calvados et de la Seine-Maritime mais pas forcément des grandes métropoles comme en 2017 et plutôt des villes de leur périphérie, des petites villes (Alençon) ou des agglomérations rurales. Les fouilles toujours prescrites même sur des surfaces restreintes viendront documenter des espaces parfois délaissés par la recherche universitaire ou érudite. Si du côté des fouilles préventives achevées le nombre de dossiers examinés en Normandie et Pays de la Loire est quasi similaire, il concernait pour la Normandie des dossiers parfois anciens, derniers reliquats de retards de passage en CTRA (2011-2012). La Bretagne affiche quant à elle un faible nombre de dossiers préventifs relevant du Moyen Âge (7 soit 11 %), tendance qui devrait s'accroître au moins à court terme avec aucun diagnostic positif pour la période en 2018.

Au final, pour l'archéologie préventive, les données accumulées dans l'Ouest depuis plusieurs années sur l'espace rural (parcellaire, habitats, activités humaines) souvent sur le temps long par exemple sur la plaine de Caen ou la basse vallée de l'Eure font souhaiter que de grandes synthèses soient rapidement publiées, et ce constat vaut également pour la Bretagne et les Pays de la Loire, permettant d'établir les liens entre habitats du haut Moyen Âge, constitution des réseaux paroissiaux et naissances des villages actuels. La suggestion en est souvent faite dans les avis de CTRA. Une solution pourrait être la constitution de PCR que pour l'instant on ne voit pas venir en CTRA. Ces PCR permettraient de remédier aux lacunes (essentiellement dans le cadre des études de mobilier en post-fouille limitées à des inventaires ou incomplètes) parfois observées dans des rapports généralement de bonne qualité quels que soient les opérateurs présents (Inrap partout, service archéologique du Calvados et Made en Normandie et opérateurs privés. À plusieurs reprises, les rapporteurs ont regretté des études documentaires parfois insuffisantes ou maladroites qui ne permettent pas une contextualisation correcte ou ne sont pas intégrées dans les résultats des fouilles. Même si ce n'est pas encore une obligation – cette démarche paraît indispensable dès la phase de diagnostic en milieu urbain ou villageois – il paraîtrait indispensable de disposer d'un minimum de données (au moins recalcr les parcelles par rapport au cadastre et aux

plans anciens ce qui n'est pas toujours fait, quelle que soit la région considérée) pour évaluer au mieux le potentiel de l'espace diagnostiqué.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, on retrouve une répartition plus classique entre les régions avec un total de 44 opérations réparties pour moitié entre Normandie (21 opérations soit 48 %) et Bretagne et Pays de la Loire réunis (11 et 12 opérations soit 25 et 27 %). Ces opérations sont regroupées sous des dénominations variées, les fouilles programmées dominant de peu (12 opérations dont seulement 2 en Pays de la Loire), devant de justesse les prospections thématiques et/ou géophysiques (10 opérations assez bien réparties), les « études de bâti » (10 dont une seule indiquée comme telle en Bretagne) et les PCR (9 dont 4 en Normandie). Les sondages seuls sont rares (3) et plutôt rattachés aux dossiers de prospection thématique. Ces répartitions sont en réalité très artificielles et, à regarder le contenu des dossiers, on s'aperçoit en particulier qu'en plus des seuls dossiers affichés « archéologie du bâti » on compte des opérations relevant de ce domaine dans les PCR, les PT (ex. églises romanes de l'Eure) et les fouilles programmées (ex. Les Portes Mordelaises à Rennes, château de Roc'h Morvan à La Roche-Maurice, château de Suscinio) qui montrent une réelle implantation de la discipline dans les 3 régions. Si les dossiers d'archéologie du bâti, qui portent souvent sur des sites protégés au titre des MH, sont plus souvent gérés dans le cadre de la programmation, on les retrouve aussi dans les dossiers d'archéologie préventive où ils posent le même problème de rattachement (ex. 6 cas de fouilles directes en Pays de la Loire qui concernent des sites de châteaux/fortifications urbaines (Guérande), abbayes majeures (Fontevraud), prieurés, églises ou habitat civil (Angers rue Saint-Martin), avec une grande différence de statut d'opération (diagnostic, sondage, programmée et hors cadre établi que l'on regroupe, par défaut, en « 3^e type »).

Des dossiers programmés soumis par des RO issus de différents horizons (Inrap, université, étudiants, associations, bénévoles, ponctuellement société privée). On note l'absence de chercheurs Cnrs, la faiblesse des enseignants-chercheurs (3), l'université étant plutôt représentée par des doctorants ou post-doctorants, des ingénieurs (2). Les dossiers de demande comme les rapports contenus ne sont pas toujours de qualité égale et nécessitent parfois des ajournements, un réexamen et parfois un refus souvent lié à un défaut de problématisation et de justification de la demande voire même l'absence de compétence archéologique du porteur de la demande (cas d'un projet de PT et sondage sur un château breton).

L'année 2018 a été marquée par un nombre assez important de demandes de PT, qui dans plusieurs cas illustrent en fait la difficulté d'intégrer ces opérations dans le cadre existant. Il s'agissait parfois de demandes de renouvellement mais aussi de nouvelles demandes. Deux d'entre elles ont dû être reformulées avant d'être acceptées (Normandie), une autre faisant suite à un projet déposé en 2017 n'a pas été reconduite (Normandie), un nouveau projet a été refusé (Bretagne).

La majorité de ces PT relève du domaine de l'archéologie du bâti dont elles viennent renforcer l'orientation très forte des opérations programmées relevant de la CTRA Ouest. La plupart portent sur des édifices religieux (3 abbayes : 1 en Normandie, Mézidon vallée d'Auge, 2 en Bretagne et 1 église en Normandie) sur l'environnement du château (1 en Pays de la Loire), sur les matériaux de construction (1 en Normandie) ou l'exploitation des ressources naturelles pour la métallurgie (1 en Normandie). Ces dossiers de PT posent assez souvent la question de leur inscription dans le cadre de la PT plutôt que dans celui

d'un PCR ou d'une opération programmée. C'est ainsi le cas des demandes récurrentes portant sur les études des églises préromanes de l'Eure qui pourraient s'insérer dans un programme plus cohérent et plus ambitieux incluant les recherches d'autres acteurs de la recherche travaillant sur le même sujet (par exemple les travaux sur la Seine-Maritime).

On soulignera l'approche originale du projet de prospection « Parcs et résidences de chasse médiévaux sur le littoral talmondais et olonnais » mené en Pays de la Loire sur la baie de Cayola et Port-Juré, ancien domaine de l'abbaye d'Orbestier qui se voit parfaitement complété par une demande en zone d'estran portant sur l'étude d'un aménagement portuaire dans la même baie de Cayola dans la commune de Château-d'Olonne.

Ces PT sont parfois accompagnées de demandes de sondages comme à Saint-Lyphard où une demande porte sur le repérage d'un ancien canal médiéval dont les vestiges ont longtemps été interprétés comme ceux d'un fossé protohistorique (« les Gros Fossés »).

Les dossiers de sondages seuls instruits sont exceptionnels (1) et correspondent à des opérations anciennes d'archéologie du bâti (Le Mans quartier canonial) ou sont inscrits dans le prolongement de PT avant d'envisager une fouille programmée (1) ou associés à une prospection thématique (1).

En fouille programmée, on dispose de dossiers récurrents ou en cours d'installation dans la durée : en Bretagne, les Portes Mordelaises à Rennes, les châteaux de Suscinio ou de Roc'h Morvan (pour ces trois cas, le programme est en cours d'achèvement) ou en Normandie, où une opération commence à s'étoffer à Maulévrier-Sainte-Gertrude sur un site castral rural. Ces opérations, qui concernent le second Moyen Âge, associent archéologie du bâti et fouille sédimentaire. Certaines opérations sont diachroniques comme celle du Parc des Tanneurs à Rennes : centrée sur l'étude d'un quartier de la ville antique, la recherche aborde ses prolongements médiévaux et notamment sur un espace funéraire, dont une partie était alors en cours de fouille préventive, montrant une complémentarité pas si courante de ce type d'opérations en milieu urbain. On insistera enfin sur l'efficacité et les résultats obtenus en 2 ans sur les ateliers de tuiliers médiévaux et modernes de Barbery (Normandie).

Le nombre de PCR concernant le Moyen Âge doit être relativisé. Sur les 9 recensés, deux concernent le Moyen Âge à la marge (enceinte du Mans, Vannes antique et médiéval), deux sont terminés ou en passe de l'être (Céramique médiévale en Pays de la Loire et Bretagne, *De bois de terre et d'eau* en Normandie) et un autre très prometteur n'a finalement pas pu être lancé faute de soutien de l'Inrap (*Vuydanges et salubritas – Gestion des déchets des villes normandes à la fin du Moyen Âge et pendant l'époque moderne*). On soulignera cependant la belle dynamique autour de la céramique avec la fin du PCR et projet de publication pour *La céramique du XI^e au XVI^e siècle en Pays de la Loire et Bretagne* et la poursuite du PCR consacré à la céramique de Normandie qui permettront à terme de couvrir toute l'interrégion. Autre projet ambitieux qui unit des chercheurs du CRAHAM (Université/Cnrs/Inrap et autres) autour d'un projet très attendu sur les châteaux de Caen et notamment de reprise des fouilles de M. de Bouïard.

Les dossiers relatifs à l'aide à la publication sont peu nombreux : aucun pour la Bretagne, 3 pour la Normandie et 1 pour les Pays de la Loire, aucun ne porte sur des fouilles préventives mais plutôt sur des fouilles de sauvetage anciennes (Normandie, fouilles de Trainecourt à Grentheville) ou programmées (Normandie, publication de l'Usine à fer de

Glinet ; Pays de la Loire, Château du Goust). Les demandes sont faites pour financer des analyses ou études indispensables à la publication.

L'ensemble de ces dossiers s'inscrit diversement dans les axes de la programmation nationale. Dans le **domaine funéraire** (axe 7), en programmée, Rouen Aître Saint-Maclou, et, en préventif, de nombreuses opérations documentant les espaces funéraires urbains et ruraux du haut Moyen Âge à la Révolution. L'archéologie du bâti profite surtout à l'étude monographique des **édifices religieux** (axe 8) (1 cathédrale, abbayes, églises prieurales et paroissiales) également abordée par l'étude des matériaux (PT « archéomatériaux... » en Normandie mais aussi des tuiles de Barbery). Elle s'applique beaucoup moins au bâti civil **urbain** (axe 9) (Normandie, 1). La thématique de la ville apparaît surtout par ses fortifications (plusieurs opérations en préventif comme en programmé sur des villes de tailles très différentes – axe 11). De même, les nombreux diagnostics ou RFO traités nous permettent d'envisager la question de **l'habitat rural** (axe 10), de ses formes et de sa répartition spatiale avec des spécificités locales dont on commence à voir l'origine (cas du clos-masure en pays de Caux), idem pour les formes d'organisation villageoise en Normandie et Pays de la Loire.

La question des **constructions élitaires** (axe 11) est essentiellement centrée sur le classique « château » (ducal ou royal à Caen, seigneurial ailleurs) ou du « manoir » du second Moyen Âge largement abordé en fouille programmée ou en lien avec des programmes de restauration MH appelant des formes d'intervention diverses (diagnostics, études du bâti, fouilles préventives ou programmées) sur le thème de l'étude des lignes de défense, de la résidence (Bretagne, château de Roc'h Morvan, château de Suscinio ; Normandie, manoir du Catel, La Butte au Diable ; Pays de la Loire, Tiffauges). Seul le dossier Sainte-Suzanne, Le Camp de Beugy (Pays de la Loire) nous ramène à une période antérieure. Enfin, le projet « Parcs et résidences de chasse médiévaux sur le littoral talmondaï et olonnais » s'inscrit dans la ligne environnementale plus originale de ce programme.

L'activité métallurgique (axe 12) est essentiellement représentée par le projet de publication de l'usine à fer de Glinet (dont l'intitulé *Mines et matériaux associés* semble inadéquat), un projet sur le Pays de Bray en lui-même ayant été ajourné. Dans le domaine des échanges et productions artisanales s'inscrivent Céramique en Pays de la Loire et Bretagne, mais aussi des recherches en cours comme les fouilles des tuileries de Barbery qui apportent beaucoup sur un pan peu documenté de l'économie médiévale et moderne.

Le **commerce et les aménagements portuaires** (axe 13) sont abordés par des opérations concernant les aménagements de rivière sur les bords de Seine (diagnostics et fouilles programmées) et sur le littoral (Pays de la Loire, Baie de Cayola, le programme en cours sur la rivière Epte ayant finalement révélé en 2018 des aménagements antiques et non pas médiévaux).

ARCHÉOLOGIE DES CONFLITS CONTEMPORAINS

Par Yves DESFOSSÉS
Expert extérieur

En 2018, 7 dossiers relatifs à l'archéologie des conflits contemporains ont été instruits en région Ouest, contre 5 en 2017 et 2 en 2016, et sont donc en progression régulière. Cette année encore, la région Normandie accueille la majorité des opérations (6), mais les Pays de

la Loire sont aussi présents, tout comme l'année précédente avec 1 dossier. Pour la Normandie, la fouille programmée des carrières Saingt (Fleury-sur-Orne, Calvados) entame sa 4^e année d'existence, tout comme le PCR « Patrimoine des vestiges de la Seconde Guerre mondiale en Basse-Normandie ». Année après année, ces 2 opérations confirment leur fort potentiel informatif, mais aussi méthodologique. Elles sont rejointes en 2018 par une nouvelle fouille programmée visant à étudier le champ de bataille de l'opération américaine Cobra (24-26 juillet 1944, Manche). On ne peut que se féliciter de cette multiplication des opérations pionnières et novatrices, notamment dans le domaine de la « *Battlefield Archaeology* » peu pratiqué en France. L'archéologie préventive est aussi bien représentée, avec les RFO des fouilles de Fleury-sur-Orne 2014 et 2016 (Calvados), qui montrent que le potentiel informatif des vestiges relatifs à la Bataille de Caen est désormais régulièrement pris en compte, ce qui par ailleurs semble aussi devenir habituel en région Pays de la Loire par le biais d'une opération de fouille à venir sur le site méconnu d'une importante installation radio de la *Luftwaffe* à Grandchamps et Treillères (Loire-Atlantique).

Commission territoriale de la recherche archéologique Outre-Mer

Présentation de la CTRA Outre-Mer

Par Dany BARRAUD

Inspecteur général des patrimoines

La CIRA des départements d'outre-mer a été mise en place en 2007, prenant le relais d'une commission spécialisée placée au sein du CNRA par un décret de 1994. La CTRA Outre-mer est composée de la réunion des départements et régions ultramarins (DROM) de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion ainsi que des collectivités d'Outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Son siège est à la Drac de Martinique et c'est donc le Sra de Fort-de-France qui assure le secrétariat et l'organisation de la commission. La CTRA s'est réunie trois fois en 2018 : en mars, juin, et octobre. La CTRA de mars s'est tenue à Paris au musée de l'Homme, celle de juin a été réalisée comme d'habitude en vidéoconférence et celle d'octobre s'est déplacée en Guyane.

Composition de la commission

La commission est composée de sept membres :

- Hélène Barrand-Eman, archéo-anthropologue, SARL Antéa, rapporteure pour les dossiers d'anthropologie,
- Benoit Bérard, maître de conférences à l'université des Antilles, rapporteur pour les périodes amérindiennes,
- Christian Cribellier, conservateur en chef du patrimoine à la SDA, rapporteur pour les dossiers d'archéologie des périodes coloniales,
- Pierrick Fouéré, ingénieur de recherches à l'Inrap, rapporteur pour les périodes amérindiennes,
- Séverine Hurard, ingénieure de recherches à l'Inrap, rapporteure pour les périodes coloniales,
- Sébastien Jesset, chef du pôle d'archéologie d'Orléans, rapporteur pour les périodes coloniales,
- Dominique Rogers, maître de conférences à l'université des Antilles, rapporteur pour les périodes coloniales.

Très ponctuellement, pour des dossiers nécessitant une expertise particulière (zonages, arts rupestres, construction navale, ...) il est fait appel à des rapporteurs extérieurs. En 2018, ont été sollicitées deux expertes, Sophie François et Geneviève Pinçon, pour un total de trois dossiers.

Le nombre de dossiers examinés par la CTRA Outre-mer en 2018 a, pour la première fois depuis la création de la commission, été en recul avec 70 dossiers examinés contre 89 en 2017, ce qui correspond finalement à un retour à la normale. Le préventif (rapports de diagnostic, cahiers des charges et RFO) n'a représenté que 47 % des dossiers examinés, soit 10 % de moins qu'en 2018, ce qui explique probablement le reflux du nombre d'examens en 2018.

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
37	37	36	30	33	45	68	41	60	70	89	70

Nombre de dossiers traités de 2007 à 2018

Nature des avis émis en 2018 par la commission

81 avis ont été rendus par les rapporteurs pour les 70 dossiers examinés, 11 dossiers ayant nécessité une double expertise. Comme chaque année, c'est le nombre d'avis émis sur des rapports concernant des sites d'époque moderne et contemporaine (47) qui domine malgré

un fléchissement par rapport à l'année précédente. Une certaine stabilité est toutefois à noter d'année en année. Il semble que l'activité archéologique atteigne un plafond malgré l'investissement des services et le développement des opérations notamment à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Rapporteurs	Nombre d'avis
Hélène Barrand-Eman	5
Benoit Bérard	14
Christian Cribellier	13
Pierrick Fouéré	10
Séverine Hurard	17
Sébastien Jesset	11
Dominique Rogers	8
Experts extérieurs	3
Total	81

Périodes chronologiques	Nombre de dossiers	
	2017	2018
Amérindien	23	26
XVI ^e -XX ^e siècles	52	47
Monde musulman (XI ^e -XV ^e siècles)	2	2
Paléo-environnement	6	2
Diachronique	6	2

Qualité des dossiers traités en 2018 et tendances évolutives

Cette stabilité pointée dans le nombre des avis se retrouve évidemment dans la qualité des dossiers traités. Sur les 70 dossiers examinés en 2018, 28 (31 en 2017) sont issus de Guadeloupe où le nombre de dossiers de préventif, notamment en diagnostic, est toujours élevé. C'est, depuis 2016, la première région en termes d'activité devant la Guyane et la Martinique. Cette dernière région décroche toutefois en 2018 (6 dossiers au lieu de 20), situation inquiétante résultant d'un très net affaiblissement des effectifs scientifiques du service avec le départ non encore renouvelé du CRA. Un effort de renforcement de ce service est à mettre en place très rapidement car le risque est grand de perdre les acquis du redressement observé depuis 2015. Enfin, il faut noter la poursuite du décollage de l'activité sur l'île de La Réunion traduisant une volonté affirmée de la Dac de développer la recherche sur ce territoire. Des difficultés semblent demeurer en Guyane où c'est l'activité programmée qui soutient la recherche, les interventions préventives étant une nouvelle fois en retrait.

Les responsables des rapports ou demandes d'opérations examinés durant l'année sont issus pour 31 d'entre eux de l'Inrap (43 en 2017) ; 14 sont des bénévoles, salariés d'association ou étudiants en master ou thèse (7 en 2017) ; 6 sont des membres du Cnrs (UMR d'Aix ou Bordeaux, 6 en 2017), 6 du ministère de la culture (services régionaux de l'archéologie, 3 en 2017), 7 des universités françaises ou canadiennes et 1 du secteur privé (Éveha, 6 dossiers en 2017).

Sur les 70 dossiers examinés en 2018, la commission a émis 8 refus ou ajournements pour des problèmes de mauvaise qualité de rendu des données archéologiques collectées ou de compétences des responsables. Dix-sept dossiers ont fait l'objet de recommandations quant

à la nature de la publication à envisager ou la nécessité d'ajouts dans les cahiers des charges soumis à l'examen de la commission, enfin trois dossiers ont fait l'objet de prescriptions formelles.

Territoires	Diag/CCS/PSI	RFO	Programmées	Zonages	AE	Total
Guadeloupe	17	2	9			28
Guyane	1	3	15	1	1	20
Martinique	2	2	2			6
La Réunion	4	2	7			13
Mayotte			2			2
St-Pierre-et-Miquelon			1			1
Total	24	9	35	1	1	70

Dossiers examinés en CTRA en 2018

Territoires	2015	2016	2017	2018
Guadeloupe	13	22	31	28
Guyane	22	19	18	20
Martinique	20	16	20	6
La Réunion	3	7	10	13
Mayotte	2	2	6	2
St-Pierre-et-Miquelon	0	1	2	1

Évolution du nombre de dossiers traités en CTRA de 2015 à 2018

Territoires	Diag/CCS/PSI			RFO			Opérations programmées (FP, sondages, PT, PI, relevés, ...)			Zonages		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Guadeloupe	7	16	17	4	4	2	9	9	9	2	2	
Guyane	8	7	1		1	3	11	8	15		2	1
Martinique	9	7	2	2	4	2	4	8	3	1	1	
La Réunion	2	3	4	1	3	2	4	3	7		1	
Mayotte		2			2		2	2	2			
St-Pierre-et-Miquelon							1	2	1			
Total	26	36	24	7	14	9	31	32	35	3	6	1

Bilan détaillé d'évolution du traitement des dossiers d'Outre-mer depuis 2015

Évolution des dossiers programmés examinés (sondages, prospections thématiques, fouilles, PCR, analyses, études de bâti, ...)

Au cours de l'année 2018, la CTRA Outre-mer a examiné 35 dossiers d'opérations programmées (demandes ou rapports, 32 en 2017), dont 12 concernaient des fouilles, 9 des dossiers de prospections thématiques, 6 des projets collectifs de recherches, 6 des sondages et 2 dossiers de relevés d'art rupestre. Comme l'an passé, les chiffres montrent une forte stabilité de la recherche programmée en Outre-mer, au moins depuis 2015, avec une activité la plus importante pointée en Guyane, résultat d'une politique volontariste du service visant à implanter de façon durable la recherche archéologique sur ce territoire.

Régions	PCR	Sondages	Prospection thématique	Fouille programmée	Art rupestre	Total
Guadeloupe	4		2	2	1	9
Martinique	1			1		2
Guyane	1	3	5	4	1	14
La Réunion		3	1	3		7
Mayotte			1	1		2
St-Pierre-et-Miquelon				1		1
Total	6	6	9	12	2	35

Nombre de dossiers programmés examinés en 2018

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Guadeloupe, de Saint-Barthélemy et Saint-Martin

Par Christian STOUVENOT

Conservateur régional de l'archéologie par intérim

L'archéologie préventive

Une des spécificités de ces territoires d'outre-mer antillais est qu'il n'y a pas de service d'archéologie habilité dans les collectivités territoriales, ainsi l'Inrap est le seul opérateur à réaliser les diagnostics et il dispose d'un Centre archéologique en Guadeloupe où sont affectés neuf agents et d'une base à Saint-Martin.

Le nombre annuel de dossiers de demandes d'autorisation d'urbanisme réceptionnés par le service régional de l'archéologie s'est maintenu à 600 dossiers par an en 2018. On observera qu'il y existe un écart important entre le nombre de diagnostics prescrits (48) et réalisés (25), cette tendance étant principalement liée à la difficulté de l'Inrap à mettre en place les opérations faute d'effectifs suffisants. Le nombre de prescriptions de fouilles préventive prescrites est en hausse (11 fouilles en 2018 contre 8 en 2017), ainsi que le nombre de celles qui ont été réalisées, 4 fouilles contre 2 en 2017, dont trois effectuées par l'Inrap et une par l'opérateur privé Hadès ; 7 autres fouilles prescrites n'ont pas été réalisées, soit en raison de l'abandon ou de la mise en attente des projets d'aménagement (3 fouilles concernées) ou de la modification de consistance du projet d'aménagement (1 fouille). Cinq autres fouilles prescrites en 2018, sont en attente de réalisation pour 2019.

D'un point de vue scientifique, la fouille conduite par M. Navetat (Hadès) d'une partie (3720 m²) de l'habitation Sainte-Claire à Goyave contribue aux objectifs de documentation des habitations de la période coloniale antillaise. Deux autres opérations s'inscrivent dans la mise en œuvre de recherches en archéologie urbaine coloniale initiée depuis quelques années par le Sra. Il s'agit de la fouille et du relevé archéologique du bâti de la maison Chapp à Basse-Terre, maison bourgeoise du XVIII^e siècle et future implantation de la Dac Guadeloupe, opération menée par E. Barthélemy-Moizan (Inrap), et de la fouille conduite par V. Elizagoyen (Inrap) d'une parcelle de 1263 m² faisant partie d'un îlot urbain littoral de Pointe-à-Pitre (Quai Lefebvre) à vocation commerciale et portuaire dès le XVIII^e siècle. Enfin la fouille sur 84 m², par J.-G. Ferrié (Inrap), d'un dépotoir à Anse Toiny (Saint-Barthélemy) vient documenter une petite occupation rurale de la fin du XVIII^e siècle-début du XIX^e siècle, orientée vers une activité halieutique comme en attestent les très nombreux restes de poissons récoltés dans le dépotoir. Il s'agit de la toute première fouille réalisée sur le territoire de Saint-Barthélemy, qui initie une série qui promet d'être conséquente au vu de la forte activité constructive sur cette île (sur les 48 diagnostics prescrits en 2018, 15 concernent la seule île de Saint-Barthélemy).

L'archéologie programmée

Le financement de la recherche archéologique programmée s'effectue sur le territoire par le biais d'une convention de partenariat État-Région. Les projets collectifs de recherches sont particulièrement soutenus. Ils sont le fait d'équipes de recherche pluridisciplinaires susceptibles de produire d'abondantes données. Elles participent ainsi à l'élaboration de référentiels dont ces territoires ont crucialement besoin. L'année 2018 a vu la poursuite des projets de recherche initiés en 2017 (voir bilan 2017) :

- PCR « Roches gravées de Guadeloupe, archéologie, sens et société » conduit par J. Monney ;
- PCR « Parures amérindiennes en matériaux lithiques dans les Antilles Françaises : minéralogie, sources géologiques et fabrication » coordonné par A. Queffelec (PACEA) ;
- PCR « Extinctions : évolution de la biocénose vertébrée terrestre de Guadeloupe au cours des cinq derniers millénaires » conduit par A. Lenoble (PACEA).

Le PCR « À la recherche du Camp des Kellers », initié par I. Gabriel (Musée Edgar Clerc) porte sur la recherche des camps de marronnage mentionnés en Basse-Terre de Guadeloupe dans les archives administratives de la première moitié du XIX^e siècle. L'année 2018 s'est focalisée sur la compilation et le dépouillement des documents d'archives qui restent toutefois assez imprécis sur la localisation des sites présumés.

Publications

Les projets « monographiques » (Déviation de Capesterre, Cimetière colonial de l'Anse Sainte-Marguerite, Occupations précolombiennes de la région de Basse-Terre) sont toujours en attente de finalisation, parfois du fait de manque d'affectation par leur organisme des temps demandés par les intervenants. En revanche, plusieurs publications (actes de colloques, articles scientifiques) ont été réalisées en rapport avec les recherches conduites en Guadeloupe, et en particulier pour les recherches programmées qui apparaissent plus productives en termes de publications que les recherches préventives.

La protection des sites

Outre la gestion de l'archéologie préventive et programmée, le Sra est engagé dans la protection des sites et en particulier sur deux thématiques régionales « l'art rupestre de plein air » et « l'érosion du littoral ». Ces deux thématiques étant développées dans le bilan 2017.

La saison cyclonique 2017

Les cyclones Irma et Maria ont traversé les 6 et 18 septembre 2017 les territoires de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de la Guadeloupe. Les moyens financiers exceptionnels programmés par le ministère de la culture ont permis d'engager en 2017-2018 deux campagnes de prospection diachronique dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy afin de disposer d'un état des sites connus, d'évaluer les dégradations et de détecter la présence de nouveaux sites dans les zones érodées par la houle cyclonique. Les résultats de ces prospections sont très positifs, avec notamment la découverte de nouveaux sites précéramiques à Saint-Martin. Sur la base de cet inventaire le Sra a identifié différents sites archéologiques prioritaires devant faire l'objet de sondages archéologiques qui seront réalisés en 2019. Courant 2018, le bilan général est une reconstruction à peine amorcée, en particulier pour Saint-Martin. Elle est malheureusement très souvent soit encadrée par des modes d'autorisations administratives simplifiées pour la circonstance n'impliquant pas la consultation de la Dac au titre de l'archéologie (par exemple le fameux « permis Irma » à Saint-Martin), soit tout bonnement conduites « de façon sauvage » sans aucune autorisation administrative. Il en résulte des atteintes parfois très dommageables au patrimoine archéologique, en particulier sur le littoral, et le plus souvent là où l'impact des ouragans eux-mêmes sur les vestiges archéologiques était resté assez faible.

La valorisation

Des actions d'éducation artistique et culturelle sont conduites sur le territoire à l'occasion de missions de recherche, à l'attention du jeune public et des enseignants, en particulier dans le

cadre du projet collectif de recherche « Roches gravées de Guadeloupe, archéologie, sens et société » conduit par J. Monney. La fouille de la maison Chapp, future Dac de Guadeloupe, a fait l'objet d'actions de valorisation auprès du public.

Le mobilier archéologique

Le projet de CCE de Guadeloupe a fait l'objet d'une étude de faisabilité menée en 2018, les deux sites retenus étant en cours d'évaluation. Le dépôt de Saint-Martin est rentré dans une situation de précarité et d'insalubrité liée à l'abandon du reste du bâtiment occupé par les Archives et la Médiathèque de la Collectivité en raison des dommages importants subis par ces deux établissements pendant l'ouragan Irma. La décision du Sra de rester ou non dans ce bâtiment est actuellement suspendue à la décision de la Collectivité concernant une hypothétique réhabilitation de l'immeuble. La situation des dépôts en Guadeloupe peut être considérée comme très critique (saturation imminente, insalubrité, mauvais état structurel des bâtiments, éloignement compliquant la gestion du mobilier).

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Guyane

Par Régis ISSENMAN

Conservateur régional de l'archéologie

Rappel concernant le territoire et ses particularités

Seul territoire français en Amérique du Sud, la Guyane est la plus grande région ultramarine (environ 84 000 km²), mais aussi la moins peuplée, avec seulement 285 000 habitants, majoritairement concentrés dans les trois aires urbaines du littoral (Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni et Kourou). Le territoire guyanais est recouvert à 96 % par la forêt amazonienne et caractérisé par un climat équatorial, avec une alternance de saisons sèches et humides et un taux d'humidité moyen de 80 %, même en saison sèche.

La Guyane abrite des types de sites archéologiques très particuliers à l'échelle du territoire national :

- des ensembles de champs surélevés majoritairement précolombiens, objets des recherches au long cours de S. Rostain et D. McKey ;
- des sites d'art rupestre très différents de ceux des Antilles, rattachés aux traditions du plateau des Guyanes, principalement des pétroglyphes dont le vaste ensemble de la Karapa, à Kourou, classé monument historique, et à la Mamilipahnn, à Maripasoula ;
- des montagnes couronnées, vastes sites fossoyés de hauteur précolombiens, dont le spécialiste est M. Mestre (Inrap), qui a démontré ces dernières années la complexité de leur usage (funéraire, domestique et peut-être cultuel) ;
- des sites funéraires sans restes humains, caractéristiques de l'île de Cayenne précolombienne en l'état des découvertes ;
- des habitations des XVIII^e-XIX^e siècles aujourd'hui recouvertes par la forêt ;
- des ruines des établissements pénitentiaires des XIX^e-XX^e siècles ;
- des sites industriels liés à l'orpaillage et à l'exploitation de la canne à sucre.

Le service de l'archéologie est constitué de quatre agents à temps plein (le conservateur et trois ingénieurs d'études), auquel s'ajoute un agent administratif à mi-temps. Des conventions avec le parc amazonien de Guyane et l'office de l'eau permettent une mutualisation des moyens pour les actions dans les communes de l'intérieur et les acquisitions Lidar. Au 28 août 2019, la carte archéologique nationale recense 2480 entités archéologiques et 688 opérations en Guyane. Le dépôt archéologique régional abrite 2200 caisses de mobilier, dont trois quarts récolées.

Les acteurs récurrents de l'archéologie en Guyane sont :

- *en archéologie préventive* : l'Inrap (9 agents) et Éveha (2 agents) ;
- *en archéologie programmée* : deux associations actives (APPAAG et AIMARA) et quelques projets portés par des équipes rattachées à différents organismes de recherche ;
- *médiation/valorisation* : le centre d'archéologie amérindienne de Kourou (CAAK), seul lieu d'exposition et de médiation dédié à l'archéologie en Guyane, auquel on peut ajouter le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) à Saint-Laurent du Maroni et l'écomusée municipal d'Approuague-Kaw (EMAK) à Régina, plus généralistes ;

- *formation* : elle est principalement assurée par les agents du Sra qui assurent un enseignement d'archéologie au sein de la licence d'histoire (environ 80 heures au global par année universitaire).

Trois laboratoires de recherche interviennent historiquement de longue date en Guyane : l'UMR ArchAm, l'EA Geode (université des Antilles) et le laboratoire d'archéologie de l'université de Laval (Québec). Plus récemment, des chercheurs de l'UMR Artheis (Dijon) et des universités de Terre-Neuve, de Pennsylvanie et de Wrocław sont intervenus dans divers programmes de recherche. Il est à noter l'importance, en Guyane, de structures de recherche comme l'IRD, le labex Ceba ou le muséum d'histoire naturelle, qui sont associés à des recherches archéologiques (ex : projet LongTime, sur l'occupation ancienne de la forêt guyanaise).

Bilan 2018

Le nombre de dossiers instruits par le Sra suit une tendance générale croissante depuis 2014, passant de 75 à 177 en 4 ans, l'année 2018 marquant un léger recul (154 dossiers) (fig. 1), certainement anecdotique au regard des chiffres constatés à mi-2019. Ces dossiers concernent en majorité les communes de l'ouest (39 %), devant l'île de Cayenne (28 %), celles de l'intérieur (14 %), celles de l'est (10 %) et les savanes littorales (9 %) (fig. 2). La représentation notable des régions peu urbanisées est expliquée par un nombre relativement important de demandes de titres miniers, instruites au titre du code minier ou du code de l'environnement.

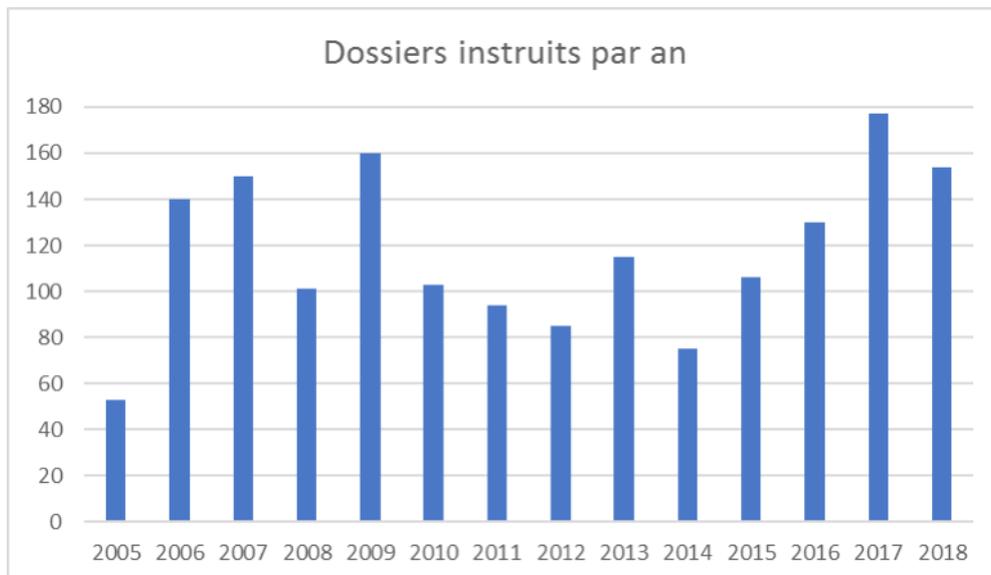


Figure 1. Évolution du nombre de dossiers instruits par le SRA de Guyane

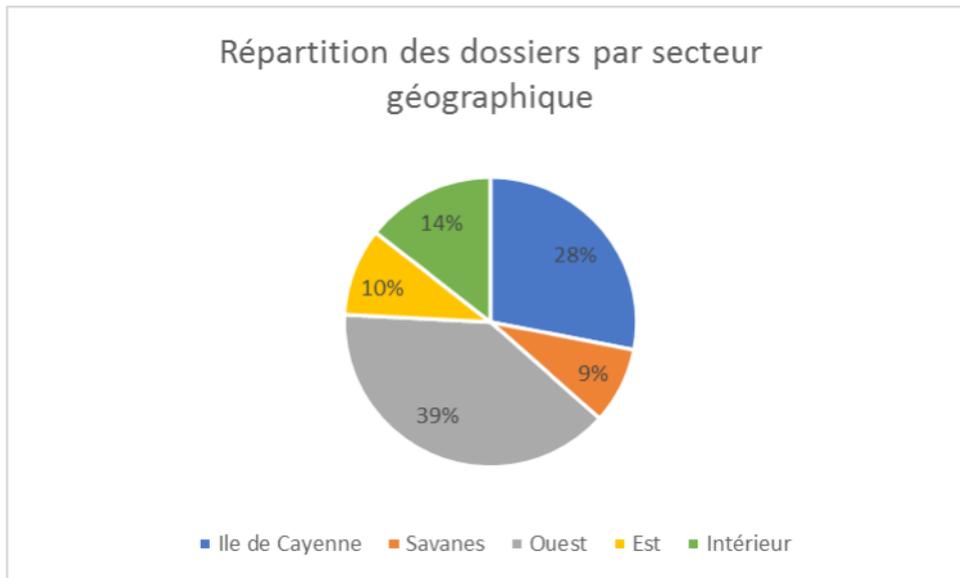


Figure 2. Répartition géographique des dossiers instruits par le SRA de Guyane en 2018

En 2018, l'archéologie préventive a exclusivement concerné des opérations de diagnostic (8 diagnostics réalisés, 0 fouille), les fouilles prescrites jusqu'alors n'ayant pas été mises en œuvre par les aménageurs concernés (fig. 3). Le nombre d'interventions de terrain en préventif est donc moins important qu'en 2017 (14 diagnostics et 1 fouille) alors que, sur les deux dernières années, le Sra a prescrit 40 diagnostics. Il faut rappeler que la Guyane reste une région où l'Inrap et le Sra doivent s'employer à un suivi très attentif des prescriptions émises, un nombre notable d'aménageurs n'étant pas toujours respectueux (par méconnaissance ou impunité) de la réglementation, ceci étant parfois renforcé par une absence de maîtrise de la langue française ou des difficultés récurrentes de trésorerie obligeant à repousser continuellement les travaux. En 2018, 17 diagnostics ont été prescrits, et aucune fouille. L'absence de prescription de fouille s'explique, d'abord par la réalité de terrain – les diagnostics réalisés n'ayant pas forcément mis au jour de vestiges justifiant une investigation complémentaire –, et ensuite par la priorité donnée à la conservation du patrimoine archéologique, qui demeure la mission première des services régionaux, par une modification de consistance des projets d'aménagement visant à éviter l'atteinte aux vestiges.

	Diagnostiques prescrits	MCP prescrites	Fouilles prescrites	Diagnostiques réalisés	Fouilles réalisées
2014	14	1	0	9	1
2015	17	2	4	18	1
2016	22	1	2	10	4
2017	18	2	2	14	1
2018	17	6	0	8	0

Figure 3. Évolution de l'activité préventive sur les 5 dernières années

L'une des spécificités de la Guyane réside également dans la superficie de certains projets, notamment miniers mais également liés à des demandes de défrichement ou à des opérations d'intérêt national (OIN), qui atteignent régulièrement plusieurs kilomètres-carrés. Il est ainsi apparu la nécessité, afin d'évaluer au mieux l'atteinte potentielle au patrimoine archéologique, d'intégrer un volet archéologique aux études d'impact préalables prévues par la réglementation relative à ce type de saisine. Ainsi, en 2018, deux études d'impact

archéologiques ont été menées, l'une à Apatou sur une surface de 6,7 km² pour un projet minier et l'autre relative à l'OIN Saint-Laurent-du-Maroni sur près de 1000 ha. Réalisées principalement en forêt, elles ont permis la découverte de nombreux sites archéologiques et la mise en exergue des secteurs propices à l'implantation humaine, compilant ainsi des données capitales pour la définition des secteurs à diagnostiquer.

Concernant l'archéologie programmée, on retrouve en 2018 les deux axes forts de la recherche guyanaise : deux fouilles d'habitation (celle des Jésuites à Loyola à Rémire-Montjoly et celle des quartiers serviles de La Caroline à Roura) accompagnées d'une dizaine d'études pluriannuelles ou ponctuelles, parmi lesquelles nous pouvons citer celle de l'habitation de La Charlotte à Montsinéry-Tonnegrande et l'achèvement du PCR Longtime sur les communes de Camopi et Régina (fig. 4). L'intervention qui doit cependant ici être mise en avant est celle, pluridisciplinaire, menée sur le site de la Mamilipahnn, inselberg situé au cœur de la forêt sur le territoire de la commune de Maripasoula, dont la CTRA vient une nouvelle fois de souligner le caractère exceptionnel tant au plan national qu'international. Visant initialement à mesurer l'évolution, face au temps, des peintures rupestres découvertes et documentées à la fin du XX^e siècle, elle a permis la mise au jour de vestiges mobiliers amérindiens intacts, probablement anciens et en position primaire, dans les réseaux pseudo-karstiques environnants. Ce projet sera ainsi poursuivi et enrichi en 2019 et probablement au-delà, dans la perspective d'un classement MH et de la révision du périmètre de protection actuel, de manière à lui assurer *in fine* une protection maximale. Afin de prendre rapidement le relais des études qu'il entreprend pour la protection du site, le Sra étudie la mise en œuvre d'un dispositif qui soit le plus adapté à la poursuite de l'étude exhaustive de la Mamilipahnn tant sur le plan de la conservation que de la connaissance archéologique. Celui-ci pourrait prendre, soit la forme d'un PCR en partenariat avec le CNP, soit celle d'un appel à projet international permettant de bénéficier de l'expérience de chercheurs à l'international.

	Fouilles programmées	Autres opérations programmées
2014	2	3
2015	2	6
2016	3	5
2017	3	4
2018	2	9

Figure 4. Évolution du nombre de projets de recherche programmée sur les 5 dernières années

Enfin, le Sra a consacré une grande partie de son temps et de ses moyens à la poursuite du chantier des collections, en vue du déménagement de ces dernières dans le futur CCE de Rémire-Montjoly, prévu en 2020. Le service a par ailleurs poursuivi l'expérimentation de la numérisation d'une partie des collections, dans le cadre d'un partenariat avec la Canopée des Sciences-CCSTI, qui s'étend également à la numérisation de sites.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de La Réunion

Par Virginie MOTTE
Conservatrice régionale de l'archéologie
et Jonhattan VIDAL
Ingénieur d'études

Le Sra de La Réunion a été créé en 2010 et compte un conservateur du patrimoine et un ingénieur d'étude. Leurs missions peuvent s'étendre par convention à Mayotte et aux terres australes et antarctiques françaises, sur demande des préfets concernés.

Édouard Jacquot, premier conservateur régional de l'archéologie, a travaillé pour jeter les bases et bien plus encore d'un véritable Sra. L'équipe actuelle poursuit les différents axes de son développement. La mise en place des outils métiers, la prescription, progressive et maîtrisée, d'opérations d'archéologie préventive et la consolidation d'une programmation scientifique constituent un premier volet du développement. La gestion des biens archéologiques mobiliers, pour laquelle le Sra mène une politique active depuis fin 2016, la valorisation sous toutes ses formes, pour tous les publics, ainsi que le développement des activités d'éducation artistique et culturelle constituent le second volet de l'action structurante de l'équipe. Sur nombre de ces sujets, le service a pu compter sur l'accompagnement actif et structurant de l'Inrap, lequel a déployé sur La Réunion, dès la fin de l'année 2016, un chargé de mission Océan Indien.

Fin 2018, plus de 70 opérations avaient été prescrites ou autorisées depuis la création du Sra, observant un juste équilibre entre le préventif et le programmé, bien que, ces dernières années, l'archéologie préventive soit devenue prépondérante.

L'archéologie des bas de l'île est au service de nombreuses problématiques, lesquelles concernent la structuration de ce territoire conquis au XVI^e siècle, la diversité des habitats, la naissance des noyaux urbains, l'exploitation industrielle, artisanale, commerciale et rurale, mais également les modes de consommation, d'approvisionnement ou encore les pratiques funéraires.

Afin de structurer le territoire, il fut nécessaire d'en assurer la sécurité et la souveraineté. Le patrimoine militaire constitue un gisement d'informations archéologiques important. Sur 2018, 2 opérations témoignent de la problématique militaire. À la poudrière de Saint-Paul, les investigations ont consisté à sonder l'extérieur et l'intérieur du bâtiment et de la cour et à étudier partiellement les élévations. Cette opération a pu mettre en exergue plusieurs éléments inédits comme le conduit du paratonnerre, réhabilité au XIX^e siècle, le sol d'origine du bâtiment, les traces des nombreuses reprises de maçonneries et les transformations des ouvertures. À Saint-Denis, rue de la Batterie, les vestiges d'une structure de forme rectangulaire bâtie en matériau périssable sont sans doute à mettre en relation avec la batterie « Rouillé », laquelle faisait partie du système de défense de Saint-Denis implanté au XVIII^e siècle.

Corollaire de l'organisation de l'espace, l'organisation de la société se traduit par la mise en place d'édifices spécialisés. L'établissement public de La Providence créé en 1856 à Saint-Denis, comprenant un hospice, un pénitencier et une école professionnelle, a pu être également renseigné par l'opération de diagnostic conduite préalablement à l'aménagement des futurs locaux de la DEAL et de la DIECCTE. Le diagnostic archéologique a révélé de nombreux vestiges, dont ceux de l'église.

Sur la thématique de l'habitat, qu'il soit urbain ou rural, les études se multiplient à l'occasion de chantier d'archéologie préventive. Ce sont les vestiges d'une installation agricole de la seconde moitié du XVIII^e siècle, aux attributs à la fois classiques et inédits qui ont été documentés par une fouille d'archéologie préventive à Saint-Paul, route des premiers français. Non loin de là, un projet immobilier nommé « Entrée de ville Lot 3 », localisé à la lisière orientale du centre historique de la ville de Saint-Paul, donne l'occasion d'investiguer un îlot urbain. Ces données viennent préciser une iconographie ancienne montrant la grande densité des constructions dans ce secteur de la ville dès le début du XVIII^e siècle. À Saint-Denis, rue Chatel, c'est également un îlot urbain occupé du XVIII^e au XX^e siècle qui fait l'objet de recherches archéologiques, lesquelles ont livré une importante anomalie topographique qui pourrait correspondre à une fosse d'extraction de matériaux. Sur « Quadrilatère Océan » enfin, sous les parkings actuels, les dionysiens ont redécouvert les vestiges d'un quartier du XIX^e siècle. Sur l'ensemble de ces sites liés à l'habitat et à la vie quotidienne, les données mobilières sont conséquentes et donnent des informations sur les échanges commerciaux et le statut des occupants.

De belles opérations concernent les problématiques urbaines, commerciales et artisanales comme les récents travaux conduits à Saint-Denis à l'occasion de la construction de la nouvelle route du littoral. Ceux-ci renseignent sur plus de 350 ans d'histoire et apportent de précieuses données sur les marines, lesquelles, en qualité d'outil essentiel dans l'activité économique et commerciale de l'île, ont façonné le paysage littoral de l'île pendant près de deux siècles. Mais aussi sur l'emprise de « Quadrilatère Océan » avec la découverte d'une zone artisanale et industrielle dans les faubourgs de la ville. Un four bâti en briques et galets, construit au XIX^e siècle et ayant servi à la cuisson de briques façonnées sur place, est associé à un bâtiment et un certain nombre de structures. L'ensemble atteste de la vocation industrielle et commerciale des lieux.

L'archéologie des hauts de l'île est au service d'autres problématiques. Pour le marronnage, des opérations ont été conduites à la suite des premières investigations menées par A.-L. Dijoux qui a consacré sa thèse sur ce sujet, soutenue en 2016. La Caverne de Cotte, lieu de marronnage mentionné dans les archives, a fait l'objet d'une fouille récente. Deux phases d'occupation ont été identifiées dont l'une suggère une installation de type saisonnière, possiblement liée au marronnage. La première opération archéologique conduite à la Caverne des Lataniers est porteuse d'espoirs. Elle révèle une stratigraphie très bien conservée, laquelle témoigne d'une occupation continue sur plusieurs siècles. L'opération a été également l'occasion d'investir une nouvelle problématique qu'est le voyage au volcan tenté par d'aventureux voyageurs qui utilisent grottes et cavernes comme lieux d'hébergement. Parmi eux, la caverne des Lataniers est assurément l'un des abris les plus fréquentés, comme l'attestent les nombreuses pierres gravées par les visiteurs soucieux de laisser une trace durable de leur passage.

Enfin, relatifs aux premières occupations des hauts, les vestiges nombreux mis au jour à l'occasion de prospection se heurtent souvent au problème de la chronologie ou de l'identification. En l'occurrence, il s'agit le plus souvent d'occupations agricoles, artisanales, voire d'habitats précaires qui sont plus à rattacher au peuplement des zones escarpées par la société rurale des « petits blancs ». Concernant des occupations plus durables, sous forme d'installations agricoles et artisanales, beaucoup sont documentées par les sources historiques mais peu ont été révélées par l'archéologie.

Sur ces sujets de marronnage et d'occupations des hauts, deux projets promettent pour demain l'apport de nouvelles données scientifiques. Citons le projet Lidar, en partenariat avec PNRun et le SRI, lequel consiste à traiter et exploiter les modèles numériques de terrain (Mafate, Maïdo et Salazie) pour mettre en évidence des indices archéologiques. Ces reconnaissances préalables engendreront un programme de prospections pédestres, dès 2019. Citons aussi le protocole archéologique ARC liant le Sra et le PNRun pour l'enrichissement de la carte archéologique.

D'autres développements scientifiques sont également à signaler pour La Réunion, comme l'introduction sur l'île de l'archéologie environnementale avec le stage de master 2 de paléoenvironnement d'une étudiante de l'université de Montpellier. Mentionnons aussi les collaborations scientifiques locales avec les chercheurs du service régional de l'inventaire, de l'OPVF, du Laboratoire Géosciences Réunion - UMR 7154 IPGP, du bureau d'études Stratagem974 ou encore les collaborations scientifiques internationales, notamment avec l'université de Stanford et les acteurs du patrimoine de Maurice. Pour Maurice, en juin 2018, les équipes réunionnaises ont participé à un chantier archéologique de trois semaines, à la suite duquel a émergé un projet fédérant l'Inrap, l'université de Stanford et le Sra autour de l'engagisme.

Toutes ces opérations, ajoutées à celles déjà conduites sur le territoire génèrent un afflux important de biens archéologiques mobiliers, pour lesquels le Sra mène une politique active depuis 2016. De nouveaux locaux destinés à la conservation des données scientifiques de l'archéologie ont été affectés à la Dac, dans le Parc de la Providence à Saint-Denis. D'importants travaux d'adaptation du lieu ont été initiés en 2017. En 2018, plusieurs actions structurantes ont été mises en œuvre. Une base de données dédiée et adaptée aux besoins du territoire permet l'enregistrement des biens. Un état des lieux sanitaire a été confié au Centre d'étude et de restauration de l'océan Indien (CEROI), spécialisé dans la conservation en milieu tropical et des préconisations ont été faites pour améliorer les conditions de conservation et la gestion du mobilier. À la suite de ces avancées, la Dac de La Réunion et le Drassm ont décidé de confier à l'Inrap, en 2018, une mission expérimentale de gestion des données scientifiques conservées dans le centre de stockage. Cette expérimentation poursuivie en 2019 porte un bilan très positif et doit être pérennisée dès 2020. Enfin, ce bel outil a ses limites. Considérant le taux de remplissage du centre, celui-ci arrivera à saturation à court terme. Il convient désormais de travailler à l'affectation d'un lieu approprié aux missions d'un véritable centre de conservation et d'étude du mobilier, avec des dimensions adaptées à la dynamique de progression de la discipline. La Dac et le responsable de l'immobilier de l'État de La Réunion travaillent de concert sur ce sujet en 2019, accompagnés par la sous-direction de l'archéologie.

De nombreuses actions ont permis au public scolaire et familial un accès aux données scientifiques produites par la discipline. Signalons quelques-unes de ces actions : le déploiement dans les écoles de Mafate d'une mallette ressource sur la paléo-forêt de la rivière des Galets en juin 2018 ; un enseignement d'exploration en seconde au Lycée Stella à Saint-Leu ; une opération de dégagement de vestiges dans le cadre du projet « Du pénitencier pour enfants de l'îlet à Guillaume à la justice des mineurs aujourd'hui » en partenariat avec l'UEAJ de Saint-Denis, le PNRun, le rectorat et l'ONF ; et enfin, un projet de création de bande dessinée sur l'archéologie en partenariat avec la MGEN et l'illustrateur Issa Boun. Enfin, et pour conclure, d'importantes opérations de médiation ont réuni le public réunionnais et les équipes d'archéologues. La journée porte ouverte sur le chantier de fouille de Saint-Paul, route des premiers Français, au début de l'année 2018, inaugurée par le

maire et le sous-préfet de Saint-Paul, a attiré plus de 300 personnes et a été l'occasion pour un public familial de visiter un chantier de fouille. Puis, les journées nationales de l'archéologie, abondamment relayées dans la presse locale, connaissent à La Réunion un véritable succès.

Pour Mayotte, aucune opération n'a été conduite sur le terrain en 2018. Pour le préventif, cinq opérations ont été prescrites depuis la création du Sra, dont trois restent à programmer (Mamoudzou, Projet Caribus, diagnostic : 13 ha en terrestre ; Koungou, Lycée Longoni, diagnostic : 5 ha ; Dembéni, rectification RN2, sur 4,7 ha). En revanche, en matière de gestion des vestiges archéologiques un travail d'anticipation du transfert de propriété des biens archéologiques mobiliers au profit du département de Mayotte a été engagé en août 2018 avec une mission coordonnée Sra/Drassm pour une première identification des mobiliers appartenant à l'État. Le travail mené pendant cette mission n'étant que la première étape pour un transfert global des biens il convenait d'amorcer un chantier des collections pour régler le statut de propriété de l'ensemble du fonds. Le Sra a travaillé à la définition d'un cahier des charges pour un chantier sur la propriété, lequel a démarré en février 2019. Toujours sur ce sujet, deux agents du MuMa ont pu participer sur invitation du Sra à la formation en conservation préventive qui a eu lieu en octobre 2018 au centre de stockage de La Providence. Sur le volet de la valorisation, deux vidéos financées par la Dac Mayotte sur les fouilles programmées de Koungou Miangani et d'Acoua, Antsiraka Boira ont été livrées en 2018 et du mobilier archéologique de Mayotte a été présenté dans des expositions métropolitaines (IMA et MUCEM). Enfin une frise chronologique a mobilisé le Sra de La Réunion aux côtés de l'Inrap et de M. Pauly. Signalons aussi la thèse soutenue par M. Pauly à l'INALCO en septembre 2018 sous la direction de J.-A. Rakotoarisoa et de C. Allibert sur le sujet « Acoua, Mayotte, peuplement, islamisation et commerce océanique dans le sud-ouest de l'océan Indien (XII^e-XVI^e siècles) ».

Enfin, pour les terres australes et antarctiques française, le service régional de l'archéologie est particulièrement impliqué dans l'étude du patrimoine archéologique, la sauvegarde et la valorisation. La proposition d'une programmation 2018 pour la protection, la sauvegarde, l'étude et la mise en valeur des sites archéologiques et du patrimoine historique des TAAF a été produite par le Sra début 2018. Sur cette base, les TAAF ont défini un plan triennal jusqu'en 2020. Par ailleurs, début 2018 le Sra a aidé la Réserve naturelle nationale des TAAF à recruter une nouvelle chargée du patrimoine (75 candidatures examinées et classées, entretien des 5 retenus, recrutement mi-juillet 2018 de L. Therond, attachée de conservation). Il a été également actif dans la définition de ses missions. Ont été livrées en 2018 les données produites lors des missions de V. Motte pendant l'OP4 2017 et à Juan de Nova [photogrammétrie des « Fillod », travaux topographiques de la vallée des Phoquiers (Crozet), production de deux films de sensibilisation au patrimoine (5 et 25 minutes), remise des données topographiques et lancement de l'étude historique sur Juan de Nova]. Enfin, la version Océan Indien de l'exposition Tromelin, l'île des esclaves oubliés a été terminée et, en 2018, les pays demandeurs ont été le Mozambique et l'Afrique du Sud. Les nouvelles opérations 2018 concernaient l'adaptation du protocole mis en place avec le PNRun aux Terres australes dans le cadre d'un partenariat avec les agents de la Réserve et une mission de deux mois d'OP3 à OP4 2018 de J. Vidal. Cette mission visait la mise en œuvre du protocole de collecte des données archéologiques, l'expertise du site de la vallée des Phoquiers dans la perspective d'une opération de fouille à conduire, la production d'une carte archéologique de Kerguelen, le lancement du récolement des BAM (adaptation de la base de données du centre de stockage de La Réunion) et un mois de prospection

archéologique à Kerguelen avec relevés photogrammétriques. Pour clore, le site de l'ancienne base de Port-Martin en Terre Adélie, première base permanente française construite sur le continent antarctique, fonctionna entre 1950 et 1952 avant sa destruction par un incendie. Les TAAF souhaitent conduire une action en faveur de ce site inscrit au patrimoine culturel dans le cadre du Traité de l'Antarctique. À la demande de la préfète des TAAF, le Sra travaille à la définition d'un cahier des charges spécifique pour la numérisation de ce site.

Bilan 2018 de la CTRA Outre-mer

Par Hélène BARRAND-EMAM, Benoit BERARD, Christian CRIBELLIER, Pierrick FOUERE, Séverine HURARD, Sébastien JESSET et Dominique ROGERS

Membres de la CTRA

La CTRA Outre-mer a tenu 3 séances en 2018 soit 2 séances parisiennes en mars (musée de l'Homme) et juin (visioconférence), une troisième à l'automne en Guyane (Dac).

L'activité de la CTRA Outre-mer dans le domaine de l'archéologie précoloniale a, dans la continuité des années précédentes, été structurée par trois PCR. Le premier, centré sur l'étude des paléo-faunes de l'archipel guadeloupéen, a été piloté par A. Lenoble (Cnrs). Une opération de sondage et une prospection sont aussi associées à ce projet. Le deuxième concernait l'étude des perles et des parures lithiques précolombiennes des Antilles françaises et enfin en Guyane, G. Odonne (Cnrs) et son équipe ont poursuivi le PCR « Longtime » traitant de l'impact des sociétés précolombiennes sur la biodiversité végétale et sur les sols de la forêt amazonienne. Ces programmes, bien structurés, ont déjà produits un nombre significatif de données et de publications. Pour ce qui est des autres opérations programmées seule la poursuite de la fouille du site de Parwony en Guyane (dir. M. Van den Bel, Inrap) est à signaler. Cela est peu, d'autant que le cœur de cette opération reste concentré sur l'occupation coloniale du site.

Les études funéraires ont été marquées par le rendu attendu du rapport du site des Mombins II    Remire-Montjoly en Guyane qui a une nouvelle fois démontré la diversité et la complexité des pratiques funéraires amérindiennes présentes sur l'  le de Cayenne entre le X   et le XII   siècle et la découverte exceptionnelle dans les petites Antilles d'un second dépôt funéraire précolombien dans la cavité naturelle de l'abri Cadet 3    Marie Galante.

Le principal changement par rapport au bilan annuel réalisé en 2017 concerne l'évaluation de rapports de fouilles préventives importantes sur des sites d'habitat précolombiens. Deux, Terres Rouges    Macouria (Guyane) et Fond Laillet    Bellefontaine (Martinique), ont livré des résultats significatifs. Mentionnons également une étude d'impact de grande ampleur sur l'emprise projetée de l'exploitation aurifère de « la montagne d'or » en Guyane (M. Mestre, Inrap) et une importante campagne de prospections et relevés d'art rupestre autour de l'inselberg de Mamilihpann, sur la commune de Maripasoula (O. Fuentes, MC-CNP). Cette dernière opération a permis de dévoiler une partie du potentiel de ce qui apparaît comme un gisement majeur à l'échelle nationale et plus largement du continent américain.

Un dernier élément est    souligner, deux projets d'archéologie programmée (une fouille et un PCR) ont reçu un avis défavorable de la commission puis des services de l'  tat. Même si le signal est ambigu, nous aurions tendance à le voir de façon positive comme le signe que l'augmentation de l'activité et de la qualité des intervenants outremer permet aujourd'hui d'avoir un degré d'exigence scientifique supérieur.

Comme les années précédentes, l'examen des dossiers d'archéologie moderne et contemporaine représente en 2018 une bonne part de l'activité de la CTRA Outre-mer.

Elle est en premier lieu concentrée sur l'étude des habitations coloniales où l'archéologie préventive permet une collecte quantitative et qualitative des données autorisant une lecture renouvelée de la diversité économique et sociale de ces établissements. Se développe depuis peu une attention particulière portée aux quartiers serviles des habitations coloniales.    cet égard, on peut distinguer, en contexte programmé, les travaux menés sur l'habitation

La Caroline à Roura (E. Clay, Univ. Pennsylvanie), en Guyane. En contexte préventif, les travaux menés sur l'habitation La Pieta à Port-Louis (N. Serrand, Inrap) en Guadeloupe se révèlent exemplaires d'une démarche digne des analyses les plus fines menées en métropole sur des habitats ruraux du premier Moyen Âge. Cette opération a en effet permis une analyse approfondie de l'évolution spatiale et sociale du quartier servile et de son habitation.

Sur ces questions d'habitation, la Guyane et les Antilles connaissent toujours une forte activité programmée. Dans ce cadre, la Guyane montre une forte présence des projets internationaux (universités américaines et québécoises...) comme celui de l'université de Laval (Québec) qui développe depuis plusieurs décennies des projets de recherche autour de l'habitation jésuite de Loyola. Face à la récurrence des problèmes méthodologiques rencontrés sur plusieurs de ces opérations (La Caroline à Roura, Loyola ou Saint-Pierre-et-Miquelon), la CTRA a voulu encourager, par des recommandations plus soutenues, des méthodes davantage en adéquation avec les attendus de l'archéologie française, très attachée à la fouille stratigraphique et en aire ouverte à même de contextualiser les vestiges découverts en facilitant leur interprétation.

Adossée à un contrôle scientifique marqué de la part des Sra concernés, on observe depuis un an une augmentation sensible de la qualité des dossiers remis et des demandes formulées. On assiste également au décollage d'une archéologie à Saint-Pierre-et-Miquelon, d'abord matérialisée par les fouilles programmées réalisées sous la responsabilité de C. Losier de l'université du New Foundland et qui permettent de documenter pour la première fois les établissements de pêche saisonniers installés à partir du XVI^e siècle sur l'Île-de-Saint-Pierre.

Parallèlement, une mission d'expertise a été mise en place par l'inspection des patrimoines qui suit avec attention l'érosion de plusieurs gisements exceptionnels, notamment paléo-esquimaux, du littoral de Saint-Pierre. Plusieurs opérations programmées d'envergure doivent être lancées et s'appuyer notamment sur un réseau de correspondants locaux.

Lieux de culte et pratiques funéraires sont encore peu explorés, souvent dans des situations d'urgence nécessitant des interventions de sauvetage exécutées par l'État, notamment sur des cimetières littoraux en cours d'érosion. La question de l'érosion du littoral et des gisements en danger de disparition concerne le site de l'Anse Bellay (Martinique), cimetière d'époque coloniale, qui fait l'objet d'une fouille programmée (T. Romon, Inrap) trisannuelle et celui de M'Tsanga Miangani sur la commune de Koungou à Mayotte, occupation funéraire entre le XI^e et le XIII^e siècle et qui s'articulent tous deux avec un programme de protection de la berge.

En contexte urbain, l'opportunité de fouiller le cimetière d'hôpital de la Charité de Basse-Terre en Guadeloupe, fondé au XVII^e siècle, permet d'envisager de nouvelles problématiques intéressantes liées à la gestion d'un espace sépulcral restreint et occupé de manière intensive pendant plusieurs décennies et également d'étudier sur un corpus suffisamment représentatif (plus de 300 individus estimés) l'état sanitaire et les données paléopathologiques d'une population spécifique.

La recherche menée sur l'île de La Réunion connaît également un développement ces dernières années. Sur le plan du préventif, notons un véritable essor avec deux fouilles conduites en 2018 : à Saint-Paul, Route des premiers Français sur une installation agricole de la seconde moitié du XVIII^e siècle et à Saint-Denis sur une zone industrielle et bâtie du

XIX^e siècle dans un faubourg de la ville. Elle s'est distinguée également par deux nouveaux projets de recherche (J. Vidal, MC-Sra) : une exploitation des données Lidar susceptible d'apporter des informations nouvelles et bien étayées sur la pluralité des formes de peuplement des hauts de La Réunion et une fouille programmée sur la Colline du théâtre à Saint-Paul de La Réunion d'un habitat du XVIII^e siècle. Une demande d'autorisation de sondage archéologique sur le Lazaret n° 2 de Saint-Denis (P. Georges) a fait l'objet d'un refus en première lecture de la part de la CTRA, faute d'une problématique archéologique suffisamment étayée pour ce site ayant déjà fait l'objet de précédentes recherches. Devant l'intérêt du site et la compétence de l'équipe internationale, la commission a encouragé l'équipe à soumettre le dossier à un nouvel examen. Le projet mené sur les cachots de la Léproserie Saint-Bernard de Saint-Denis (M. Legros) offre d'intéressantes perspectives pour alimenter les problématiques sur l'archéologie de la détention, déjà documentées par les interventions sur la prison de la rue Juliette Dodu à Saint-Denis. Enfin, le projet pluridisciplinaire « Caverne-Volcan » (V. Motte) offre de nouvelles données venant préciser les occupations du massif du Piton de la fournaise, lesquelles seront valorisées à la Cité du Volcan.

Les prospections thématiques examinées montrent une diversification des champs de recherche représentée par des projets sur les pièges à poisson du Littoral Mahorais à Mayotte (D. Dumarche, bénévole), sur l'identification et l'étude des chaufourneries en Martinique (C. Vaschalde, post-doc). La prospection-inventaire sur la forêt guyanaise adossée à un relevé Lidar a été mise en place dans le cadre d'une étude d'impact en amont du projet minier de la Montagne d'Or. Cette prospection a permis de mettre en évidence un richissime patrimoine en particulier amérindien, dont il faut assurer la conservation. Le projet de prospection thématique sur le Fort Cépérou à Cayenne (A. Coulaud, Inrap), problématique encore peu développée en Guyane, présente un grand intérêt pour la connaissance de l'histoire du fort Cépérou et de l'évolution de la ville de Cayenne.

Ce rapide tour d'horizon de l'activité 2018 de la CTRA montre qu'outre la diversification des problématiques, ces territoires bénéficient également d'un équilibre plutôt sain entre archéologie programmée et préventive, même si dans le détail, cet équilibre n'est pas toujours observé.

À cet égard, le constat émis lors du dernier bilan tient toujours : les outremer, en dépit de l'originalité et de l'intérêt scientifique des recherches menées puis des dynamiques enclenchées tant en matière d'archéologie des sociétés amérindiennes que d'archéologie des sociétés modernes et contemporaines, manquent encore trop souvent d'un écho national et restent trop isolés. Mentionnons cependant la publication d'un numéro des *Nouvelles de l'archéologie* (n° 150, 2018 « La possibilité des îles ») qui illustre à travers treize articles rédigés par les acteurs actuels de la recherche les différentes facettes de l'archéologie menée aujourd'hui dans la France d'outremer.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Est

Présentation de la CTRA Sud-Est

Par Jean Olivier GUILHOT
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Sud-Est est composée de la réunion des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son siège est à Aix ; la présidence et le secrétariat de la commission sont donc assurés par le Sra PACA. Bien qu'ayant son siège à Aix, la CTRA a tenu en 2018 une séance à Lyon et une à Clermont-Ferrand ce qui permet de rencontrer les équipes des Sra.

En 2018, la CTRA Sud-Est s'est réunie 8 fois pour un total de 18 journées. Les sessions de février et de mars, majoritairement consacrées aux fouilles programmées, sont les plus chargées (135 dossiers examinés en février).

Composition de la commission

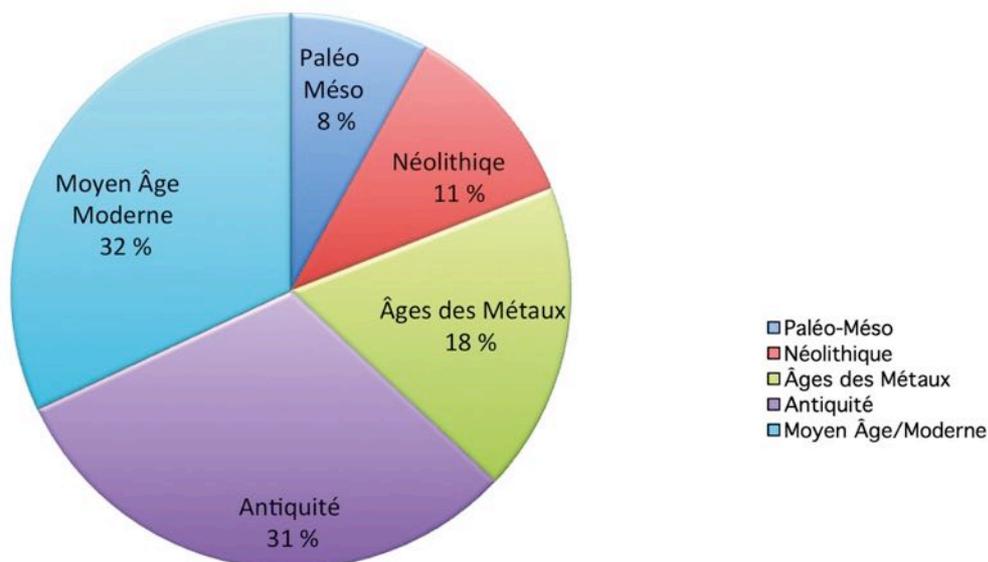
Du fait de son activité soutenue la CTRA Sud-Est est composée de dix membres :

- Pierre-Jean Texier, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Paléolithique et le Mésolithique ;
- Philippe Lefranc, au titre de l'Inrap, rapporteur pour le Néolithique ;
- Anne-Marie Adam, au titre de spécialiste, rapporteure pour l'Âge du bronze ;
- Peter Jud, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'Âge du fer ;
- Didier Bayard, au titre du ministère de la Culture, rapporteur pour l'Antiquité ;
- Laudine Robin-Zivanovic, au titre d'un opérateur agréé, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Sylvie Crogiez-Pétrequin, au titre de l'Université, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Sébastien Bully, au titre du Cnrs, rapporteur pour le Moyen Âge ;
- Jean-François Goret, au titre d'une collectivité territoriale, rapporteur pour le Moyen Âge et l'Époque Moderne ;
- Vincent Maliet, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Moyen Âge et l'Époque Moderne.

Pour certains dossiers particuliers, il a parfois été fait appel à des rapporteurs extérieurs. En 2018, ont été sollicités : M. Acerra (Univ.) pour l'archéologie sous-marine ; S. Fichtl (Univ.) pour l'Âge du fer ; Y. Billaud (Drassm) pour des opérations subaquatiques ; L. Vallauri (chercheur associé LA3M) pour les arts du feu à l'époque moderne.

Nature des avis émis en 2018 par la commission

La commission a examiné 421 dossiers en 2018 (383 en 2017), dont 382 concernant des fouilles. Le Moyen Âge et l'Époque moderne sont les périodes les mieux représentées avec 32 % des avis émis, immédiatement suivis par l'Antiquité (31 %), distançant nettement les Âges des métaux (16 %), le Néolithique (11 %) et le Paléolithique (8 %). Cette répartition est identique à celle observée en 2017.



Répartition par périodes des dossiers examinés en 2018 en CTRA Sud-Est

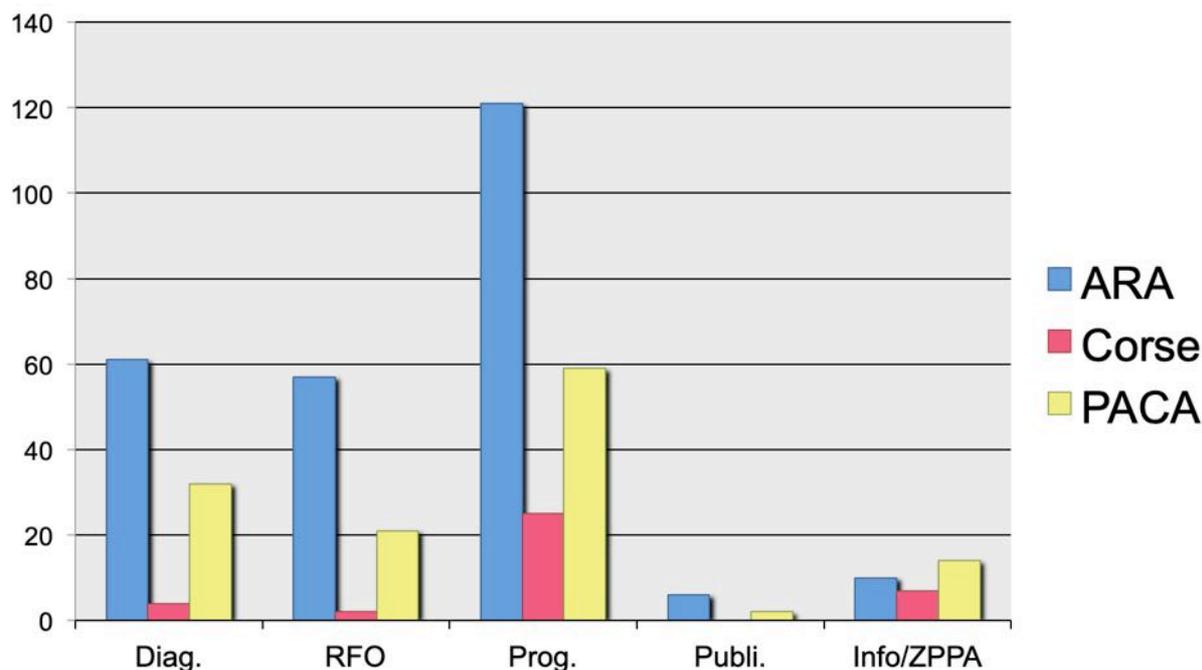
Le déséquilibre régional en volume de dossiers est grand. Il est le reflet des disparités géographiques, économiques et démographiques des trois régions : en 2018, 255 dossiers concernaient la région Auvergne-Rhône-Alpes (196 en 2017), 128 Provence-Alpes-Côte d'Azur (148 en 2017) et 38 la Corse (39 en 2017). On observe que l'accroissement de 10 % des dossiers examinés en CTRA Sud-Est par rapport à 2017 est uniquement dû à une forte hausse en Auvergne-Rhône-Alpes.

	Diag.	RFO	Prog.	Prog. Drassm	Publi.	Info	ZPPA	Total
ARA	61	57	121	0	6	8	2	255
Corse	4	2	22	3	0	7	0	38
PACA	32	21	51	8	2	11	3	128
Total	97	80	194	11	8	26	5	421

Répartition par type et par région des dossiers examinés en 2018 en CTRA Sud-Est

Spécificités de la CTRA Sud-Est

En volume de dossiers de fouilles, la CTRA Sud-Est qui résulte de la fusion de l'ex CIRA Sud-Est, diminuée du Languedoc-Roussillon, et de l'ex CIRA Centre-Est, se positionne désormais, ex-æquo avec la CTRA Sud-Ouest, au premier rang au niveau national.



Répartition par type et par région des dossiers examinés en 2018 en CTRA Sud-Est

Sur les 421 dossiers d'opérations traités en 2018 en CTRA Sud-Est, 205 relevaient de l'archéologie programmée (201 en 2017) et 177 de l'archéologie préventive (144 en 2017). Malgré le tassement observé en 2018, cette répartition où les programmées sont nettement majoritaires (54 % de programmées pour 46 % de préventives) est une des caractéristiques de la CTRA Sud-Est. Elle se retrouve dans chacune des trois régions la composant. Pour donner un point de comparaison, en CTRA Est, avec 37 % de programmées pour 63 % de préventives, le rapport est totalement opposé. La répartition inégale des équipes de recherches et le tropisme méditerranéen permettent en partie d'expliquer de telles différences sur le territoire national. Les pratiques régionales des Sra n'y sont certainement pas non plus étrangères.

Les tendances observables sur la phase 2014-2018³⁷

L'année 2018 confirme les constats formulés en 2017 :

- stabilité du nombre de dossiers examinés, leur volume fluctuant sur ces 5 ans dans une marge maximale de 8 % autour d'une moyenne de 409 dossiers ;
- au niveau interrégional, la proportion programmé-préventif reste toujours au bénéfice du programmé de 2014 à 2018. Toutefois, en 2018, la proportion des programmés n'a jamais été aussi basse ; elle perd 10 points depuis 2015.

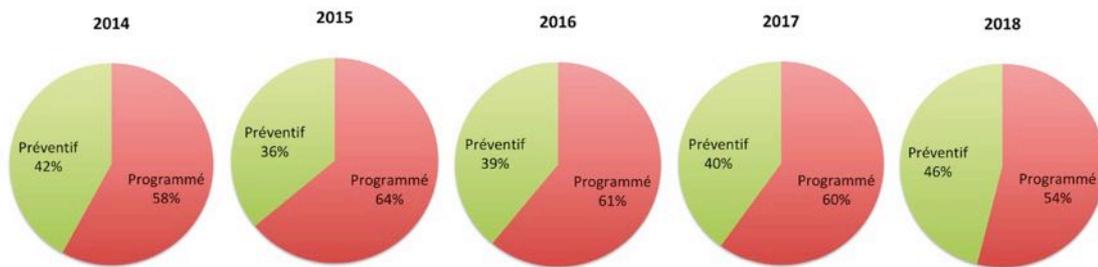
Une analyse plus fine montre que cette apparente stabilité cache des évolutions dont on verra avec le temps si elles se confirment, voire si elles s'amplifient :

- la montée en puissance sensible des dossiers en Corse (+ 57 %) ; de 27/22 dossiers en 2014/2015 à 39/38 dossiers en 2017/2018 ;
- une augmentation presque continue des dossiers de programmés en Auvergne-Rhône-Alpes de 99 en 2014 à 121 en 2018 (+ 22 %) ;

³⁷ Le périmètre de la CTRA Sud-Est étant une création de 2017 issue de la fusion de presque deux CIRA, toute comparaison avec les années antérieures se fonde sur une reconstitution des chiffres.

- à l'inverse, une diminution continue et très marquée des dossiers de programmés en Provence-Alpes-Côte d'Azur (- 78 % de 2014 à 2018).

CTRA SUD-EST															
Type	2014			2015			2016			2017			2018		
	Prog	Prev	Autr.												
ARA	99	117	13	106	73	21	144	93	24	112	73	11	121	118	16
Corse	18	5	4	16	2	4	25	4	4	20	16	3	25	6	7
PACA	105	39	26	78	39	39	66	51	28	82	55	11	59	53	15
Total	426			378			439			383			421		



Répartition par type et par région des dossiers examinés en commission sur la période 2014-2018

Les publications aux travers des avis la CTRA Sud-Est

Par Stéfán TZORTZIS

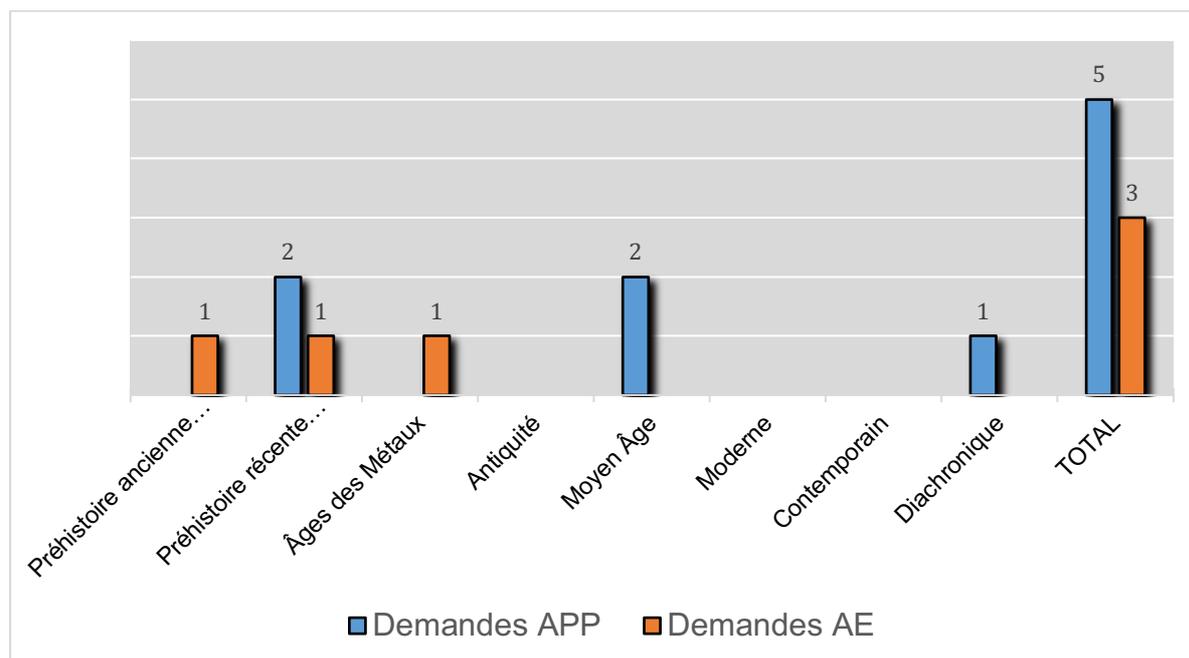
Ingénieur d'études, secrétaire scientifique de la CTRA

Parmi les données quantitatives générales relatives aux dossiers examinés par la CTRA Sud-Est en 2018, il a été retenu pour ce rapport un focus particulier sur la question des publications qui concernent les commissions à deux titres.

Des archéologues vers la CTRA

La question des publications renvoie bien entendu aux demandes d'aide adressées au ministère de la culture (CPDRA), *via* les Sra et faisant l'objet d'avis de la commission : aides à la préparation de publication et aide à l'édition. En 2018, la commission a examiné huit de ces demandes, cinq demandes d'aide à la préparation de publication et trois demandes d'aide à l'édition. La répartition de ces demandes en fonction du découpage chronologique conventionnel permet de se rendre compte que toutes les périodes ne sont pas représentées.

Les aides sollicitées concernent des projets d'ouvrage qui correspondent à différents types de travaux ou d'opérations dont ces projets sont l'aboutissement, de façon classique : projets collectifs de recherche, fouilles programmées et préventives. On compte en outre cette année un projet de publication de travaux universitaires (thèse de doctorat pour la région Auvergne-Rhône-Alpes) et l'on note enfin l'absence de projets d'actes de rencontres scientifiques.



Demands d'aides à la préparation de publication (APP) et d'aides à l'édition (AE) en 2018

De la CTRA vers les archéologues

La question des publications englobe aussi les souhaits et recommandations émises de façon explicite par la commission dans ses avis. Ces souhaits ou recommandations concernent l'archéologie préventive mais aussi, dans une moindre mesure, l'archéologie programmée.

Dans le détail, les « vœux » émis par la commission peuvent être classés en cinq grands types, exclusion faite de la petite série de cas où ils ont été formulés sans autre spécification que le principe d'une publication :

- intégration des résultats dans un atlas topographique local ;
- intégration des résultats dans une synthèse chronologique, thématique et/ou territoriale ;
- article spécifique dans une revue d'intérêt régional ou interrégional ;
- article spécifique dans une revue d'intérêt national ;
- ouvrage monographique/ouvrage de synthèse.

	Publication des résultats, sans spécification		Intégration des résultats dans un atlas topographique local		Intégration des résultats dans une synthèse chronologique, thématique et/ou territoriale		Article spécifique dans une revue d'intérêt régional ou interrégional		Article spécifique dans une revue d'intérêt national		Ouvrage monographique /ouvrage de synthèse		TOTAL	
	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée	archéo. préventive	archéo. programmée
Préhistoire ancienne (Paléolithique)	1	1										1	1	2
Préhistoire récente (Mésolithique-Néolithique)	3						3	1	3	1			9	2
Âges des Métaux	1				7		3					1	11	1
Antiquité			4		4		10	1	1			1	19	2
Moyen Âge		1			2		4	2					6	3
Moderne					1		1	2					2	2
Contemporain									2				2	
Diachronique	1		1		4		6		1			2	13	2
TOTAL	6	2	5		18		27	6	7	1		5	63	14
TOTAL prév. + progr.	8		5		18		33		8		5		77	

Souhaits ou recommandations en matière de publications émis par la CTRA Sud-Est en 2018

Dans les grandes lignes, on note que le nombre de souhaits et recommandations de publications exprimés par la commission en 2018 s'élève à 77. Ce chiffre est à rapporter aux 421 dossiers examinés cette même année, mais bien évidemment en intégrant le fait qu'en archéologie programmée, une part très importante de ces dossiers est constituée d'opérations pluriannuelles en cours pour lesquelles les préconisations en matière de publication n'ont pas encore vraiment lieu d'être. Plus précisément, le ratio entre nombre de « vœux » exprimés par la commission et nombre de dossiers d'archéologie programmée présentés en commission est de 14 pour 194 (mais avec seulement ici 19 dossiers d'archéologie programmée achevés pour lesquels la commission a examiné des rapports de synthèse).

En corollaire, on retient donc que la grande majorité des cas concerne l'archéologie préventive. Cette majorité est constituée de recommandations venant conclure 63 parmi les 80 avis formulés par la commission en 2018 sur des rapports finaux d'opération de fouille préventive.

Dans le cadre de ce bilan annuel, nous nous bornerons à deux constats principaux. Le premier de ces constats est qu'il existe, comme on pouvait s'y attendre, des disparités assez sensibles entre les différentes grandes phases chrono-culturelles, ces disparités étant évidemment en grande partie le reflet de celles qui existent entre les opérations

d'archéologie préventive elles-mêmes en fonction des périodes et thématiques qui les concernent. En l'occurrence, les recommandations les plus fréquentes concernent en 2018 les recherches portant sur des sites ou parties de site antiques (19), suivies par celles portant sur des occupations diachroniques (13), puis par celles concernant des sites ou parties de sites datés des Âges des métaux (11), suivies de près par celles relatives à des sites ou parties de site de la Préhistoire récente. Les moins fréquentes concernent quant à elles la Préhistoire ancienne (1), la période moderne (2) et la période contemporaine (2). Le second constat est que deux types se démarquent par leur plus grande fréquence : les demandes d'article spécifique dans des supports d'intérêt régional ou interrégional d'abord (33 cas), les demandes d'intégration des résultats dans une publication de synthèse ensuite (18 cas). Outre le fait que les périodes chronologiques ne sont pas également représentées dans le corpus des opérations, il convient d'envisager ces données en considérant notamment :

- que les avis émis par la commission en la matière reprennent fréquemment (mais cependant pas exclusivement) en intégralité ceux des rapporteurs, lesquels n'ont sans doute pas tout à fait les mêmes grilles d'appréciation (même si les critères sont probablement très proches, il serait peut-être intéressant que la commission puisse réfléchir à l'opportunité d'élaborer une grille partagée, issue de l'expérience et de la contribution de tous ses membres) ;
- que l'importance scientifique avérée de tels ou tels résultats est probablement renforcée et dans certains cas même révélée, pour certaines périodes chronologiques, en particulier celles qui sont les moins représentées ou bien dont la prise en compte par l'archéologie est plus récente, par un effet « nouveauté » ou « rareté » pouvant influencer le choix du rang ou de la portée d'une publication. Prenons ici seulement l'exemple des deux demandes d'articles dans des revues de rang national : ces dernières concernent des fouilles de sites d'époque contemporaine (en l'occurrence les quais Second Empire d'Ajaccio et une savonnerie de la fin XVIII^e – fin XIX^e siècle à Marseille), autrement dit des contextes qui restent encore moins étudiés et dont la spécificité au sein de la programmation nationale n'est affirmée que depuis peu (axe 14 : *l'archéologie des périodes moderne et contemporaine*).

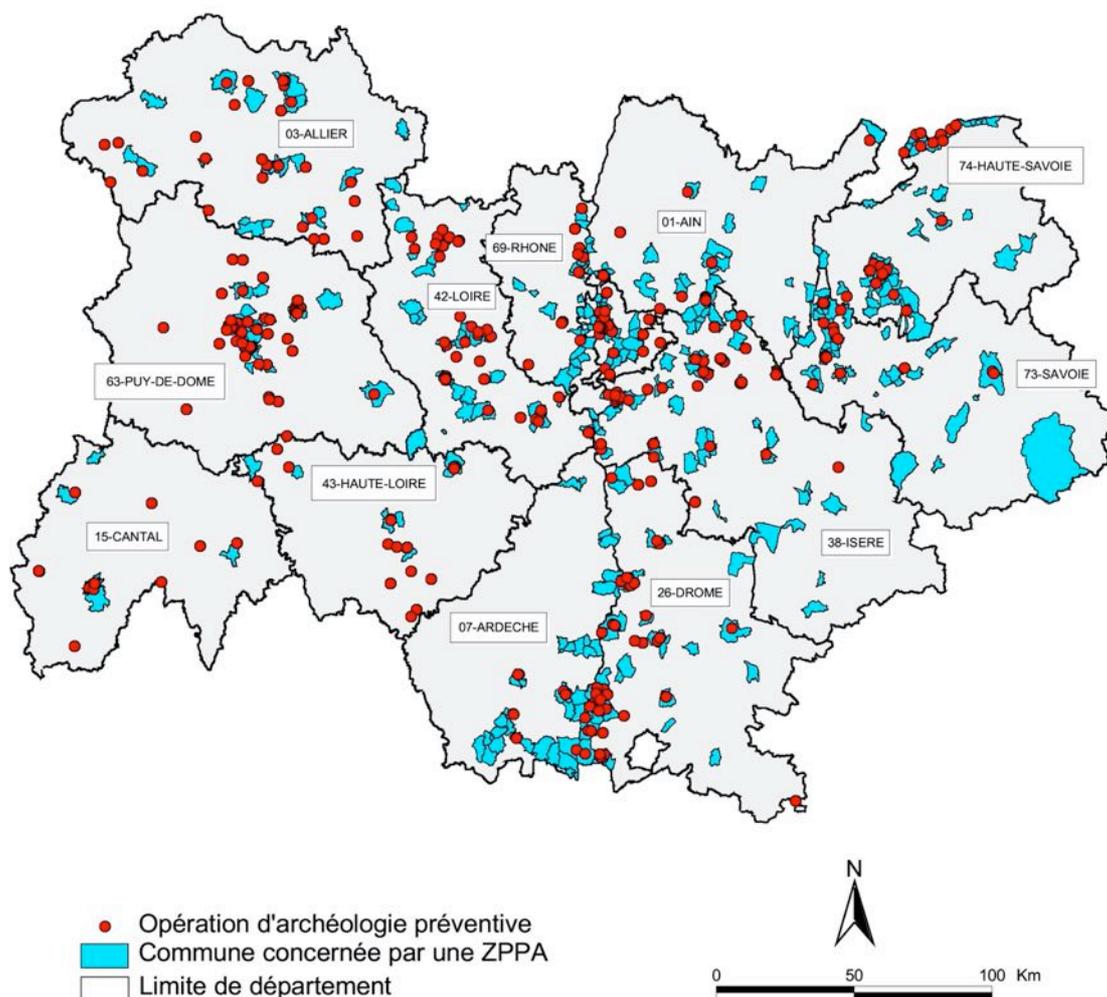
Enfin et surtout, ces données ne constituent qu'un instantané, une situation figée à un instant « t » et qu'il faut évidemment pouvoir envisager dans une dynamique, au moins à l'échelle de la durée du mandat actuel de la commission et probablement même au-delà (que ce soit antérieurement, avec les deux anciennes CIRA Sud-Est et Centre-Est et postérieurement). À terme, l'enjeu est bien sûr de savoir parmi les recommandations émises, lesquelles se concrétisent effectivement par la sortie d'ouvrages ou d'articles, en précisant de plus combien parmi ces publications abouties ont fait l'objet de demandes d'aides à la préparation de publication et/ou de demandes d'aides à l'édition à l'ordre du jour de la commission.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie d'Auvergne-Rhône-Alpes

Par Karim GERNIGON

Conservateur régional de l'archéologie

Composée des douze départements de l'Ain, de l'Allier, de l'Ardèche, du Cantal, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, du Rhône, de la Savoie, de la Haute-Savoie et de la métropole de Lyon (issue du département du Rhône), la région s'étend sur une superficie de 69 711 km², en une longue bande allant du Massif central à la frontière suisse. Le siège de la préfecture de région et de la Drac a été fixé à Lyon. Le pôle Patrimoines et Architecture est basé à Clermont-Ferrand, tandis que le siège du Sra est implanté sur le site de Lyon (avec un site distant sur le site de Clermont-Ferrand).



Opérations d'archéologie préventives réalisées en 2018 en Auvergne-Rhône-Alpes

Outre le Sra, les acteurs de l'activité archéologique régionale sont cinq UMR (basées à Clermont-Ferrand, Lyon, Chambéry et Grenoble), trois équipes de l'Inrap, trois services archéologiques de collectivités territoriales habilités (ville de Lyon, départements de l'Allier et de l'Ardèche), quatre services patrimoniaux de collectivités départementales incluant des archéologues (Isère, Savoie, Haute-Savoie, ville de Vienne), plusieurs entreprises privées agréées, dont trois sont siégées dans la région (Archeodunum, Arkémine et Paléotime) et

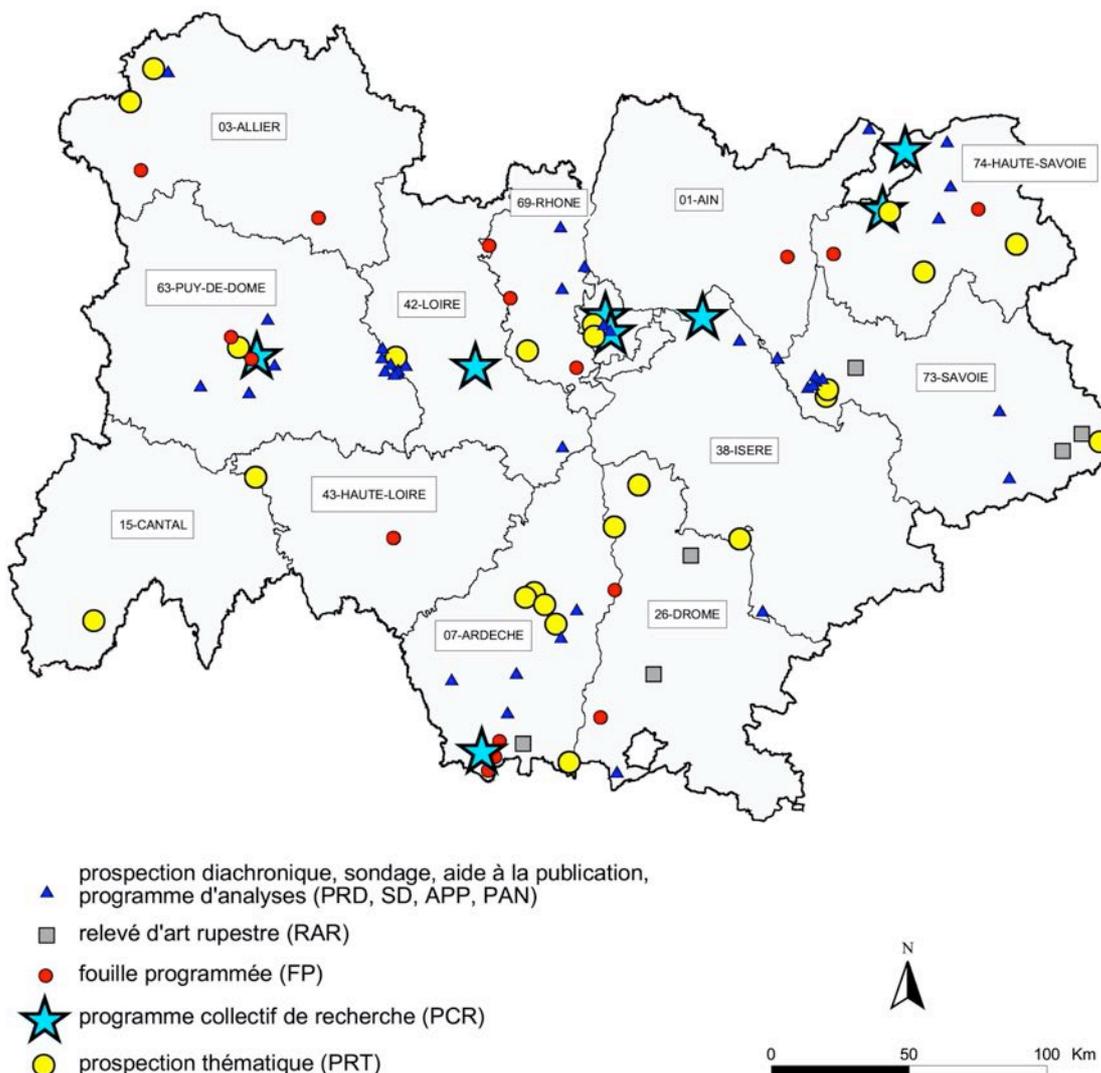
deux ont une antenne régionale (Éveha et Hadès), et plusieurs associations d'archéologues bénévoles.

Ce dense tissu de chercheurs et le fort potentiel archéologique d'un territoire régional étendu et varié ont favorisé l'émergence de thématiques de recherche de haut niveau, mais celles-ci couvrent inégalement le champ de la programmation nationale.

Pour les axes 1, 2 et 3, la présence de massifs karstiques sur le pourtour des Alpes a favorisé la conservation et le repérage de gisements paléolithiques, présents également au sein des massifs volcaniques du Massif central. Ils sont parfois de toute première importance, que ce soit pour l'étude des lignées humaines et animales fossiles (néandertaliens de la grotte Mandrin et de l'abri Moula, gisements paléontologiques du début du Quaternaire dans le Velay) que pour celle des manifestations artistiques et culturelles du Paléolithique supérieur (grottes ornées ardéchoises, stratigraphies du Bugey, du Velay et du Bourbonnais, occupations magdaléniennes d'Enval). Ce patrimoine majeur attire des chercheurs de haut niveau, mais qui ont des rattachements académiques extra-régionaux (UMR toulousaines, parisiennes ou perpignanaises) ou sont dépourvus de statut, ce qui entrave le développement de dynamiques de recherche collectives. Pour ces trois axes, les deux seuls PCR existants - « Lithothèque » et « Pigmentothèque » - sont d'ailleurs construits pour valoriser et diffuser le travail d'un chercheur particulier. Pour l'axe 3, il faut noter l'importance des recherches sur l'art rupestre alpin, gravé et peint, et signaler que la limitation de cet axe à la Préhistoire devrait théoriquement en exclure l'importante part de ces expressions graphiques gravées datées manifestement de la fin de l'Âge du fer et des périodes historiques.

Pour l'axe 4, la dynamique régionale est plus importante, mais manque également d'assise institutionnelle. Le seul néolithicien régional en poste a été rattaché à Archéorient, une UMR tournée exclusivement vers la Méditerranée orientale. Cela n'empêche pas le maintien d'une recherche active (occupations néolithiques savoyardes, prospections palafittiques, APP pour préparer la publication des fouilles de la Grande Rivoire, fouilles de dolmens en Ardèche), mais elle repose sur l'engagement de chercheurs post-doctorants au statut précaire. On notera d'ailleurs un seul PCR, celui qui vient d'être lancé sur le macrolithique.

La situation est bien différente pour l'axe 5. Les recherches sur les Âges des métaux sont portées par plusieurs enseignants-chercheurs, qu'ils soient de la région ou pas, et par des chercheurs du Sra et des opérateurs régionaux. Le champ chronologique est couvert ponctuellement à partir de la fin du Bronze moyen (Corent), mais l'essentiel des recherches porte sur un intervalle débutant au Bronze final IIIb (fouille de l'éperon de Brégoule à Soyons, dans l'Ardèche, prospection thématique dans le Cantal, palafittes alpins) et s'achevant à la fin de l'indépendance gauloise. Ce dynamisme n'est marqué néanmoins que par deux PCR, visant tous deux à publier des recherches anciennes, fouilles XIX^e pour la nécropole des Léchères à Chans-sur-Léman (Haute-Savoie, responsable : Ch. Landry, Inrap), fouilles XX^e siècle pour le camp de Larina à Hières-sur-Amby en Isère (responsable : F. Perrin de l'université de Lyon). La dynamique de recherche collective est toutefois également portée par des prospections thématiques : F. Delrieu sur les vallées de la Sianne et de la Sumène dans le Cantal ; E. Hubert sur les exploitations aurifères du Cantal ; Y. Deberge sur les sites de la fin du second Âge du fer du bassin clermontois ; Y. Billaud sur le site palafittique du Crêt de Chatillon.



Opérations d'archéologie programmées réalisées en 2018 en Auvergne-Rhône-Alpes

Pour la période romaine, la subdivision de la programmation des périodes historiques en axes thématiques ne facilite pas la comparaison avec les chronologies pré- et protohistoriques et la mise en évidence des dynamiques de recherche. Aucune opération n'est ainsi formellement attribuée à l'axe 6 « Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine ». Les seules opérations visant à étudier l'architecture antique ont été menées sur des monuments « profanes », tels que le théâtre de Fourvière à Lyon (PCR de D. Fellague, université de Grenoble) et la prospection thématique sur le pont-siphon de Beaunant à Sainte-Foy-lès-Lyon (A. Borlenghi, université de Lyon) et rattachées de ce fait à l'axe 9 « Le phénomène urbain ». Il faut surtout noter que même en extrayant l'ensemble des opérations antiques des divers axes de la programmation, elles ne sont que treize et constituent un ensemble moins important que celles ayant trait aux époques antérieures et postérieures. Elles n'en sont pas moins importantes pour certains axes, tels que le 7 « Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions », pour lequel les deux seules opérations ont pour objet des nécropoles antiques (PCR de S. Chabert sur la nécropole de Maison Blanche à Pardines et PCR de C. Bréniquet sur la nécropole des Martres-de-Veyre). Ce nombre réduit ne doit pas masquer la richesse d'information que la plupart d'entre elles apportent, notamment pour l'axe 9. Outre les deux PCR cités, on pensera

en premier lieu au PCR sur l'atlas topographique de Lyon, à celui sur les agglomérations ségusiaves et aux préparations de publication des fouilles préventives de Thiez en Savoie et de la rue Fontgiève à Clermont-Ferrand.

L'axe 8 « édifices de culte chrétiens depuis la fin de l'Antiquité » est alimenté par des opérations portant sur le Moyen Âge, depuis le très haut Moyen Âge (La Couronne à Molles, Allier ; Mont Châtel à Revermont, Ain ; abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne, Isère) jusqu'à l'époque moderne (chartreuse de Melan à Talinges, Haute-Savoie ; abbayes médiévales et modernes). Un seul PCR est rattaché à cet axe. Il porte sur l'île Barbe à Lyon, qui accueillit l'un des premiers monastères de la ville et est issu d'un travail de doctorat, utilement transformé en projet fédérateur sur l'insertion des premiers monastères dans l'espace péri-urbain.

L'axe 9 « le phénomène urbain » regroupe à peine huit opérations, mais trois d'entre elles sont des PCR, déjà cités (théâtre de Fourvière, agglomérations ségusiaves et atlas topographique de Lyon). Aucune des opérations ne vise spécifiquement le Moyen Âge et la plupart visent même exclusivement l'Antiquité. C'est en partie dû à un développement parfois tardif des villes médiévales, voire modernes, sur le noyau antique préexistant, comme à Clermont-Ferrand (APP sur les fouilles préventives de la rue Fontgiève), mais cela signifie également qu'un certain nombre d'opérations préventives urbaines touchant des niveaux médiévaux ne font pas l'objet d'opérations de préparation de publication.

L'axe 10 « Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne » regroupe onze ou quatorze opérations, suivant que l'on rattache certaines opérations à cet axe ou à celui spécifique à l'archéologie moderne et contemporaine. La question se pose surtout pour des prospections thématiques, l'une sur des chemins anciens dans des massifs de moyenne montagne, l'autre sur des charbonnières, qui sont pleinement des thématiques d'espaces ruraux, mais pour lesquelles l'essentiel des vestiges date assurément de l'époque moderne. Mis à part ces cas particuliers, l'axe regroupe des opérations qui sont au cœur des problématiques de l'axe (prospections thématiques sur des espaces montagnards, PCR sur un écosystème montagnard) et d'autres qui y sont présentes, car l'objet d'étude est localisé en milieu rural (PCR sur la *villa* antique du Palais à Châteauneuf-du-Rhône, Drôme ; PCR d'étude du bâti de la commanderie de Jalès à Berrias-et-Casteljau, Ardèche) et c'est secondairement, par la caractérisation du statut de l'établissement étudié, que la recherche alimente les problématiques de l'axe.

L'axe 11, sur « les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne » est représenté par sept opérations. La région bénéficie d'un potentiel important en matière d'études de sites castraux, car son territoire couvre celui de nombreuses entités politiques médiévales (Saint-Empire romain germanique, royaume de France, archevêché de Lyon, duché de Savoie, Dauphinois, etc.), qui furent souvent en conflit et de ce fait construisirent tous types de fortifications. Ce patrimoine est abordé essentiellement par des fouilles programmées ou des prospections thématiques, qui sont en fait des opérations d'étude du bâti.

Le très spécifique axe 12 « mines et matériaux associés », à l'exclusion d'autres thématiques de l'archéologie industrielle, est représenté par trois opérations. L'une d'entre elles est un PCR qui vise à étudier les carrières médiévales de trachyte en Auvergne.

L'axe 13 « Aménagements portuaires et commerce » n'est que très peu alimenté régionalement. On ne peut guère y inclure qu'un PCR, essentiellement paléoenvironnemental sur l'évolution de la rive nord du lac d'Annecy et une prospection thématique dans le lit du Cher. Il faut toutefois noter également la fouille préventive de hangars antiques à Sainte-Colombe dans le Rhône, dans la périphérie de l'agglomération antique de Vienne.

L'archéologie des époques moderne et contemporaine est très peu représentée spécifiquement dans la région, si l'on exclut l'étude des constructions élitaires et des fermes, édifiées au Moyen Âge et encore en usage durant l'époque moderne. Seuls deux programmes visent spécifiquement l'époque moderne. Il s'agit d'une prospection thématique sur les lieux d'exécution dans le pays de Gavot (Haute-Savoie), à partir des données cartographiques de la mappe sarde, et d'un sondage sur le jardin du XVII^e siècle du château de la Chaize, à Odenas, Rhône.

La répartition des opérations suivant les axes thématiques de la programmation nationale donne une impression d'inégale répartition, et donc de forces et de faiblesses, qui n'est en fait que partiellement vraie. Il est clair que certains domaines de la recherche sont fortement investis, mais la structuration thématique, parfois très segmentaire, accroît cette impression de faible investissement dans certains autres domaines. Qu'ils soient implantés régionalement ou rattachés institutionnellement à l'extérieur, les chercheurs sont nombreux sur les thématiques du Paléolithique, de la Protohistoire, de la ville antique, des espaces montagnards et du bâti médiéval qu'il soit élitair ou religieux. D'autres domaines peuvent aisément être développés, notamment ceux sur l'art préhistorique, tant paléolithique qu'holocène, et sur l'archéologie industrielle (qui regrouperait tant les mines, que les aménagements portuaires et les carrières). Ils nécessitent toutefois pour ce faire que le service conserve en son sein les compétences nécessaires à l'accompagnement des chercheurs.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Corse

Par Laurent SÉVÈGNES

Conservateur régional de l'archéologie

Véritable « Continent en miniature » la Corse s'étend sur 8 722 km² et a une altitude moyenne de 568 m. Des grandes îles de Méditerranée occidentale, c'est la plus petite mais aussi la plus montagneuse. La région Corse est le fruit de la fusion des deux départements et de la région administrative en une entité unique. En 2018, la population est de 336 000 habitants.

L'archéologie suscite en Corse un engouement croissant auprès de la population et des élus. Ce domaine est en outre particulièrement scruté par les médias.

Malgré un effectif notoirement sous-dimensionné, l'activité du Sra est en augmentation constante ; la qualité et l'investissement de ses agents sont reconnus. L'Inrap mobilise sur place un petit groupe d'agents spécialistes non seulement des périodes concernées par les fouilles mais aussi du contexte culturel insulaire puisqu'ils travaillent de manière plus régulière dans l'île, une base archéologique plus qu'un véritable centre a été inaugurée au mois d'octobre à Vescovato. Deux opérateurs agréés interviennent également sur l'île. Depuis quelques années, les travaux réalisés par les archéologues locaux s'ouvrent vers l'extérieur avec la mise en place de collaboration et la constitution d'équipes, qui manquaient jusqu'ici [MC, Cnrs (TRACES, LA3M, CCJ, CEREGE), Collectivité de Corse, universités de Durham, de Bruxelles, de Gênes]. Les publications témoignent de l'importance des résultats, mais montrent aussi les nombreuses lacunes que les futures recherches devront combler.

Chiffres clés 2018 :

- entités archéologiques : 6978
- zones de sensibilités archéologiques : 1759
- zones de présomption de prescription : 5
- musées d'archéologie (labellisés musées de France) : 4
- opérations archéologiques programmées : 23
- dossiers d'aménagement instruits : 880 (2 agents chargés de l'instruction, dont le CRA)
- diagnostics prescrits : 42 et réalisés : 22
- opérations de fouille préventive : 4
- nombre de centre d'études et de conservation (CCE) : 2
- crédits État : AE : 435 000 € – CP : 508 000 € (dont provisions CCE), dont crédits État réservés à la programmation (fonctionnement/travaux/analyses) : AE : 180 000 € – CP : 180 000 €

Action en faveur de la carte archéologique et de préservation de la ressource

Depuis quatre ans, les moyens importants mis en œuvre pour l'élaboration de la carte archéologique permettent la bonne mise à jour de la base de données Patriarche (nonobstant les difficultés liées à l'obsolescence de l'application), la relecture a concerné plus de la moitié des entités enregistrées. Cette montée en puissance doit permettre dans l'intervalle 2019-2021 une politique offensive de zonages archéologiques sur l'ensemble de l'île afin d'alimenter les outils de la planification régionale dont le Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse (PADDUC). La question de la constructibilité des sites

archéologiques majeurs doit être ré-étudiée avec les collectivités territoriales. Une démarche liée à la réalisation d'atlas archéologiques micro-régionaux a par ailleurs été mise en place, conjointement avec plusieurs communautés de communes (Nebbiu, Alta-Rocca, Sartenais-Valinco, Balagne). Le premier fascicule qui concerne la région ajaccienne a été publié en 2018.

Archéologie préventive et programmée

La recherche archéologique en Corse offre un accroissement qualitatif et quantitatif constant au fil des années avec un équilibre numérique entre les opérations programmées et préventives. Aujourd'hui une cinquantaine de chantiers sont annuellement menés sur l'île.

L'archéologie préventive connaît une progression continue depuis 2009. Bien que le nombre des dossiers d'aménagements soit également en forte augmentation, le taux de prescription reste très contenu en raison d'une forte mobilisation du service sur les expertises de terrain en amont de la décision de réalisation d'une opération. L'action du service est à terme optimisée par l'utilisation renforcée des outils de la géomatique et l'arrivée d'un ingénieur géomaticien affecté aux services patrimoniaux de la Drac.

Les thématiques et périodes traitées en archéologie préventive et programmée diffèrent fortement. Les périodes les plus anciennes (du Paléolithique aux Âges des métaux) sont plus rarement abordées par l'archéologie préventive que par l'archéologie programmée. C'est exactement l'inverse pour les périodes antiques, modernes et contemporaines, périodes traitées majoritairement et de plus en plus fréquemment en archéologie préventive. L'histoire de l'île peut se prévaloir d'acquis et d'orientations nouvelles.

Principaux résultats 2018 - Perspectives

Les phases les plus anciennes demeurent le parent pauvre de la recherche insulaire. La fréquentation de l'île au Paléolithique reste un sujet de discussion tant les gisements font défaut. Le renouvellement des études sur le Mésolithique s'est opéré grâce à la découverte des gisements de *Campu Stefanu* et de *Punta di Caniscione* dont l'étude est en cours.



Fouille préventive du site néolithique de Parmentile à Bonifacio (K. Peche-Quilichini, Inrap)

Le Néolithique, tant en nombre d'opérations qu'en nombre de sites fouillés, reste la période privilégiée par la recherche insulaire. On commence ainsi à percevoir la première phase du Néolithique ancien caractérisée par la céramique *Impressa* (*Campu Stefanu*, *Abri Albertini*). La reprise des opérations sur le site majeur de *Basi* devrait permettre de mieux appréhender la colonisation de l'île et la diversification des activités de production durant le Néolithique

(fouille préventive de *Parmentile* à Bonifacio). Le Néolithique final (Terrinien) a fait l'objet de recherches spécifiques depuis quelques années mais les rapports d'opérations, notamment préventives tardent à venir.

Les travaux sur les sites de l'Âge du bronze connaissent eux aussi une évolution très comparable au Néolithique. Cette évolution est la bienvenue tant la Corse était absente pour cette période par rapport à l'Italie ou au sud de la France. Les recherches concernent le traditionnel thème des habitats fortifiés. Dans le même temps, des travaux concernent les pratiques funéraires avec notamment l'achèvement des études de la cavité sépulcrale de Lano qui a livré des cercueils monoxyles dans un état de conservation exceptionnel.

Nos connaissances sur l'Âge du fer se sont fortement accrues ces dernières années à partir des fouilles menées sur le vaste habitat de Cuciupula dans le sud de l'île. Les avancées concernent désormais les formes de l'habitat (*Cozza Torta, I Palazzi*, habitats fortifiés de la vallée de la Gravone) et la perception chronologique et culturelle des mobiliers. Il reste toutefois encore un travail considérable pour mieux connaître cette période et son articulation avec la fréquentation étrusque, phénicienne, grecque et romaine en regard du substrat pré-existant.

L'Antiquité méditerranéenne est l'objet de recherches fortement renouvelées. Les travaux d'aménagement et de valorisation des sites de Mariana (création d'un musée labellisé musée de France) et d'Aléria, accompagnés d'une relecture systématique des vestiges dégagés anciennement, permettent de porter un regard nouveau sur ces gisements désormais étudiés sur la longue durée. Ces recherches sont à l'origine de l'ouverture de nouveaux chantiers de fouilles programmées, mais aussi de la mise en place de projets collectifs de recherche (PCR « Aléria et ses territoires : approches croisées » et « les Bouches de Bonifacio à l'époque romaine : approches archéologiques et géoarchéologiques »). Les recherches récentes menées notamment dans le cadre de l'archéologie préventive, permettent une meilleure perception du monde rural (à *Vescovato*, Bastia) mais aussi sur les pratiques funéraires à l'époque romaine (*Mariana, Pruniccia*). La très médiatisée découverte d'un hypogée d'époque étrusque à *Lamajone* (Aléria) ne doit pas oblitérer le travail de fonds sur ce site d'importance internationale.



Hypogée d'époque étrusque à Lamajone (Aléria) (P. Druelle, Inrap)

Pour la période médiévale, l'archéologie préventive ouvre de toutes nouvelles perspectives et notamment des champs d'investigations inaccessibles jusqu'ici. C'est le cas en particulier en milieu urbain, comme à Bonifacio, mais pas seulement puisque plusieurs églises rurales

médiévales ont aussi fait l'objet d'explorations approfondies. Parmi les thématiques retenues, celle des sites castraux est la plus investie.

L'époque moderne est une phase chronologique dont l'étude a fait l'objet d'un développement notable ces dernières années. Ainsi, les tours et les citadelles génoises sont depuis quelques années l'objet de recherches importantes motivées notamment par la volonté des pouvoirs publics locaux de mettre en valeur ce patrimoine souvent négligé. Si le développement de l'archéologie du bâti dans quelques villes (Bastia, Bonifacio, Ajaccio) contribue également à une meilleure connaissance de l'occupation à l'époque moderne, l'archéologie du monde rural demeure à peu près méconnue pour cette période. L'époque contemporaine, nouvelle venue dans le domaine de la recherche archéologique, est encore un domaine à explorer à la suite des découvertes des quais impériaux d'Ajaccio.

L'organisation de recherches collectives diachroniques montre la capacité de la nouvelle génération de chercheurs à élaborer des projets communs et à produire des volumes importants de données renouvelant profondément nos connaissances. Ainsi, la réflexion sur l'échange et la circulation des matières premières durant la préhistoire et la protohistoire (analyse de silex et d'obsidienne, de perles en ambre et verre) conduit aujourd'hui à repenser la place de l'île dans les réseaux unissant les deux bassins de la Méditerranée. Par ailleurs le thème transversal de la géoarchéologie (PCR « Approche géoarchéologique des paysages de Corse à l'Holocène, entre mer et intérieur des terres ») concerne non seulement le peuplement diachronique de l'île, mais aussi son impact sur l'environnement, sujet d'actualité. Il apporte un éclairage totalement inédit sur l'évolution des paysages littoraux en lien avec l'implantation de quelques sites majeurs (*Mariana*, Sagone, Aléria, Bonifacio, etc.) et précise de manière diachronique l'impact anthropique.

Conservation, valorisation et gestion des mobiliers archéologiques

Depuis quatre ans le Sra est particulièrement mobilisé sur les questions de gestion des mobiliers avec un lourd passif en termes de conservation, d'inventaire, de statut juridique des mobiliers. La progression dans le règlement de la propriété des biens archéologiques mobiliers est notable. Dans ce contexte très tendu avec le développement de l'archéologie préventive, la création d'un CCE régional géré conjointement avec le Drassm a été actée. Différents scénarios sont envisagés dans l'étude de faisabilité et l'OPPIC a accepté de conduire la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Valorisation et diffusion des résultats

Comme dans les autres régions la diffusion des résultats est d'abord assurée par la publication du bilan scientifique régional qui avait cessé de paraître entre 2001 et 2012. Le volume double 2016-2017 a été publié cette année. Les notices font systématiquement l'objet d'un formatage pour une diffusion sur le site ADLFI.

Par ailleurs, le manuscrit du colloque destiné à faire le point sur les principales avancées scientifiques de ces 20 dernières années est en voie d'achèvement. Au-delà des synthèses produites, il en résulte de nouvelles pistes de recherche qui s'inscriront dans la programmation du ministère de la culture.

L'augmentation des moyens affectés aux JNA répondra à la forte demande locale et au succès du « village de l'archéologie » dont le concept est désormais bien rodé en Corse. Les journées qui se sont déroulées sur le site archéologique d'Aléria ont rencontré un grand succès.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Par Xavier DELESTRE

Conservateur régional de l'archéologie

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est constituée de six départements (Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse). Elle s'étend sur une superficie de 31 400 km². Sur ce territoire entre montagne et mer, 36 000 sites archéologiques sont actuellement recensés avec une répartition très hétérogène, allant de 2 741 sites pour les Hautes-Alpes à 10 200 dans le Var. Cet état de fait tient à plusieurs facteurs : l'histoire des recherches, l'attractivité des territoires, la répartition et la densité de la population, la dynamique économique...

Les acteurs de la recherche

Dans le domaine de l'archéologie préventive, les acteurs sont au nombre de onze :

- six services de collectivités sont habilités (dans les Bouches-du-Rhône, Aix-en-Provence ; en Vaucluse, le service du conseil départemental et celui de la ville de l'Isle-sur-la-Sorgues ; dans le Var, le service du conseil départemental et celui de la ville de Fréjus ; dans les Alpes-de-Haute-Provence, le service du conseil départemental et dans les Alpes-Maritimes, le service de la métropole Nice-Côte d'Azur) ;
- l'établissement public Inrap et quatre opérateurs agréés (Archeodunum, Éveha, Hadès, Mosaïque archéologie) ;

Dans le domaine de la recherche programmée, quatre UMR sont installées en région : ADES (Marseille), LAMPEA, Centre Camille Jullian (Aix-en-Provence) et CEPAM (Nice). Les trois premières unités sont contractualisées avec le ministère de la Culture.

Depuis plusieurs décennies, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se distinguait au niveau national par une forte activité de recherche programmée. Cette caractéristique tend à s'effacer avec un très net recul de la présence dans la recherche régionale des chercheurs appartenant aux UMR. En revanche le personnel du service régional de l'archéologie reste très impliqué dans la recherche en assurant la direction de projets collectifs de recherche et de fouilles programmées.

La gestion administrative du territoire

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur connaît une progression régulière de sa population (5,059 millions en 2019) avec comme corollaire une densification de l'habitat, une extension des pôles économiques et une restructuration des centres urbains. En tenant compte de cette réalité, le service régional de l'archéologie dispose pour la gestion des territoires de 303 arrêtés de zonages archéologiques dont la définition a été élaborée en concertation avec l'ensemble des partenaires scientifiques. Ces zonages prennent en compte l'état des connaissances mais également les « vides » qui sont le plus souvent la conséquence d'une absence de recherche plutôt qu'une réalité historique.

Le schéma régional des centres de conservation et d'étude

La forte activité de recherche dans cette région depuis une soixantaine d'années (plus de 9000 opérations de terrain autorisées) a pour conséquence un volume considérable de biens mobiliers archéologiques à gérer. Selon les enquêtes nationales réalisées, cette région

conserverait actuellement la première place en volume de collections archéologiques conservées, de l'ordre de 6 500 m³. Depuis un peu plus d'une décennie maintenant le service régional de l'archéologie s'emploie à rationaliser la gestion de ces ensembles. Le schéma régional est fondé sur un centre de conservation et d'étude régional installé à Aix-en-Provence complété par un réseau de structures à vocation départementale. Le retard important pris pour la gestion des collections et l'impossibilité pour les musées archéologiques locaux d'absorber le produit des fouilles rend délicat la mise à niveau du dispositif. Les urgences sont nombreuses et l'engagement des partenaires dans plusieurs départements doit encore être consolidé. Pour autant, des réalisations ont pu récemment aboutir : dans les Alpes-Maritimes, aménagement d'un centre de conservation et d'étude métropolitain et, dans le Var, sur la commune de Fréjus. L'investissement des équipes Inrap ces derniers mois dans le cadre de l'expérimentation a été également positive avec la requalification des collections de l'ancien dépôt de Cucuron (Vaucluse) transférées à Aix-en-Provence.

En lien direct avec la gestion des collections archéologiques, nous avons pu doter la région de deux équipements spécifiques essentiels pour la recherche et pour la conservation des données. Ces outils partagés sont d'une part une osthéothèque installée à Aix-en-Provence/Marseille gérée par l'UMR ADES et le Sra et d'autre part une dendrothèque en cours d'installation au sein du CCE de Nice-Métropole. Ces deux équipements à vocation régionale sont des « outils ressources » accessibles aux chercheurs et aux étudiants avec notamment pour l'osthéothèque une gestion bénéficiant d'un conseil scientifique dédié permettant de suivre l'enrichissement des connaissances sur les collections et d'assurer une conservation pérenne des ensembles osthéologiques en évitant une multiplication des prélèvements destructeurs.

L'activité de recherche

En 2018, 277 opérations ont été autorisées. Le nombre le plus important d'opérations se trouve dans les Bouches-du-Rhône (100) suivi du Var (62), du Vaucluse (43), les trois autres départements ont une activité voisine, entre 22 et 23. D'une manière synthétique on peut relever que 36 autorisations correspondent à des opérations de sauvetage par l'étude, 13 à des fouilles d'urgence, 146 à des diagnostics d'archéologie préventive, 18 à des fouilles programmées et 8 à des projets collectifs de recherche.

Outre le maintien d'une activité d'archéologie urbaine soutenue, l'archéologie régionale reste marquée par des thématiques majeures parmi lesquelles les études anthropologiques avec plusieurs volets notamment la reprise des dossiers des sépultures collectives néolithiques et les grands ensembles funéraires d'époques moderne/contemporaine explorés dans le cadre de l'archéologie préventive à La Ciotat et Marseille. L'archéologie du littoral notamment dans le delta du Rhône et en Camargue. Enfin, l'archéologie de la moyenne et haute montagne.

Orientations et priorités pour les années à venir

Quatre grands points peuvent être mis en avant :

- dans le domaine de l'archéologie subaquatique la gestion du Rhône qui connaît depuis plusieurs années une accélération de l'érosion avec pour conséquence la mise en évidence de très nombreuses épaves imposant la mise en place d'un plan de gestion raisonné ;
- le renouvellement des recherches sur des sites emblématiques de la préhistoire en particulier la grotte du Lazaret à Nice et la grotte Coquer à Marseille. Pour ces deux sites d'intérêt international des appels à projets devraient être lancés pour consolider

les acquis des fouilles dans le cas du Lazaret et pour la grotte Cosquer tenir compte des urgences en matière de conservation du site et sur la documentation constituée (relevé 3D) ;

- la troisième action prioritaire est l'étude des collections archéologiques et le soutien à la préparation de publications ;
- enfin, la poursuite des actions initiées depuis 2015 en partenariat avec la Justice contre le pillage des sites archéologiques et le trafic international des biens culturels archéologiques et la préparation d'une exposition au MUCEM.

Valorisation et diffusion de la recherche

Outre la publication annuelle du bilan scientifique régional, de nombreuses publications, monographies, articles, catalogues d'exposition contribuent à la diffusion des connaissances. Les temps forts que sont les journées nationales de l'archéologie, les journées européennes du patrimoine, la fête de la science et des événements plus spécifiques à la région, les journées de préhistoire à Quinson (Alpes-de-Haute-Provence) sont des rendez-vous avec le public qui chaque année connaissent un grand succès. La valorisation in situ des vestiges archéologiques demeure toujours très délicate. C'est donc avec une grande satisfaction que l'on a pu voir aboutir un projet sur la commune de Graveson (Bouches-du-Rhône) grâce au soutien financier exceptionnel de l'aménageur (RTE).

En conclusion, cette région dont le patrimoine archéologique comprend plusieurs sites d'intérêt international se trouve aujourd'hui à une étape importante de son histoire avec des challenges majeurs à relever. L'ambition prioritaire est de parvenir à créer les conditions d'une nouvelle dynamique de recherche fondée sur des appels à projets, à consolider les actions de formation par la mise en place d'un chantier école, combler les retards dans l'étude des collections archéologiques et la publication de fouilles majeures. Ces échéances ne pourront être pleinement atteintes que dans la mesure où l'emploi archéologique peut être consolidé et renouvelé.

Bilan 2018 de la CTRA Sud-Est

Coordonné par Anne-Marie ADAM et Didier BAYARD

Membres de la CTRA, représentants au CNRA

Avec les contributions de Pierre-Jean TEXIER, Philippe LEFRANC, Peter JUD, Laudine ROBIN-ZIVANOVIC, Sylvie CROZIER-PÉTREQUIN, Sébastien BULLY, Jean-François GORET et Vincent MALIET

Membres de la CTRA

Fonctionnement de la commission

La commission n'a pas connu de changement particulier en 2018, que ce soit dans sa composition ou son mode de fonctionnement. Elle s'est réunie huit fois et a examiné en dix-huit jours 385 dossiers, dont certains ont donné lieu à plusieurs avis (421 avis rendus) ; 11 étaient instruits par le Drassm. Ce chiffre marque une augmentation sensible (près de 15 %) par rapport à l'année précédente, que l'on s'explique mal, d'autant qu'il touche tous les champs chronologiques. L'augmentation manifeste du nombre de demandes d'autorisation constatée pour la Préhistoire ancienne montre qu'il n'est pas dû à un éventuel changement de mode de calcul. La répartition observée entre les trois régions qui composent cette interrégion est globalement la même qu'en 2018 : les deux régions ARA et PACA se partagent 92 % des dossiers à raison des deux tiers pour la première et d'un tiers pour la seconde. La part de la Corse s'est nettement réduite, spécialement dans le domaine préventif (quatre projets de fouille préventive et deux RFO examinés). Au-delà des limites administratives, on retrouve les mêmes déséquilibres qu'en 2017 : beaucoup d'opérations préventives en milieu urbain ou péri-urbain, beaucoup moins en contexte rural, même si certaines se signalent par l'ampleur des résultats (PIPA dans l'Ain, déviations routières dans l'Allier), massifs montagneux sous-investis à l'exception de l'archéologie des résidences élitaires du Moyen Âge et des mines.

Période	Nombre d'experts en 2018	Nombre d'avis	
		2017	2018
Préhistoire ancienne (Paléolithique-Mésolithique)	1	23	36
Préhistoire récente (Néolithique)	1	37	47
Âges des métaux	2	55	76
Antiquité	3	109	129
Moyen Âge/Moderne/Contemporain	3	114	133
Total	<i>10+4 ext.</i>	<i>env. 350</i>	<i>421</i>

La répartition des dossiers entre les principales périodes continue de présenter un fort déséquilibre en faveur de l'époque romaine, d'une part, et du Moyen Âge et des époques moderne et contemporaine, d'autre part, qui se partagent de manière sensiblement égale plus de 60 % des dossiers, en dépit de l'augmentation des dossiers de Préhistoire ancienne évoquée plus haut (de 6,8 % à 8,5 % du nombre total de dossiers). Le nombre de dossiers concernant l'ensemble de la Préhistoire dépasse désormais celui des Âges des métaux. Les tendances générales signalées pour chacune de ces périodes en 2017 se sont confirmées. La recherche en Préhistoire ancienne et à un moindre degré pour le Néolithique se pratique essentiellement dans le cadre programmé (respectivement 80 % et 62 % des dossiers), même si les apports de l'archéologie préventive à la connaissance des cultures néolithiques

sont manifestes en 2018. Les dossiers des Âges des métaux et du Moyen Âge et des époques moderne et contemporaine se répartissent à peu près également entre les cadres préventif et programmé (52 % et 54 % des dossiers en programmé). La poussée relative du nombre de dossiers préventifs pour l'Antiquité est remarquable ; elle traduit sans doute une activité soutenue dans ce domaine au cours de ces dernières années (à travers l'examen des RFO). Elle masque aussi un affaiblissement de la recherche régionale programmée dans ce domaine qui ne concerne plus que 37 % des dossiers. La multiplication des PCR au détriment des fouilles programmées est révélatrice des difficultés rencontrées par les équipes d'Antiquisants pour constituer des projets de fouille qui soient à la mesure des sites explorés.

PALÉOLITHIQUE

Des reliefs et des vallées peu favorables aux accumulations sédimentaires comme on en connaît dans le nord ou l'ouest de la France, et l'absence actuelle de grands travaux d'infrastructure (autoroute, TGV, barrage, etc.) dans ce très vaste territoire, expliquent partiellement pour ces dernières années, la rareté des nouvelles découvertes concernant le Paléolithique. Toutefois, des projets d'aménagement de moindre ampleur (ZAC, projets immobiliers, particuliers) dans la plaine de Saint-Maximin, en marge du poljé de Cuges-les-Pins, dans l'agglomération lyonnaise ou au pied de la falaise de En Val ont donné lieu à d'importantes découvertes sur le paléo-environnement du Pléistocène supérieur comme sur les pratiques funéraires de l'Épigravettien, ou sur l'occupation magdalénienne du Massif Central. On notera pour le Paléolithique dans l'interrégion un nombre accru d'interventions avec la poursuite ou la reprise d'assez nombreuses opérations, sous une forme effective ou d'évaluation, en grotte, abri ou plein-air. Les recherches se développent également dans des sites connus depuis longtemps avec de nouveaux responsables, de nouvelles problématiques, de nouveaux moyens d'investigation. Ainsi en est-il de la reprise des opérations à l'abri du Maras (M.-H. Moncel) ou à la grotte Mandrin (L. Slimak), où des résultats de première importance ont été obtenus. C'est le cas également pour le site emblématique de la grotte Chauvet où de nouvelles approches sont en phase d'élaboration, sous l'impulsion d'une équipe scientifique profondément renouvelée, en même temps que prend très lentement forme la publication d'une monographie particulièrement attendue. Deux opérations qui se sont jouées des chronologies comme de la grande diversité des paysages et des ressources en géomatériaux propres à l'interrégion, ont obtenu des avancées significatives. Dirigé par P. Fernandes, le PCR « Réseaux de lithothèques », dont le caractère fédérateur est encore une fois à souligner, a pour but de répondre aux questionnements sur les rapports entre comportements humains et territorialité. Le PCR « Pigmentoθήque » (E. Chalmin) se propose de mettre à disposition de la communauté un « outil pour comprendre l'approvisionnement en matériaux colorants durant la préhistoire ».

Le Paléolithique moyen

À l'abri du Maras, dans l'Ardèche, ce sont les couches profondes (4.1, 4.2, 5 et 6) qui font en ce moment l'objet de toutes les attentions, particulièrement en avant de la zone actuellement sous abri. Les premières datations U-Th des couches 5 et 4 indiquent des occupations néandertaliennes du site entre la fin du MIS 5 et le début du MIS 4. À la grotte Mandrin (Drôme), où une cinquantaine de mesures ¹⁴C, OSL et TL calent maintenant l'essentiel des occupations préhistoriques (Quina rhodanien, Néronien, post-néronien, proto-aurignacien) entre 50 et 40 ka, les opérations se sont focalisées à l'extérieur de la zone actuellement sous abri, où le niveau B2 attribué au Post-Néronien II (dernière occupation moustérienne) livre

depuis 2015 les restes d'un néandertalien dans un état de broyage prononcé. Les premiers tests ADN réalisés se sont avérés positifs. Sur la commune de Methamis (Vaucluse), les travaux dirigés par J.-B. Fourvel se poursuivent dans le complexe karstique des Auzières, afin de préciser les contextes paléo-environnementaux, chronologiques et sédimentaires dans lesquels les niveaux archéo-paléontologiques se sont mis en place. De nombreux restes identifiables de grands mammifères ont été mis au jour dans le secteur 2 du complexe : on rappellera à nouveau l'importance des assemblages osseux des Auzières pour l'enrichissement des connaissances régionales sur la biochronologie, la paléoécologie et l'évolution des communautés mammaliennes à la fin du Pléistocène.

Le Paléolithique supérieur

L'Auvergne n'échappe pas au regain d'activité ou d'intérêt qui touche actuellement les sites anciens : ainsi la découverte par F. Surmely d'une riche archéo-séquence du Magdalénien moyen. La grotte du Rond-du-Barry, célèbre pour avoir anciennement livré un très riche mobilier sur os et bois de renne, des éléments gravés et des éléments de parure, a fait l'objet pour la seconde année d'une intervention de A. Lafarge.

Les recherches se poursuivent dans le Jura où des sites ou des complexes de sites font l'objet de sondages systématiques à la recherche de témoins stratigraphiques : recherches par G. Béreiziat d'une fréquentation tardiglaciaire du Jura méridional (grotte de la Bonne-Femme, grotte de Liévrin). Mathieu Luret tente, pour la grotte de Onnion1, en Haute-Savoie, de contextualiser l'important corpus faunique déjà constitué. La fouille au 35 de la rue Isaac à Lyon a permis de mettre au jour sur 420 m² de très riches épandages lithiques que leur analyse techno-typologique renvoie à l'Azilien, à l'Épigravettien, au Mésolithique ancien et au Sauveterrien.

Dans le nord du Var, entre Comps-sur-Artuby et Trigance, c'est un tronçon tout entier d'une vallée en contexte péri-alpin, qui fait l'objet de recherches étroitement coordonnées, conduites par A. Tomasso (fouille programmée des prés de Laure), L. Purdue et G. Porraz (sondages de la Baume de Monthivier et du Moulin neuf, carottage des dépôts fluviatiles). La lecture et la prospection systématique des formations sédimentaires de la moyenne vallée du Jabron (5 x 0,6 km) et des cavités situées en bordure, a pour objectif d'établir la chronologie et les modalités d'implantation et de circulation des groupes humains de l'Épigravettien dans le contexte particulièrement sensible qu'est le domaine périalpin. L'aménagement d'une ZAC à Cuges-les-Pins (Bouches-du-Rhône) a permis la découverte exceptionnelle en plein air d'une sépulture en fosse attribuée à un Épigravettien récent. Le corps d'une femme adulte est enveloppé dans une peau et accompagné de nombreux objets, dont des canines de cerf (collier ?) et des coquilles de *Cyclope neritea* (cousues sur un vêtement ?). Cette sépulture, où l'ocre est omniprésent, n'a d'équivalent qu'en Italie. Les travaux conduits par E. Cregut-Bonnoure sur la commune de Monieux (Vaucluse), dans les avens-pièges du Coulet des Roches et à l'aven des Planes ont permis de constituer un référentiel faunique d'une remarquable diversité, dominé par le cheval et couvrant la période allant du sub-boréal à l'Interpléniglaciaire.

NÉOLITHIQUE

En 2018, 47 dossiers relatifs au Néolithique ont été déposés, dont 29 rapports et demandes d'opérations programmées, huit rapports de diagnostic et dix rapports de fouilles préventives. L'activité de recherche programmée est particulièrement dynamique en Auvergne-Rhône-Alpes (17 dossiers) : il s'agit pour l'essentiel de campagnes de relevés

d'art rupestre holocène, en Ardèche, Drôme et Savoie (6 opérations), des prospections sous-marines du Drassm dans les lacs du Bourget, du Léman et d'Aiguebelette (2 opérations) et de la poursuite de fouilles programmées en cours sur les dolmens d'Ardèche (2 opérations) et à la Grande-Rivoire, en Isère. À souligner également, une demande d'aide à l'édition pour l'habitat néolithique de Trémonteix (Puy-de-Dôme), site ouvert aux influences Gord et Artenac, appelé à faire référence pour la fin du Néolithique en Auvergne. En Provence-Alpes-Côte d'Azur (6 dossiers), la fouille de la Grotte de Perthus II et les prospections sur les mines de silex du Vaucluse se sont poursuivies, avec des résultats toujours significatifs, et des opérations de relevés d'art rupestres holocènes ont été autorisées dans les Alpes-de-Haute-Provence et dans le Var (2 opérations). Parmi les travaux les plus marquants, on notera particulièrement la remise du dernier rapport de PCR sur les hypogées de Fontvieille à Arles. En Corse (4 dossiers), l'étude du site du Basi à Serra-di-Ferro, en Corse du sud, continue à livrer d'importants résultats sur l'habitat insulaire du 4^e millénaire, avec la mise au jour notamment de bâtiments de plan ovalaire sur solin de pierres. L'analyse des matières premières utilisées sur l'île, enfin, a bénéficié des derniers travaux menés sur les gîtes de silex lacustre du bassin de Perfugas, en Sardaigne, et des prospections étendues sur l'ensemble des affleurements de Rhyolite du plateau d'Alzu.

Les résultats les plus marquants de l'année 2018 ont été livrés par les opérations d'archéologie préventive, notamment en Ardèche, dans l'Ain et en Haute-Savoie. En Ardèche, à Baix, au pied des plateaux du Vivarais, il s'agit de la fouille d'un habitat chasséen reconnu comme un habitat pérenne organisé autour d'unités domestiques, antithèse qui manquait encore aux débats animant la recherche régionale, toujours dominée par les théories reconnaissant dans les sites de plaine de la rive gauche du Rhône (plaine de Montélimar) des lieux d'agréments temporaires de communautés semi-nomades. Dans l'Ain, une nécropole monumentale rassemblant six structures de type Passy a été étudiée à Saint-Vulbas ; ces monuments, datés entre 4230-4055 av. J.-C. environ, témoignent d'une extension tardive, de la tradition architecturale des STP dans l'est de la France. Dans le même secteur géographique, à Ambérieux-en-Bugey, un ensemble funéraire rassemblant 56 individus, daté entre 4700-4500 av. J.-C., a été rattaché à la tradition Chamblandes et amène à reposer la question de l'origine du phénomène qui paraît, exception faite des tombes les plus anciennes de Genevray à Thonon-les-Bains, aujourd'hui plus précoce dans la plaine de l'Ain que dans les régions lémaniques. En Haute-Savoie, le rapport de la fouille de Genevray Thonon-les-Bains (conduite entre 2004 et 2006), la plus vaste nécropole de type Chamblandes étudiée dans le bassin lémanique avec 229 tombes, a enfin été finalisé et l'on doit espérer une publication rapide de cet ensemble unique. Toujours en Haute-Savoie, et faisant écho au monument mégalithique gisant dans sa fosse de condamnation au sein de la nécropole de Genevray, on peut mentionner la découverte récente, à Massongy, d'un nouveau menhir orné de cupules sur un site attribué au Cortaillod.

En Provence, enfin, les diagnostics réalisés dans le paléo-pojé de Saint-Maximin-la-Sainte-Beaume (Var) et dans la plaine de Trets (Bouches-du-Rhône) ont confirmé le fort potentiel de ces deux secteurs pour la définition des groupes culturels, l'étude de l'habitat et des gestes mortuaires des 5^e et 4^e millénaires, en révélant notamment une série d'assemblages céramiques ante-chasséens et de nouvelles inhumations en fosses de plan circulaire attribuées aux deux premiers tiers du 5^e millénaire.

ÂGES DES MÉTAUX

Les deux rapporteurs compétents pour la période des Âges des métaux ont eu à examiner en 2018 les dossiers de 72 opérations, toutes catégories confondues (soit environ 17 % de l'ensemble des dossiers traités par la CTRA). Dans ce total, archéologie programmée et archéologie préventive s'équilibrent à peu près (respectivement 37 et 35 opérations), mais on relève d'assez nettes disparités régionales. En Corse, aucun dossier d'archéologie préventive n'a concerné en 2018 la Protohistoire, tandis que sept demandes ont été déposées pour des actions programmées, dont six ont réellement abouti à une intervention sur le terrain.



Fouille programmée de la Cime de la Tournerie à Roubion (Alpes-Maritimes) (É. Sanchez, MNCA)

Pour la région PACA, huit demandes pour des opérations programmées ont été examinées, dont six autorisées. Il s'agit pour l'essentiel de relevés d'art rupestre, de prospections thématiques et de PCR, fondés sur l'exploitation d'une documentation parfois ancienne, auxquels s'ajoute une demande d'aide à l'édition pour la monographie du site d'Entremont. Une seule intervention correspond à une fouille programmée : celle de la Cime de la Tournerie, à Roubion (Alpes-Maritimes). Dix dossiers d'archéologie préventive (à priori ou à posteriori) ont été examinés, certains de ces rapports correspondant toutefois à des opérations conduites depuis quelques années déjà. Sur le plan géographique, ces opérations préventives sont assez inégalement réparties, avec une nette concentration dans l'est du département des Bouches-du-Rhône et l'ouest de celui du Var (notamment sur la commune de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume), ainsi que dans le secteur situé entre Salon-de-Provence et Marseille, tandis que des départements entiers restent à l'écart de ce type d'activités.

Pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'écart entre les deux grands types d'opérations est plus important (18 en archéologie programmée, contre 28 en archéologie préventive). Ces dernières concernent en priorité la périphérie des agglomérations principales (Lyon, Clermont-Ferrand), mais aussi quelques travaux routiers (contournement de Saint-Flour, dans le Cantal) ou extensions de ZAC (sur l'emprise du « Parc industriel de la plaine de l'Ain (PIPA) » ou dans le département de l'Isère). Du côté de l'archéologie programmée, les principales fouilles en cours sont celles des *oppida* de Corent et de Gergovie. Plusieurs prospections thématiques concernent l'Auvergne et la moyenne vallée du Rhône et deux PCR, fondés sur la reprise de la documentation ancienne, sont consacrés l'un au camp de Larina (Isère), l'autre à la nécropole de la Léchère à Chens-sur-Léman (Haute-Savoie). Ce dernier projet est l'un des rares à s'intéresser au domaine funéraire, en même temps qu'à l'aire alpine, qui apparaît clairement comme le « parent pauvre » de l'activité archéologique pour l'ensemble de l'interrégion. La seule autre exception notable, qui touche aussi à ces deux domaines, est le PCR consacré aux sépultures de l'Âge du fer dans les Alpes du Sud, et l'on peut mentionner enfin, à la bordure méridionale du massif, les activités en cours autour de la Cime de la Tournerie déjà évoquée (fouille programmée et prospections autour d'un complexe minier).

Comme il avait déjà été remarqué dans le bilan 2017, les sites de hauteur constituent le principal champ d'application de l'archéologie programmée pour l'ensemble des trois régions. Au-delà du point commun de leur perchement, ces sites sont de nature et de chronologie très diverses, et toutes les catégories d'opération les concernent (fouilles programmées et sondages, prospections et relevés topographiques, projets documentaires). Mais on constate que la manière de les appréhender a évolué presque partout au cours des dernières années : même si le site perché sert de point d'ancrage à la réflexion, c'est désormais bien souvent tout son environnement et son rôle dans la structuration du territoire qui sont pris en compte, dans une démarche qui convoque aussi, parallèlement aux inventaires de découvertes anciennes, les acquis récents de l'archéologie préventive. Les travaux réalisés autour du Mourre-de-Sève, à Sorgues (Vaucluse), sont exemplaires à cet égard.

Les résultats fournis par l'archéologie préventive sont évidemment plus diversifiés, mais on relève pour 2018 quelques points forts. Les occupations de l'Âge du bronze sont particulièrement bien représentées, à travers plusieurs opérations réalisées en Rhône-Alpes depuis 2015, notamment pour le Bronze ancien, avec la découverte à Saint-Vulbas (Ain) et à Lyon même (dans le nord de la plaine de Vaise) de séries de grands bâtiments qui illustrent un modèle architectural standardisé. On note en parallèle pour cette période, dans la vallée du Rhône et jusqu'en Provence, un développement probable des pratiques agricoles, matérialisé entre autres par des concentrations de silos, comme à Fuveau, dans les Bouches-du-Rhône. À Lyon-Vaise, d'autres indices d'habitat groupé ont été relevés pour la fin du Bronze moyen ou le début du Bronze final. Pour la transition Âge du bronze/Âge du fer, les structures dominantes, dans la vallée du Rhône et en Provence, restent plutôt les fosses « à pierres chauffées », parfois organisées en alignements ou regroupées en batteries. Les découvertes de bâtiments ont été plus rares pour cette période, mais deux grands bâtiments naviformes sont connus dans l'un des lots fouillés sur le PIPA. Le site de la Rue du Bouquet à Montélimar a fourni, parmi des indices d'habitat de diverses périodes, entre le Néolithique et le début de l'Âge du fer, les traces, plus exceptionnelles, d'un atelier de bronzier du Bronze final 2.

Le domaine funéraire est illustré lui aussi, et de façon remarquable, dans les rapports d'opération examinés. Une vaste zone de nécropole se dessine désormais sur les terrains du PIPA à Saint-Vulbas, caractérisée notamment par la multiplication des enclos quadrangulaires (plus rarement circulaires). Ces monuments, que l'on date entre la fin du Bronze moyen et le Bronze final, s'échelonnent le long d'un axe parallèle au cours du Rhône. Fortement érodés, leur fonction funéraire reste hypothétique, mais elle semble confortée par la présence dans leur environnement d'autres sépultures attribuées au Bronze final, ce qui confirmerait une certaine pérennité de cet espace funéraire (dont l'usage pourrait remonter jusqu'au Néolithique moyen, comme le montre la présence des enclos de type Passy, déjà mentionnés). À Lyon-Vaise (Rue Auguste Isaac), les installations domestiques côtoient également un secteur de sépultures, où se succèdent plusieurs ensembles monumentaux : des constructions en pierres du Bronze moyen 2, puis au Hallstatt C/D1, un groupe tumulaire réunissant six tertres de pierres et terre. Le dernier épisode est marqué, entre l'extrême fin du Hallstatt et La Tène B1, par une série de dépôts de crémation. Tous ces vestiges funéraires semblent s'organiser eux aussi, au pied du Plateau de la Duchère, selon un axe privilégié, qui peut correspondre à un axe de circulation. Plus au sud, en Provence, deux nouveaux tumulus de pierres du premier Âge du fer (à Aix-en-Provence « Quartier Subreville » et à Saint-Maximin) viennent documenter un modèle funéraire déjà connu entre les Alpes méridionales et le littoral méditerranéen.

ANTIQUITÉ

L'essentiel des avancées dans le domaine de l'archéologie antique provient désormais des opérations d'archéologie préventive. Ce tournant de l'archéologie régionale est effectif depuis plusieurs années, mais il a été particulièrement perceptible en 2018. Les interventions de terrain programmées ne constituent plus, à deux exceptions près, que des opérations d'appoint visant à compléter des données acquises dans des opérations préventives, comme à Lyon (Clos de la Visitation), ou des projets de restauration, comme à Aix, dans les Jardins Grassi. Les deux exceptions sont la Corse qui maintient encore trois fouilles programmées relativement modestes à Venzolasca (I Palazzi), Aléria (Mare Stagno) et Bonifacio (Piantarella). Il est à noter qu'un quatrième projet plus ambitieux portant sur la ville de Mariana a été abandonné faute de moyens. La seconde exception est assez particulière : il s'agit des fouilles subaquatiques menées par le Drassm, dans le lit du Rhône, en Arles et à Fos-sur-Mer, dans le cadre du chantier-école Momarch. La seule fouille programmée d'envergure menée en 2018 dans l'interrégion ne concerne que partiellement, voire accessoirement, l'Antiquité sur l'*oppidum* de Corent. Il est devenu extrêmement difficile et compliqué de mener une fouille programmée suffisamment importante pour apporter des informations significatives que n'apporterait pas l'archéologie préventive. Ce constat explique deux tendances émergentes dans l'interrégion : un certain nombre de demandes de sondages correspondent en fait à des fouilles programmées conduites à une échelle réduite, malheureusement trop réduite pour embrasser l'ensemble d'un site ou d'une problématique, ce qui les expose à de fortes réserves de la commission. Les équipes universitaires ou les équipes mixtes constituées autour d'un site ou d'une problématique préfèrent s'investir désormais dans des PCR. Ces projets sont plus ou moins ambitieux, menés de manière plus ou moins rigoureuse et disciplinée, ce qui se traduit par des projets à géométrie variable difficiles à évaluer d'une année sur l'autre. Certains doivent faire l'objet d'arbitrages successifs de la part de la commission, d'autres s'éteignent progressivement sans donner lieu à un rapport final ou même à un état des lieux. Quelques-uns en revanche aboutissent à

des publications remarquables qui justifient amplement les encouragements de la commission et les aides de l'administration octroyées dans ce cadre purement scientifique, étranger au Code du Patrimoine, comme l'atlas de la ville antique de Lyon. Dix-huit PCR intéressant l'Antiquité ont été autorisés dans l'interrégion en 2018. Ils concernent souvent des villes ou des agglomérations secondaires, notamment Lyon avec la préparation du volume 2 de l'atlas, Aléria, Mariana, en Corse, le port de Fos-sur-Mer, mais aussi des sujets aussi divers que l'exploitation du trachyte en Auvergne ou la nécropole des Martres-de-Veyre.

L'archéologie préventive a été plus encore qu'en 2017 la grande pourvoyeuse de données nouvelles sur l'Antiquité. La trentaine de RFO examinés apporte des informations souvent partielles, mais précieuses sur les villes antiques, sur le monde funéraire et sur les campagnes qui demeurent un chantier important à mener, en particulier dans les régions des confins de la Narbonnaise et de la Lyonnaise. On s'en tiendra à quelques exemples. Parmi les fouilles urbaines, celle qui doit précéder le chantier de restructuration de l'hôpital sera l'une des plus vastes qu'ait connu la ville antique de Clermont-Ferrand. Dans le domaine funéraire, la découverte de la seule grande nécropole connue de la ville romaine d'Aléria, sur le site de Lamajone, est l'une des grandes découvertes nationales de l'année. L'aboutissement du PCR sur le Sud-Est Lyonnais est un jalon important dans la connaissance des campagnes qui mérite d'être considéré. Il faut signaler dans ce domaine parmi les opérations les plus importantes, le PIPA qui continue de livrer petit à petit une image cohérente d'un paysage rural fait de petits établissements fossoyés disséminés au gré des chemins et les fouilles de la déviation A719 de Gannat à Vichy. L'aboutissement progressif des opérations préventives menées à Lezoux apporte enfin les données qui faisaient défaut sur le cadre et l'organisation des ateliers de potiers de l'un des plus grands centres de production de l'Empire romain. L'archéologie préventive a un autre mérite, celui de corriger dans une certaine mesure les déséquilibres structurels de la recherche régionale en apportant des éclairages souvent remarquables sur des régions peu connues du cœur du massif central, ou du massif alpin, autour du lac d'Annecy ou aux abords du lac Léman, par exemple.

MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Les examens de dossiers d'opérations préventives et programmées se sont presque équilibrés en 2018, grâce à un accroissement assez net des premières (46 % des dossiers), comprenant pour moitié des projets de fouille préventive et des examens de RFO (une trentaine dans les deux cas). La recherche programmée demeure cependant très active dans les domaines habituels : les édifices de culte chrétien (axe 8) et les résidences élitaires du Moyen Âge (axe 11 ; 21 dossiers chacun), dans une moindre mesure dans l'axe 10, sur l'espace rural, et l'archéologie minière (axe 12). Si la commission relève encore pour les deux premiers axes des faiblesses déjà signalées en 2017, notamment des projets d'étude confiés à des étudiants mal préparés, elle fait le constat d'une amélioration générale, notamment dans la qualité des rapports, elle note également la présence de projets menés de manière rigoureuse par des archéologues de qualité, intégrant différentes disciplines : prospections géophysiques, fouilles et études d'élévations, recherches en archives. La fouille du Mont Châtel à Val-Revermont, dans l'Ain, qui pourrait fort bien être assimilée à une opération de l'axe 11, ressort des 9 dossiers de l'axe 10. Si l'archéologie minière reste une activité importante dans l'interrégion, certaines opérations ont rencontré des difficultés en relation avec la complexité des sites traités et en raison de choix méthodologiques parfois

discutables. Il convient de remarquer le démarrage, aux cotés de ces recherches qui relèvent le plus souvent des époques moderne et contemporaine, d'un nouveau PCR prolongeant des fouilles préventives de cimetières moderne et contemporain de Marseille et de la Ciotat.

Les apports de l'archéologie préventive sont plus difficiles à évaluer. Les diagnostics portent généralement sur de faibles emprises en milieu urbain ou en zone rurale avec des résultats et une qualité des rapports inégaux. Des analyses du bâti (civil, religieux ou élitare) sont au cœur des problématiques de plusieurs dossiers alors que d'autres intègrent des réflexions en lien avec le développement urbain et le patrimoine industriel des grandes villes aux périodes moderne et contemporaine, à Marseille ou à Ajaccio. Mais ces opérations préventives participent d'une certaine façon à la régénérescence de la recherche en motivant de nouveaux projets de PCR, comme celui des cimetières de Marseille et de la Ciotat déjà cité ou celui sur l'ancien diocèse de Senez.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest

Présentation de la CTRA Sud-Ouest

Par François FICHET de CLAIRFONTAINE
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Sud-Ouest qui recouvre les régions de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie, s'est réunie 7 fois en commission plénière, pour 22 journées de travail. À trois reprises (pour Toulouse, Limoges et Poitiers), la CTRA a délocalisé son siège. En tout, ce sont 408 dossiers qui ont été traités, 4 visites d'expertise conduites, 489 avis rendus, auxquels on rajoutera 10 informations délivrées par les CRA ou CRA adjoints et 2 examens de création ou de modification de ZPPA pour 18 communes.

Composition de la commission

La commission est composée des mêmes membres qu'en 2017 :

- Éliisa Nicoud (chargée de recherche au Cnrs - Préhistoire ancienne) ;
- Fiona Kildea (ingénieure à l'Inrap - Paléolithique supérieur, Mésolithique) ;
- Arnaud Blin (conservateur du patrimoine, sous-direction de l'archéologie - Néolithique) ;
- Muriel Roth-Zehner (archéologue responsable d'opération à Archéologie Alsace - Âge du bronze et premier Âge du fer) ;
- Régis Issenmann (responsable scientifique au bureau d'étude Éveha - second Âge du fer) ;
- Pierre Nouvel (professeur d'archéologie à l'université de Bourgogne/Franche-Comté - Antiquité, monde rural) ;
- Corinne Sanchez (chargée de recherche au Cnrs - Antiquité, monde urbain, monumental et céramologie) ;
- Brigitte Boissavit-Camus (professeure à l'université de Paris Ouest-Nanterre-la Défense - haut Moyen Âge et Moyen Âge classique) ;
- Mathias Dupuis (archéologue responsable du service Archéologie au conseil départemental des Alpes-de-Haute-Provence - Moyen Âge) ;
- Jean-Yves Dufour (chargé d'étude à l'Inrap - Moyen Âge classique, époques moderne et contemporaine).

Ponctuellement, pour des dossiers nécessitant une expertise plus poussée, il a été fait appel à 21 rapporteurs extérieurs qui peuvent venir ou non en soutien des rapporteurs de la commission. En 2018, ont été sollicités R. Ontanon Peredo, L. Pecqueur, F. Tereygeol, C. Billard, D. Lallemand, B. Girard, B. Dedet, F. Olmer, M. Py, H. Richard, J.-M. Séguier, E. Thirault, S. Linares, W. Van Andringa, J. Scheid, J.-P. Brun, H. Duday, V. Bernard, M.-C. Bailly-Maître, F. Bocquentin et É. Rieth, ayant rendu 38 avis pour 28 sites ou dossiers. Ces expertises mettent en avant la variété comme la spécificité des dossiers examinés par la CTRA (métallurgie, anthropologie, art rupestre, architecture navale, archéologie minière, artisanat du sel, environnement, archéosciences, vestiges des guerres, etc.). Pour comprendre le nombre d'experts extérieurs, on mentionnera l'important, riche et très complexe RFO de la caserne Niel à Toulouse dont l'examen a été coordonné par D. Lallemand et qui a fait ainsi l'objet d'avis de sept experts extérieurs en 2018, ou encore du site de la ZAC de la Robine à Narbonne qui a donné lieu à une expertise conduite par 3 membres extérieurs (J. Scheid, J.-P. Brun et W. Van Andringa).

L'examen des dossiers

Si on retire les 10 informations livrées par les CRA et les 18 dossiers de ZPPA (18 communes en tout), ce sont 408 dossiers au final qui ont donc été traités en 2018 par les experts, lesquels ont rendu près de 489 avis (plusieurs avis pouvant être remis pour un même dossier). Si la moyenne sur 2012-2016, s'établissait à 393 dossiers l'an (en additionnant Languedoc-Roussillon aux régions sud-ouest avant la fusion), l'année 2018 confirme une légère augmentation, constante déjà soulignée en 2017 (403 dossiers hors ZPPA et informations).

Année	Préventif (Diag, CCS, PSI, RFO)	%	Recherche programmée	%	Publications (APP, AE)	%	Informations	%
2017	207	49,40%	189	45,10%	10	2,40%	13	3,10%
2018	191	45,69%	198	47,36%	19	4,54%	10	2,39%
Totaux	397		388		29		23	

Année	Diag/PSI/CCS	RFO	Prog	Info	ZPPA	Publi (APP, AE)	Total
2017	148	59	189	13	9	10	425
2018	115	76	198	10	18	19	436

Répartition des dossiers par nature des opérations

	Diagnostic	RFO	Programmée	Informations	ZPPA	Publications	Total
Nouvelle-Aquitaine	60	47	103	3	18	5	236
Occitanie	55	29	95	7	0	14	200
Total	115	76	198	10	18	19	436

Répartition des dossiers examinés par la CTRA en 2018, par région et par nature (* dont un RFO de fouille exécutée par l'État)

Pour 2018, on soulignera un relatif équilibre entre archéologie préventive et archéologie programmée, autour de 45/47 %, avec une augmentation significative des dossiers de demande d'aide à la publication (dont 2 dossiers de demande d'aide à l'édition). Un effort en faveur du soutien à la publication des données doit ici être noté.

Au champ de l'archéologie préventive, un effort de résorption de l'examen des rapports de fouilles préventives reçus par la CTRA a été conduit, mais le plan de charge de la commission qui privilégie l'examen des dossiers de diagnostics et le grand nombre d'opérations programmées d'envergure constitue un frein. On ne peut multiplier les séances (pour des raisons de disponibilités comme aussi de plus en plus de budget de fonctionnement sur lequel un effort est demandé). Enfin certains rapports de fouilles préventives sont parfois très copieux et celui de la caserne Niel à Toulouse a nécessité pas moins de 7 avis d'experts. Le dossier de la ZAC de la Robine à Narbonne a aussi nécessité plusieurs séances de la CTRA (examen du nouveau cahier des charges, expertise, information du CRA...).

Le champ de l'archéologie programmée demeure majoritaire de peu, avec en particulier 93 opérations de fouilles programmées, le plus souvent pluriannuelles, 47 dossiers de PCR (se poursuivant en majorité ou nouveaux en 2018, 4 étant interrégionaux) et 40 prospections

thématiques, certaines accompagnées de relevés d'art rupestre. Le reste se partage entre quelques demandes de sondages, des demandes d'analyses après prélèvement (site de Cussac), des fouilles subaquatiques et des prospections-inventaires. Comme en 2017, très peu de dossiers programmés ont fait l'objet d'un avis défavorable de la CTRA (3 en tout), preuve que les services accompagnent bien les demandeurs, parfois en les incitant à se retirer !

Période	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Total
Paléolithique supérieur - Mésolithique	25	19	44
Paléolithique inférieur-moyen	13	13	26
Néolithique	9	23	32
Âge du bronze – premier Âge du fer	13	21	34
Second Âge du fer	13	11	24
Antiquité	53	54	107
Moyen Âge	120	64	184
Total	246	205	451

Répartition par périodes et régions des avis rendus par les membres de la CTRA

Comme noté en 2017, les périodes antique, médiévale et moderne (hors dossiers ou avis rendus par les experts extérieurs) sont concernées par une grande part de la recherche, soit 64,5 % des avis. Dans une moindre mesure, elles sont suivies par la Préhistoire ancienne (Paléolithique inférieur à supérieur, le Mésolithique y demeurant plus anecdotique) à hauteur de 15,52 %. Déjà souligné en 2017, le second Âge du fer est insuffisamment abordé, ne concernant que 5 % des avis.

Élisa Nicoud	27
Fiona Kildea	44
Arnaud Blin	32
Muriel Roth-Zehner	34
Régis Issenmann	24
Pierre-Stanislas Nouvel	61
Corinne Sanchez	46
Mathias Dupuis	55
Brigitte Boissavit-Camus	55
Jean-Yves Dufour	74

Nombre de dossiers examinés par les experts de la CTRA (dont 39 examinés par plusieurs experts)

R Ontañon Peredo	11
J. Scheid	1
E. Thiraud	3
Fl. Tereygeol	1
C. Billard	5
L. Pecqueur	1
H. Richard	1
B. Girard	1
J.-M. Segquier	1
J.-P. Brun	1
V. Bernard	1

E. Rieth	1
S. Linares	1
M. Py	1
W. Van Andringa	1
H. Duday	1
M.-C. Bailly-Maître	1
F. Olmer	1
B. Dedet	1
D. Lallemand	1
F. Bocquentin	2

Nombre de dossiers examinés par les experts extérieurs

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine

Par Nathalie FOURMENT

Conservatrice régionale de l'archéologie

1. Archéologie préventive : données chiffrées et résultats saillants

L'activité en matière d'archéologie préventive en région Nouvelle-Aquitaine ne faiblit pas mais ne montre pas non plus un quelconque accroissement et les chiffres sur une vision lissée à plusieurs années, au-delà donc des effets ponctuels, témoignent d'une certaine stabilité.

1.1. Opérations prescrites en 2018

Sites	Nombre de prescriptions	Taux de prescription
Bordeaux	134	9,20%
Limoges	81	10,90%
Poitiers	89	3,10%
Total	304	6,08%

Prescriptions de diagnostics

Sites	Prescriptions de fouille
Bordeaux	24
Limoges	16
Poitiers	25
Total	65

Prescriptions de fouille

Ces chiffres témoignent d'une évolution notable (déjà sensible précédemment) de l'effet post-RTE sur le territoire limousin en matière d'archéologie préventive (on note par exemple une hausse de 39 % des diagnostics sur cette paléo-région, ce qui, au-delà d'opérations particulières à l'année témoigne aussi d'une réalité du terrain et du travail du service. De même, on peut constater une augmentation très forte du nombre de modifications de consistance de projet, ce qui est un point très positif en matière de préservation de la ressource et du patrimoine archéologiques mais peut interroger sur la soutenabilité du marché concurrentiel des fouilles préventives.

1.2. Opérations réalisées en 2018

Parmi ces fouilles préventives, 18 ont été conduites par l'Inrap, 5 par les collectivités territoriales, 38 par les sociétés agréées, mais la typologie des opérations et les modalités d'intervention sont très différentes selon ces opérateurs.

Bordeaux	Dordogne	36	dont 2 réalisés par SADCD24
	Gironde	30	dont 5 réalisés par CAPBxM
	Landes	17	
	Lot-et-Garonne	25	
	Pyrénées-Atl.	11	
Limoges	Corrèze	25	
	Haute-Vienne	26	
	Creuse	10	
Poitiers	Deux-Sèvres	12	
	Vienne	23	
	Charente	32	
	Charente-M.	27	dont 16 réalisé par SDACD17
Total		274	dont 23 réalisés par CT

Diagnostics réalisés

Bordeaux	Dordogne	10
	Gironde	5
	Landes	6
	Lot-et-Garonne	4
	Pyrénées-Atl.	7
Limoges	Corrèze	3
	Haute-Vienne	6
	Creuse	1
Poitiers	Deux-Sèvres	6
	Vienne	12
	Charente	5
	Charente-M.	6
Total		71

Fouilles préventives autorisées

1.3. Tendances générales dans la nature des opérations et résultats scientifiques

Aujourd'hui, l'essentiel de l'activité en matière d'archéologie préventive est celle relative aux noyaux urbains et aux opérations sur MH. Ainsi, les opérations de centre-villes/bourgs, relatives donc aux périodes de l'Antiquité et du Moyen Âge sont très largement majoritaires et représentent 55 des 71 fouilles préventives autorisées en 2018 à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine. De plus, comme indiqué précédemment, sur les autres types de projets (ZAC, lotissements, etc.), à l'issue de l'étape du diagnostic, on note que les mesures de préservation des vestiges sont en forte hausse.

Parmi les résultats scientifiques saillants de l'année, on signalera :

- l'opération menée sur la requalification de l'A63 à Saint-Geours-de-Marenne (40) qui a mis en évidence de très importantes et belles occupations de l'Âge du bronze, des premier et second Âges du fer et antiques, des occupations du Paléolithique et du Tardiglaciaire, ainsi que d'importantes informations paléo-environnementales ;
- des fouilles d'importance pour le Paléolithique moyen et supérieur dans le cadre de Zones d'activités commerciales en Dordogne (Le Ponteix, Moulin Neuf) ;

- la fouille préventive réalisée dans le cadre du réaménagement des voiries et de la Place de la République à Limoges, liée à l'abbaye Saint-Martial et à la structuration de la ville médiévale ;
- toujours à Limoges, la fouille rue de la Roche au Go qui a permis de cerner les limites de la ville antique et a mis au jour un sanctuaire original ;
- une fouille sur le célèbre site protohistorique de Saint-Gence (87) ;
- les résultats importants en matière de connaissance des aqueducs antiques de Poitiers par le biais d'une fouille à Saint-Benoît Les Chaumes ;
- la mise en évidence d'un prieuré, d'un cimetière et d'éléments de compréhension de l'évolution historique du bourg d'Esnandes au Moyen Âge ;
- la fouille d'un important habitat rural à Surgères.

Enfin, sans nul doute « la fouille de l'année » fût celle de l'îlot Renaudin à Angoulême (projet immobilier de requalification urbaine), objet de la mise en œuvre du dispositif de découverte d'importance exceptionnelle au titre du Code du Patrimoine en raison de l'existence, sous la faïencerie moderne, d'occupations mésolithiques et tardiglaciaires, dont un niveau laborien, associé à une séquence inédite en matière de qualité d'enregistrement de variation des signaux paléoenvironnementaux des débuts de l'Holocène et au-delà (séquence de tufs). Pour informations complémentaires : <https://www.inrap.fr/des-chasseurs-collecteurs-de-la-fin-du-paleolithique-sous-la-ville-d-angouleme-13975>).

2) Stratégie régionale de l'archéologie programmée

L'exercice de la recherche archéologique programmée a connu cette année la mise en œuvre de quelques opérations nouvelles :

- PCR LasCo (approche archéologique de la grotte de Lascaux, mobiliers, données d'archives, reprises de collections anciennes, restitution des niveaux de sols/modèles 3D, etc.), d'intérêt patrimonial et scientifique essentiel, co-financé avec l'action 1 du programme budgétaire 175 ;
- reprise du site de Brion à Saint-Germain d'Esteuil,
- archéologie industrielle métallurgique dans le nord de la Dordogne ;
- la fouille en estran du site néolithique d'Ors, L. Soler (dolmen et habitat - Drassm et Sra) ;
- le PCR Préhistoire ancienne vallée d'Ossau (J.-M. Petillon) qui vient rééquilibrer territorialement l'activité des axes 2 et 3 de la programmation nationale.

La programmation régionale reste marquée par des opérations de belle envergure déclinées sur un mode triennal (opérations de Scorbé-Clairvaux, La Madeleine, Saint-Emilion, Cussac et celles nombreuses intéressant les axes 2 et 3 de la programmation nationale) ; les caractéristiques globales sont donc sensiblement les mêmes que celles exprimées pour l'année précédente.

On soulignera ainsi :

- le caractère innovant sur le plan méthodologique de l'opération portée par I. Crèvecoeur sur le site du Paléolithique moyen et supérieur à vestiges humains de Saint-Césaire, où la question patrimoniale et conservatoire est également essentielle ;
- l'importance à la fois au titre de la préservation du patrimoine, de la formation aux métiers de l'archéologie et à la recherche en Protohistoire de l'opération exécutée par l'État à Geloux,

- l'importance de l'archéologie médiévale et funéraire en Limousin (Mouthiers-Rozeille, Grandmont) ;
- la dimension nouvelle de l'opération de fouille programmée d'un important établissement antique à Faux-la Montagne, etc.

De même est à souligner le choix porté, notamment par le site de Poitiers, de reprise et de soutien à la préparation de publications, pour des sites d'importance dont les connaissances sont attendues par la communauté scientifique dont Naintré (86) qui a notamment livré deux tombes exceptionnelles de l'époque antique et l'Îlot des Cordeliers (Poitiers), où l'hypothèse d'une *scola* est émise. Ces publications fondamentales pour leurs périodes se sont mises en œuvre, permettant d'envisager après poursuite de ces travaux de reprise des données une édition prochaine, même si dans le cas de Naintré, le portage du dossier par un agent de l'Inrap finalement mobilisé pendant plusieurs mois sur une fouille préventive n'a pas pu avancer autant qu'il pouvait être espéré.

Conformément à la programmation annoncée en 2017, des prospections géophysiques de grandes dimensions ont été mises en œuvre pour la montagne limousine venant à la fois relancer et structurer le territoire car s'articulant autour de PCR existant ou à développer. Il a été acté que le Sra devait devenir pleinement propriétaire des données acquises. Un premier appel d'offre pour une prospection au géoradar a été effectué en 2018 sur le site de Limoges, sur la base d'un cahier des charges rédigé conjointement par le Sra et les chercheurs : la mise en concurrence a été nettement favorable, notamment en terme de gestion de crédits. Ce retour d'expérience servira de référence pour l'avenir.

Enfin, dans la suite de la présentation du bilan régional à la séance du CNRA de février 2018, le 23 avril 2018 a été organisée par le Sra une rencontre sur « la programmation régionale de la recherche archéologique » entre toutes les UMR présentes et/ou actives dans la région Nouvelle-Aquitaine et tous les responsables de master à thématique « archéologique » des universités du territoire. Le but était de présenter le bilan contrasté de la recherche archéologique dans cette région fusionnée et de mobiliser autour des opportunités d'une programmation à renouveler, enrichir, dans la double perspective des enjeux de recherche et de programmation. Des échanges enrichissants entre la quarantaine de chercheurs et enseignants présents ont ouvert des perspectives à la fois scientifiques et patrimoniales pour l'avenir.

Thèmes abordés :

- les possibilités en termes de potentiels de recherche à renouveler à l'échelle infra régionale (Mésolithique, Protohistoire, Néolithique, période contemporaine, Vézère sur le temps long post-paléolithique) ou régionale (haut Moyen Âge, Antiquité rurale, Néolithique) ;
- la formation à l'archéologie et le lien avec la recherche programmée ;
- formation par le développement d'opérations de formations intégrées à la recherche programmée (« modèle Geloux » - fouille exécutée par l'État, 40) : sur toute la chaîne opératoire de l'archéologie, de l'identification du site à la prise en charge préventive des mobiliers ;
- rôle de la formation dans la protection du patrimoine ;
- comment favoriser la perméabilité avec les données de l'archéologie préventive ;
- comment favoriser une meilleure identification des potentiels en matière de « réserves archéologiques » → la transmission nécessaire et plus rapide des résultats ;

- le rôle intégrateur des UMR et des conventionnements ;
- assurer le « renouvellement » des acteurs ;
- et bien sûr : comment rééquilibrer la programmation régionale ?

Nous pensons que cela favorisera, et ce dès 2019, un processus qui à terme permettra de développer et animer une véritable programmation régionale en Nouvelle-Aquitaine, où la particularité des territoires et de leur potentiel sera vue au travers de cette perspective géographique élargie.

Un focus sur les projets collectifs de recherche en Nouvelle-Aquitaine

Site SRA	Opération	Axe(s)	Période(s)
B	PCR Lithothèques en Aquitaine	1,2	Paleo ancien, moy et sup
	24/47 - PCR «Le Laborien en Aquitaine»	2	Laborien
	24 - MARQUAY, Laussel	2	Gravettien
	24 - PCR «Peuplements et cultures de la fin du Tardiglaciaire dans le Nord du Périgord entre Dronne et Tardoire»	2	Paleo sup Epipal
	33 - PCR LAsCO	2,3	Magda
	24 - LE BUISSON DE CADOUIN, Grotte de Cussac	3	Gravettien
P	17 - PCR "Dynamiques d'occupation et d'exploitation du sel dans les golfes charentais du Néolithique à l'âge du Fer"	4,5	Neo, Fer (et autre)
B	64/65 - PCR « Structures dolméniques et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales »	4	Néolithique
P	NA : PCR "limes et territoires au Néolithique"	4	Néolithique
P	17 - SAINTES, l'église Saint-Eutrope	8	Haut Moyen Âge / Moyen Âge
B	33 - SAINT GERMAIN D'ESTEUIL, Brion	9	Antiquité
L	19/23/87/16 - Habitat Groupé Antique de la cité des Lémovices (HAGAL)	9	Antiquité
P	86 - PCR "Atlas topographique des aqueducs de Poitiers"	9	Antiquité
P	16 - CHASSENON, PCR "Cassinomagus, l'agglomération et son ensemble monumental"	9	Antiquité
P	PCR " Modalités et développement de l'habitat rural Ve-XVe siècles"	10	Haut Moyen Âge / Moyen Âge
L	19 - Habitat antique de la moyenne montagne corrézienne	10	Antiquité
P	PCR "Les marais charentais au Moyen Âge et à l'époque moderne"	10	Moyen Âge / moderne
P	PCR "Les céramiques de raffinage du sucre en France"	14	Moderne / contemporaine
B	64 - ARUDY, Préhistoire ancienne de la vallée d'Ossau - PAVO	1, 2, 3, 4	Paleo anc, moye, sup, epipal., méso,
B	24 - PCR patrimoine industriel	12, 14	Moderne / contemporaine
P	« ITIVIN », les routes antiques du vin"	9, 10	Antiquité
B	33/40 - SOULAC-SUR-MER, GRAYAN et L'HOPITAL, LA TESTE DE BUCH et SANGUINET, PCR « Dynamiques et peuplement sur le littoral aquitain »		Diachronique
TOTAL			22

Le tableau ci-avant présente le listing de tous les PCR existants sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine (les colorations correspondant aux grandes périodes chronologiques).

Au-delà de ce listing, un point d'analyse peut être formulé pour ce qui concerne les voies d'améliorations :

- certains PCR n'en sont pas vraiment et devront être redéfinis ! Il s'agit soit strictement de FP (Brion), soit d'opportunités d'encadrement d'opérations issues d'autres programmes (programme région par exemple auxquels il convient de donner aussi une lisibilité dans la programmation.) Un travail du Sra est donc à affiner pour permettre un meilleur accompagnement et une meilleure qualification des opérations ;
- certaines opérations prennent la forme d'un PCR « faute de mieux » au regard des nomenclatures existantes. Il s'agit par exemple d'opération multiples, sur un même site, mais qui associent différentes natures d'interventions et de problématiques. Cela est particulièrement saillant dans le cas des grottes ornées qui relèvent à la fois du « relevé d'art rupestre », associé à une prospection thématique, à des autorisations de sondages, à des prospections géophysiques ou Lidar, etc. Il y a donc peut-être un travail à reprendre du côté de la SDA sur ce sujet de la nomenclature des opérations

de recherche archéologiques autorisées, en lien avec la conférence des CRA tel que cela avait été déjà initié il y a plusieurs années ;

- le cas des très gros PCR est aussi sensible et parfois difficile à encadrer au regard de la réglementation et/ou du rendu des rapports : par exemple un très grand territoire investigué avec des carottages paléoenvironnementaux en un lieu, une fouille programmée sur un ou plusieurs sites, des prospections géophysiques (et donc multiplicité des autorisations spécifiques pour ces interventions de terrain). Un rapport par opération s'impose alors et un rapport de synthèse de mise en perspective des travaux du PCR, en transversalité exigée, également mais cela n'est pas toujours facile à obtenir ;
- de nouveaux PCR sont à fusionner ou à développer car cela permettra de surcroît d'effacer les frontières paléo-régionales (ex : PCR Cité des Lémovices et PCR Chassenon : en fait il s'agit du même territoire antique) ;
- les PCR devraient permettre aussi, mieux qu'actuellement, de favoriser l'appropriation et la perméabilité avec les données de l'archéologie préventive car en Nouvelle-Aquitaine on peut considérer qu'il y a encore un trop fort cloisonnement institutionnel des acteurs.

Présentation de la politique scientifique du service régional de l'archéologie d'Occitanie

Par Didier DELHOUME

Conservateur régional de l'archéologie

La région Occitanie constitue une vaste région de 13 départements, issus de la fusion des ex-régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. On constate un très gros contraste au sein de ce territoire, en matière de désenclavement, de développement économique différencié, associant les agglomérations de Toulouse et Montpellier aux « déserts » de Lozère et des départements pyrénéens dont les Pyrénées-Orientales sinistrés..., et de réseaux de recherche, notamment en archéologie.

La recherche archéologique programmée

Trois principales UMR interviennent sur le territoire, deux y étant implantées (TRACE à Toulouse et Archéologie des Sociétés méditerranéennes – ASM – à Montpellier, ex-Lattes), PACEA Bordeaux étant très présente. Les chercheurs membres de ces trois UMR interviennent de manière très soutenue en Occitanie, dans le cadre de la recherche archéologique programmée comme par le biais de collaborations scientifiques avec les opérateurs d'archéologie préventive (conventions existantes : Inrap, Cellule départementale d'archéologie du Lot, Service départemental d'archéologie de l'Aveyron ; 3 autres conventions sont en projet avec ASM).

Les interventions sont plus limitées ou plus localisées pour les trois UMR suivantes. Pour la Préhistoire ancienne : Centre Européen de Recherches Préhistoriques de *Tautavel* (MNHN) et UMR LAMPEA (Aix-Marseille) et pour l'Antiquité et le Moyen Âge en Languedoc oriental : LA3M (Aix-en-Provence). Enfin quelques projets de recherche sont portés par des chercheurs relevant de l'université de Pau, de l'université de Perpignan-Via Domitia ou d'universités franciliennes...

On constate que le paysage actuel de la recherche archéologique programmée – tel qu'il est reflété par les projets de recherche et les rapports d'opération examinés par la CTRA Sud-Ouest – correspondent pour une large part aux dominantes identifiées dans les champs de recherche privilégiés par les membres de ces UMR qui fédèrent l'essentiel des archéologues chercheurs actifs sur le territoire. On peut ainsi relever :

- que le dynamisme de la recherche en Préhistoire ancienne ne se dément pas, sur la totalité du territoire de l'Occitanie, grâce à des chercheurs émanant essentiellement des UMR PACEA, TRACES et de l'unité de Tautavel. Sans surprise, le département du Lot est celui abritant le plus grand nombre d'opérations archéologiques programmées (une dizaine par an) ;
- à contrario la recherche archéologique relative à la période néolithique se révèle plus dynamique à l'ouest qu'en ex-Languedoc-Roussillon (où elle est devenue relativement anecdotique), avec des opérations de grande qualité réalisées sous la direction de chercheurs membres de l'UMR TRACES en Rouergue (Th. Perrin, M. Maillé), en Quercy (V. Ard), avec de nouvelles opérations lancées dans les Pyrénées (Hautes-Pyrénées, Ariège) ;
- l'archéologie de la Protohistoire souffre du même déséquilibre territorial : à l'ouest, peu de projets et d'opérations en cours, à l'exception du Sud-Aveyron (Ph. Gruat), situé dans l'orbite de l'UMR de Montpellier, de l'oppidum de Roquetaure (Gers) et d'un

PCR récent portant sur les *oppida* entre Garonne et Pyrénées. Côté Toulouse, l'essentiel des dossiers soutenus par le Sra concernent en fait de beaux projets de publication relatifs à des fouilles anciennes. À l'est (ex-LR), la recherche est au contraire très dynamique et les programmes de fouilles et de PCR sont nombreux, notamment autour de la thématique des *oppida* ou des structures portuaires (Ensérune, Mourel-Ferrat à Olonzac, Lattes, etc.). Un rééquilibrage est à encourager au cours des prochaines années ;

- une recherche en archéologie antique essentiellement active dans l'est de la région (ex-LR), et notamment à Narbonne (ancienne capitale de la Province), Nîmes et sur le territoire du département de l'Hérault, où les chercheurs de l'UMR ASM constituent une force de frappe considérable. Le déficit de projets côté occidental (hormis à Saint-Bertrand-de-Comminges avec W. Van Andringa), alors que le corpus de sites à étudier est considérable, a motivé une reprise de contact entre le Sra et les enseignants-chercheurs antiquisants de l'UMR TRACES, afin de susciter de nouvelles initiatives de recherche ;
- enfin, une recherche en archéologie médiévale dynamique, en grande partie impulsée par les chercheurs membres de l'UMR TRACES, mais très inégalement répartie sur le territoire : la majorité des fouilles programmées et PCR autorisés et soutenus par le Sra Occitanie concernent les départements riverains de Toulouse (Tarn, Tarn-et-Garonne, Aude) et les Pyrénées-Orientales. Pas de projets en cours dans le nord et l'est de la région (départements du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère, du Gard).

Au final, si l'on examine le nombre de dossiers d'opérations programmées (rapports d'opération/demandes) instruits par le Sra Occitanie et soumis à l'examen de la CTRA Sud-Ouest au cours de l'année 2018 on constate une répartition relativement équilibrée : 53 dossiers ont en effet été examinés pour le site de Montpellier, alors que ce sont 62 dossiers qui concernent le site de Toulouse (mais le nombre de départements gérés par chacun des sites est différent : 5 pour Montpellier, 8 pour Toulouse).

L'archéologie préventive et ses acteurs

En 2018, 2869 dossiers ou saisines ont été reçus par les deux sites (Montpellier et Toulouse) du Sra Occitanie (2600 en 2017) ; un peu plus de 300 diagnostics prescrits, environ 72 fouilles préventives prescrites (80 en 2017).

Parmi les acteurs se distingue tout particulièrement l'Inrap avec ses 6 centres archéologiques relevant de deux directions interrégionales distinctes : Saint-Orens, Montredon (à proximité de Toulouse) et Montauban relèvent de la direction GSO ; Villeneuve-lès-Béziers, Perpignan et Nîmes relèvent de la direction Méditerranée (siège à Nîmes). Six services de collectivités territoriales ont été agréés et chacun est constitué d'une équipe de 7 à 12 agents à plein temps, auxquels sont adjoints des agents temporaires, au gré des opérations à réaliser au cours de l'année :

- Service de l'archéologie et de l'inventaire patrimonial (SAIP) de Toulouse métropole ;
- Cellule départementale d'archéologie du Lot ;
- Service départemental d'archéologie de l'Aveyron ;
- Pôle départemental d'archéologie des Pyrénées-Orientales ;
- Service archéologique de la communauté d'agglomération Sète Aggloppôle Méditerranée (ex-Bassin de Thau) ;
- Service archéologique municipal de la Ville de Béziers.

Ces services ont réalisé en 2017 environ une centaine d'opérations de diagnostic archéologique sur leur territoire de rattachement (la moitié ayant été réalisée par le service archéologique de Toulouse Métropole, « poids lourd » de la région en tant qu'opérateur archéologique de collectivité). 272 hectares d'emprises diagnostiquées par ces 6 services (dont 150 par Toulouse-Métropole).

Plusieurs opérateurs privés sont également actifs dans la région :

- Hadès, Archeodunum et Éveha possèdent des bases logistiques près de Toulouse (Hadès a même son siège social à Balma) ;
- Mosaïques Archéologie est implanté près de Montpellier et actif dans le centre de la région et dans l'Hérault ;
- Acter est un petit opérateur installé dans les Pyrénées-Orientales.

Bilan 2018 de la CTRA Sud-Ouest

PALÉOLITHIQUE INFÉRIEUR ET MOYEN

Par Élixa NICOUD
Membre de la CTRA

Vingt-sept dossiers (10 de plus que l'an passé) concernant le Paléolithique inférieur et moyen ont été examinés durant l'année 2018 au sein de la CTRA Sud-Ouest, qui s'étend, rappelons-le, sur un grand territoire, varié tant du point de vue géologique que de l'histoire des recherches. 16 d'entre eux concernaient des opérations programmées dont 1 prospection thématique, 3 PCR et 9 autres, des opérations préventives dont 7 rapports de diagnostics accompagnés du cahier des charges pour la fouille et 2 RFO.

Comme l'an passé on constate une répartition non uniforme des opérations, géographiquement et chronologiquement (4 opérations sur le complexe du Paléolithique inférieur, uniquement programmées et toutes en Occitanie). Les fouilles programmées sont toutes (sauf une), en contexte de grottes et abris, les fouilles préventives sont en plein air.

Si les études spécialisées pluridisciplinaires sont bien souvent de bon niveau et que la qualité formelle des rapports s'est améliorée dans l'ensemble, les fouilles programmées montrent régulièrement des lacunes dans la restitution synthétique des contextes chronostratigraphiques des vestiges archéologiques. Il est même parfois délicat de juger de l'avancée des travaux de terrain et des stratégies mises en œuvre. Les pratiques variables des différentes « écoles » de l'interrégion sont facilement identifiables (Bordeaux, Toulouse, Tautavel). Plusieurs fouilles sont sous la responsabilité de chercheurs peu expérimentés en ce domaine, il en résulte souvent une absence de mise en perspective entre leurs observations et celles de leurs collaborateurs (géologues...). D'une façon générale, un manque de documents de synthèse à l'échelle d'un site ou d'un niveau d'occupation est récurrent et dommageable. Par ailleurs en archéologie préventive comme programmée, la typologie est parfois encore utilisée pour dater les sites ou proposer des hypothèses chronologiques.

Comme la CTRA examine les dossiers de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie, nous imaginons le gain énorme que pourrait avoir une mise en commun des données entre ces deux régions. Les problématiques sur les technocomplexes du Paléolithique moyen ou les questionnements anthropologiques sur Neandertal sont largement partagées, mais les résultats et les pratiques ne le sont pas toujours. L'engouement pour le Moustérien de type Quina, en particulier en termes de datations et de fonctions des occupations attribuées à ce faciès, se confirme dans les deux régions.

L'enjeu scientifique (et économique) de la validation des cahiers des charges en vue des fouilles préventives a retenu toute notre attention. Les situations étaient variées, certaines plus propices que d'autres à des découvertes en bon contexte chronostratigraphique. L'établissement de cadres géochronologiques régionaux fiables nous paraît essentiel pour l'avenir, d'une part à des fins prédictives pour les fouilles préventives ou les prospections programmées, et d'autre part pour mieux raccorder les nombreux sites entre eux.

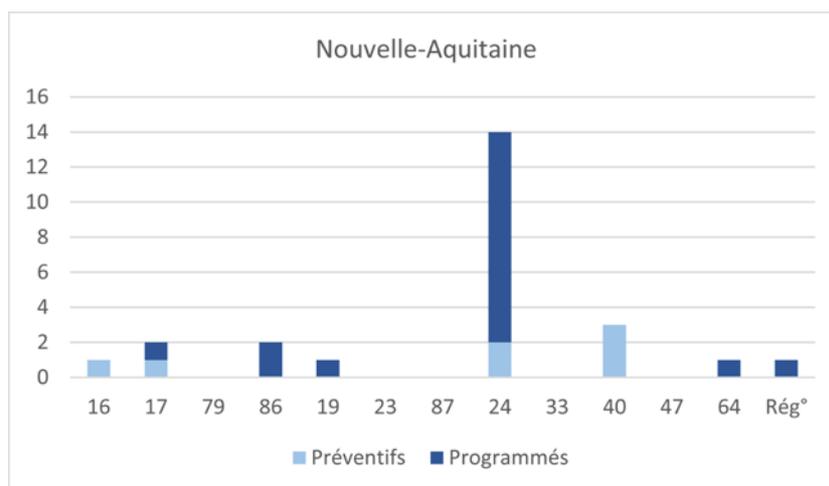
Ainsi, si les trouvailles des fouilles à venir sont à la hauteur de celles des diagnostics, quelques belles découvertes devraient avoir lieu, en particulier à l'interfluve entre Tarn et Garonne. Le dynamisme des recherches sur le Paléolithique inférieur et surtout sur le Paléolithique moyen en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie reste de rigueur. Un travail de

fond est bien engagé pour réévaluer les données des fouilles anciennes que l'on sait désormais incomplètes et sur lesquelles sont établis nos modèles chronoculturels.

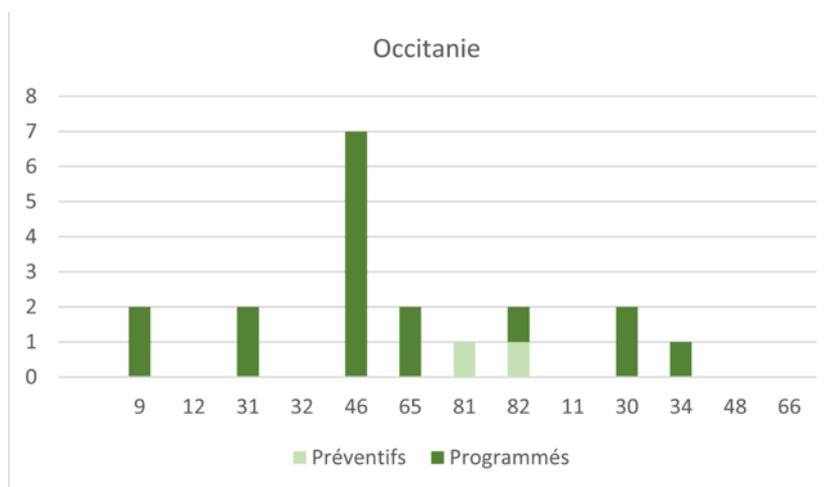
PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR ET MÉSOLITHIQUE

Par Fiona KILDEA
Membre de la CTRA

La CTRA Sud-Ouest a examiné 44 dossiers relatifs au Paléolithique supérieur et/ou au Mésolithique (axes 2, 3 et 4 de la programmation nationale). Le territoire de cette CTRA est particulièrement vaste et aux contextes géologiques variés, depuis le Poitou jusqu'au bassin méditerranéen. La répartition des dossiers entre les deux régions, bien que légèrement déséquilibrée (25 en Nouvelle-Aquitaine et 19 en Occitanie), est semblable avec d'une part une forte proportion d'opérations programmées par rapport aux opérations préventives, et d'autre part une concentration de l'activité de recherche dans le département de la Dordogne pour la Nouvelle-Aquitaine et dans le Lot pour l'Occitanie. Le département des Landes se démarque par une activité préventive supérieure en nombre aux 24 autres départements de l'interrégion (3 dossiers examinés) qui contraste avec l'absence de dossiers de fouille programmée.

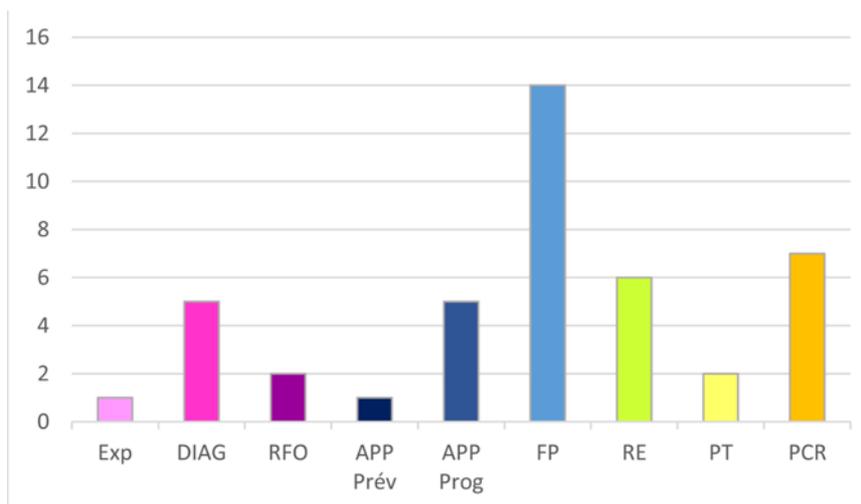


Distribution des dossiers de Nouvelle-Aquitaine selon le type d'opération (préventive ou programmée) et le département



Distribution des dossiers d'Occitanie selon le type d'opération (préventive ou programmée) et le département

Les grandes périodes du Paléolithique supérieur sont toutes concernées par les recherches menées dans le Sud-Ouest bien que les recherches menées sur le Tardiglaciaire (Magdalénien, Azilien, Laborien) bénéficient d'une dynamique particulière sous l'impulsion de M. Langlais. La fouille du site azilien, laborien et mésolithique de la rue de l'amiral Renaudin à Angoulême en contexte préventif (responsable M. Biard) ne manquera pas d'alimenter ces recherches. Le site d'Angoulême a d'ailleurs bénéficié d'une déclaration de découverte exceptionnelle en raison de la mise au jour d'une séquence archéosédimentaire scellant un niveau Laborien à la base d'une succession inédite de tufs et de tourbe avec macrorestes végétaux documentant finement la transition entre la fin du Pléistocène et les débuts de l'Holocène. Les axes de recherche des fouilles programmées portent principalement sur une réévaluation des séquences de référence par une reprise limitée et maîtrisée des excavations permettant de disposer de données au contexte mieux assuré, adossé à des approches pluridisciplinaires dont en particulier l'étude géomorphologique. Un travail de récolement des collections et de recherche des archives constitue quasi systématiquement un volet à part entière des projets. Il faut souligner dans l'ensemble la qualité des travaux menés et l'importance des publications qui ont bien souvent une portée internationale, soutenue par la production plus fréquente d'écrits en langue anglaise.



Distribution des dossiers selon le type d'opération (exp : expertise – Angoulême ; DIAG : opération de diagnostic ; RFO : rapport de fouille préventive ; APP : aide à la préparation de publication – préventif et programmé ; FP : fouille programmée ; RE : relevé d'art rupestre ; PT : prospection thématique ; PCR : projet collectif de recherche)

Les difficultés rencontrées sont communes aux opérations préventives comme programmées : lorsque l'étude géomorphologique est faible, l'ensemble des recherches sont impactées, tant il apparaît désormais impensable de procéder à l'étude d'ensembles archéologiques sans une évaluation préalable précise de leurs processus de fossilisation. Une tendance au recours un peu excessif à la photogrammétrie accentue la perception de ces difficultés, des extraits de modélisations 3D se substituant parfois aux relevés interprétatifs.

Le dernier point que nous souhaiterions aborder dans le cadre de ce rapide bilan de l'année 2018 est commun à une des orientations de l'axe 2 de la programmation nationale : « Promouvoir et former à la détection des séquences archéosédimentaires pléistocènes ». Le nombre de dossiers relatifs à l'archéologie préventive semble bien modeste pour une interrégion à la fois si vaste, aux contextes géologiques si variés et dont le cœur recèle la plus forte concentration mondiale de sites du Paléolithique supérieur. La réalisation de

sondages au sein des formations pléistocènes lors des diagnostics devrait être systématisée, de même que la présence d'un géoarchéologue lors de cette étape devait être une exigence. La formation continue des acteurs de l'archéologie préventive par une sensibilisation aux problématiques spécifiques aux périodes anciennes, assortie à des prescriptions détaillant les attentes en la matière (fréquence des sondages profonds, présence d'un géomorphologue) pourrait avoir un impact considérable sur la recherche en archéologie préhistorique en France, tant les sites de plein air du Paléolithique supérieur demeurent rares.

NÉOLITHIQUE

Par Arnaud BLIN

Membre de la CTRA

Sur l'année 2018, 32 dossiers portant, pour tout ou partie, sur le Néolithique ont fait l'objet d'un avis de ma part, dans le cadre de la CTRA Sud-ouest (tabl. 1). Ce chiffre est en hausse de près de 30 % par rapport à 2017, année au cours de laquelle j'ai eu à traiter 25 dossiers. Néanmoins, les dossiers portés par V. Ard (Cnrs, UMR 5608), dont j'étais par le passé partie prenante, avaient été confiés en 2017 à un expert extérieur, E. Thirault, professeur à l'université de Lyon 2. Toutefois, la différence entre les années 2017 et 2018 s'explique surtout par un plus grand nombre de RFO de fouilles préventives à traiter. En effet, certaines séances de CTRA 2018 ont été réservées au traitement de ces dossiers, qui sont le plus souvent moins prioritaires que les dossiers de demande d'autorisation d'archéologie programmée ou l'examen des rapports de diagnostic, associé à celui des cahiers des charges de fouilles préventives.

Il n'y a pas de réel déséquilibre entre les champs de l'archéologie préventive et programmée (tabl. 1). Pour le Néolithique, cela a représenté 18 dossiers pour la première et 14 pour la seconde. Logiquement, les dossiers de préventif ont été régulièrement étudiés au cours de l'année 2018, avec un pic pour la CTRA du mois de juin avec 5 dossiers. L'essentiel des dossiers d'opérations programmées a été surtout traité lors de la commission de mars.

	<i>Archéologie préventive</i>		<i>Archéologie programmée</i>						Total
	rapport diagnostic ou CCS	rapport fouille préventive	rapport prospection inventaire	rapport prospection thématique	rapport PCR	rapport fouille programmée	APP	Divers	
<i>févr-18</i>		1			1				2
<i>mars-18</i>	1			1	3	6		1	12
<i>mai-18</i>	1					2			3
<i>juin-18</i>	4	1							5
<i>sept-18</i>	2	1							3
<i>oct-18</i>	1	3							4
<i>déc-18</i>	1	2							3
<i>Sous-total</i>	10	8		1	4	8		1	
<i>Total</i>	18		14						32

Tableau 1. Répartition des dossiers expertisés par type d'opération

Comme en 2017, il y a trois fois plus de dossiers à traiter sur l'Occitanie que sur la région Nouvelle-Aquitaine (tabl. 2). Toutefois, la dynamique archéologique reste très variable d'un département à l'autre. Des départements sont totalement dépourvus d'opérations sur le Néolithique : Aude, Lozère, Tarn, Tarn-et-Garonne, Charente, Corrèze, Creuse, Landes, Lot-et-Garonne, Deux-Sèvres et Haute-Vienne. Ainsi, les anciennes régions Aquitaine et Limousin ont été peu ou pas concernées par des opérations sur le Néolithique en 2018. Au contraire, certains départements sont en pointe : l'Aveyron, le Gard, la Haute-Garonne et la Charente-Maritime. L'état des connaissances sur le Néolithique y est particulièrement avancé en raison du dynamisme de l'archéologie préventive (Haute-Garonne) ou par l'importante dynamique de recherche dans les arrière-pays (Aveyron, Gard). Les départements charentais sont aussi bien visibles grâce aux opérations de V. Ard et des PCR qui lui sont liés ou de celles portées par les agents du CD 17.

2018	Occitanie																Nouvelle-Aquitaine											Inter-régional	Total
	9	11	12	30	31	32	34	46	48	65	66	81	82	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	87				
Févr.				1																							1	2	
Mars	1		3	2						1	1				1													3	12
Mai				2				1																					3
Juin				1											1								1						5
Sept																		1							1				3
Oct.					2	1													1										4
Déc.					1		1								1														3
Total	1		3	6	3	1	1	1		1	4				3			1	1				1		1			4	32

Tableau 2. Répartition des dossiers expertisés par département

Toutes les phases du Néolithique sont représentées à travers ces différentes opérations. La néolithisation et le Néolithique ancien restent globalement l'apanage de l'archéologie programmée à travers les opérations de Roquemissou (Aveyron), dirigée par T. Perrin (Cnrs, UMR 5608) et de la Combe Grèze (Aveyron), dirigée par Claire Manen (Cnrs, UMR 5608). Le Néolithique moyen est la phase la mieux représentée avec de multiples opérations ayant mis au jour des occupations domestiques chasséennes, par le biais de foyers à pierres chauffées : RFO sur Redessan (Gard), chemin de la Flambère à Toulouse ou rue Breuil à Villeneuve-Tolosane (Haute-Garonne). Des enceintes fossoyées ont été détectées à Aytré (Charente-Maritime) ou Chasseneuil (Vienne). Les phases les plus récentes du Néolithique sont surtout documentées par l'archéologie programmée avec les opérations sur l'aven Janna (Gard), au Planet (Aveyron) et le PCR sur le mégalithisme de l'ouest pyrénéen. Toutefois, le diagnostic mené à La Rouvière (30) a permis de détecter une occupation Fontbouisse d'importance. Enfin, le Campaniforme n'a été aperçu que dans deux opérations : celle de Guillaume Saint-Sever (UMR 5608) sur les stations d'estive du cirque de Troumouze (Aveyron) et le diagnostic de Vivès (65), qui a révélé un site épicanpaniforme qui fera l'objet d'une fouille préventive.

Comme en 2017, le dynamisme de la recherche sur le Néolithique dans le sud-ouest de la France doit beaucoup aux travaux des chercheurs de l'UMR 5608 TRACES. Ils travaillent pour l'essentiel sur l'évolution des occupations au cours du Néolithique ou la néolithisation de l'arrière-pays méridional. Ce dynamisme permet de revisiter et de compléter les données existantes. Outre les opérations de terrain, ce dynamisme se matérialise par plusieurs PCR, synthétisant des données issues de l'archéologie sur l'occupation néolithique de différents secteurs géographiques : PCR « Milieu et peuplement en Languedoc occidental du Néolithique au Bronze ancien » de M. Gandelin (Inrap), PCR « Dynamiques d'occupation et

d'exploitation du sel dans les golfes charentais du Néolithique à l'Âge du fer » de V. Mathé et V. Ard, le PCR de V. Ard sur la région charentaise et le PCR « Structures dolméniques et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales » de P. Marticorena. Ils offrent de nouvelles perspectives sur l'évolution de l'occupation de ces territoires. Ces différentes démarches mériteraient d'être regroupées, à l'avenir, pour offrir une dynamique globale du Néolithique dans le sud-ouest français. Enfin, ce dynamisme est marqué par de nombreuses publications ou participations à des événements scientifiques, comme les RMPR.

Globalement, les opérations sur le Néolithique répondent aux problématiques développées dans l'axe 4 de la programmation scientifique nationale. Les projets portant sur la fin du Néolithique (phase récente et finale et Campaniforme) restent un peu en-deçà des autres périodes et mériteraient d'être développés. La grande quantité de données sur le Néolithique moyen chasséen, surtout dans le Toulousain, devra aboutir aux synthèses tant attendues, notamment sur le site de Villeneuve-Tolosane. Le GDR Chasseolab est une première étape vers une meilleure compréhension du complexe culturel chasséen. Mais, toute démarche visant à la reprise des données sur les grands sites du sud-ouest devra faire l'objet d'un soutien particulier. Enfin, il faudra développer à l'avenir les projets portant sur des régions encore en retrait de la recherche sur le Néolithique comme les anciennes régions Limousin et Aquitaine. Cette dernière commence à faire l'objet de nouveaux projets, comme le laissent entrevoir les premiers dossiers reçus en 2019.

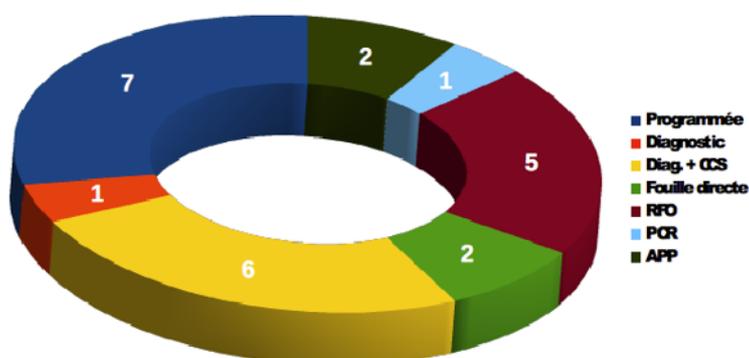
L'année 2018 suit donc les grandes lignes évoquées en 2017. Les opérations sur le Néolithique portent sur ses différentes phases chronologiques, surtout développées par une UMR dynamique et selon des approches variées. La qualité scientifique et formelle des demandes et des rapports d'opération est en grande majorité d'excellente facture. Au cours de l'année 2018, un seul dossier a posé difficulté, en raison d'une approche méthodologique et pluridisciplinaire pas assez étayée. Ainsi, l'année 2018 se révèle être un excellent cru pour le Néolithique du sud-ouest français.

ÂGE DU BRONZE

Par Régis ISSENMANN
Membre de la CTRA

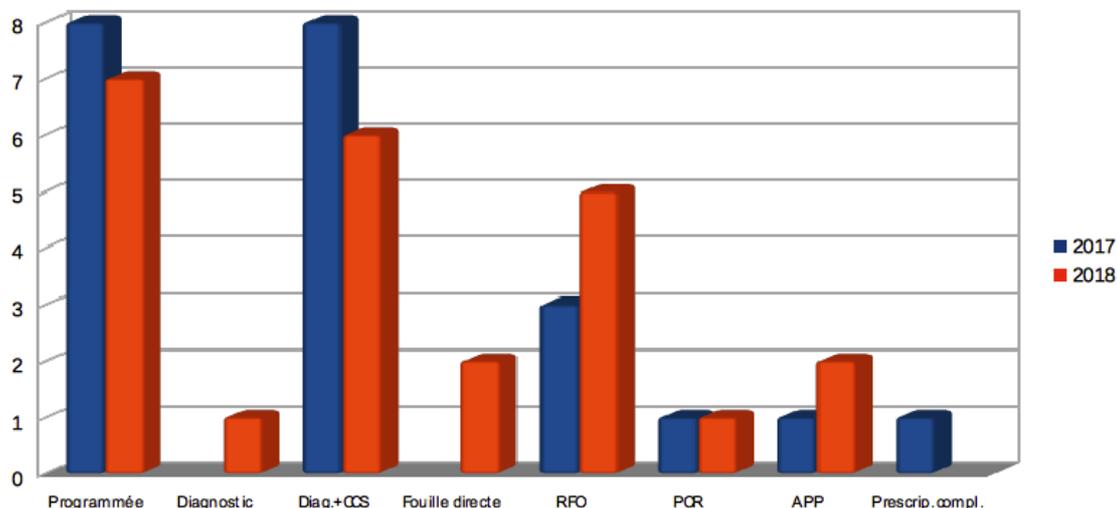
Bilan de l'activité d'expertise

Vingt-quatre dossiers intéressant la Protohistoire ancienne ont été évalués en 2018, répartis ainsi :



Treize dossiers concernent la Nouvelle-Aquitaine (dont cinq pour la Charente-Maritime) et onze l'Occitanie (dont quatre pour l'Hérault).

On note une tendance stable des types de dossier par rapport à 2017 : les programmées, prescriptions de fouille préventive (diagnostic, CCS) et rendus de RFO restent majoritaires :



Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

L'habitat et le funéraire sont les plus représentés (10 dossiers chacun, tous types confondus), le reste étant partagé entre l'artisanat (du sel) et le mobilier.

La recherche programmée est répartie entre l'habitat de plaine (Agde, 34), de hauteur (Montesquieu et Malviu, 34) et le funéraire (Saint-Jean-Saint-Paul, 12, Geloux, 40 et Laruns, 64). L'échantillon est bien trop faible pour apporter une réelle information mais on peut tout de même noter que la recherche programmée est quasi-exclusivement tournée vers l'habitat en Occitanie et quasi-exclusivement vers le funéraire en Nouvelle-Aquitaine. La programmation pourrait ainsi peut-être donner, dans les années à venir, une priorité à un rééquilibrage, ou tout du moins y être vigilante. Le PCR sur l'artisanat du sel, mené en Charente-Maritime, constitue un projet d'envergure qui propose une approche plutôt rare et prometteuse.

L'activité préventive à l'échelle du territoire couvert par la CTRA Sud-Ouest concerne à parts égales des ensembles funéraires et domestiques. Les prescriptions concernent toutefois surtout la Nouvelle-Aquitaine (6 prescriptions auxquelles s'ajoutent 3 rapports rendus), l'Occitanie étant moins prescriptrice sur cette période (2 dossiers et un rapport rendu). Le département de Charente-Maritime, où l'on ose tenir compte des spécificités de l'habitat rural des périodes anciennes et ainsi prescrire à partir de quelques structures seulement, est à prendre en exemple. Cette démarche explique probablement les disparités notées. Dans ce même département, le probable atelier de saunier laténien découvert en diagnostic à Saint-Laurent-sur-le-Prée constitue l'opportunité d'enrichir la recherche dynamique autour de ce thème dans la région.

Les points forts constatés concernent cette année encore le dynamisme des équipes de recherche et la pluridisciplinarité à l'œuvre, notamment en Occitanie, et tout particulièrement aux abords de la Méditerranée. Les problèmes soulevés l'année dernière, liés à une absence de réelle étude géomorphologique dans le cadre du préventif, semblent être en

cours d'amélioration. Toutefois, l'absence régulière d'une mobilisation des données accumulées en France septentrionale lorsqu'il s'agit de caractériser et interpréter les découvertes (notamment en préventif), limite parfois fortement la portée du propos. Le cas de Redessan illustre ce constat.

Les opérations et projets les plus marquants sont :

- le PCR sur les *Dynamiques d'occupation et d'exploitation du sel dans les golfes charentais, du Néolithique à l'Âge du fer*, coordonné par Vivien Mathé, où un travail pluridisciplinaire de qualité augure un apport à la connaissance considérable sur la question de l'exploitation du sel aux périodes anciennes ;
- Haut-Mauco (40) *Maouhum et Bidalot*, diagnostic dirigé par Alexandra Hanry, qui a permis de mettre en évidence une occupation du Bronze moyen II et une autre du premier Âge du fer, et dont la qualité a beaucoup œuvré à l'émission d'une prescription dont l'approche est réellement scientifique. Par ailleurs, cette opération prescrite devrait permettre de documenter une occupation relativement dense du Bronze moyen, opportunité qui reste assez rare à ce jour ;
- Geloux *Pouyet*, qui correspond à l'un des premiers exemples, dans les Landes, d'une nécropole laténienne dense, fouillée sur une surface appréciable dans le cadre d'un chantier-école par Stéphane Rottier, par le biais de méthodes adaptées et novatrices.

Forme éditoriale et qualité des rapports

La qualité des rapports est inégale mais globalement satisfaisante, surtout en contexte préventif. Les soucis relevés l'année dernière n'ont pas été constatés cette année, sinon la tendance, rare, à présenter les découvertes faites en diagnostic par tranchées et non par ensemble cohérent, ce qui peut nuire à la compréhension du lecteur. Les rapports pouvant avoir valeur d'exemple sont celui de Haut-Mauco *Maouhum et Bidalot* et Saint-Jean et Saint-Paul *Vialaret*.

Valorisation scientifique

Parmi les RFO examinés, la publication de la fouille des occupations funéraires et domestiques de la fin de l'Âge du bronze mises au jour à Redessan *Curebousot* méritent d'être encouragées. Notons par ailleurs que la publication actualisée de la nécropole du *Causse* à Labruguière devrait être finalisée cette année et que sont en cours celles du mobilier métallique issu de collections provenant de Saint-Sulpice (46) et du dépôt métallique de Hourtin (33).

Difficultés rencontrées

Comme évoqué, pour la période spécifiquement, l'absence régulière d'une mobilisation des données accumulées en France septentrionale lorsqu'il s'agit de caractériser et interpréter les découvertes (notamment en préventif), limite parfois fortement la portée du propos, puisque certains domaines restent encore peu documentés en France méridionale (pratiques funéraires de l'étape moyenne du Bronze final par exemple en Languedoc, de La Tène dans le secteur pyrénéen, etc.). C'est un réel problème qui pourrait être limité par le biais de l'organisation de rencontres mêlant les chercheurs de l'ensemble du territoire sur des problématiques bien précises. Le processus est en cours pour la protohistoire ancienne, notamment grâce à l'initiative conjointe d'Internéo, des RMPR et de l'APRAB.

Recommandations

Afin de favoriser la détection et la documentation des occupations rurales de la Protohistoire ancienne, il me semble utile de ne plus opter pour des prescriptions par fenêtres distinctes et

centrées sur les concentrations apparentes de fosses, au profit d'emprises plus larges et globalisantes. Cette nécessité a constitué les conclusions de travaux collectifs récents, et notamment du colloque de Châlons-en-Champagne sur les grands travaux.

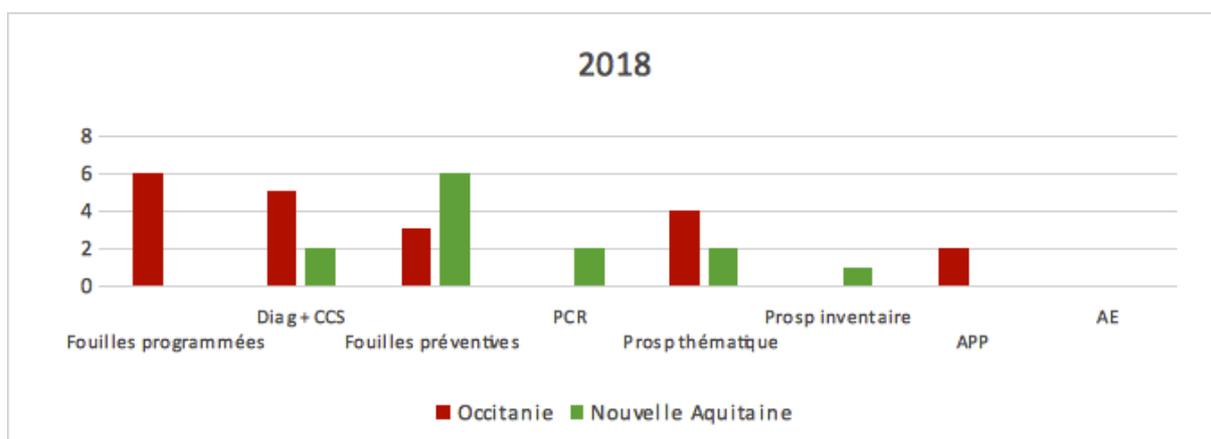
ÂGE DU FER

Par Muriel ROTH-ZEHNER

Membre de la CTRA

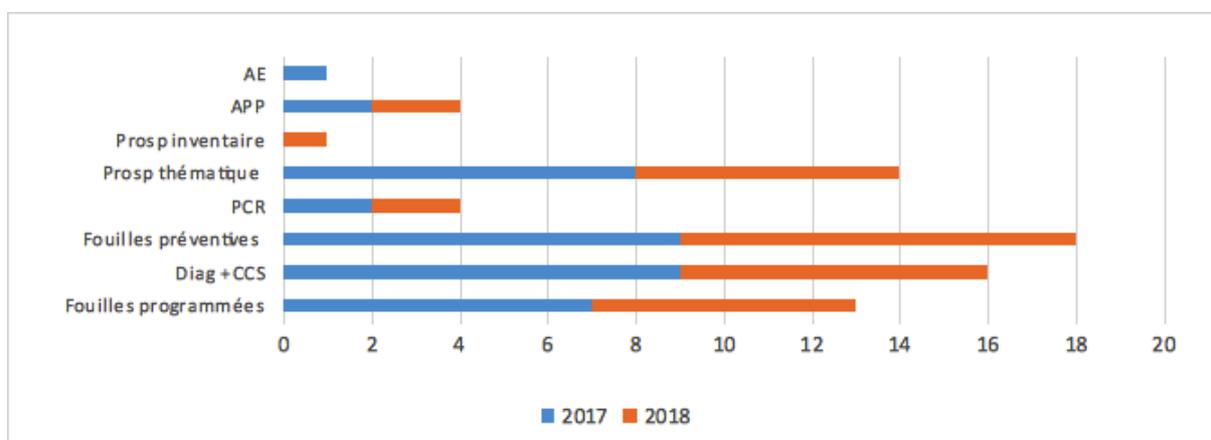
Bilan de l'activité d'expertise

Trente-quatre dossiers intéressant la Protohistoire récente ont été évalués en 2018. Vingt-et-un dossiers concernent l'Occitanie et treize la Nouvelle-Aquitaine.



Six dossiers se rapportent à des fouilles programmées (RFO et nouvelles demandes), sept à des rapports de diagnostic et cahier des charges scientifique (dont 4 sont des « CTRA écrites »), neuf à des rapports de fouille préventive, deux à des rapports de PCR, six à des rapports et demandes de prospection thématique, un à un rapport de prospection-inventaire, deux à des demandes d'APP et une à une demande de découverte exceptionnelle.

Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessus, les fouilles programmées sont bien représentées en Occitanie tandis qu'en Nouvelle-Aquitaine l'activité préventive pour les sites de l'Âge du fer semble plus marquée. À contrario, les cahiers des charges scientifiques sont plus nombreux en Occitanie ce qui équilibre les actions en préventif.



Il n'y a pas d'évolution marquante entre 2017 et 2018 (cf. graphique ci-dessus). Les problématiques abordées pour l'Âge du fer sont également les mêmes.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Tout comme l'année 2017, les dossiers que nous avons eu à traiter se rapportent à quatre thèmes principaux :

- pour les VI^e-III^e siècles av. J.-C., l'essentiel des recherches se concentre sur la problématique des sites de hauteur fortifiés abordée quasi-exclusivement par des opérations de fouilles programmées (Bessan, Ensérune, Olonzac, Elne...). Pour compléter cet axe de recherche, le PCR « Fortipolis » recense maintenant depuis deux années l'ensemble des fortifications localisées dans les départements situés entre l'axe garonnais et les Pyrénées ; ce programme s'inscrit dans les problématiques actuelles de l'Occitanie et de la Nouvelle-Aquitaine. Les résultats des fouilles programmées et de ce PCR seront en partie présentés lors du prochain colloque AFEAF (mai 2019) qui aborde justement les « Espaces fortifiés à l'Âge du fer en Europe » et permettra de faire le point sur le sujet ;
- les III^e-I^{er} siècles av. J.-C. sont principalement abordés dans le cadre de fouilles préventives et de prospections thématiques. Les sites mis au jour sont des habitats groupés de type « agglomération à vocation artisanale » (Mouliets-et-Villemartin Lacoste, 33 ; Villeneuve-sur-Lot Eysses, 47 ; Aiguillon, 47 ; Saint-Félix-de-Villadeix La Peyrouse, 24) et « oppidum » (Toulouse et Vieille-Toulouse, 31). Les agglomérations, parfois fouillées sur d'importantes surfaces, sont toutes localisées en Nouvelle-Aquitaine. Elles permettent de nourrir les recherches sur ces grands habitats groupés gaulois qui font l'objet de programmes de tables-rondes et de colloques ces dernières années (par ex. Table-Ronde à Bibracte en 2015, sous presse). L'oppidum de Vieille-Toulouse est particulièrement à l'honneur en 2018. La publication des recherches anciennes menée par M. Vidal arrive à son terme et de nombreuses opérations de fouilles récentes vont compléter les données de ce site emblématique de Toulouse. Cinq fouilles préventives ont été prescrites et seront finalisées en 2019-2020 ;
- les prospections thématiques sur le thème de la métallurgie des Âges des métaux, plus particulièrement sur les gisements de fer, continuent sur leur lancée ;
- le funéraire de l'Âge du fer est également bien représenté cette année avec notamment les résultats des fouilles préventives de Lattes Saint-Pierre sud et nord (DA9M, déplacement de l'autoroute A9). Une demande de découverte exceptionnelle a été proposée sur le site de Mailhac qui n'a pas été suivie.

Peu de travaux ont été menés sur des établissements ruraux notamment du premier Âge du fer. Notons que les diagnostics ne révèlent que peu de vestiges de cette période.

Les opérations marquantes sont celles des nécropoles de Lattes (V. Bel et C. Jung) et les rapports concernant les habitats groupés de la fin de l'Âge du fer (Aiguillon, F. Prodéo ; Villeneuve-sur-Lot, V. Alcantara ; Mouliet-et-Villemartin, C. Sireix) où la qualité des interventions sur le terrain et les analyses sont remarquables.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Les rapports de fouilles 2018 sont de bonne qualité et intègrent correctement les études spécialisées, notamment bio-archéologiques. Il en est de même des rapports de diagnostics qui n'ont pas posé de problèmes cette année (géomorphologie réalisée, bonnes études de

mobiliers et mises en perspective du site sondé). Les rapports ayant trait aux agglomérations laténiennes se démarquaient par leur qualité tout comme les rapports présentant la nécropole de Lattes Saint-Pierre sud et nord.

Valorisation scientifique

Les résultats des deux complexes funéraires de Lattes Saint Pierre sud et nord méritent une publication commune.

Les « agglomérations à vocation artisanale » pourraient faire l'objet d'un programme de recherche commun en Nouvelle-Aquitaine. Les résultats déjà acquis sont remarquables et originaux. Ces habitats groupés se créent dans le courant du III^e siècle av. J.-C. et semblent abandonnés au milieu du II^e siècle av. J.-C., ce qui constitue une spécificité dans le paysage gaulois où ces agglomérations se développent essentiellement au II^e siècle, disparaissent parfois au tournant de notre ère et continuent quelquefois à exister jusqu'à la fin de l'Antiquité.

Les travaux de prospections sur les sites métallurgiques méritent également d'être publiés tout comme les rapports sur les sites de hauteurs fortifiés. Certaines publications sont en cours (Bessan), d'autres verront prochainement le jour lors de la présentation suivie de la publication du colloque AFEAF 2019.

Difficultés rencontrées

Nous n'avons pas rencontré de difficultés majeures dans l'ensemble des dossiers que l'on nous a confiés. Les synthèses des rapports étaient souvent bien menées et les lectures agréables. Quelques documents étaient parfois difficiles à appréhender mais globalement nous avons pris plaisir à lire les documents que l'on nous a envoyés.

Recommandations

Le déficit en sites ruraux de l'Âge du fer est peut-être dû au maillage trop lâche des diagnostics qui ne dépassent que rarement les 5 % de la surface sondée. Ce maillage est insuffisant et ne permet pas de sonder de manière fiable des sites d'habitat ruraux de l'époque protohistorique. Un effort devrait être consenti pour insister auprès des opérateurs sur la nécessité d'un maillage à 10 % pourtant préconisé par les services de l'État. Des fenêtres étendues autour des éléments protohistoriques sont également nécessaires pour bien appréhender ces sites ruraux qui ne présentent parfois que peu de structures à l'are. La fouille extensive (il ne faut pas avoir peur d'observer des vides) est le seul moyen de comprendre l'aménagement du territoire aux Âges des métaux dans les campagnes.

ANTIQUITÉ

Par Corinne SANCHEZ et Pierre NOUVEL

Membres de la CTRA

En 2018, 107 dossiers concernant l'Antiquité ont été confiés aux deux experts (46 à C. Sanchez, 61 à P. Nouvel). 51 (25 + 26) concernaient l'archéologie préventive (dont 31 CCS), 46 (18 + 28) la programmée, 8 enfin (3 + 5) des aides à la publication. Le partage des dossiers s'est fait en étroite concertation, C. Sanchez se réservant plus particulièrement ceux concernant les espaces urbains, le monumental et la culture matérielle, P. Nouvel recevant plus volontiers ceux du monde rural et les projets concernant l'étude du peuplement. L'implication de C. Sanchez dans plusieurs projets languedociens nécessite l'expertise d'une majorité de dossiers de ce secteur par P. Nouvel, mais cela ne pose pas de difficulté particulière.

L'archéologie programmée sur la période antique apparaît comme dynamique avec des opérations au long cours (Chassenon, Barzan, Murviel-lès-Montpellier...) tout comme de nouvelles opérations qui sont essentiellement des prospections thématiques. Des projets portent également sur des études thématiques comme Itivin (les routes antiques du vin) ou encore des collections avec par exemple les enduits peints de Périgueux.

Les opérations préventives en milieu urbain ont concerné essentiellement les villes de Nîmes, Narbonne, Saintes, Cahors ou Bordeaux. À l'échelle régionale, les disparités entre secteurs dynamiques et d'autres plus délaissés sont toujours aussi visibles (fig. 1).

2018	rapport diagnostic et/ou CCS	rapport prospection inventaire	rapport prospection thématique	rapport/dem. PCR	rapport fouille/sond. programmé	rapport fouille préventive	APP/AE	divers	total
Févr.	3		3	3	3		4		16
Mars	5	1	8	6	10	2	4		36
Mai	10		1	3	3	3		1	21
Juin	3			2		2			7
Sept.	5			1	1	2		1	10
Oct.	4					7			11
Déc.	1				2	3			6
TOTAL	31	1	12	15	19	19	8	2	107

Figure 1. Nombre de dossiers par département traités par les experts de l'Antiquité en 2018

Le dynamisme des trois départements de la plaine languedocienne (Aude, Gard, Hérault) saute immédiatement aux yeux. Pour les autres secteurs, la densité de dossiers traités est également fonction des particularités économiques actuelles. Toutefois, le manque d'activité visible depuis plusieurs années dans les départements des Deux-Sèvres, du Tarn-et-Garonne, dans une moindre mesure des Pyrénées-Atlantiques, des Pyrénées-Orientales et du Lot-et-Garonne semble plus problématique et nécessite peut-être une révision des politiques de prescription ou de zonages archéologiques.

Parmi les thématiques des opérations régionales programmées, celle concernant les agglomérations est assez nettement privilégiée, en particulier dans les anciennes régions Poitou-Charentes et Languedoc. La liste des programmes monographiques est particulièrement longue dans le premier de ces secteurs (Barzan, Brion, Chassenon, Saint-Cybardeaux, Périgueux, Poitiers, Vieux-Poitiers, Sanxay) et concerne plus particulièrement, selon une tradition régionale bien ancrée, les secteurs monumentaux et culturels (Chassenon et Saint-Cybardeaux par exemple). Les orientations sont similaires en Languedoc (Murviel-lès-Montpellier, *Ambrussum*, Narbonne, Nîmes, Gaujac), l'attention portant plus particulièrement sur l'apparat monumental et les équipements publics des centres civiques. La fouille de monuments est assez exemplaire dans le sens où d'importantes études ont été réalisées lors de fouilles programmées et préventives. L'histoire de ces édifices ainsi que leur rôle dans la trame urbaine ont bien été cernés lors de différentes opérations. La fouille du théâtre de Barzan est justement dans sa phase de préparation à la publication. L'amphithéâtre de Poitiers a fait l'objet de nouvelles observations dans la perspective d'une mise en valeur. L'amphithéâtre de Cahors s'inscrit, avec le théâtre de Béziers, dans le cadre de découvertes inattendues qui ont été révélées par l'archéologie préventive. Des projets émergents vont continuer à alimenter cette thématique comme la reprise par l'université de Toulouse des fouilles de Salles-la-Source dans l'Aveyron.

Ces centres urbains font cependant l'objet de peu de publications synthétiques excepté l'atlas topographique des villes de Gaule et le travail sur le quartier des anciennes arènes à

Poitiers. Le PCR sur Saintes ne s'est pas poursuivi malgré la tenue d'une table-ronde en 2016 dont on espère la publication prochaine. Les diagnostics et fouilles réalisés à Saintes démontrent l'énorme potentiel de cette ville et, dans le cas de l'hôpital Saint-Louis, posent la question du devenir de ces terrains. L'effort concernant les diverses capitales de cité est donc lisible, même si celles de Novempopulanie (en dehors de Roquelaure) restent essentiellement documentées par l'archéologie préventive, comme d'ailleurs à Bordeaux. Pour cette dernière ville, comme pour Toulouse et, dans une moindre mesure Cahors et Périgueux, l'intérêt du développement de services de collectivité est particulièrement bénéfique en termes d'accroissement des connaissances.

L'étude des espaces culturels monumentaux urbains ou périurbains reste cependant l'un des ressorts les plus lisibles en Nouvelle-Aquitaine (Chassenon, Saint-Cybardeaux, Sanxay, Barzan, Brion, Sanguinet, Villeneuve-sur-Lot). L'effort reste beaucoup trop dispersé, concentré sur des sites remarquables, sans pour autant déboucher sur des synergies et des démarches collectives de synthèse.

Le funéraire est sans doute le domaine où les données sont les plus nombreuses, novatrices en 2018, que ce soit à Narbonne, Nîmes, Laudun, Limoges, Saintes, Saint-Bertrand de Comminges ou l'Isle-Jourdain. Dans le cas de Saintes, la nécropole de l'Alma a permis de mettre en évidence des individus entravés. Les deux opérations menées sur cette même nécropole ont été réalisées par le même opérateur et une publication commune est attendue. Pour l'Isle-Jourdain, le suivi des dossiers permet de bénéficier de données sur un territoire pour lequel chaque opération apporte un complément essentiel à une vision d'ensemble.

L'alimentation en eau a concerné plusieurs opérations, que ce soit en programmée ou en préventif. Le PCR sur l'aqueduc de Poitiers a bénéficié d'opérations préventives récentes et devrait arriver à sa phase de publication. La fouille préventive d'une section de l'aqueduc de Rodez va permettre de compléter les données connues.

Ainsi, l'investissement des équipes de recherches programmées produit tous les ans une masse de données exceptionnelle sur les agglomérations majeures d'Aquitaine et de Narbonnaise. Sans nier l'intérêt de tous ces travaux, on notera qu'ils éclairent de manière privilégiée certains types de sites (les centres civiques et les grandes agglomérations secondaires) plutôt que les habitats groupés plus modestes. Les experts saluent donc l'effort porté par une équipe pluridisciplinaire sur le site plus modeste de Montignac, tout à fait remarquable par l'approche menée, qui envisage le site dans sa globalité temporelle et spatiale. De même, pour Saint-Bertrand de Comminges, le PCR « Entre ville et campagne. Archéologie d'une périphérie urbaine de l'époque romaine au Moyen Âge » est un projet ambitieux visant à une meilleure connaissance de la complexité du phénomène périurbain avec, dans ce cas particulier, la question du camp et des nécropoles. Il faut ici noter les quelques rares programmes qui s'attachent à des formes plus modestes (mais plus nombreuses pourtant) de l'habitat groupé, par exemple la fouille de l'habitat de bord de voie de Loupian *Marinesque* et le programme sur l'habitat groupé de la cité des Lémovices. Un certain nombre de points, qui font pourtant ailleurs l'objet de vastes travaux de synthèses et de publication, restent donc un retrait. Il s'agit en premier lieu des dynamiques temporelles et des modalités de mise en place des réseaux urbains. En dehors du Languedoc, les chercheurs de la région en restent généralement au présupposé d'un développement post-Conquête, malgré les exemples régionaux de continuité d'occupation révélés depuis plusieurs années. Il faut donc noter l'intérêt de l'exploration du site ouvert de Saint-Félix-de-

Villadeix (Dordogne) qui paraît encore un peu isolée. La question du devenir des centres urbains au cours de l'Antiquité tardive est également négligée, en dehors de la publication concernant Saint-Lézer, uniquement orientée d'ailleurs sur les équipements monumentaux. La question des activités urbaines, en particulier économiques, est, elle aussi, peu explorée, en dehors de rares contre-exemples comme le PCR sur les ports de Narbonne ou la fouille programmée sur le port de Lattes. Enfin, et c'est là le caractère le plus marquant de la région, il manque ici les ambitieux programmes collectifs « chapeaux », suprarégionaux, qui permettrait de remettre en perspectives tous ces dossiers morcelés. En leur absence, il est aujourd'hui impossible de disposer d'une vision renouvelée sur les dynamiques à large échelle et sur le temps long ou sur l'évolution des réseaux urbains, comparable à ce qui est maintenant disponible en Gaule centrale ou septentrionale. Il faut donc saluer l'intérêt du PCR « Rôle de l'habitat groupé dans l'organisation et le développement de la cité des Lémovices », débuté en 2018 qui se fixe des objectifs de ce type, quoique limités à une seule cité.

C'est essentiellement l'archéologie préventive qui documente le monde rural, puisque les opérations programmées sur ces espaces sont très peu nombreuses (Saint-Saturnin-du-Bois, Séviac, Jonzac). Dans ce domaine, l'effort de prescription produit par les services a permis (plus particulièrement en Poitou-Charentes, en Dordogne et en Languedoc) de produire des données de grande qualité. Il convient en particulier de saluer les fouilles réalisées sur la commune de Lattes, sous le doublement de l'A9 et du barreau TGV. Elles ont révélé un vaste secteur agricole exploité durant l'Antiquité. Ces grands décapages, qui manquaient cruellement jusque-là en Narbonnaise, contribueront à renouveler grandement nos connaissances sur l'organisation des campagnes (relations entre espaces de production, réseau viaire, établissements ruraux, nécropoles), en complément de la fouille programmée d'établissements plus spécialisés comme celui de Loupian. Leur confrontation avec ce qui s'observe dans les autres provinces est maintenant possible. La publication de ce dossier semble d'un intérêt scientifique supérieur.

Là encore, il faut regretter l'absence d'ambitieux programmes collectifs de synthèse, mais aussi, phénomène plus étonnant, l'absence (en dehors du cas exceptionnel de la Dordogne) de programmes de prospection-inventaire (terrestres et aériens) d'envergure depuis l'arrêt des travaux de Catherine Petit-Aupert. L'ensemble de la région prend ces dernières années un retard certain par rapport au reste de la France. Encore une fois, le Limousin fait exception, avec la poursuite des travaux de prospection de F. Loubignac autour d'Argentat mais aussi avec la poursuite du PCR portant sur les établissements ruraux (et leurs mausolées associés) du plateau de Millevaches. S'appuyant sur la conjonction d'enquêtes documentaires, de fouilles programmées, ce dernier pâtit cependant d'une équipe trop réduite pour aboutir rapidement à une diffusion rapide des connaissances acquises. Le démarrage d'un projet collectif sur le littoral aquitain (dont l'objectif est de croiser observations paléo-environnementales et occupation rurale) est donc un signal positif.

La fouille programmée en zone de montagne concerne le Pays Basque avec l'opération menée depuis plusieurs années sur les mines de Banca. Concernant l'archéologie préventive, il faut signaler les prescriptions sur les sites de moyenne montagne qui permettent de mieux connaître l'occupation et l'économie de ces zones. La vigilance sur ces dossiers est importante pour ne pas perdre d'informations dans ces espaces encore peu investis. Ainsi, un diagnostic a permis la découverte d'une production de goudron végétal dans les Pyrénées-Orientales. Les fouilles subaquatiques constituent une originalité des recherches en grande Aquitaine avec les opérations comme Dax et les Berthons (Naintré)

qui concernent des aménagements de berges ou de gués. Dans cette dynamique, de nouveaux programmes de prospection se sont développés dans les fleuves ou les lacs (Guîtres, Leon) sans compter les opérations spécifiques sur la Charente.

La grande majorité des dossiers sont de qualité mais il faut cependant rester vigilant sur l'utilisation un peu abusive de la photogrammétrie au dépend d'une analyse fine de la stratigraphie. L'intégration des études spécialisées est assez inégale mais sans réel manquement. Les opérations archéologiques préventives ont apporté ces dernières années des compléments d'informations sur l'évolution des villes. Elles pourraient faire l'objet de synthèses actualisant les cartes archéologiques. Les suivis de réseaux sont toujours prescrits régulièrement dans des villes comme Périgueux et démontrent leurs apports aux connaissances paléo-environnementales et archéologiques. Pour les conteneurs enterrés, seul Cahors semble faire l'objet de suivis réguliers.

Dans le domaine rural, le contraste entre les travaux programmés (Saint-Saturnin-du-Bois) et préventifs est assez notable concernant la question des phases tardives d'occupation. Les procédures de décapage et l'absence d'utilisation des détecteurs dès la phase initiale aboutit systématiquement à une sous-estimation des occupations postérieures au début du III^e siècle (Sainte-Soulle, Beynac, Luxé, etc.). Il conviendrait de remédier à ce travers en demandant aux opérateurs peu familiarisés avec ces méthodes de prendre attache avec les équipes travaillant sous ce protocole dans d'autres régions plus septentrionales.

Des dossiers mériteraient d'être accompagnés pour aboutir à une publication comme Cahors, les nécropoles de Saintes et, à Saintes également, le PCR « no limit ». En effet, ce sont souvent les gros dossiers, importants pour la communauté scientifique, qui restent les plus difficiles à publier d'autant qu'ils peuvent être déclinés en monographies, articles de synthèse ou spécialisés. En ce sens, les avis de la CTRA lors de l'examen des dossiers essaient d'orienter vers des supports éditoriaux. Il faut d'ailleurs se réjouir de demandes d'aide à la publication sur plusieurs sites majeurs comme l'îlot des Cordeliers à Poitiers, les tombes de Naintré, la villa de Séviac ou encore le théâtre de Barzan.

De manière générale, le développement de problématiques communes sur l'évolution urbaine, les monuments, les aménagements fluviaux permettrait de voir émerger des études transversales et, dans tous les cas, il serait opportun de mettre en réseau ces recherches. Sur l'ensemble des territoires, et plus particulièrement en Languedoc (Narbonne, Saverdun, Seysses, Alès, Nîmes, Lunel, Lattes...) les découvertes concernant le funéraire ont été encore nombreuses en 2018. Là encore, la communauté scientifique pourrait attendre la mise en place de projet collectifs transrégionaux ambitieux, dont l'absence générale, pour la période antique, apparaît comme le principal travers de ce secteur.

MOYEN ÂGE (ÉDIFICES RELIGIEUX ET ESPACES FUNÉRAIRES)

Par Brigitte BOISSAVIT-CAMUS
Membre de la CTRA

La majorité des dossiers examinés concernent les sites religieux chrétiens, cultuels, funéraires et communautés religieuses : églises (15), nécropoles et cimetières (34), établissements religieux (5) ; auxquels s'ajoute un CCS sur le cimetière aristocratique des comtes de Toulouse, communément dénommé « l'enfeu des comtes de Toulouse ». La plupart des dossiers expertisés sont des sites urbains, mais reflètent la hiérarchie des habitats agglomérés médiévaux : villes (18), petites villes ou bourgades (11), villages (20),

périphérie de village ou d'habitat rural (10). On signalera une fouille programmée sur les carrières de sarcophages et un PCR sur les céramiques tardo-antiques (Midi).

La quasi-totalité des sites funéraires sont fouillés en contexte préventif, et en particulier les nécropoles de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge, mais pas seulement. Les travaux sont liés pour la plupart aux réaménagements des places et abords des églises. Plusieurs rapports de fouilles préventives de grande qualité rendent compte de belles opérations menées notamment en Charente-Maritime et en Gironde, en milieu rural (Saint-Laurent-des-Hommes, Jonzac) ou dans des complexes paroissiaux villageois ou urbains comme les sites des agglomérations ceinturant la couronne bordelaise (Bruges, Blanquefort).

Comme l'an dernier, la rapporteure constate avec plaisir une attention portée à des périodes récentes non seulement pour des cimetières paroissiaux d'agglomérations déjà importantes, mais aussi pour des cimetières ou des parcelles correspondant à des zones plus ou moins excentrées du cimetière et d'occupation récente (XVIII^e-XIX^e s.) comme à Rieumes (31). Leur étude archéologique est importante pour mieux saisir la réalité du processus de relégation récent des défunts à l'extérieur des habitats (dont les traits sont surtout connus par des textes réglementaires et administratifs parfois en décalage avec la réalité) et pour mieux comprendre les états de conservation de ces ensembles funéraires en partie désaffectés et nettoyés de leurs tombes, ne serait-ce que pour, à terme, mieux diagnostiquer aussi ces ensembles. Lors des diagnostics de sites funéraires, la possibilité de compléter l'expertise avec la venue d'archéologues-anthropologues sur des sites de cimetière ou livrant des ossements humains, serait aussi de nature à mieux évaluer le potentiel des sites (cf. site d'Esnandes, 17, où la présence d'un cimetière moderne a été sous-évaluée du fait de son éloignement de l'église paroissiale, en dehors du cimetière paroissial connu par la documentation planimétrique du XIX^e s.).

Parallèlement et c'est une tendance qui devient plus visible encore cette année, nous semble-t-il, plusieurs fouilles programmées en contexte religieux médiéval et moderne (églises ou établissements religieux) développent, dans le domaine de l'archéologie funéraire, une approche exemplaire, dans la lignée de l'école bordelaise de l'anthropologie de terrain initiée en son temps par H. Duda et le laboratoire d'anthropologie dans les années 80 et 90. La problématique élaborée pour les vestiges funéraires sort enfin clairement ici de la subordination à l'étude des édifices et de l'occupation du sol, sans que pour autant ces dimensions et les relations entre les différents usages du sol ne soient à leur tour négligées.

À l'abbaye de Grammont (87), l'étude des sépultures des religieux dans l'église et le cloître apparaît plus clairement comme une thématique en soi, grâce à l'inclusion dans l'équipe d'un archéologue-anthropologue, sous l'influence des chercheurs du Sra. Mais c'est surtout dans les opérations archéologiques de Saint-Hilaire de Moutier-Rozeille (23), de La Madeleine à Saint-Emilion (33) ou encore de La Tour de Lautrec à Vielmur-sur-Agout (81), également associées à l'analyse d'édifices, que le fait est le plus remarquable avec des opérations d'une très grande qualité. En effet, les responsables y ont développé des problématiques sur le funéraire assorties de la mise au point de méthodologies. Certaines sont ainsi attachées à des structures et architectures funéraires particulières, comme les caveaux et les pourrissoirs, d'autres adossées à la question des productions de sarcophages, d'autres encore à l'utilisation funéraire du site dans toute sa durée d'existence y compris les périodes modernes voire contemporaines. Ces études n'ont pas pour seuls objectifs d'établir une typologie des structures, un phasage du site ou une évolution des pratiques funéraires, elles

incluent entièrement l'analyse du recrutement funéraire et de la population inhumée (démographie, genre, état sanitaire...), ce qui implique une interdisciplinarité qui se manifeste par l'association d'archéologues formés à l'analyse des structures funéraires et d'archéologues paléo-biologistes.

Dans les dossiers que nous avons rapportés, la part des suivis de travaux de type réseaux, drains et mises aux normes en vue de l'accessibilité à tous les publics, tend à se réduire. En revanche, les analyses de bâti, que ce soit sous forme d'opération autonome ou de suivi de restauration, se maintiennent voire augmentent pour les rénovations des édifices religieux MH, ce qui dénote, espérons-le, une meilleure reconnaissance de ce type d'étude dans les prescriptions archéologiques (très flagrant notamment dans les prescriptions du pôle de Toulouse) et dans le dialogue entre les services : églises, bâtiments conventuels et monastiques, mais aussi presbytères (Vindrac-Aleyrac, 81). Même si le cas en question est sans doute dû surtout à la proximité d'une ancienne nécropole tardo-antique et alto-médiévale, c'est un bon début, car ces bâtisses, qui ont jusqu'à présent peu intéressé y compris les historiens des textes, sont encore très mal connues et peu éprouvées car jugées peu digne d'intérêt : en conséquence elles constituent un patrimoine fragile.

Parmi les opérations programmées sur les sites religieux, signalons le PCR de Saint-Eutrope de Saintes qui met en jeu, à côté du récolement des sources et l'analyse croisée des aspects architecturaux, urbains, liturgiques, artistiques et culturels, le développement de technologies dans la détection (sous-sol et bâti) et dans les relevés (drones, scan 3D...), impliquant une articulation entre les acteurs (gestionnaires/scientifiques/opérateurs archéologiques). Dans la veine archéométrique, également la poursuite des recherches entamées à Saint-Seurin et La Souterraine par l'IRAMAT, en association avec les archéologues, sur la datation des mortiers et sur une base comparatiste des méthodes : en particulier par rapport au ^{14}C , les datations SG-OSL qui commencent à porter leurs fruits.

Plusieurs opérations ou demandes ont porté sur la recherche sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge, parfois incluses dans l'analyse du territoire sur la longue durée. Plusieurs sites ruraux ou urbains comportent des vestiges de la protohistoire ou de l'Antiquité aux périodes modernes, sans que l'on puisse toujours conclure d'une continuité d'occupation réelle ou de césures, hiatus éventuellement parce que, comme les sites du nord de l'Europe l'ont bien montré, l'habitat ou les structures agraires de type stockage, peuvent avoir été déplacées dans un autre endroit. Cette évolution des transformations des usages du sol, notamment à la charnière Antiquité tardive/haut Moyen Âge, est une thématique en plein renouveau dans la moitié sud de la France depuis plusieurs années. Elle intègre les problématiques liées à des redécoupages historiques, administratifs (Roms, 79), aux évolutions environnementales (par ex. envasement de l'étang marin du site de Villeneuve-les-Maguelonne, 34) et incite à revenir sur les typologies anciennes de mobiliers (dépose d'un PCR pour actualiser l'illustré programme CATHMA sur la céramique (cathma II) destiné à prendre en compte aussi les résultats des fouilles préventives de ces deux dernières décennies).

Citons aussi parmi les résultats marquants, ceux de l'opération programmée sur la genèse de la cathédrale d'Elne, avec la reconnaissance, à l'est de la cathédrale actuelle, d'une église probable, imposante, sans doute élément du complexe épiscopal du V^e ou VI^e siècle, opération exemplaire là encore par les collaborations associant deux archéologues spécialisés (médiéviste, protohistorien) et historiens des textes.

La méthodologie de la fouille des conteneurs en prescription directe et plus généralement des installations sur des petites surfaces inférieures à 30/40 m² jusqu'à environ 3 m de

profondeur, notamment en ville, me semble bien rodée (cf. Sra site de Toulouse). Faudra-t-il développer les carottages ?

En conclusion de l'année 2018, une riche activité préventive et programmée dans le domaine du funéraire et de l'architecture religieuse chrétienne, du fait de plusieurs opérations et RFO préventifs et programmés arrivés à terme.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Des publications sont pour certaines envisagées sous forme monographique, de synthèse ou d'article d'étape comme à Vielmur. Pour le bâti religieux, soulignons les études du bâti religieux (édifices et complexes monastiques) du plein Moyen Âge, voire des débuts de la période moderne, mais qui doit être comparé aussi au bâti civil et urbain pour en avoir une bonne vision.

Il faudrait voir si certains sites ou complexes, comme l'abbaye de Chancelade (24), qui sont l'objet d'opérations un peu disparates depuis quelques années, ne pourraient faire l'objet de synthèse (peut-être ici à la fin de l'étude du logis de l'abbé ?) Les RFO sur les nécropoles et cimetières qu'il nous a été donné de lire sont pour la plupart bien aboutis avec des études complètes.

Il faudrait identifier les rapports ayant valeur d'exemple, ayant le cas échéant fait l'objet d'une qualification positive par la CTRA « bon », « de qualité », etc. et identifier les fouilles qui doivent absolument faire l'objet d'une publication.

Parmi les opérations menées à terme, on soutiendra les publications sur le bâti religieux, les travaux conduits sur Vielmur-sur-Agout ou encore la publication de Nouaillé Maupertuis (F. Mandon), mais aussi celle des sites autour de la place de la République/Saint-Martial à Limoges. La publication des nécropoles du haut Moyen Âge en Poitou-Charentes et Gironde/Aquitaine aux éditions Ausonius (?), en s'interrogeant sur l'intérêt d'inclure des sites fouillés il y a quelques dizaines d'années, mais selon d'autres méthodes d'anthropologie de terrain...

MOYEN ÂGE (ENSEMBLES CASTRAUX, ESPACES URBAINS ET ESPACES RELIGIEUX)

Par Mathias DUPUIS
Membre de la CTRA

Ce bilan présente une première approche de la répartition des dossiers traités au cours de l'année 2018, ainsi que les principaux enjeux scientifiques et méthodologiques soulevés par leur consultation. Il s'agit également de pointer les difficultés ou les écueils rencontrés.

Répartition des dossiers

Les dossiers traités au cours de l'année 2018 ont concerné 55 sites, qui ont fait l'objet de 69 avis, ventilés en 32 rapports ; 20 prescriptions ou projets de fouilles préventives et 17 demandes d'opérations programmées. Les 55 sites concernés ont essentiellement été abordés dans le cadre de l'archéologie préventive (35 dossiers) et dans une moindre mesure par l'archéologie programmée (20 dossiers).

Sur le plan géographique, comme en 2017, les sites étudiés se répartissent toujours majoritairement en faveur de la Nouvelle-Aquitaine (37 sites, contre 18 en Occitanie). L'ancienne région Poitou-Charentes est la mieux représentée avec 20 dossiers, suivie par l'Aquitaine (15 sites), le Languedoc-Roussillon et les Midi-Pyrénées (9 sites chacun) et le

Limousin où seulement 2 dossiers ont été traités en 2018. À une échelle inférieure, les départements les mieux représentés sont la Charente (10 dossiers), l'Aude et la Gironde (6 dossiers chacun), le Tarn et la Charente-Maritime (5 dossiers chacun).

Malgré les difficultés posées par une classification thématique, le regroupement par grandes catégories permet de dégager quelques tendances dans les dossiers traités. L'essentiel des sites concernent des habitats fortifiés (18 sur 55), qui peuvent alors prendre plusieurs formes : châteaux ou mottes castrales ; *castra* méridionaux associant habitat groupé et système défensif ou encore quartiers urbains fortifiés. Les dossiers consacrés à l'habitat groupé, qui portent sur des quartiers ou des îlots entiers ne présentant pas spécifiquement de caractère défensif, représentent 13 occurrences sur 55 : il s'agit alors essentiellement de quartiers urbains (Angoulême, Lavour...) ou de centres villageois (Nay, Rieux-Volvestre...). Les sites d'habitat civil représentent 7 occurrences sur 55 et il s'agit alors d'études spécifiquement consacrées à des demeures urbaines (Saint-Emilion, Turenne...). Les dossiers relatifs aux sites religieux sont un peu plus nombreux qu'en 2017 (9 occurrences sur 55) et portent essentiellement sur des vestiges de la seconde moitié du Moyen Âge (établissements monastiques ruraux, couvents des ordres mendiants, églises paroissiales), les sites du haut Moyen Âge étant traités par B. Boissavit-Camus. Enfin, les quelques dossiers restants apparaissent à la marge et concernent des thématiques principalement traitées par les autres rapporteurs (sites funéraires, agricoles et ruraux).

La chronologie des sites traités reflète là aussi la répartition entre les rapporteurs. Les occupations sont généralement longues et s'étalent sur plusieurs siècles. Seule une minorité des dossiers traités se rapportent cependant à une chronologie débutant avant le X^e siècle (5 dossiers), reflétant ainsi la rupture traditionnellement fixée par l'historiographie pour l'émergence du phénomène castral. À l'autre extrémité, les dossiers relatifs à des sites postérieurs au XV^e siècle sont également assez rares (4 dossiers), tandis que 3 dossiers portent sur des occupations diachroniques. Certains sites présentent des chronologies d'occupation particulièrement longues, qui couvrent au moins tout le second Moyen Âge, notamment dans le cas de quartiers urbains qui ont conservé une stratification particulièrement importante (Cahors) ou de bâtiments régulièrement transformés depuis leur construction à l'époque médiévale (Mende).

Sur la forme des rapports et des demandes

Les remarques émises l'année dernière sur la forme des rapports d'opération peuvent être reprises quasiment à l'identique cette année. Globalement les rapports sont de bonne, voire de très bonne tenue, même si quelques-uns demeurent à la limite de l'indigence pour ce qui concerne le fond et la forme (2 avis réservés sur 32 rapports analysés).

Comme cela avait déjà été remarqué l'année dernière, beaucoup d'opérations préventives conduites sur des sites en contexte urbain stratifié font malheureusement l'impasse sur de véritables approches du bâti, au profit de la seule analyse des stratifications sédimentaires. Mais ce manque traduit également la faible prise en considération de cette composante dans les cahiers des charges émis par les services.

Quelques pistes de réflexion

Dans l'attente d'un bilan synthétique de mes deux années d'exercice au sein de la CTRA Sud-Ouest, l'analyse des dossiers traités en 2018 confirme et complète les tendances déjà dégagées en 2017.

La place prise par l'archéologie urbaine est absolument fondamentale et exprime aussi les progrès permis par l'archéologie préventive. Certains dossiers se rapportent ainsi à des opérations relativement anciennes, pour lesquelles une dizaine d'année a été nécessaire entre la phase terrain et la production du rapport final d'opération (Carcassonne, couvent des Franciscains ; Cahors, allées Fénélon). Dans la plupart des cas, ces opérations ont donné lieu à la découverte d'ensembles conventuels remarquables, qui peuvent alors être analysées dans une dynamique urbaine et non plus seulement pour leurs seuls aspects monumentaux. Il y a là matière à des travaux de synthèse sur l'ensemble du sud-ouest, voire du midi de la France, qui font encore défaut et qui pourraient très utilement tirer parti des apports de l'archéologie préventive. La publication de ces gros dossiers traités en préventifs paraît d'ailleurs prioritaire à encourager, afin d'assurer au mieux la diffusion et la durabilité des données scientifiques acquises dans ce cadre.

Dans la même optique, il convient également de souligner les études consacrées à des immeubles ou à des îlots urbains, qui tout en croisant les méthodes de l'archéologie des élévations et de l'étude documentaire dressent de façon extrêmement précise et méthodique l'évolution de certains quartiers de petites villes (Mende ; Châtellerauld).

Dans le domaine de l'archéologie castrale, de nombreuses études permettent de consolider des dossiers existants ou des connaissances déjà acquises mais on sent toutefois qu'il reste difficile de dépasser les enjeux méthodologiques autrefois fixés par l'archéologie monumentale : comment aller au-delà de l'étude monographique d'un monument, certes indispensable, mais qui ne peut être considérée comme une fin en soi ? Les projets qui cherchent à inscrire cette approche dans une optique territoriale élargie doivent donc être particulièrement soutenus (Scorbé-Clairvaux ; PCR sur la vallée du Sor). Cette optique territoriale est également particulièrement précieuse lorsqu'appliquée à des sites traités dans le cadre de l'archéologie préventive et apporte alors une plus-value remarquable comme l'illustre très bien le dossier de la petite occupation rurale de La Mazurie à Saint-Christophe.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (ESPACE RURAL)

Par Jean-Yves DUFOUR
Membre de la CTRA

Soixante-quatorze avis ont été rendus en 2018, principalement sur des rapports de diagnostic, des CCS et des rapports de fouille soit : 18 CCS ; 15 RFO ; 12 rapports de diagnostic ; 9 demandes/rapports de prospection ; 9 demandes/rapports de PCR ; 7 demandes/rapports de fouille programmée ; 2 demandes de sondage ; 1 demande de publication ; 1 visite d'expertise.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

On notera une nette dominante en Sud-Ouest comme ailleurs, des opérations sur les vestiges du haut Moyen Âge ainsi qu'une réflexion très avancée sur les aires d'ensilage dans le Languedoc-Roussillon (PCR ensilage) et la région toulousaine, mais plus quelconque ailleurs. Quatre bons ou très bons bilans de PCR soutiennent cette activité. Ailleurs, des fouilles de sites ruraux du haut Moyen Âge donnent lieu à de bons RFO et d'autres malheureusement insuffisants ; Brion-près-Thouet, château de Brion (Deux-Sèvres), Louzy, La Socellière (Deux-Sèvres).

À Bordeaux, on note la fouille de plusieurs cimetières avec une trop faible présence d'anthropologues de terrain. Tous les rapports de nécropoles s'en ressentent et la situation

est dénoncée à juste titre. Les RFO examinés avec ces soucis, correspondent à des fouilles d'il y a quelques années et le rapporteur ose espérer que ces soucis sont réglés. Cela n'est toutefois pas certain, comme l'a démontré l'opération d'Esnandre, opération pour laquelle le diagnostic réalisé sans anthropologue de terrain a sous-estimé le nombre de sépultures, mettant la responsable de la fouille dans l'embarras et nécessitant une visite d'expertise menée par Brigitte Boissavit-Camus.

Le rapporteur observe, comme l'année précédente, la faible quantité d'opérations d'archéologie rurale du bas Moyen Âge ou de la période moderne, sans parler de la période contemporaine... Un diagnostic ayant révélé une occupation médiévale en bord de berges à Saint-Xandre (Charente-Maritime), apportera peut-être des résultats sur cette thématique. Le rapport de diagnostic sur les vestiges médiévaux et modernes de la Place Castelvieux à Sainte-Livrade-sur-Lot, n'était guère brillant, tout comme le rapport de la fouille de Naves (Corrèze), centre bourg. Ce dernier est symptomatique de l'état de la recherche. Les sondages réalisés dans et autour de l'étang des Sauvages, à Saint-Sylvestre (Haute-Vienne), ne donnent pas encore de résultats suffisamment exploitables. Il y a donc une forte disparité entre les gros sites fouillés du haut Moyen Âge et les petits sites effleurés de la période du bas Moyen Âge et de la période moderne. Seul le rapport de fouille programmée « Le village médiéval de Vallsera. Villages disparus du Capcir », excelle sur cette période, mais l'étroitesse de cette fouille réalisée avec de faibles moyens ne permet pas encore une publication. Pour la période contemporaine, la fouille de la fonderie du Bocard à Vialas peut s'avérer excellente, pour peu que les questions de sécurité aient été résolues et l'autorisation délivrée, ce que le rapporteur ignore.

Parmi les fouilles ou opérations marquantes, il faut signaler les travaux d'archéologie du bâti en net développement, principalement sur des châteaux ou autres édifices élitaires : le Palais de la Berbie à Albi (Tarn), les fortifications du château de Périgueux (Dordogne). Quant aux systèmes de franchissement, les CCS visés pour deux ponts élargiront quelque peu le sujet dans les années à venir. Par ailleurs, le CCS pour l'étude du bâti d'une maison sur la place centrale de la bastide de Villeneuve-sur-Lot, tout comme celui sur les deux tours du port de La Rochelle placeront avec bonheur les archéologues du bâti devant des édifices emblématiques de la région.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Beaucoup trop de rapports séparent encore maladroitement le texte des figures, obligeant le lecteur à d'incessants va-et-vient qui ne devraient pas avoir lieu. Les rapports de PCR ou de fouille programmée intègrent parfaitement les études spécialisées, ce qui est moins régulier dans les rapports de fouilles préventives.

D'une façon générale, les études d'archives sont relativement poussées en Languedoc-Roussillon et parfois ailleurs (Naves, Corrèze), On notera par ailleurs l'absence d'étude numismatique, au mieux quelques déterminations, tout comme d'étude micro-morphologique, sauf pour la fouille programmée de Moissac. Des études céramologiques très techniques sont menées, mais sans conclusions économiques ou sociologiques. Les études de faune sont de bonne qualité et savent sortir des tableaux de décomptes pour produire un discours sur la gestion des troupeaux. Enfin on note de vrais efforts et nouveautés apportées par les carpologues.

Tout comme ce que préconise B. Boissavit-Camus, il faudrait identifier les rapports ayant valeur d'exemple, ayant le cas échéant fait l'objet d'une qualification positive par la CTRA

« bon », « de qualité », etc. De fait, le deuxième rapport de fouille programmée pluriannuelle à Moissac, sous la direction de Bastien Lefevre fait figure de modèle, tout comme la fouille.

Il faudrait aussi identifier les fouilles qui doivent absolument faire l'objet d'une publication. Comme l'année précédente, la fouille de l'épave du Brick transportant du soufre, Justine, naufragé en 1867 a bénéficié cette année d'une identification archivistique, ce qui ne fait que renforcer son originalité et l'intérêt de la publier. Le rapport de PCR sur les céramiques de raffinage du sucre en France, présente maintes parties largement publiables en l'état. En 2018, une seule demande de publication a été examinée, pour la fouille du hameau médiéval du Champs du frêne à Asnières-sur-Nouère (Charente). Le rapporteur était bien navré de devoir émettre le souhait d'une nouvelle mise en forme des données. Pourquoi plus de projets de publication ne nous parviennent-ils pas ?

Difficultés rencontrées

Un opérateur ne semble pas prêter l'attention nécessaire à la qualité des rapports rendus par ses responsables. Ainsi les rapports de La Croix Caraque à Valdivienne (Vienne), celui du château de Brion à Brion-près-Thouet (Deux-Sèvres) ont été rejetés par la commission, celui de Louzy validé avec réserve. Le manque d'anthropologue à pied d'œuvre dans les diagnostics fragilise l'appréhension réelle de l'importance des niveaux sépulcraux (opérations de Bordeaux, Esnandes). Il faut aussi signaler les difficultés rencontrées dans l'activité d'expertise (à la lecture des rapports et dossiers adressés). Ainsi, loin d'utiliser les normes en vigueur, le seul rapport de bénévole avisé était flou et difficile de lecture.

Opérations à suivre

Dans le prolongement du très bon PCR « Les marais charentais au Moyen Âge et à l'époque moderne », PCR dont l'activité manque cependant d'une phase de test archéologique sur le terrain, un risque a peut-être été pris dans la prescription d'une fouille de grands bassins (médiévaux ?) liés à l'exploitation du sel à Saint-Laurent-de-La Prée, Charente-Maritime. Mais que les résultats soient au rendez-vous ou pas, il fallait bien se lancer dans une opération de terrain sur le sujet, pour apprendre à reconnaître un bassin salinifère fossile.

Des difficultés importantes en archéologie du bâti civil (Agen ; Airvault, Deux-Sèvres) ont été constatées et à la demande d'un agent prescripteur, le rapporteur a produit et fait valider par un petit groupe de chercheurs sur le sujet, un mémento destiné à aider les prescripteurs.

Recommandations visant à améliorer ou orienter la recherche, la qualité des rapports ou encourager des publications

Il faut imposer le mélange texte et figures dans tous les types de rapports et prescrire des études archivistiques régressives à la parcelle, aux actes notariés, plutôt que des études documentaires trop génériques sur un village ou un quartier. Le rapporteur recommande aussi de prescrire plus systématiquement l'usage du détecteur de métaux. Enfin, comme le rapporteur l'a exprimé au cours de deux séances de la CTRA, il serait souhaitable que les agents des Sra ayant à prescrire sur des aires d'ensilage, utilisent les longs paragraphes rédigés à cet effet en région toulousaine, ces paragraphes très précis étant à la pointe de la recherche sur la question.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
Culture